

Eugène Varga

Articles publiés dans *L'Internationale Communiste*

Notice :

Liste des soixante articles de Varga dans *l'Internationale Communiste*
publiés entre 1919 et 1942, d'après la bibliographie des *Œuvres choisies* de 1974.
(en rouge les 22 articles numérisés en octobre 2022)

1. La Hongrie communiste. *Internationale communiste*, 1919, n°2, p. 207-210. [en Russe, n°2, p. 199-202].
2. La situation économique de l'Europe occidentale. *L'Internationale Communiste*, 1920, n°14, pp. 2703-2714 [en Russe, 1920, n°14, pp. 2719-2730].
3. L'Angleterre puissance mondiale, sa situation économique et sociale. *L'Internationale Communiste*, 1921, n°15, pp. 3115-3128 [en Russe, n°15, pp. 3155-3172] (Même texte, un tableau en moins dans le *Bulletin Communiste*, 2^e année, n°21-22, 26 mai 1921, pp. 358-366.)
4. Les bases économiques de l'impérialisme américain. *L'Internationale Communiste*, 1921, n°17, pp. 4019-4036 [en Russe, n°17, pp. 4103-4123].
5. Revirement dans la politique économique de la Russie soviétiste. *L'Internationale Communiste*, 1921, n°18, pp. 4482-4498, [en Russe, n° 18, pp. 4585-4602].
6. L'impôt et la politique fiscale. *L'Internationale Communiste*, 1921, n°19, pp. 4685-4698, [en Russe, n° 19, pp. 4805-4818].
7. Le rôle de la paysannerie à l'époque de la désintégration du capitalisme. *Internationale communiste*, 1922, n° 20, pp. 5223-5230.
8. L'ancien et le nouveau pacifisme. *Internationale communiste*, 1922, n° 21, pp. 5375-5392.
9. Comment doit être composé le programme de l'Internationale Communiste. *L'Internationale Communiste*, 1922, n°22, pp. 71-74. [en Russe, n° 22, pp. 5867-5878]. (Même texte dans le *Bulletin Communiste*, 3^e année, n°44, 2 novembre 1922, pp. 818-820).
10. Esquisse de la Partie théorique du Programme de l'Internationale Communiste (La période d'après-guerre). *L'Internationale Communiste*, 1922, n°23, pp. 71-74. [en Russe, n° 23, pp. 6141-6150].
11. La défaite de l'Allemagne bourgeoise dans la lutte pour la Ruhr. *Internationale communiste*, 1923, n° 26-27,- pp. 7269-7294.
12. Les salaires d'avant-guerre en or ou la mort du prolétariat allemand. *Internationale*

communiste, 1923, n° 28-29, pp. 7552-7564.

13. Causes et conséquences économiques de la guerre mondiale, *Internationale communiste*, 1924, n°5-6, pp. 41-58.
14. Le capitalisme mondial à l'orée de 1924-1925, *Internationale communiste*, 1925, n° 1, pp. 81-87).
15. Le plan Dawes et la stabilisation du capitalisme. *Internationale communiste*, 1925, n° 4/41, p. 77-85.
16. Les voies et les obstacles de la révolution mondiale. *L'Internationale Communiste*, 1926 [?], n°12, pp. 5-19 [en Russe, 1925, n° 12/49, pp. 5-23.]
17. L'Allemagne prolétarisée. *Internationale communiste*, 1926, n° 3/61, pp. 37-40.
18. Le sur impérialisme et la loi du développement inégal du capitalisme. *L'Internationale Communiste*, 1926, n°4 (d'une nouvelle série...), pp. 259-264 [en Russe, n°6/64, p.18-22].
19. La signification mondiale de la lutte révolutionnaire du prolétariat anglais. *Internationale communiste*, 1926, n° 7/56, pp. 5-27.
20. Manifeste des banquiers : le capital bancaire contre l'industrie. *Internationale communiste*, 1926, n° 9/67, pp. 9-15.
21. L'évolution de la structure du capitalisme aux États-Unis. *Internationale communiste*, 1927, n° 9, pp. 20-30.
22. La haute conjoncture en Allemagne et la classe ouvrière allemande. *L'Internationale Communiste*, 1927, pp.1097-1104. [en Russe, n° 34/108, pp. 9-15].
23. La première décennie de la période du déclin du capitalisme. *L'Internationale communiste*, 1927, n° 44-45, p. 21-30.
24. Les emprunts étrangers et la question des réparations en Allemagne. *L'Internationale communiste*, 1927, n° 48, p. 27-32
25. Tentatives d'un nouveau règlement de la question des réparations. *L'Internationale communiste*, 1928, n° 2/128, pp. 16-24.
26. Les nouveautés technologiques et leurs résultats économiques. *L'Internationale communiste*, 1928, n° 23/149, 24/150,
27. La période de transition du capitalisme au socialisme. Le "communisme de guerre" et la "nouvelle politique économique". *L'Internationale communiste*, 1928, n° 23/149, 24/150. p. 97-102.
28. La question des réparations et la formation des blocs impérialistes. *Internationale communiste*, 1929, n° 4/128, p. 10-18.
29. Extrait du rapport et du discours de clôture du camarade Varga sur la situation économique mondiale (discussion au sein de la Commission politique du CEIC) - *Internationale communiste*, 1929, pp. 698-715 [en Russe, n° 18/196, pp. 31-43].
30. Les Etats-Unis pendant la période de déclin du capitalisme. *Internationale communiste*, 1929, pp. 964-968. [l'édition en Russe dans l'IC n'a pas été retrouvée]
31. La nouvelle réglementation des réparations dans le Plan Young. *Internationale communiste*,

1929, n° 26/204, pp. 32-42.

32. L'effondrement de la Bourse internationale comme signe avant-coureur d'une crise économique imminente" - "Internationale communiste", 1929, pp. 1667-1682 [en Russe, 1929, n° 46/224, 47/225, p. 15-30.]
33. L'extension de la crise et la chute des prix. *Internationale communiste*, 1930, n°4, pp. 191-200 [en Russe, 1930, n° 2, pp. 36-41].
34. La crise agraire internationale. *Internationale Communiste*, 1930, pp. 764-776 [en Russe, 1930, n°9, pp. 15-23.]
35. L'Angleterre sur la voie du protectionnisme. *L'Internationale communiste*, 1930, pp. 1554-1560 [en Russe, 1930, n° 21, pp. 19-24].
36. Transformation de la crise économique en crise mondiale générale. *Internationale communiste*, 1930, pp. 2246-2257. [en Russe, 1930, n° 32, pp. 22-31]
37. Problèmes du chômage chronique croissant. *Internationale communiste*, 1933, n° 24, pp. 10-14.
38. Le plan de Man est une tromperie de la classe ouvrière. *Internationale communiste*, 1934, n° 14, pp. 1-24.
39. Les difficultés croissantes du fascisme allemand. *Internationale communiste*, 1934, n° 36, pp. 15-24.
40. L'issue capitaliste à la crise économique : maturation de la nouvelle crise cyclique. *L'Internationale Communiste*, 1936, avril, n°4, pp. 428-443 [en Russe, 1936, n° 5-6, pp. 24-35]
41. Révolution en Espagne. *Internationale communiste*,. 1936, n°9, c. 22-31.
42. Conspiration du peuple contre le Franc. *Internationale communiste*, 1936, n°11-12, pp. 108-110.
43. Défaite des partisans de la dévaluation aux élections belges. *Internationale communiste*, 1936, n° 11-12, pp. 110-112.
44. La dévaluation du franc français et la fin du bloc d'or. *Internationale communiste*, 1936, n°16, pp. 34-40.
45. Les perspectives économiques de l'Angleterre. *Internationale communiste*, 1937, n° 1, p. 26-32.
46. La situation économique aux États-Unis, *Internationale communiste*, 1937, n° 5, pp. 44-49
47. Où va le monde capitaliste ?. *Internationale communiste*, 1937, n° 7, pp. 31-38 [en Russe],
48. Deux décennies d'économie capitaliste et socialiste, *Internationale communiste*, 1937, n° 10. I, pp, 47-52,
49. De la nouvelle crise économique mondiale. *L'Internationale Communiste*, 1938, janvier, n°1, pp. 38-46 [en Russe, 1937, n° 12, pp. 28-34]
50. La démagogie et le jonglage avec les chiffres d'Hitler. *Internationale communiste*, 1938, n° 3, pp. 21-36.
51. Le socialisme comme utopie, comme science et comme réalité, *Internationale communiste*,

1938, n° 10, p. 42-49.

52. Le monde capitaliste au cours des 20 dernières années, *Internationale communiste*, 1939, n°26, pp. 14-21. Traduction française sous le titre : *L'agonie du capitalisme, L'Internationale communiste*, n°3, mars 1939, 21^e année, pp. 390-398.
53. Les contradictions anglo-américaines dans la deuxième guerre impérialiste. *Internationale communiste*, 1940, n° 1, pp. 32-39.
54. Der Monopolkapitalismus im zweiten imperialistischen Krieg. *Kommunistische Internationale*, 1940, H. 3-4, S. 216-226.
55. L'Europe capitaliste au seuil de la famine. *L'Internationale communiste*, 1940, n° 8, pp. 55-60.
56. Sur les changements dans l'économie capitaliste au cours de la Guerre. *Internationale communiste*, 1941, n° 2, c. 21-28.
57. L'Europe à la veille de la guerre. *Internationale communiste*, 1941, n° 10-11, pp. 31-36.
58. L'épuisement croissant des ressources de l'Allemagne hitlérienne, *Internationale communiste*, 1942, n°3-4, pp. 14-24.
59. Trois ans de la guerre d'Hitler. *Internationale communiste*, 1942, n° 8-9, pp. 8-15.
60. 25 ans d'économie soviétique. *Internationale communiste*, 1942, n° 10-11, pp. 24-31.

1. *L'Internationale Communiste*, 1919, n°2, pp. 207-210

LA HONGRIE COMMUNISTE

Pour celui qui se tient à l'écart des événements politiques, il aurait semblé — il y a six semaines — tout à fait impossible qu'une république des soviets puisse s'établir en Hongrie. Le prolétariat hongrois était divisé en deux fractions ; l'une, incomparablement plus nombreuse, appartenait au parti social-démocrate ; l'autre, bien moindre en nombre, mais se comportant sous le rapport politique avec beaucoup plus de ténacité et d'assurance, appartenait au parti communiste. Ces deux fractions paraissaient être en violent désaccord entre elles ; les meneurs de la fraction communiste furent même emprisonnés et cela sur un ordre d'un gouvernement dans la composition duquel se trouvaient quatre ministres social-démocrates. Bientôt, après l'arrestation des meneurs, le prolétariat hongrois s'empara de la direction des affaires dans tout le pays, et se plaçant en principe sur le terrain du régime des Soviets, proclama la dictature du prolétariat. Depuis les chefs du parti ci-devant social-démocratique travaillent en parfait accord avec les communistes à la consolidation de cette dictature. Parmi les commissaires des Soviets se trouvent deux anciens ministres qui, dans le temps avaient consenti à l'arrestation des chefs de la fraction communiste. Actuellement une union absolue s'est établie dans les rangs du prolétariat hongrois ; lors de l'union des deux fractions trois seulement des anciens chefs du parti social-démocrate se sont isolés du reste : Garami, l'intelligent socialiste hongrois ci-devant ministre du Commerce, Buchinger, secrétaire du parti et Peidl, typographe, ministre sans portefeuille ; ils ne consentirent pas à se placer sur le terrain de la dictature.

Ce changement particulier n'a été possible que parce que le parti social-démocrate hongrois est incomparablement plus radical que ces partis ne le sont dans l'Europe occidentale ; en Hongrie ce parti — à quelques insignifiantes exceptions près — était éloigné de tout socialisme patriotique. Pendant la guerre il n'y eut pas de paix civile : la lutte des classes du prolétariat continua et prit souvent des formes très marquées pendant le cours des hostilités. Ce qui facilita le passage de la base social-démocrate à la politique communiste.

Mais ce qui a déterminé les meneurs du parti social-démocrate, partisans des doctrines de Karl Marx — et avant tout l'auteur du présent article — à changer en principe leur politique c'a été la conviction qu'en Hongrie (et probablement dans tous les autres pays) le rétablissement de la production sur des bases capitalistes était impossible. La première révolution hongroise a éliminé le militarisme si radicalement, qu'il a été tout à fait impossible pour les classes dirigeantes de se servir de la force armée contre le prolétariat ; l'un des soutiens absolument indispensables de toute production capitaliste, qui peut quand il le faut forcer les ouvriers à travailler, la force armée, manqua donc. En Hongrie, lors de la première révolution, l'armée fut complètement dissoute ; aucune des organisations et formations militaires ne resta intacte, ce qui fit qu'il n'y avait plus de centre collectif qui, comme nous le voyons en Allemagne, aurait pu servir de point de ralliement pour toute espèce d'organisations contre-révolutionnaires. Ce qui fut nouvellement formé — comme force militaire — après la première révolution, fut beaucoup plus proche du prolétariat que de la bourgeoisie ; il fut par conséquent tout à fait hors de question de penser à employer ces troupes nouvellement formées, qui avaient leurs Soviets militaires et leur système de délégués de confiance,

pour une action contre le prolétariat.

Il est facile à comprendre que, dans ces conditions, les augmentations de salaires, que le prolétariat réclamait, devraient être consenties par les capitalistes, parce que, dans le cas contraire, les ouvriers auraient pu employer la force contre eux et leurs employés. Mais comme à des salaires élevés la production devenait onéreuse pour les capitalistes, ces derniers se retirèrent des entreprises et tout le système capitaliste s'arrêta net. Et naturellement, les demandes d'augmentation de salaires montèrent proportionnellement. — Ainsi tout le système du travail de production tournait dans un cercle vicieux et il est évident que les réclamations des ouvriers, qui n'étaient pas tenus en échec par une force militaire intacte, ne pouvaient être satisfaites si le système capitaliste continuait à subsister, d'autant moins que, à cause de la longue durée des hostilités, l'appareil de production hongrois avait grandement souffert. Tout marxiste clairvoyant devait donc se rendre compte de ce que toute l'existence économique du pays allait vers la ruine absolue si le système capitaliste était maintenu et que la réorganisation de la production n'était possible que dans le cas où tous les obstacles capitalistes au développement économique seraient éloignés d'un seul coup et la vie économique du pays soumise entièrement à la dictature du prolétariat.

Le passage du pouvoir politique entre les mains du prolétariat hongrois lui a été facilité par le fait, que les impérialistes des gouvernements de l'Entente voulaient dicter à la Hongrie des conditions de paix telles, que le gouvernement social-démocrate et de coalition bourgeoise de ce pays ne voulait pas les accepter, sans toutefois avoir le courage de les refuser ; et il décida en manière d'échappatoire, de démissionner et de passer tout le pouvoir gouvernemental au prolétariat. Les bourgeois croyaient transmettre le pouvoir au parti social-démocrate et ont été certainement, très désagréablement surpris en s'apercevant qu'ils avaient en somme ouvert le chemin à la dictature du prolétariat. La démission du gouvernement bourgeois a donné au prolétariat le moyen de prendre en mains, sans la moindre effusion de sang, d'un seul coup, tout le pouvoir politique dans tout le pays.

Après que l'union des deux fractions se fut accomplie et que la dictature du prolétariat eut été proclamée, un travail fiévreux commença immédiatement en faveur d'une rapide socialisation de la production. Dès le premier jour du nouveau gouvernement toutes les institutions de crédit furent déclarées propriété de l'État, les dépôts, valeurs, titres, caisses de sûreté (« safes ») des bourgeois furent saisis et il ne leur fut permis que de retirer, au plus, 2000 couronnes par mois.

Toutes les entreprises industrielles qui occupaient plus de 20 ouvriers, ou celles qui n'étaient pas de petites entreprises furent déclarées propriété de l'Etat sans paiement d'indemnité aux anciens propriétaires. Chaque propriété foncière, dépassant la mesure de terrain qu'un paysan peut exploiter avec l'aide de sa famille, fut enlevée sans indemnité aucune à son ancien propriétaire et remise à des journaliers agricoles dépourvus de terre pour l'exploitation. Le sol est devenu propriété de l'Etat ; les ouvriers, formés en associations, sont employés par l'Etat. L'exploitation des grandes propriétés se fait sous la surveillance et la direction d'employés agriculteurs instruits ; aucune division du terrain en lots ou parcelles n'est admise. Le même sort frappa les maisons de rapport, arrangées pour être louées à des locataires, que le prolétariat n'avait pas acquises ou construites lui-même, mais ne faisait que louer ; elles furent toutes expropriées par l'Etat sans paiement d'indemnité aux anciens propriétaires.

Le règlement de la situation économique, mené rondement, avance aussi : on établit maintenant une administration centrale pour emmagasiner et distribuer toutes les matières brutes et les articles à demi-fabriqués ; la production totale des branches les plus importantes de l'industrie, la houille, le bois, le fer, le sucre, les machines, etc., est réunie aussi dans une administration centrale ; la

production de toutes les entreprises et exploitations est annoncée à cette administration par des rapports hebdomadaires ; toutes les données sur la production se trouvent ainsi concentrées dans ce service public. Un conseil supérieur décide sur les principes de la distribution et des dispositions à prendre pour l'emploi postérieur de toutes ces matières. On a établi en plus une administration qui règle et contrôle le total du commerce extérieur, importation et exportation. Comme on peut en juger par ce qui précède, le travail de rétablissement des conditions économiques de la vie a marché en Hongrie bien plus rapidement qu'en Russie ; cela a été possible : 1) parce qu'en Hongrie il n'y a eu pendant tout un mois ni mouvement contre-révolutionnaire, ni guerre extérieure ; 2) parce que le pays est petit et que par conséquent le travail d'organisation peut se faire bien plus facilement que dans un pays de grande étendue ; 3) enfin parce que jusqu'à présent nous ne nous sommes heurtés à aucun sabotage de la part des classes intellectuelles (c'est-à-dire ayant reçu une instruction supérieure) ; au contraire, les ingénieurs, les chimistes, les employés des services de l'Etat et les employés des entreprises privées sont jusqu'à présent totalement à la disposition du gouvernement des Soviets.

Il va sans dire que ce travail pacifique est grandement dérangé par les menées des hobereaux roumains ; le travail régulier a dû être interrompu à cause de cette résistance (non sans succès) et les forces totales du prolétariat ont dû être employées à la défense du pays. Nous espérons que nous réussirons tout de même à parer les attaques de nos adversaires et que nous pourrons bientôt mener à bonne fin, avec un plein succès, le travail d'organisation déjà commencé.

Eugène VARGA

(Commissaire du peuple pour la Production industrielle socialisée, Budapest).

2. *L'Internationale Communiste*, 1920, n°14, pp. 2703-2714

LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'EUROPE OCCIDENTALE¹

Introduction

Deux années se sont déjà écoulées depuis que la guerre mondiale a pris fin. Mais la reconstruction ardemment désirée de l'économie capitaliste n'a pas encore réussi. Afin d'expliquer pourquoi il en est ainsi, nous devons montrer les transformations profondes que le capitalisme a subies du fait de la guerre.

L'accumulation incessante d'un capital réel était la base du développement du capitalisme moderne. La guerre interrompit tout à coup ce processus, qui fit place à un processus contraire : celui de l'appauvrissement progressif du monde capitaliste en richesses matérielles. On consommait, pendant la guerre, beaucoup plus qu'on ne produisait. La structure particulière de l'économie capitaliste permettait, néanmoins de masquer cet *appauvrissement réel en créant des milliards et des milliards de capital fictif*. Aux propriétaires des richesses réelles qu'il consommait, l'Etat donnait en compensation un capital fictif, présenté sous deux aspects. Tout d'abord le capital fictif des emprunts de guerre, assurant la possession d'une partie de la plus-value à produire par les générations futures. De la sorte, le revenu nominal du monde capitaliste, loin de diminuer, accusait une hausse, sur laquelle nous reviendrons par la suite, et l'appauvrissement du monde capitaliste en guerre était à la fois dissimulé aux yeux de chaque capitaliste considéré isolément et aux yeux de la classe capitaliste tout entière – La seconde forme de création du capital fictif consistait en émission, pour des centaines de millions, de monnaie fiduciaire que rien ne garantissait. Ce papier-monnaie différait, au point de vue économique, du papier-monnaie de l'époque antérieure en ce qu'il était émis, non pour faciliter les échanges et la conclusion de réelles opérations capitalistes, mais afin de compenser formellement les dépenses de richesses réelles faites pendant la guerre.

L'appauvrissement de ses richesses effectives s'étendit également aux moyens de production, considérés au sens étroit du mot.

Le sol s'épuisait par suite d'un amendement insuffisant et d'un travail négligé. Les transports étaient ruinés. Les machines s'usaient et n'étaient pas remplacées. En d'autres termes, ce n'était pas seulement la réserve de richesses qui diminuait rapidement pendant la guerre : la base matérielle de la production se détériorait rapidement. D'autres facteurs s'ajoutèrent à ceux-ci. Tout d'abord,

¹ La rédaction de *L'Internationale Communiste* m'a chargé d'écrire sur la situation économique des Etats de l'Europe une série d'études. Je me suis efforcé de lui remonter que, dans les circonstances actuelles, cette tâche ne peut pas être remplie de façon *satisfaisante*. Les documents nous parviennent avec de gros retards et d'ailleurs incomplets. Leur étude, le travail subséquent de traduction et d'impression de ces articles en retarderont la publication au point que, pour le lecteur des pays autres que la Russie, la situation économique s'étant modifiée, mon travail risque de ne présenter souvent qu'un intérêt rétrospectif. D'autre part, il faudrait, pour remplir cette tâche de façon satisfaisante, disposer de tout un personnel afin de tirer parti de toute la documentation étrangère. J'ai du m'incliner pourtant devant cet argument : que les articles insuffisants valent mieux que rien.

l'industrie ne produisait, dans une large mesure, que pour la guerre, et sa productivité cessait de ce fait d'être économiquement utile ; ensuite – et c'était un facteur absolu de régression – des richesses étaient détruites sur les théâtres des opérations militaires ; enfin, – et ce facteur devrait être mentionné en premier lieu – la capacité de travail de la main-d'œuvre ne cessant de diminuer, la production tombait irrésistiblement. Les pertes en main d'œuvre étaient en partie temporaire (des millions d'hommes mobilisés étaient arrachés au travail productif), en partie définitives, quand il s'agissait de tués, de mutilés ou de travailleurs invalidés, à l'arrière, par les privations et l'insuffisance d'alimentation.

La régression continue de la production entraîna, dès les premières années de la guerre, un appauvrissement économique général. Ce fait, coïncidant avec les emprunts de guerre dont le système empêchait la diminution du revenu nominal, engendra dans le monde entier, la hausse des prix. A une somme, chaque jour moindre de produits de l'industrie, correspondait un revenu nominal demeuré fixe ou augmenté par les bénéfices de guerre. La disette des produits offrait à son tour un large champ d'action à la spéculation et provoquait ainsi une hausse nouvelle du revenu nominal. Les prix montèrent en conséquence au fur et à mesure que baissait la production. De la sorte, sorte, ce n'est pas l'émission du papier-monnaie qui provoqua, comme l'affirment unanimement les économistes bourgeois, la hausse des prix, mais bien la diminution de la production concomitante à l'augmentation du revenu nominal la hausse des prix atteignait naturellement un degré correspondant à l'utilité des produits dont les plus indispensables ; tels ceux de l'agriculture et les denrées alimentaires, furent les plus chers. Dans le monde entier, dans les pays belligérants au premier chef, et surtout dans ceux de l'Europe Centrale, qui se trouvaient complètement coupés des marchés du monde, une crise de ravitaillement sans précédent se manifesta. Il en résulta une transformation radicale dans la corrélation des forces entre la ville et la campagne. Alors qu'en période de développement capitaliste normal la ville domine la campagne, l'Europe industrielle domine les régions agricoles, la déformation économique militaire du capitalisme amena ce résultat, que les campagnes exploitèrent la ville, que les pays agricoles s'émancipèrent dans une large mesure de l'hégémonie économique de l'Europe industrielle.

Cette transformation économique fut facilitée par le fait que toutes les obligations de la campagne à l'égard de la ville sont d'une façon générale fixées en sommes d'argent : loyers, intérêts sur prêts, impôts, etc. La hausse des prix, d'autre part, signifie une baisse constante de la valeur de l'argent. On comprend que la campagne, dont les obligations envers la ville s'expriment en unités monétaires nominales, ne dut désormais payer que le dixième ou le trentième de ce qu'elle payait naguère. Ce qui fut la cause d'une nouvelle diminution du ravitaillement des villes et des régions industrielles, diminution que nous constatons encore aujourd'hui.

La conséquence ultérieure de cette situation fut l'action réciproque de l'élévation des prix et de celle des revenus nominaux : l'une accrût l'autre, et réciproquement. La hausse des salaires, ayant été, dans le monde entier, fortement distancée par celle du prix des vivres, les victimes de cet état de choses furent les ouvriers. L'appauvrissement réel du monde capitaliste tout entier se manifesta bientôt nettement par *la baisse du niveau de bien-être de la classe ouvrière*. Si, en régime capitaliste, l'énorme accumulation de moyens de production abrégait de plus en plus la durée du travail de l'ouvrier et si, par suite, le niveau de l'existence de ce dernier pouvait s'élever — bien que très lentement, — ou tout au moins, ne pas baisser, il arriva pendant la guerre, que les conditions

d'existence du prolétariat empirèrent brusquement dans des proportions terribles¹.

L'abaissement du bien-être matériel de l'ouvrier, abaissement provoqué par la diminution de la production, fut à son tour la cause d'une nouvelle diminution de cette même production. Mal nourris, les travailleurs ne purent s'acquitter de leurs tâches comme auparavant. Des causes psychologiques, telles que le mécontentement suscité par les mauvaises conditions d'existence et une guerre absurde aggravèrent encore la crise de la production.

L'économie militaire se développa de la sorte dans un cercle vicieux et ce fut tout le problème, tout le problème insoluble qu'on ne peut pas encore, après la fin de la guerre, résoudre dans les limites du capitalisme. Les ouvriers, dans le monde entier, exigent une augmentation du niveau moyen de leur existence qui les ramènerait tout au moins aux conditions d'avant-guerre. La diminution des forces productives dans le monde entier et la diminution de la productivité de la classe ouvrière elle-même ne permettent pas de satisfaire à cette revendication en régime capitaliste, même si les capitalistes renonçaient temporairement à leurs bénéfices, postulat évidemment impossible. Cette exigence ne pourrait être satisfaite que si l'on pouvait d'abord accumuler de nouveau les moyens de production tirés de la plus-value et restaurer ainsi l'industrie. Mais l'accumulation réelle est maintenant impossible, le rendement inférieur du travail, en régime capitaliste, ne permettant, par rapport à la consommation journalière, aucune surproduction.

Ces aspects généraux de la crise du capitalisme ne se manifestent pas de même dans tous les pays. C'est une des particularités des capitalismes d'après-guerre que, par suite des différents degrés de déformation militaire-économique, il n'y a plus d'économie capitaliste mondiale unique.

Le monde capitaliste s'est démembré ; ses parties n'ont plus d'unité économique. La crise du change est la manifestation extérieure de ce démembrement.

Naguère l'argent, – équivalent réalisé du temps de travail de l'ouvrier, – avait, en régime capitaliste, une valeur générale, mondiale. C'est-à-dire que les monnaies des différents Etats capitalistes, étaient, en dehors de minimes oscillations économiques, estimées à leur valeur nominale, celle de l'or qu'elles représentaient. A l'heure actuelle, il n'y a plus à proprement parler de monnaies qui aient une valeur mondiale. L'or – en somme l'étalon monétaire mondial, – est, dans la plupart des Etats, sorti de la circulation, et la monnaie fiduciaire subit dans tous les pays de très grandes variations de valeur qui transforment tous les échanges commerciaux internationaux en spéculation. Si l'on considère de ce point de vue le monde capitaliste tel qu'il est actuellement, il se divise en cinq vastes groupements économiques : 1) L'Angleterre et son empire colonial ; 2) Les Etats-Unis et les Républiques sud-américaines qui ont le moins souffert de la guerre ; 3) L'Europe centrale ; 4) la Russie ; 5) le groupe sino-japonais de grandes puissances. Nous avons l'intention d'étudier dans les articles suivants la situation générale de ces vastes régions économiques en commençant par l'Europe Centrale, par celle, en d'autres termes, où la déformation économique militaire atteint son plus haut degré. Nous examinerons ensuite la vie économique anglaise, sur laquelle nous avons des données matérielles plus riches.

¹ La littérature scientifique du monde ne possède pas de statistique digne de confiance sur les conditions de vie de l'ouvrier. Mais la consommation des aliments de première nécessité – pain, sucre, café, beurre – en France et en Angleterre, par exemple, montre que le niveau de bien-être de la classe ouvrière s'était quelque peu élevé pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.

La crise économique en Europe occidentale.

Si nous laissons de côté les régions agricoles de la péninsule balkanique, l'Europe continentale nous apparaît (y compris l'Angleterre) comme la patrie du capitalisme, *l'Atelier du Monde*. Elle était auparavant étroitement rattachée à l'économie mondiale. D'une façon générale, elle exportait sur tous les marchés du monde des articles manufacturés, en échange desquels elle recevait des denrées et des matières premières. Elle était autrefois partagée entre plusieurs grandes nuisances : France, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie et Russie (cette dernière, maîtresse de la Pologne, pénétrait très avant dans l'Europe centrale). Une série de petits Etats capitalistes épargnés par la guerre, à l'exception de la Belgique, complétait le tableau. Toute cette région économique formait un tout compact, en dépit des systèmes de tarifs protecteurs appliqué par les grandes puissances dans leur politique douanière.

La paix de Versailles a complètement modifié la carte politique de cette région. La monarchie austro-hongroise s'est démembrée en une série de petits Etats, l'Allemagne s'est vu ravir divers territoires, la Pologne a recouvré son indépendance de même que les petits Etats limitrophes de la Russie. De petites enclaves indépendantes ont surgi dans différents pays : les territoires de la rive gauche du Rhin occupés par les troupes françaises, le Luxembourg arraché à l'Allemagne, Dantzig et Fiume autonomes, l'Autriche Allemande affamée. De petits Etats chaotiques, brouillés les uns avec les autres, ont été formés, aggravant encore la crise de la production par la rupture des liens naturels entre les différents centres.

Dans toute cette région économique, tant dans les pays vainqueurs que dans les pays vaincus, une crise économique grave sévit actuellement. Ses causes générales sont celles que nous avons énumérées au début de cet article, comme causes déterminantes de la crise économique du système capitaliste tout entier. Cette région ayant été le théâtre de la guerre, la crise y revêt pourtant les formes les plus aigües.

La baisse de la production est surtout évidente en ce qui concerne l'extraction du charbon. Avant la guerre, l'Europe pouvait se suffire à cet égard ; les ports seuls et les régions côtières recevaient du charbon anglais apporté à peu de frais par des bateaux qu'il servait à lester. A l'heure actuelle, l'extraction de la houille est tombée, en Allemagne, à 60% de ce qu'elle était auparavant. En France, elle est tombée de moitié. Et le manque de combustible paralyse toute la vie économique.

La cause de cette baisse de rendement de l'industrie houillère réside dans la diminution du rendement des mines, diminution déterminée par divers facteurs économiques et sociaux. Au nombre de ces facteurs économiques se rapporte l'exploitation sans vergogne des mines les plus riches pendant la guerre, l'usure du matériel, la diminution (par suite des pertes de guerre) du nombre des ouvriers qualifiés, l'alimentation insuffisante des travailleurs, la réduction à 7 heures de la journée de travail. La profonde répugnance des mineurs à travailler pour des entreprises privées est une cause sociale. Et tous les efforts d'intensifier le production se sont heurtés à ce dernier obstacle. C'est en vain que les chefs des syndicats allemands s'efforcent, en bons serviteurs du capital, à stimuler la production en encourageant au travail des heures supplémentaires. C'est en vain que les salaires sont élevés et que l'on prodigue aux ouvriers les promesses d'amélioration de leur ordinaire ; les mineurs exigent la socialisation des mines et ne semblent pas disposés à intensifier leur travail à seule fin de restaurer le capitalisme. En Haute-Silésie, la production est en outre paralysée par le conflit polono-

germanique, comme elle l'est dans le bassin de la Ruhr par l'occupation française¹.

Les mines du nord de la France ont été si profondément ruinées par les Allemands, que la production ne pourra reprendre dans quelques-unes que vers 1930². Et l'Angleterre ne peut venir en aide à la France, la production de l'industrie minière étant aussi tombée chez elle, tandis que la consommation du pays augmentait. Des dispositions ont donc été prises pour empêcher l'exportation de la houille anglaise, et nous recevons à l'instant la nouvelle que le gouvernement anglais projette de prohiber toute exportation, afin de constituer des réserves en prévision d'une grève de mineurs (*Vossische Zeitung* 16 septembre 1920).

L'Amérique du Nord pourrait, il est vrai, fournir du charbon à l'Europe, mais les conditions du change sont si défavorables au trafic avec l'Amérique, que le charbon américain ne peut être employé qu'à titre d'exception.

L'Europe occidentale manque de charbon. C'est là une des causes principales de la crise actuelle. Le résultat en est que les divers Etats intéressés se disputent les mines, ce qui aggrave encore la crise économique. *C'est ainsi que les hauts-fourneaux de Styrie ont dû s'éteindre parce que les Tchèques refusent à l'Autriche le charbon dont elle a besoin* ; le dernier haut-fourneau s'est éteint en mai. Il en est de même pour le Luxembourg, qui figure pourtant parmi les Etats victorieux. L'industrie métallurgiste luxembourgeoise souffre de la pénurie du coke. 37 hauts-fourneaux sur 47 sont inactifs et ceux qui restent en activité, ne donnent qu'un rendement minime. Leur activité est d'ailleurs intermittente³. Les arrangements de Spa représentent une tentative de modifier par la violence politique, au profit de la France, la situation faite à l'Europe centrale par le manque de charbon. Cette tentative semble avoir réussi dans une certaine mesure. Nous lisons que les stocks de la France se sont accrus⁴.

Si pourtant la situation économique de la France s'améliore quelque peu grâce au charbon arraché par force à l'Allemagne, la situation de l'Allemagne s'aggrave d'autant plus. Des industries entières cessent le travail, faute de combustible. Le Commissaire d'Empire chargé du ravitaillement de l'industrie en charbon avertit par exemple l'union patronale des métallurgistes de Relscheid [Remscheid ?] que, par suite des engagements pris à Spa, l'industrie de l'Allemagne occidentale va se

¹ On trouvera un résumé détaillé de la situation de l'Europe en ce qui concerne l'industrie charbonnière dans le livre de Keynes sur les conséquences de la paix de Versailles.

² En temps de paix, la France consommait annuellement 60 000 000 de tonnes de charbon, dont 40 millions provenaient de ses propres mines, les 20 autres étant importées d'Allemagne et d'Angleterre. Elle produit à présent la moitié de ce qu'elle produisait autrefois, c'est-à-dire 20 millions de tonnes ; quant à l'importation, elle dépassera de peu 20 millions de tonnes, si l'Allemagne tient ses engagements contractés à Spa. Le déficit en charbon est donc de 20 millions de tonnes, soit 33% (*Times*, du 2 août 1920).

³ Cf. *Berliner Tageblatt* du 36 août 1920. Les visiteurs étrangers revenus de Russie parlent beaucoup de la baisse de la production dans ce pays. La situation n'est guère meilleure en Europe centrale. Mais la production de la Russie suit déjà une courbe ascendante, tandis que celle de l'Europe centrale continue à baisser.

⁴ M. Le Troquer, ministre du travail, déclarait vers la mi-septembre que les stocks de chemins de fer français s'étaient élevés à 800 000 tonnes et ceux des usines à gaz de Paris, à 900 000 tonnes. Les industriels français mettent cependant le public en garde contre la tendance à surévaluer les stocks. C'est avec raison.

trouver dans une situation très critique et que nombre d'entreprises vont devoir cesser le travail¹.

En même temps que la baisse de production de la houille, la crise de l'alimentation constitue en Europe centrale le danger le plus sérieux. Le bétail manque, les engrais chimiques font défaut, la guerre a diminué le nombre des labours. Or, pendant les hostilités, les paysans de l'Europe centrale, spéculant sur l'insuffisance du ravitaillement, ont réalisé de grandes sommes d'argent, ce qui leur a fait perdre l'un des stimulants de la production. Les principaux pays de l'Europe continentale, c'est-à-dire la France, l'Italie, l'Allemagne et aussi la Pologne se voient contraints d'importer de grandes quantités de semences et de denrées alimentaires².

Cette importation n'est couverte par l'exportation des pays agraires, Hongrie, Roumanie, Serbie que dans une mesure très faible, la Russie, c'est-à-dire l'exportateur le plus important de l'avant-guerre, étant hors de compte. Il faut donc importer des marchandises provenant des pays dont le change est élevé. Il en résulte une très forte augmentation du prix du pain, que les gouvernements bourgeois n'osent pas faire retomber directement et ouvertement sur les travailleurs. Ils en mettent une partie au compte du budget. Le pain cher coûte à l'Italie 7 milliards de lires par an et à l'Autriche, 10 milliards de couronnes. D'où l'insuffisance d'alimentation du prolétariat des villes.

La crise du charbon et l'insuffisance d'alimentation de l'Europe continentale, à l'exclusion des Etats agraires, rendraient impossible le rétablissement de l'économie sur les bases capitalistes, même si la production était normale dans tous les autres domaines de l'industrie, ce qui est loin d'être le cas. Tous les rapports des directeurs d'entreprises capitalistes sont pleins de récriminations sur le peu de rendement de la main-d'œuvre ouvrière. Le cercle vicieux sur lequel, dans les premières lignes de cet article, nous avons attiré l'attention du lecteur, apparaît ici bien en évidence. Les ouvriers ne peuvent pas et ne veulent pas, étant donné l'abaissement actuel du niveau de leur bien-être, fournir un travail intensif. Si pourtant le rendement du travail ne s'élève pas, l'accumulation réelle de nouveaux moyens de production deviendra impossible. Et sans rétablissement de la production, il est impossible de produire la quantité d'articles nécessaires pour améliorer les conditions d'existence de l'ouvrier. Cette situation est sans issue.

Que l'on y ajoute que la crise de l'industrie houillère provoque en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Italie, le chômage de centaines de milliers d'ouvriers. En Allemagne, où la statistique du chômage est mieux tenue qu'ailleurs, le nombre des sans-travail n'a cessé d'augmenter rapidement, au cours de ces derniers mois. Vers le 15 mai, 270 000 sans-travail recevaient un secours de chômage. Fin août dernier, leur nombre se montait à 500 000³. 6% des travailleurs syndiqués étaient sans travail. Sans la seule industrie textile, ce pourcentage s'élevait à 17%,. En tenant compte de l'interruption des travaux du bâtiment pendant la mauvaise saison et de l'extension du chômage par suite de la crise du charbon, on peut prédire avec certitude qu'à la fin de l'automne, il y aura en Allemagne plus d'un million de sans-travail.

Ces chiffres ne donnent pourtant pas un tableau suffisamment complet du chômage. Car il y a, outre les sans-travail, un nombre aussi grand de travailleurs qui ne font que des semaines de 24

¹ *Berliner Tageblatt* du 18 août.

² L'importation des denrées alimentaires en France s'est élevée, pour les cinq premiers mois de 1920 à 33 milliards de francs. En Allemagne et en Espagne, les importations sont plus considérables encore.

³ *Freiheit* du 9 septembre 1920

heures (« short-time »).

La situation est analogue en Autriche Allemande, en Hongrie, en Italie, en Pologne. En Bohême où il y a plus de charbon, elle est un peu meilleure, de même qu'en France; où les énormes pertes de guerre ont provoqué une diminution sensible de la population¹.

La crise de la production atteint un plus grand degré d'acuité par suite de l'anarchie de la production et des obstacles que se créent les uns les autres les Etats de l'Europe en se fermant réciproquement les marchés. Les organisations économiques basées sur la contrainte établie dans toute l'Europe pendant la guerre, ont été sacrifiées aux négociants bourgeois devenus spéculateurs et tripoteurs. « La liberté économique » prime de nouveau en Europe. Les appels des représentants les plus raisonnables de l'économie capitaliste en faveur d'une économie rationnelle basée sur un plan unique (Rathenau, les social-démocrates Wiessel, Meyrat, etc.) restent vains. Une fois de plus, les intérêts des capitalistes isolés ont prévalu sur ceux de la classe capitaliste tout entière. L'anarchie économique se donne à nouveau libre cours².

Il va de soi, en dépit de conversations prolongées depuis deux ans sur la socialisation des branches les plus développées de l'industrie en dépit de l'admission de ce principe au programme de tous les gouvernements socialistes ou à demi-socialistes de l'Europe centrale, en dépit de la formation d'un très grand nombre de commissions, qui ont noirci une quantité formidable de papier, que jusqu'à présent, aucune branche « développée » n'a été socialisée. Ajoutons ici que la socialisation capitaliste ne changerait d'ailleurs rien à la crise de la production.

La division des Etats de l'Europe continentale accroît d'une façon inouïe l'intensité de la crise. Chaque Etat voudrait se suffire à lui-même et ne produire que pour ses propres besoins. Des industries se créent artificiellement dans les conditions les plus désavantageuses; d'anciennes entreprises, avantageusement situées, cessent de fonctionner *parce que le charbon dont elles ont besoin — ou toute autre matière — est retenu par quelque Etat voisin*

La crise de la production, si nos observations générales sont justes, est la cause déterminante de toutes les autres crises. Cherté des vivres, création constante d'un nouveau capital fictif, accroissement incessant de la monnaie fiduciaire: autant de conséquences de la crise de la production.

La cherté des vivres ne cesse de croître. Les renseignements précis nous font malheureusement défaut sur les Etats de l'Europe continentale, mais nous savons qu'en Angleterre, c'est-à-dire dans un pays dont la situation économique est beaucoup meilleure, la hausse des prix ne s'est arrêtée momentanément qu'en mai dernier. Le budget de l'ouvrier allemand tend encore à s'accroître; en France, la distribution des allocations de secours a cessé aussitôt après les élections. L'Italie ne peut supporter plus longtemps une dépense annuelle de 7 milliards à seule fin d'abaisser le prix du pain. « La pauvre Autriche » est logée à la même enseigne. Si même la hausse des prix sur le marché

¹ Les Etats capitalistes ont partout témoigné de leur incapacité de vaincre le chômage. La fameuse organisation de « Secours par la production aux sans-travail » d'Allemagne (*Produktiv Arbeitslosen Unterstrützung*) n'a pu procurer du travail qu'à 61 000 ouvriers en 4 ou 5 mois.

² Des milliers d'ouvriers employés à la construction des machines agricoles, ont été congédiés, les stocks considérables de machines ne pouvant être écoulés aux prix fixés que les agriculteurs trouvent trop élevés. *Vorwaerts* du 8 décembre 1919.

mondial cessait – ce que nous ne croyons pas possible – tout le bénéfice de cette circonstance serait annulé pour les Etats de l'Europe centrale, par la baisse de leur change par rapport à celui des Etats de la sphère économique anglo-américaine.

La crise prolongée de la production provoque une crise financière permanente. Les banques des Etats en question émettent chaque mois de nouveaux milliards de papier. Des chiffres précis sont à chaque semaine publiés dans la presse bourgeoise¹.

La monnaie fiduciaire s'est complètement détachée de sa base métallique, et son cours subît, par suite de la spéculation, de constantes variations. L'argent a cessé d'être une valeur, l'équivalent obligatoire, admis par la société, du temps du travail. L'argent n'a plus de valeur constante, ni en deçà, ni au delà des frontières d'un pays donné².

Tout achat, toute vente devient spéculation. Dans beaucoup d'endroits, en outre, l'argent a cessé d'être une valeur d'échange universellement reconnue et a perdu sa capacité absolue d'achat. Les paysans qui ont déjà amassé d'énormes quantités de papier-monnaie, se refusent à livrer les produits de la terre pour de l'argent et demandent des articles manufacturés, Comme en Russie;

Et le flot de papier-monnaie ne cesse de grossir. En France et en Italie, le déficit budgétaire équivaut à peu près à la moitié du revenu ; en Autriche et en Pologne, il est trois et cinq fois plus grand que le revenu. Il n'y a pas de financier et de politique bourgeois qui aient une idée tant soit peu raisonnable de la remise en équilibre du budget de ces Etats.

On ne réussit même plus à rejeter le fardeau sur la génération suivante en créant un capital fictif. Le public ne souscrit plus aux emprunts d'Etat. La bourgeoisie n'a plus confiance en la solvabilité de l'Etat. La Tchécoslovaquie a déjà eu recours à l'emprunt obligatoire en surchargeant ses billets de banque. La Hongrie a fait de même. Les ressources ainsi réalisées n'ont suffi que pour quelques mois, au bout desquels il a de nouveau fallu recourir aux planches d'impression.

Nous voyons ainsi toute l'étendue de la ruine de l'économie capitaliste. La diminution des moyens de production et des richesses accumulées en est la cause dominante ; la diminution de la productivité du travail, conséquence de la diminution de la main-d'œuvre, de l'accroissement prodigieux du capital fictif et de l'insuffisance d'alimentation du prolétariat, en sont les causes secondes. La crise du charbon en est la manifestation la plus aigüe.

La crise du charbon conditionne celle de toutes les branches d'industrie ; elle provoque l'émission incessante de papier-monnaie et la crise financière. Les efforts des différents Etats pour se soustraire à la nécessité d'exporter, portent préjudice à la production et augmentent l'intensité de la crise dont les deux manifestations les plus caractéristiques sont la hausse constante des prix et le chômage.

¹ Cette bacchanale est surtout intense en Pologne. A la fin d'octobre 1918, il y avait en Pologne pour un milliard de papier-monnaie ; au début de 1919, pour 5 milliards ; le premier juillet 1920, pour 20 milliards, - et deux mois plus tard {premiers jours de septembre), pour 78 milliards (*Vossische Zeitung* du 15 octobre).

² Les oscillations du change étranger sont énormes. La spéculation est effrénée. Des situations incompréhensibles se créent. C'est ainsi que l'on cotait le 14 octobre à Berlin, l'argent italien à 850, les billets de banque espagnols à 950, des légions de petits spéculateurs achetaient du papier espagnol. Par contre, les valeurs transmises par télégraphe à Helsingfors se cotent 180, tandis que le papier finlandais ne vaut que 140. – *Berliner Tageblatt* du 15 septembre

*

Une analyse plus approfondie du tableau général que nous venons de tracer permet de distinguer les traits caractéristiques de la situation dans les différents pays. Et l'on aperçoit facilement trois lignes de développement de la crise.

1. Toute l'économie de l'Europe continentale tombe de plus en plus dans la dépendance des sphères économiques anglo-américaines. En France et en Italie, cette dépendance s'exprime par la croissance des dettes envers l'Angleterre et l'Amérique ; dans d'autres, pays, et surtout dans les Etats limitrophes de la Russie (mais aussi en Hongrie, en Roumanie, en Pologne et en Allemagne), cette dépendance s'exprime par l'introduction du capital anglais dans les entreprises de l'industrie et du transport. Les Etats limitrophes de la Russie sont en fait des colonies anglaises. La Lettonie songe déjà à placer ses finances sous le contrôle de la Grande-Bretagne. En Europe centrale, l'Angleterre s'est emparée de la navigation du Danube. La dépendance du bloc de l'Europe continentale de l'économie anglo-américaine se révèle encore par la crise du change.

2. A l'intérieur du système de l'Europe continentale, nous observons les tentatives couronnées de succès de la France et de l'Angleterre, pour exploiter les pays vaincus en y plaçant des capitaux. Bien que la France et l'Italie souffrent elles-mêmes du manque de capitaux réels, le cours élevé du change leur donne la possibilité d'acheter à très bas prix, dans les pays vaincus, des usines, des chemins de fer, des terres et des titres variés. Nous voyons ainsi le capital français se conquérir une situation dans la grosse industrie de l'Allemagne occidentale et dans les grandes banques de Vienne et de Budapest. Le capital Italien trouve à se placer dans les banques hongroises (Banque Hongroise, Banque Italo-hongroise, etc.). Mais ces nouveaux placements des capitaux ne font que modifier la répartition de la plus-value dans les différents pays, sans rien changer à l'état de crise.

3. Nous voyons enfin que les régions agraires à l'orient de l'Europe continentale - Hongrie, Serbie, Roumanie, - tendent à user comme d'un monopole de leurs réserves de vivres, et à exploiter leurs voisins au moyen de primes à l'importation et à l'exportation. Ces pays tentent ainsi de récupérer la plus-value que leur ôte le capital étranger. La pire situation est celle des Etats de l'Europe centrale - Allemagne, Autriche, Pologne, qui ne peuvent ni placer leurs capitaux à l'étranger, ni exporter des vivres et se voient exploités des deux côtés : ici, par le capital des Etats de l'Europe occidentale et là par les spéculateurs de l'Europe orientale, détenteurs des réserves alimentaires.

*

La crise économique a pour conséquence une crise sociale des plus graves. Des centaines de milliers de petits artisans sont, par suite de la guerre, devenus des prolétaires. Des catégories sociales considérables par le nombre, vivant d'un revenu fixe - fonctionnaires de l'Etat, employés, intellectuels - ont été prolétarisées, l'augmentation des traitements, étant loin de correspondre à la baisse de la valeur de l'argent. Quant au prolétariat, stimulé d'une part par l'aggravation de sa situation matérielle, devenu, de l'autre, plus conscient - ayant acquis à la guerre l'habitude des armes et comprenant de plus en plus nettement, qu'il n'y a pas en régime capitaliste d'issue à la crise, il est de plus en plus inévitablement poussé dans la voie révolutionnaire. La dictature prolétarienne réprimée en Hongrie avec tant de férocité, les insurrections répétées de l'Allemagne, la prise de possession révolutionnaire des fabriques et des terres en Italie, lui montrent la solution.

3. *L'Internationale Communiste*, 2^e année, n°15, janvier 1921, pp. 3115-3128

L'ANGLETERRE, PUISSANCE MONDIALE, SA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

L'Angleterre est sortie du grand conflit entre les impérialistes incontestablement victorieuse. Son importance mondiale, qui n'a cessé de s'accroître depuis un demi-siècle, est à son apogée. L'empire anglais encercle le monde de son anneau de fer. Sur toutes les mers, sa flotte a des bases navales. Son pouvoir s'étend aussi aux régions qui complètent l'empire proprement dit. Et s'il peut apparaître que la France est à l'heure actuelle à la tête du capital, coalisé contre la Russie, l'Angleterre demeure pourtant le dernier refuge du capitalisme européen à l'agonie. Toutes les phrases sur les droits des nationalités et sur la démocratie, dont l'Angleterre s'est servie pour pousser contre l'Allemagne son prolétariat, ne sont plus à présent que boniments hors d'usage. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a permis de démembrer l'Europe Centrale et Orientale et d'y former de nombreux petits Etats, qui ne sont en fait que des colonies anglaises.

Tous les points stratégiques importants, tous les points internationaux, sont à l'Angleterre. Constantinople est un port anglais. 19 000 Anglais y tiennent garnison. L'Angleterre alloue à la Grèce une partie importante de l'Asie Mineure, afin de tirer parti des forces grecques dans la guerre contre la Turquie, mais elle garde l'Ile de Chypre, peuplée d'Hellènes, dont l'importance stratégique est considérable pour la flotte britannique. L'Angleterre a mis la main sur la navigation du Danube, ce qui fait tomber sous son influence les Etats danubiens. Il semblerait à première vue que l'Angleterre soit sortie de la guerre, non affaiblie, mais affermie.

Il n'en est pourtant pas ainsi. Mais pour montrer les lézardes qui ont fait leur apparition à la suite de la guerre dans l'édifice de l'Empire anglais, il convient d'en exposer d'abord la construction.

L'Angleterre et ses colonies

Les colonies anglaises forment deux groupes nettement différents. Dans le premier entrent les colonies, peuplées d'Anglo-Saxons et d'émigrants et dont les autochtones ont été ou chassés ou exterminés. Les plus importantes sont : le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis de l'Afrique du sud. Voici quelques chiffres qui suffisent à en définir l'importance.

COLONIES	Superficie en millions de miles carrés ¹	Population (millions)
Canada	3,8	environ 7
Australie et Nouvelle Zélande	3,9	environ 6 (moins les indigènes)
Afrique du Sud	approx. t. 0,5	environ 10 (y compris les indigènes)
Indes	approx. t. 1,2	environ 300

Ces colonies jouissent depuis longtemps d'une large autonomie : elles ont leurs parlements, leurs armées et le Canada a même son système monétaire. Leur population est principalement formée d'Anglais, qui depuis toujours, se sont considérés comme les égaux, aux points de vue sociaux et économiques, des citoyens de la métropole.

Le second groupe est formé de colonies peuplées de race indigène, de pays vaincus en un mot, dont la population, privée de certains droits politiques, n'est maintenue dans la soumission que par les armées anglaises et est administrée par des fonctionnaires britanniques. Les plus importantes de ces colonies sont : l'Inde, l'Égypte, l'Afrique Centrale, une partie considérable du Sud-ouest de l'Asie, qui s'étend de l'Égypte aux Indes et qui a été conquise, en grande partie, pendant la récente guerre. Les populations de ces régions résistent encore à l'heure actuelle. Les pays depuis longtemps conquis par l'Angleterre ont pu être maintenus sous le joug, au moyen de forces de très peu d'importance, grâce à l'excellente organisation des autorités anglaises et à l'inappréciable expérience acquise par les Anglais au cours des siècles dans l'art de conquérir et d'assujettir les peuples. Au début de la guerre mondiale, les troupes tenant garnison aux Indes c'est-à-dire dans un pays peuplé de 300 millions d'habitants, n'étaient fortes que de 80 000 hommes (officiers compris). Et l'on put au début de la guerre, diminuer encore sans inconvénient sérieux cette garnison déjà numériquement insignifiante.

En dépit des conditions sociales très différentes entre les pays colonisés et conquis, l'attitude de l'Angleterre envers toutes ses colonies a toujours été assez uniforme. Le centre de gravité de la vie économique anglaise, c'est la ville, c'est-à-dire les centres industriels de l'immense empire, les rapports entre les colonies et l'Angleterre peuvent être ainsi résumés :

1. L'Angleterre recevait de ses colonies des matières premières — coton d'Égypte et des Indes, laine d'Australie, jute des Indes, denrées coloniales de tous ces pays, — et leur fournissait en échange des articles manufacturés, des machines, des outils, principalement des métaux ouvragés.

Le caractère industriel de l'Angleterre ressort avec évidence de la quasi-disparition de sa population agricole. Avant la guerre, un sixième de la population de la Grande-Bretagne, s'occupait d'agriculture. Le pays, et par conséquent les capitalistes anglais, trouvait beaucoup plus avantageux d'exporter le labour du prolétariat anglais, sous forme de produits industriels, et de l'échanger contre les produits de l'agriculture et contre les matières premières des colonies.

2. L'Angleterre est depuis longtemps le capitaliste bailleur de fonds des colonies. Avant la guerre, la moitié à peu près des capitaux de formation nouvelle étaient placés aux colonies. Les bénéfices qu'ils rapportaient revenaient de la sorte à la métropole.

¹[Le *Bulletin communiste* et *L'Internationale Communiste* parlent de « km ». Mais, même en tenant compte de la modification des frontières depuis 1921 les surfaces données correspondent plutôt à des miles carrés qu'à des kilomètres carrés. (Note de MIA)]

3. L'Angleterre était l'armateur et le fréteur de toutes les colonies. La navigation entre l'Europe et les colonies et même la navigation des colonies entre elles était, dans l'immense majorité des cas, entre les mains des compagnies anglaises. Le droit exclusif d'exploiter la navigation avait donné au capital anglais, une supériorité considérable sur ses concurrents.

4. L'Angleterre était le banquier de toutes les colonies jusqu'à la guerre, le papier-monnaie anglais était considéré depuis des siècles comme le meilleur. Les bank-notes anglaises étaient depuis longtemps échangées pour de l'or et valaient sur le marché mondial leur valeur nominale en or.

5. Sa puissante flotte faisait de l'Angleterre le défenseur attitré de ses colonies contre les entreprises possibles des Etats impérialistes.

Le résultat de cette situation économique, prolongée pendant des siècles, était que la balance commerciale de l'Angleterre demeurait passive. L'Angleterre recevait chaque année pour un milliard de plus qu'elle n'exportait. Cette différence provenait des capitaux anglais passés à l'étranger : intérêts des emprunts d'Etat, prix du fret que les compagnies anglaises se faisaient payer à l'étranger. Et enfin, revenus fixes tels qu'impôts, appointements des fonctionnaires britanniques, frais d'entretien des troupes, etc., administrativement soldés par les colonies. Dans cette situation, les classes dominantes de la métropole et des colonies, sans en exclure celles des pays conquis, ne se trouvaient jamais en perte. Car dans ses colonies, l'Angleterre recherche toujours l'appui des classes dirigeantes. C'est ainsi que, d'après la revue *The Nation* « elle s'appuie en Perse, sur la classe des propriétaires fonciers, la plus oisive et la plus rapace de l'Orient »

La liste des colonies anglaises proprement dites est complétée par une liste d'Etats politiquement indépendants en apparence, mais en réalité situés dans la sphère de domination de l'empire anglais : tel est tout d'abord le Portugal et toutes ses colonies ; tels sont aujourd'hui, depuis la victoire de l'impérialisme anglais, les Etats limitrophes qui se sont détachés de la Russie, et, peut-on dire, tous ceux de l'Europe continentale.

Conséquence de la guerre sur l'économie anglaise

Bien que la puissance britannique semble s'être élevée à une hauteur inconnue jusqu'à ce jour (ce que voudraient croire les politiciens bourgeois et ce qu'ils répètent en toute occasion), la guerre n'a pas été sans influencer profondément sur l'économie anglaise. Les changements de la vie économique qui intéressent également tous les pays belligérants se sont produits dans la vie économique de l'Angleterre : appauvrissement de richesse véritable ; croissance monstrueuse, enflure des capitaux fictifs ; enrichissement apparent de la population, ce qui, par suite de la dépréciation de l'argent, devient pour la classe ouvrière, une aggravation directe de ses conditions d'existence ; amoindrissement de la productivité du travail et mauvaise volonté des ouvriers à intensifier leur labeur au sein de la société capitaliste alors que leurs conditions d'existence empirent : incapacité des classes dirigeantes à assurer au prolétariat un minimum de bien-être. Tout ceci, répétons-le, nous le voyons en Angleterre, et nous en reparlerons, par le menu. Soulignons pourtant que les changements dans l'économie anglaise ne sont pas aussi profonds que dans celle des autres Etats européens belligérants.

La cause en est que l'Angleterre était auparavant la plus riche puissance du monde. C'est ce qui fait qu'elle a pu faire la guerre aussi longtemps, en ne dépensant que ses réserves de richesse et en ne

touchant pas au mécanisme même producteur de ses richesses. Après quoi, elle a pu retirer de ses colonies et des autres pays du monde, une partie considérable des capitaux qu'elle y avait placés, et les consacrer à la guerre ; c'est-à-dire qu'elle a su pendant les hostilités accumuler chez elle une grande quantité de valeurs de toute provenance, sans les rembourser en marchandises. Et quand les capitaux qu'elle avait naguère placés à l'étranger (les actions et les titres furent principalement rachetés par les Etats-Unis d'Amérique et par les colonies anglaises elles-mêmes) furent épuisés, tous les Etats du monde lui ouvrirent un crédit qui devait lui permettre de recevoir pendant toute la durée de la guerre des marchandises, sans ruiner pour cela son économie propre, car sa maîtrise des mers lui permettait parfaitement de se ravitailler et de ravitailler les théâtres de la guerre.

Le fait suivant est aussi à noter. Fidèle à elle-même, l'Angleterre a dans cette guerre aussi usé de ses traditionnelles méthodes de perfidie et de trahison. Elle a laissé les alliés commencer la guerre, elle n'a elle-même accru ses armements que lentement et progressivement, si bien qu'à la fin de la guerre, alors que la plupart des Etats belligérants y compris les alliés étaient complètement épuisés, l'Angleterre disposait encore d'une formidable armée à l'apogée de sa puissance combative.

C'est ce qui fait qu'elle a pu, au cours des premières années de la guerre, consacrer sa main-d'œuvre à la production au lieu de l'envoyer au front. D'autre part, sa bonne organisation financière de guerre a contribué à diminuer les effets du conflit international sur la vie économique du pays. Tandis que la France et l'Italie,¹ pour ne rien dire des petits Etats, faisaient la guerre exclusivement sur leurs crédits, c'est-à-dire au moyen d'emprunts considérables et de l'émission pour des sommes fabuleuses de papier-monnaie, faisant ainsi retomber le fardeau du présent sur les générations futures et créant l'illusion d'un enrichissement de la population, les Anglais finançaient la guerre conformément à leur tradition ; dès le début, les impôts avaient été sérieusement accrus si bien que la plus grande partie des dépenses de guerre était couverte par les rentrées. Ainsi fut évité l'enrichissement apparent, et sa conséquence, la multiplication des industries de luxe ; ainsi se créèrent au contraire des mœurs correspondant parfaitement aux revenus réels de la population. L'Angleterre a de la sorte réussi à boucler aujourd'hui son budget sans déficit et à couvrir à peu près le tiers de ses frais de guerre, pendant la guerre même. Mais la liste des rentrées du gouvernement anglais n'est pas tout à fait correctement rédigée : on y trouve la mention de trois cent millions de livres « de rentrées extraordinaires » provenant de la vente des stocks de guerre. De cette façon seulement, le budget de la Grande-Bretagne se solde par un excédent.

Tous ces facteurs ont fait croire à la bourgeoisie anglaise que le développement économique de sa domination du monde continuerait à progresser après la guerre en repartant du point où il s'était arrêté en août 1914. La bourgeoisie anglaise s'était longuement préparée à la conclusion de la paix. Des quantités énormes de matières premières avaient été importées. Le monopole anglais du cabotage et de la navigation avait servi à empêcher tous les autres Etats à se pourvoir de matières premières. Le fait est que, dès le lendemain de l'armistice, alors que la plupart des belligérants manquaient de tout, l'industrie anglaise se relevait. Mais son relèvement ne dura pas longtemps. L'Angleterre traverse aujourd'hui une des plus graves crises que son histoire connaisse. Examinons-en les causes de plus près.

¹ [Correction à partir du texte Russe – la traduction française dit : l'Angleterre, ce qui est absurde dans le contexte]

Le développement industriel des colonies anglaises

La primauté économique de l'Angleterre vient de ce que la Grande-Bretagne a été le centre industriel d'une moitié du monde. Mais pendant la guerre, lorsqu'il lui fallut adapter sa production aux nécessités du moment, se servir de sa flotte surtout pour le transport des troupes et des munitions, lorsque, dans des colonies éloignées, des stocks considérables de matières premières s'accumulèrent, tandis que d'autre part le manque des articles manufacturés se faisait sentir, lorsque ces pays éloignés commencèrent à s'enrichir rapidement, par suite du renchérissement des produits d'agriculture, — une nouvelle industrie naquit dans toutes les colonies anglaises et entreprit de lutter sur les marchés locaux contre les articles de la métropole. Nous n'avons malheureusement pas sous la main de statistiques permettant de donner un tableau précis de ce fait. Aussi devons-nous nous contenter de faire connaître, quelques phénomènes bien symptomatiques.

L'essor économique du Canada est surtout remarquable. Nous lisons par exemple dans *The Economist* du 19 juin dernier :

La situation des industries rurales au Canada s'est sérieusement aggravée. Au début de l'année 1914, les travailleurs des campagnes, attirés par les hauts salaires et les courtes journées de travail, affluèrent par milliers dans les villes.

Le Canada produit moins d'articles alimentaires qu'il n'en faut pour sa consommation et en produit moins à l'heure actuelle qu'il y a six ans. Tant qu'un remède n'aura, pas été apporté, nous n'avons nul espoir de voir diminuer le *minimum d'entretien d'un travailleur*. L'industrie se développe au Canada de la façon la plus moderne. Une concentration grandiose des capitaux et des entreprises s'accomplit, accompagnée de tous les développements inévitables du capital usuraire qui finance la production. Donnons-en un exemple : la *British Empire Steel Company* a trusté toutes les usines métallurgiques travaillant le fer et l'acier du Canada. Cette compagnie étend maintenant son influence sur les grandes sociétés de navigation aux mains desquelles se trouvent les lignes de service intérieur du Canada et dont la principale est la *Canada Steam Ship Company*.

Le capital, totalement remboursé de cette société, se monte — d'après les chiffres de M. Armstrong, membre du parlement canadien — à six millions de dollars et d'après un des directeurs de la compagnie en question (M. Bristol) à dix-sept millions de dollars. La *British Empire Steel Company* offre 44 millions de dollars d'actions afin de racheter toutes celles de la compagnie de navigation Marge qui, dans ces conditions, valent vingt-sept (ou en comparant les cours, trente-huit) millions de dollars. (Remarquons que le capital de cette société est formé d'actions de cinq et dix dollars. Une semblable concentration s'observe aussi dans l'industrie forestière et dans les chemins de fer canadiens.

Remarquons que la production de ces vastes entreprises et notamment de la *Steel Company* tend à diminuer. Elle s'élevait ainsi à :

	HUILLE Millions de tonnes
1916	5,3
1917	4,3
1918	3,8
1919	3,6
1920	3,5

FER ET ACIER			
	Fonte	Acier	Rails
1919	308 000 tonnes	342 000 tonnes	165 000 tonnes
1920	184 000 tonnes	220 000 tonnes	69 000 tonnes

Dans ces conditions, il n'est rien d'étonnant à ce que les capitalistes canadiens veulent défendre leurs bénéfices par les méthodes mêmes dont se servent les puissances impérialistes ; ils réclament des tarifs douaniers protecteurs. Les capitalistes canadiens et leur presse font campagne dans ce sens.

L'introduction des tarifs douaniers protecteurs est non seulement exigée par les représentants de l'industrie textile, mais aussi par les maîtres de branches d'industrie telles que la fabrication d'outillage agricole, qui avant guerre exportaient beaucoup et notamment en Russie. Ajoutons ici que la bank-note canadienne a un cours sensiblement plus élevé que la livre anglaise. On voit désormais combien se sont modifiés les rapports économiques entre l'Angleterre et le Canada.

Dans d'autres colonies anglaises, nous voyons se produire le même fait. En Australie par exemple, les fermiers se sont considérablement enrichis pendant la guerre, les prix élevés, surtout ceux des terres, les ont enrichis au point que l'Australie a pu, de même que le Canada, payer à la métropole une grande partie de ses dettes et devenir même son bailleur de fonds. On observe en conséquence en Australie une tendance marquée à l'autonomie politique et le désir de satisfaire les besoins locaux par les forces propres du pays.

Le *Times* du 3 octobre dernier citait l'opinion du sénateur Millen qui affirme que l'Australie a surtout besoin d'un accroissement de population. Les firmes industrielles anglaises ont créé des succursales dans toute l'Australie. L'Australie encourage leurs initiatives et encouragera de même toute importation de capital industriel.

Même situation en Nouvelle Zélande. Hausse de la valeur des terres et enrichissement des fermiers. Au cours des dix dernières années, se plaît-on à répéter, des trésors ont été accumulés en Nouvelle-Zélande.

En Tasmanie, une nouvelle industrie se crée. Nous lisons dans le *Manchester Guardian* du 8 septembre : « Trois grandes firmes anglaises ont ouvert dans la capitale de l'île de grandes fabriques de cacao et de chocolat. Non loin de la cité, une fabrique de carbide et de sel de potasse est construite, dont les machines sont actionnées par des turbines d'une puissance de 3 500 chevaux vapeur. Au nord, une firme anglaise construit une fabrique de tissus, la Tasmanie manquant d'ouvriers qualifiés, des maîtres ouvriers y ont été transportés du Lancashire afin d'y enseigner les métiers nécessaires.

L'île éprouve un grand besoin de ciment ; une firme anglaise fonde une usine pour lui en fournir (*Manchester Guardian* du 5 novembre 1920). (D'une façon générale, les renseignements abondent sur le développement fébrile de l'industrie dans ce pays. Même dans l'Inde, c'est-à-dire dans le domaine de l'empire anglais soumis à la plus grande exploitation, l'industrie est prospère : il est vrai que sa prospérité se fonde sur le traitement inqualifiable des travailleurs indigènes.

Nous avons trouvé, dans un numéro de *l'Humanité* un extrait de la *Modern Review*, revue éditée à Calcutta, qui nous renseigne sur les conditions de travail faites aux indiens¹. De 1910 à 1917, et en dépit de la cherté croissante des vivres, les salaires des ouvriers anglais n'ont augmenté que de 20 à 30 %. Les travailleurs de la terre gagnaient en 1917 de 20 à 80 centimes par jour. Les menuisiers de 80 centimes à 2 francs. Les tailleurs de pierre gagnaient jusqu'à 2 fr. 40. En 1910 les ouvriers de, fabrique touchaient des salaires de 40 à 80 centimes par jour. Les fabriques de tissus de l'Inde septentrionale payaient 4 francs par semaine et les fabriques de jute 3 francs 30. Les mineurs ne gagnent depuis 1910 que 80 centimes. Leur salaire équivaut à 1 fr. 15 la tonne de charbon extrait qui est payée 15 fr. à l'ouvrier anglais.

Ce développement remarquable de l'industrie coloniale est l'une des causes de la difficulté d'écoulement des produits anglais sur les marchés du monde.

Naturellement, le même processus s'est accompli ailleurs que dans les colonies anglaises, et surtout aux Etats-Unis et au Japon. Nous consacrerons à ces deux pays une étude spéciale. Les progrès surprenants de l'industrie textile (hors d'Angleterre) et ce qu'ils signifient nous sont expliqués par un article de *l'Economist* du 8 novembre 1920. L'article s'intitule : « De l'outillage de l'industrie textile destiné à réimportation ». Nous y trouvons notamment ce qui suit :

Des représentants de l'industrie textile japonaise sont arrivés au cours des dernières semaines à Longshire afin d'y acheter des machines à tissu de papier. Ils ont trouvé les fabricants surchargés de commandes : la plupart des firmes ont conclu des contrats dont l'exécution prendra trois à quatre années. Ne pouvant acquérir ce qu'ils désiraient, les Japonais ont cherché à acheter les fabriques anglaises afin d'en exporter l'outillage après avoir liquidé les stocks. Leurs pourparlers avec les directeurs de certaines sociétés continuent, dit-on, mais nous ne sommes pas convaincus, ajoute *l'Economist*, que l'on puisse considérer une semblable opération comme avantageuse.

Non seulement la concurrence des industries de formation récente dans les colonies anglaises, mais aussi la concurrence de l'Amérique du Nord et du Japon mettent obstacle à l'écoulement des produits anglais. Les produits de l'Europe centrale qui, grâce au cours dérisoire du papier-monnaie, se vendent à bon marché dans les pays neutres, concurrencent aussi avantageusement les articles anglais.

Les revues anglaises, comme toute la presse d'Outre-manche, sont pleines d'articles sur la concurrence que les capitaux américains et japonais font à l'industrie anglaise. Le supplément hebdomadaire du *Manchester Guardian* du 5 novembre 1920 donnait un article fortement documenté sur les succès rapides du capital japonais en Chine. Mais passons sur les détails, afin de ne pas trop nous écartier de notre sujet principal.

¹[Le *Bulletin communiste* écrit « Hindous », terme utilisé en 1921 pour désigner les indiens de toutes religions – le terme « anglais » dans l'article se révèle par ailleurs correspondre en fait à « britannique » – mais cette confusion est encore prégnante aujourd'hui (2012) en français.]

L'Europe exclue du nombre des clients

Restent à l'industrie anglaise les marchés de l'Europe continentale qui, avec ses 400 millions d'habitants manquant de combustible, pourrait recevoir une quantité énorme de marchandises. Mais la vente en Europe centrale est compliquée du fait que ses marchés ne peuvent rien donner en échange. A la conclusion de l'armistice, les capitalistes anglais ont voulu tourner la difficulté de deux façons. Ils achetaient des actions et des entreprises entières en Europe et payaient leurs achats en marchandises. D'autre part, ils permettaient aux nouveaux Etats de l'Europe orientale et principalement à ceux dont l'avenir semble assuré, d'émettre des emprunts couverts surtout en marchandises anglaises. Mais les Etats de l'Europe centrale et orientale ont été si complètement ruinés par la guerre qu'ils consommaient immédiatement les marchandises reçues et qu'il ne leur resta plus bientôt qu'un crédit limité. A l'heure actuelle, ils ne peuvent d'une façon générale plus acheter de marchandises anglaises, l'argent anglais atteignant chez eux une valeur trop haute¹.

La situation n'est guère plus brillante chez les anciens alliés de l'Angleterre, en France et en Italie, bien que ces deux pays ne ressentent que maintenant le poids des conséquences de la guerre. Leur situation économique influe sur leur change, très inférieur au change anglais (*Economist* du 6 novembre 1920). La livre sterling valait, d'après la revue citée :

	Parité	7 novembre 1919	5 novembre 1920
Paris, franc	25,22	37,34	56,67
Milan, lire	25,22	46,30	58,12

Notons ici que le marché russe qui consommait jadis beaucoup de marchandises anglaises, et avait par conséquent une grande importance pour l'industrie mécanique, lui est jusqu'aujourd'hui complètement fermé.

[§ et tableau omis dans le *Bulletin communiste*, n°21-22, 26 mai 1921, pp. 358-366]

¹ [tableau omis dans le *Bulletin communiste*, 1921, n° 21-22, 26 mai 1921, pp. 358-366]

Cours de la livre sterling

	Parité	5 novembre 1920
Berlin, marks	20,43	278
Vienne, couronnes	24,02	1130
Prague, couronnes	24,02	308
Varsovie, marks	20,43	1140
Bucarest, ley	25,22	220
Sofia, leva	25,22	230
Belgrade, dinar	25,22	120

Remarquons que ces cours tendent à baisser encore.

Rien d'étonnant après cela que la courte période de prospérité qui suivit pour l'Angleterre la conclusion de l'armistice aboutit à la crise grave dont parlent aujourd'hui tous les journaux.

La crise économique en Angleterre

Les facteurs dont nous avons parlé plus haut n'ont agi avec toute leur puissance que depuis l'automne dernier. Jusqu'à ce moment la crise fut latente, voilée par l'habileté des capitalistes. Les stocks augmentaient, mais les fabriques continuaient le travail. Ce ne fut qu'au début de septembre que les premiers symptômes de la crise se manifestèrent. Une des grandes aciéries de Sheffield, associée à la corporation de l'Acier (syndicat patronal qui embrasse toute l'industrie anglaise), commença à congédier, faute de travail, des milliers d'ouvriers. (*Gazette de Francfort*, 3 octobre 1920.)

L'Economist du 2 octobre 1920 écrit : « Les perspectives de l'industrie sont obscures. La vente devient difficile. » Le 7 octobre 1920, nous lisons dans le *Times* : « Nous voici en présence d'une redoutable baisse de prix. »

Depuis, les renseignements sur la crise se multiplient dans toute la presse anglaise et dans toutes les revues spéciales. Le *Manchester Guardian* du 29 octobre décrit la situation en ces termes :

Le trimestre qui vient de s'écouler (septembre) atteste une telle baisse du commerce de notre pays que les plus grandes inquiétudes en sont justifiées. Point n'est besoin d'en douter ; les événements des derniers mois ont fait comprendre à beaucoup que les conditions artificielles créées par la guerre : hausse anormale des prix, enflure des crédits, émission exagérée de papier-monnaie et gaspillage inutile des forces militaires, ont causé un préjudice énorme à la vie sociale et qu'il faudra de longues années de patience et de travail opiniâtre pour réparer le mal.

Entre autres causes de la crise du commerce, il convient de mentionner : l'appauvrissement de nos clients étrangers, la cherté de l'argent, la suppression du crédit, l'effervescence parmi les ouvriers, qui crée aux patrons des difficultés et ne leur permet pas de garantir l'exécution des contrats dans un certain délai, et enfin l'accroissement des impôts, y compris les taxes exagérées sur les bénéfices.

Commerce du coton. — fin septembre et octobre s'est produite une baisse de prix du coton brut ; les commandes cessent et les efforts faits pour assurer aux fabriques de tissus-papier tant soit peu de travail sont vains.

Industrie de la laine et filature de laine. — Baisse de prix et cessation des commandes, d'où arrêt du travail dans nombre de fabriques de l'ouest.

D'autres grandes industries sont également atteintes par la crise.

Le même journal écrit, le même jour, sur l'industrie de la chaussure :

L'existence de grands stocks, la fermeture des marchés continentaux et les difficultés financières, telles sont les causes principales de la baisse des prix des chaussures. Les prix de vente au détail n'ont pourtant aucune tendance à baisser, même en rapport avec les prix du gros du marché.

Et cette industrie souffre comme la plupart des autres des conséquences de la guerre. Ainsi, des grands stocks existent. Les marchés du continent sont fermés, le nombre des ouvriers s'est accru de 20 à 30 % par rapport aux chiffres de l'avant-guerre ; les acheteurs du pays même ont moins de capacité d'achat qu'auparavant, à cause de l'élévation des prix, et le salaire hebdomadaire du

travail s'est amoindri. On escompte une baisse sensible des prix au cours du mois prochain.

Les prix en gros ont baissé, selon certaines sources d'information, de 15 à 20 % et, selon d'autres, de 20 à 30 %.

Nous pourrions multiplier ces citations.

Deux circonstances confèrent à cette crise un cachet particulier. *Elle réunit d'une façon très curieuse l'insuffisance de production et la surproduction.* Tandis que le charbon, le bois et quelques produits alimentaires de première nécessité : froment, beurre, œufs, font défaut, la surproduction sévit à coup sûr dans toute une série d'industries (le prix du pain a été récemment élevé de trois pence par livre, une prochaine augmentation de deux pence est officiellement annoncée). Ceci à l'heure précise où le prix du froment américain baisse sensiblement. L'augmentation de la ration du beurre est remise jusqu'à la fin de l'année. Les œufs ont dernièrement été tarifés. Les causes en sont compréhensibles. Ou les marchés étrangers n'ont pas besoin de produits anglais et peuvent largement se suffire avec les produits du pays et l'importation américaine, ou ils achètent en Europe continentale, bénéficiant ainsi de la baisse du change ; ou bien ils ne peuvent acheter d'articles anglais, même si les besoins s'en font sentir, par suite de la dépréciation de la monnaie. Quant au marché intérieur, les travailleurs anglais ne peuvent rien acheter par suite de la cherté des denrées alimentaires et des articles de première nécessité. Cette situation permet même l'apparition sur le marché anglais — et non sans succès — de produits de l'industrie allemande (pourtant bien débilités).

Nous lisons à ce sujet, dans le *Times* du 10 novembre 1920 :

Tels sont les résultats des variations du change (le mark allemand vaut 4/5 de pence) ; les fabricants allemands peuvent vendre sur les marchés anglais, à des prix défiant la concurrence de nos industriels. Un fabricant allemand de verres d'optique a, par exemple, fait une excellente affaire en vendant, en Angleterre, ses produits à 60 ou 100 % au-dessous de leur prix de revient dans le pays même. 12 000 jumelles prismatiques ont été offertes à Londres par des négociants allemands à un prix au-dessous de leur prix de revient en Angleterre.

Ganterie. — En 1913, la fabrication des gants, en Angleterre, en produisait 880 000 yards. Nos manufacturiers la développèrent tant et si bien qu'en 1918, leur production atteignait 5 200 000 000; mais au cours de ces temps derniers, les représentants des firmes allemandes se sont donné pour tâche de conquérir le marché anglais, et ont fréquemment fait des offres de marchandises à des prix inférieurs de plusieurs shillings au prix de revient anglais. Nous savons que les maisons de gros ont fait de grandes commandes à l'industrie allemande.

La situation de l'industrie anglaise du jouet est désastreuse. Dans les premiers mois de 1920, on a importé d'Allemagne au Royaume-Uni pour plus de 1 630 000 shillings de jouets. La valeur de cette importation a donc augmenté de 120 % par rapport à ce qu'elle était en 1914.

Une seconde circonstance intéressante, c'est que la crise se développe en quelque sorte avec organisation ; pas de brusque baisse de prix, pas de panique, pas de grandes faillites. Elle est la conséquence de la surproduction et se terminera lorsque les grands stocks de marchandises auront atteint leur « prix social », lorsque toutes les marchandises seront jetées sur le marché à un prix normal. Mais nous ne voyons encore rien de semblable. Le capital soutient toutes les entreprises, les prix ne baissent que dérisoirement, les stocks se conservent, mais *la production est ou restreinte ou arrêtée.*

Qu'est-ce à dire au point de vue social ?

Cela veut dire que les ouvriers feront les frais de la crise. Toutes les charges du rétablissement de l'équilibre de la production retomberont évidemment sur le prolétariat sous la forme d'un long chômage. Les capitalistes de l'industrie textile introduisent, dans leurs manufactures, le « short time » ou courtes journées de travail ; de nombreux fabricants anglais ont profité de la grève des mineurs pour arrêter le travail, bien qu'ils eussent du charbon pour plusieurs semaines (*Workers' Dreadnought* du 23 nov. 20). Et les dividendes considérables payés en 1920 par des sociétés anglaises à leurs actionnaires ne doivent pas nous induire en erreur. Ils provenaient des bénéfices réalisés en 1919 et parfois même en 1918, pendant la guerre. La tendance du capital organisé à faire retomber tout le fardeau de la crise sur les ouvriers lui a permis de payer ses dividendes. Mais le prolétariat anglais ne peut pas ne pas s'émouvoir de ce que les firmes textiles versent en moyenne du 16 % à leurs actionnaires, alors que leurs ouvriers ne travaillent que trois jours par semaine.

Situation des organisations ouvrières

La prospérité de l'industrie anglaise, après l'armistice, n'a rien donné aux ouvriers. La cherté des vivres a augmenté chaque mois. L'attente d'une baisse de prix a été déçue, alors que la hausse des articles de première nécessité dépassait sensiblement celle des salaires.

Les journaux anglais ont beaucoup écrit, depuis quelques mois, sur la baisse des prix. D'après *l'Economist*, les prix ont atteint leur apogée au printemps 1920, et depuis ont eu une tendance à la baisse, qui a surtout été remarquable au mois de novembre. Si nous examinons de plus près ce fait, nous trouverons que cette tendance à la baisse se fait surtout sentir dans la vente en gros des articles que ne consomme point la population ouvrière ; par contre, et jusqu'en novembre 1920, les prix des articles de première nécessité n'ont pas cessé d'augmenter. Les chiffres régulièrement publiés par la *Labour Gazette*, sous la rubrique « Cost of Living » (coût de la vie) nous le montrent. Si l'on désigne par 100 unités le cours de la vie à la fin de la guerre mondiale, on obtient la tableau suivant :

1919		1920	
Juillet	110 %	Janvier	125 %
Août	115 %	Février	130 %
Septembre	120 %	Mars	130 %
Octobre	123 %	Avril	132 %
Novembre	125 %	Mai	141 %
Décembre		Juin	150 %
		Juillet	152 %
		Août	155 %
		Septembre	161 %
		Octobre	164 %

Et si nous nous bornons à considérer les prix des denrées alimentaires, l'augmentation, au 1^{er} octobre 1920, sera de 170 %.

Cette cherté des vivres entraîne une diminution rapide du bien-être des ouvriers anglais. Un communiste anglais a exposé de façon saisissante, dans le numéro 11 de *l'Internationale Communiste*, la situation de l'ouvrier anglais. Mais elle s'est depuis aggravée, et nous n'avons nul

espoir de la voir s'améliorer dans un avenir proche. La *Federation of British Industries*, qui est l'une des plus grandes sociétés d'employeurs anglais (voir le *Times* du 7 octobre 1920), l'a nettement déclaré : « La classe ouvrière ne peut espérer une rapide amélioration de sa situation ; il est au contraire à redouter que celle-ci s'aggrave encore. »

Les capitalistes anglais, comme ceux du monde entier, ne connaissent qu'un moyen : élever la productivité de la main-d'œuvre. Mais c'est précisément ce qui est en question en Angleterre et partout. Les données précises que nous possédons sur l'extraction de la houille, facile à surveiller à cause de son peu de complexité, sont assez connues. Le ministre Horne constatait récemment que « Notre exploitation est maintenant inférieure de 50 % de ce qu'elle était avant la guerre. L'extraction de la houille s'élevait alors à 287 000 000 de tonnes par an. Pour le premier trimestre de cette année, elle correspond à 248 millions de tonnes et pour le second, elle tombe à 232 millions. » Nous pouvons ajouter que ces chiffres ont encore baissé, par suite de la grève du second semestre de 1920. Avant guerre, un mineur fournissait 270 tonnes de charbon par an ; il n'en fournit que 200 en 1920. La production a baissé dans les mêmes proportions dans toutes les branches de l'industrie anglaise. Si nous parcourons dans les journaux les rapports des directeurs des grandes sociétés par actions, présentés aux actionnaires — lecture hautement intéressante, à qui étudie l'histoire du développement économique de notre temps — nous y trouvons à tout moment des récriminations contre la paresse des travailleurs et la baisse de la production. Et, certes, les récriminations sur l'augmentation des salaires passent, dans ces conditions, au second plan.

Les directeurs ont beau souligner que le travail a atteint sa productivité maximum et que toute hausse des salaires supprimerait les bénéficiaires, il n'en est pas moins vrai que la grande question est celle de la productivité du travail.

La différence entre la hausse des salaires et celle du coût de la vie ne peut pas nous servir à mesurer l'aggravation des conditions d'existence du prolétariat anglais. Car il faut encore tenir compte du chômage croissant.

Nous citerons ici des chiffres qui ne concernent que les industries dont les chômeurs sont secourus par l'État. Il s'agit donc de certaine catégorie d'ouvriers qualifiés. Les chiffres suivants indiquent le maximum et le minimum de chômage par mois et par pourcentage :

1913	1,7—2,6
1916	0,3—0,6
1917	0,3—1,4
1918	0,4—1,2
1919	1,6—3,2
1920 Janvier	2,9
--- Février	1,1
--- Avril	0,9
--- Mai	1,1
--- Juin	1,2
--- Juillet	1,4
--- Août	1,6

Le ministre du travail, Mac Namara, a donné à la Chambre des Communes, sur l'extension du chômage au cours des derniers mois, les renseignements suivants (*Times* du 18 novembre) :

Au moment où éclata la grève des mineurs, c'est-à-dire le 15 octobre 1920, le nombre des sans-travail atteignait 4,5 %. Ne sont pas inclus, dans ce nombre, les ouvriers non qualifiés, les manœuvres et les apprentis parmi lesquels le nombre des chômeurs est beaucoup plus grand.

Des centaines de milliers d'ouvriers ne travaillent en outre que 3 heures [jours ?] par semaine. Et la grève des mineurs a fortement accru le chômage.

Nous sommes donc fondés à dire que la situation de l'ouvrier qualifié anglais est loin d'être aussi favorable qu'elle l'était avant la guerre. La baisse de niveau de ses conditions d'existence et la croissance du chômage le démontrent. Le capital anglais, n'étant plus maître des marchés du monde, ne peut plus assurer aux ouvriers les mêmes conditions d'existence qu'auparavant, et il n'est certes pas question de les améliorer par rapport à ce qu'elles étaient avant la guerre. Les intentions des capitalistes anglais sont exprimées d'une façon très caractéristique par les lignes suivantes, que nous cueillons dans le *Times* du 17 novembre :

Les prix baissent ; que la classe ouvrière ne s'oppose donc pas à une diminution nominale des salaires, puisque les salaires, même diminués, permettront d'acquérir autant de produits.

Si nous rapprochons cette phrase de la déclaration de la *Federation of British Industries*, il ressortira à nos yeux avec évidence que les capitalistes anglais, loin de penser à améliorer la condition de leurs ouvriers, songent à diminuer encore les salaires.

Une sourde irritation, qui n'a pas encore pris une forme décisive, en résulte dans la classe ouvrière. Et nous avons déjà pu noter les symptômes d'un véritable mouvement révolutionnaire. Cet été, les soldats revenus de la guerre se sont emparés, en Ecosse, de terres qu'ils ont commencé à défricher ; et la passivité des autorités locales a provoqué l'indignation du *Times*. « Devons-nous croire que les violations de la loi passeront désormais inaperçues en Ecosse ? N'y a-t-il donc plus de contrôle véritable sur les pouvoirs ? » (*Times* du 3 août). Le mouvement des Shop Stewards Committees, la rapide unification des trade-unions, jusqu'alors isolés, l'insubordination de plus en plus fréquente des syndiqués envers la bureaucratie syndicale, la formation du comité d'action et, surtout, la sympathie toujours croissante pour la Russie des Soviets, autant de symptômes de la transformation de l'état d'esprit des masses ouvrières en Angleterre. Mais tout cela est encore en voie de croissance, plein d'hésitations, instable et contradictoire.

Les leçons de la grève des mineurs

L'état d'esprit indécis, équivoque même, des ouvriers anglais, l'esprit révolutionnaire des masses et le conservatisme des chefs qui entravent le mouvement, se sont nettement manifestés pendant la grande grève des mineurs d'octobre 1920. Nous supposons naturellement le lecteur au courant des faits, et nous nous bornerons donc à n'en indiquer que les traits essentiels.

Comment débuta le mouvement ? *Il se donna dès le début un programme révolutionnaire.* Nationalisation des mines et contrôle ouvrier. Et en attendant, les ouvriers non qualifiés exigeaient une augmentation des salaires, en posant cette condition qu'elle ne retomberait pas sur le consommateur et que l'augmentation du prix du charbon, autorisée par le gouvernement au printemps 1920, serait abrogée. En d'autres termes, c'était une tentative pour améliorer la situation des ouvriers au détriment des bénéficiaires du capital. (On ne peut pas dire que cette conception ait été en tout point correcte ; le monopole du charbon, sur les marchés du monde, dont l'Angleterre dispose en fait, permettait au capital britannique de faire retomber, avec l'approbation du gouvernement, tout le poids

de l'augmentation des salaires sur les mineurs, et partant sur le prolétariat des autres pays. Bref, l'ancienne tactique des capitalistes anglais aurait pu revêtir une forme nouvelle ; mais il eût toujours été question de jeter à une couche privilégiée de la classe ouvrière les miettes des bénéfices acquis par le pillage de diverses parties du monde.)

Comment se termina le mouvement ? Il se termina en contradiction absolue avec son début. Avant la grève même, toutes les revendications révolutionnaires (nationalisation, contrôle ouvrier, baisse des prix) avaient été éliminées. Et il ne subsistait qu'une très ordinaire demande d'augmentation des salaires. Ce n'était déjà plus qu'une bagatelle, pour les capitalistes miniers, — leur monopole étant donné — qui auraient pu aisément faire payer les augmentations de salaires par les pays étrangers. Mais ils tirèrent parti de la concession des ouvriers, pour s'assurer une augmentation de production ; le contrat spécifiait que les mineurs n'auraient droit à une augmentation des salaires que lorsque la production atteindrait un maximum défini. Les capitalistes anglais réussirent donc à retourner contre les ouvriers une grève révolutionnaire à son début, et à conclure avec les mineurs un contrat qui assurait l'augmentation de la production. Solution tout à fait contre-révolutionnaire.

Comment réussit-on à retourner ainsi le mouvement ? *Grâce à l'influence des chefs des trade-unions*. Pendant les pourparlers, qui durèrent des mois, toute ardeur révolutionnaire s'éteignit dans les masses. Le gouvernement eut la faculté de prendre toutes mesures propres à amener l'échec de la grève et de neutraliser sa vigueur révolutionnaire. La puissante presse capitaliste, qui submerge littéralement la presse ouvrière, eut tout le loisir de préparer l'opinion publique et les larges masses de la classe ouvrière, dont la grève menaçait l'existence même, contre le mouvement. Cependant la situation économique empirait sensiblement. Les capitalistes résolurent de profiter de la grève pour congédier en masse leurs ouvriers (*Worker's Dreadnought*, 23 octobre 1920) et s'efforcèrent de préparer dans le public un état d'esprit hostile à la grève. Tout ceci ne fut possible que grâce à la longueur des pourparlers. Les chefs des trade-unions avaient réussi à épuiser totalement l'ardeur révolutionnaire des masses.

Ils ont d'ailleurs fait plus encore, ils ont répété en toute occurrence que les mineurs ne voulaient pas la révolution, que les mineurs consentaient à intensifier la production, que le travail et le capital dépendent l'un de l'autre. Avec des chefs de cet acabit le triomphe de la bourgeoisie était assuré.

Le jour même de la grève, le *Times* écrivait qu'il n'y avait dans cette crise grave qu'un fait rassurant que « les chefs des trade-unions n'avaient pas perdu la tête ».

Thomas, leader des cheminots, à qui il appartenait d'apporter aux mineurs, un concours puissant (la grève de solidarité des chemins de fer était fixée au 25) adressa un appel au gouvernement. Rétablissez la confiance ! lui disait-il en l'invitant à consentir aux mineurs, une augmentation de salaire. Et quand Lloyd George ouvrit les négociations, les cheminots renoncèrent aussitôt à la grève. L'attitude de Smillie¹ fut tout ce qu'on voudra, mais ne fut pas révolutionnaire. On conçoit que la bourgeoisie ait pu suivre les événements avec tranquillité. Le *Spectator* du 23 novembre écrit : « La Cité était, à la déclaration de grève, parfaitement calme. Les gros capitalistes ne veulent pas de lutte *jusqu'au bout* ». Les personnes intéressées à la prospérité des affaires ne peuvent pas se permettre le luxe de tant d'héroïsme. A quoi bon ? les intérêts du capital, étant donné

¹[Robert Smillie (1857-1940), dirigeant du syndicat des mineurs.]

la mentalité que nous connaissons aux « chefs » ouvriers, devaient être mieux assurés par un contrat que par une lutte à outrance, dont le résultat aurait peut-être été de tourner l'énergie révolutionnaire des ouvriers contre les leaders.

La victoire de la bourgeoisie est-elle assurée pour longtemps ?

Nullement. Déjà le référendum organisé pour la ratification du contrat a donné une majorité, faible il est vrai, à l'opposition. Le contrat n'a pu être validé que parce que les statuts exigent pour continuer une grève, alors que les dirigeants des unions en conseillent la fin, une majorité des trois-quarts de voix. Mais un profond mécontentement en résulte. Les ouvriers qui se sentent trompés, n'ont pas craint de manifester leurs sentiments. La presse bourgeoise a constaté avec effroi que « les chefs des trade-unions perdent rapidement leur popularité ». L'accord a été conclu pour un délai de quatre mois. Une nouvelle grève semble imminente, en présence de laquelle la victoire de la bourgeoisie est problématique. Le *Manchester Guardian* du 15 novembre écrit sur ce référendum :

Le référendum atteste plutôt le désir de terminer la grève, que la joie ou la satisfaction des résultats acquis. Les clauses de l'accord sont impopulaires, et la majorité des votants n'y voit assurément qu'un palliatif temporaire, ils ne considèrent nullement que le principe de la modification des salaires, conformément au cours de la production, demeurera intangible dans le mécanisme qui régularise la fixation des salaires.

L'ouvrier anglais et la politique bourgeoise

Thomas, représentant le plus typique des trade-unionistes et des parlementaires ouvriers, bien disposé envers la bourgeoisie a pu dire pendant la grève des mineurs : « il y avait dans les deux camps des hommes qui espéraient que la lutte serait cette fois poussée jusqu'au bout ». Il ajoutait que si les ouvriers voulaient réellement, renverser l'ordre bourgeois, ils n'avaient qu'à se servir pour leur fin de l'urne électorale (*Daily Herald*, 25 octobre 1920).

La suggestion de faire du bulletin de vote la meilleure arme contre le capital n'est nullement personnelle à Thomas, cette tactique a été habituellement préconisée par les chefs conservateurs du mouvement ouvrier anglais. Quant à l'issue de la guerre mondiale, les ouvriers virent que Lloyd George les avait dupés, que toute la rhétorique, la lutte contre l'impérialisme allemand, pour la démocratie et pour le droit des nationalités, n'avait servi qu'à substituer au militarisme germanique le militarisme anglo-français, tout aussi réactionnaire (la France a maintenant 800 000 hommes sous les armes. L'Angleterre entretient, outre sa flotte, une armée d'un demi million d'hommes, — *Labour Leader*, du 2 octobre 1920), que le droit des nationalités avait servi à justifier, le démembrement de l'Europe Orientale et Centrale en de petits Etats rivaux, colonisés par l'Angleterre et la France, que la Ligue des Nations, si solennellement instituée, était devenue, par l'exclusion de l'Allemagne et de la Russie, une arme entre les mains de l'Angleterre, arme dont cette dernière se sert pour soumettre (diplomatiquement) tous les peuples du monde, — quand ils ont compris tout cela, les ouvriers anglais, en ont éprouvé une profonde indignation. Mais à toutes leurs récriminations, les chefs répondaient : « Si vous aviez voté, après l'armistice, pour le Labour Party, la politique du pays aurait été tout autre. »

Mais le fait est que, si nous étudions la composition sociale du Parlement anglais actuel, l'incapacité du parlementarisme à faire face aux antagonismes sociaux nous sautera aux yeux. En Angleterre, c'est-à-dire dans un pays où l'immense majorité de la population est formée de prolétaires, de salariés, au sens littéral du mot, nous trouvons dans la Chambre des Communes

(d'après M. Harold, I. Lasky, *The Nation*, 9 octobre 1920 :

- 115 propriétaires fonciers.
- 61 directeurs de sociétés d'assurances.
- 17 directeurs de sociétés minières.
- 30 directeurs de compagnies de navigation.
- 19 usiniers de l'industrie textile.
- 138 manufacturiers.
- 28 directeurs de banque.
- 4 directeurs d'exploitation de naphte.
- 10 brasseurs.
- 102 avocats.
- 50 officiers (armée).
- 12 officiers (marine).
- 10 médecins.
- 67 membres des organisations ouvrières.

A l'exception de ces derniers, des médecins, des officiers et des avocats, 422 membres, sur 710, y représentent donc les intérêts du gros commerce et de la grande industrie.

Nul n'ignore que la même personne peut diriger simultanément une douzaine de sociétés différentes. Il a été difficile de comprendre pourquoi le ministère de l'industrie s'est refusé à renvoyer devant les tribunaux les compagnies de navigation, dont les vaisseaux n'ont pas le personnel prescrit par la loi pour le service de radiotélégraphie : c'est que ce personnel s'est tout dernièrement mis en grève. — Point n'est besoin de s'étonner non plus que Lloyd George ne craigne pas de se servir de la calomnie contre les mineurs qui demandent justice. Il faut bien qu'il se soumette ou qu'il se démette. La Fédération anglaise de l'Industrie, dont le capital s'élève à 4 milliards de livres sterling, n'envoie pas pour rien 300 députés aux Communes.

À la fin de la guerre, les ouvriers obéissaient en tout aux directives de leurs chefs : toutes les élections complémentaires furent des succès pour le parti ouvrier. On parla même de la nécessité de refaire les élections générales. A peu près à l'époque de la fin de la grève des mineurs, les élections municipales avaient lieu en Ecosse et en Irlande et, fait remarquable, le Labour Party n'y remportait déjà plus de si brillants succès. La proportion des votants était moindre. Bien que le Labour Party ait encore fait d'assez bonnes affaires, il a, néanmoins, éprouvé des échecs, précisément, dans les centres ouvriers. Il a perdu :

à Bradford	6 sièges
à Birmingham	6 sièges
à Leeds	3 sièges
à Liverpool	2 sièges
à Manchester	2 sièges
<i>(Manchester Guardian, 5 novembre)</i>	

L'arrêt de développement du Labour Party serait difficile à expliquer, autrement que par le dégoût inspiré aux ouvriers par la politique parlementaire. C'est un pas vers l'antiparlementarisme.

Les ouvriers anglais, y compris les communistes, doivent apprendre à surmonter leur répugnance. Sachant bien que la lutte de classe ne peut ni se dérouler, ni s'achever au Parlement, ils doivent pourtant apprendre à tirer parti du Parlement, comme de tout autre champ d'action, pour faire naître parmi les masses prolétariennes un état d'esprit révolutionnaire.

La question irlandaise

La question irlandaise se situe un peu à l'écart de la grande politique anglaise. Il est facile de commettre en l'examinant de grandes erreurs, bien naturelles si l'on y applique le point de vue du « Capital » et d'autres œuvres socialistes plus anciennes encore. Ces points de vue ont vieilli. Il n'y a plus en Irlande de fermiers misérables ; ceux-ci sont devenus des petits propriétaires cossus et ravitaillent les villes anglaises en farine, en beurre, en fromage, en viande et autres articles de consommation. La lutte qui fait rage actuellement en Irlande, n'est plus aucunement celle des pauvres fermiers contre les landlords.

Le lecteur connaît assez l'acharnement déployé dans cette lutte de part et d'autre, les assassinats des policiers anglais, les brutales représailles de la troupe britannique, la mort de faim du lord-maire de Cork. Nous ne voulons donner ici que quelques renseignements précis sur la situation en Irlande.

Le *Times* du 21 octobre écrit : « Il convient de classer au nombre des actes de provocation commis par la troupe et par la police anglaises, pour la seule année 1919, 14 000 agressions armées contre les domiciles particuliers, 1 000 arrestations politiques, 300 dispersions de réunions publiques, la fermeture des foires et marchés dans 7 grands districts agricoles, la suppression de 25 journaux, le sac de 3 villes, l'assassinat de 10 citoyens ». Le *Times* du 20 octobre, écrivait : « Sir Homer Greenwood, secrétaire d'Etat pour l'Irlande, a fait connaître, que les agressions commises dans l'île contre les soldats et contre la police depuis le premier janvier 1920, n'ont pas coûté moins de 118 vies : 100 policemen et 18 soldats ont été tués, 160 policemen et 66 soldats ont été blessés, 657 agressions ont eu lieu contre les casernes de police, et dans la plupart des cas, les baraques ont été détruites. Au cours des trois dernières semaines, les tribunaux militaires de l'Irlande ont jugé 194 affaires et prononcé 150 condamnations. Le *Manchester Guardian* du 20 octobre écrivait :

Les évêques et les archevêques irlandais ont publié un appel, à propos des événements actuels. En voici les principaux passages : les violences de toutes sortes, pillages, incendies, meurtres s'accomplissent aujourd'hui. La vraie justice doit tout connaître et tout peser ; elle jugera les agressions innombrables et les arrestations commises dans l'ombre les condamnations sauvages de tribunaux qui ne méritent et n'inspirent aucune confiance, l'incendie des demeures, des marchés, des fabriques, des fermes, des moissons. Des insensés enivrés du vin qu'ils ont volé, détruisent l'industrie du pays qu'ils acheminent vers la misère et la faim. La force armée du roi assomme et tue de paisibles citoyens. On ne voit chez les autorités aucun désir de mettre un terme à ces actes, de les blâmer, ou même de les connaître pour en châtier les coupables. On ferme les yeux sur ces attentats, ils sont inspirés, sinon organisés, non par des personnes obscures et irresponsables, mais, par le gouvernement même de l'empire, par un gouvernement qui a osé invoquer l'idéal du droit et de la justice.

Pourtant si l'on examine la question irlandaise d'un point de vue objectif, on doit conclure qu'il n'y a pas en Irlande de lutte de masses, de lutte populaire. Un communiste bien informé de la situation d'Angleterre a attiré mon attention sur ce fait que pendant la lutte acharnée de l'Irlande, l'Ile continue à ravitailler régulièrement l'Angleterre, que les régiments irlandais continuent à maintenir

l'ordre aux Indes et ont même mérité des félicitations pour s'être héroïquement distingué en Mésopotamie. Serait-ce possible, si la lutte en Irlande était réellement une lutte de classe ou une lutte populaire ? Mais qu'est-elle si elle n'est pas cela ?

C'est surtout la lutte d'un petit groupe d'idéologues activement soutenus par une minorité de prolétaires, encore imprégnés de sentiments nationaux, et passivement soutenus par les masses paysannes. Les paysans ont encore conservé la vieille haine de l'Anglais, qui fut autrefois l'opresseur, et espèrent d'autre part payer moins d'impôts dans une Irlande indépendante. Ces circonstances et aussi l'aspiration des intellectuels à une plus grande influence politique et une situation plus avantageuse forment le fond de la révolution irlandaise. Nous ne devons donc pas nous laisser égarer par la prose abondante que lui consacrent les journaux anglais. Il ne s'agit pas d'une lutte de classes, ni d'une « révolution ». Et je serais même enclin à supposer, sans pouvoir il est vrai, le prouver, que l'acuité de la situation en Irlande est consciemment accrue par le gouvernement anglais, et exagérée par la presse, pour distraire le prolétariat britannique des questions réellement révolutionnaires.

Ainsi, de profondes lézardes nous apparaissent dans la façade orgueilleuse de l'empire britannique. La suprématie coloniale de l'Angleterre sur ses colonies s'effondre. Les colonies cherchent à se créer une industrie et à pourvoir elles-mêmes à leurs besoins. L'Amérique et le Japon éliminent l'Angleterre des marchés avantageux. Presque toute l'Europe continentale est à biffer de sa liste de clients. L'Angleterre n'est plus le banquier du monde. Elle est même le débiteur de l'Amérique et des Etats neutres. Le lien économique, qui rattachait la périphérie de l'empire mondial anglais au centre s'est usé. Les îles Fidji n'ont plus besoin de la métropole et s'en détachent. Dans les colonies conquises, ce processus revêt la forme des insurrections nationales. L'Angleterre ne recevra plus chaque année une énorme quantité de marchandises, représentant les bénéfices de ses capitaux placés à l'étranger. La bourgeoisie anglaise ne pourra plus abandonner à ses ouvriers les miettes des richesses pillées dans l'univers. Elle ne pourra plus améliorer même lentement la condition de ses ouvriers, comme elle l'a toujours fait, pendant les dernières décades. Et ceci mettra un terme à l'éloignement des ouvriers anglais privilégiés du mouvement révolutionnaire.

Les ouvriers anglais deviennent rapidement révolutionnaires. Or, le début de la révolution en Angleterre, assurera la révolution dans le monde¹.

¹Remarquons que la bourgeoisie anglaise cherche le salut dans l'augmentation de la population agricole. Lors des débats sur le bill agraire à la Chambre des Communes, Lloyd George a prononcé ces mots : « La sécurité sociale exige le renforcement de la classe paysanne, qui est la classe la plus saine et la plus calme de la population. »

4. *L'Internationale Communiste*, n°17, 3^{ème} année, juin 1921, pp. 4019-4036.

LES BASES ECONOMIQUES DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Entre toutes les puissances capitalistes, les Etats-Unis se distinguent à présent par leur caractère impérialiste. Tandis qu'on observe, en Angleterre, un penchant à peu près général à la limitation des dépenses militaires et à la liquidation des aventures de Mésopotamie et de Perse, les Etats-Unis deviennent peu à peu, sur terre et sur mer, la plus grande puissance militaire. Leur programme de constructions maritimes est si large, que son exécution doit donner, en 1924, à la flotte américaine la suprématie sur les flottes réunies de l'Angleterre et du Japon. Quant aux armées de terre, on projette la formation de cadres qui rendront possible la mobilisation de 7 millions d'hommes (*Rote Fahne*, Berlin, 1^{er} septembre 1920). La *Nouvelle Gazette de Zurich* a récemment publié l'accord conclu entre les Etats-Unis et le Portugal, en vertu duquel les Etats-Unis garantissent l'intégrité des colonies portugaises et le Portugal accorde aux Etats-Unis la faculté d'établir, en cas de guerre, une base maritime dans l'archipel des Açores. Les Etats-Unis protestent contre les pouvoirs accordés à l'Angleterre en Mésopotamie et exigent le droit de participer à l'exploitation des puits de naphte de ce pays. Les Etats-Unis contestent les droits du Japon sur les câbles du Pacifique ayant appartenu autrefois à l'Allemagne. Partout, les Etats-Unis se servent de leur suprématie militaire et financière pour étendre leur puissance économique et militaire. Cette évolution de la politique américaine a commencé tout récemment. Il est vrai que la guerre hispano-américaine, terminée par l'annexion des îles Philippines, avait déjà montré le capital américain s'orientant dans la voie de l'impérialisme. Mais les deux, trois dernières années ont, seules, montré le plein développement de cette tendance. Notre tâche consiste donc à montrer les changements de la politique économique de l'Amérique, qui ont déterminé cette évolution.

Bases du système économique des Etats-Unis

Une extraordinaire productivité du travail a, depuis toujours, caractérisé l'économie américaine. Nous sommes, malheureusement, au regret de ne pouvoir citer ici les chiffres démontrant ce fait, d'ailleurs bien connu et généralement admis¹. On sait aussi que le travailleur américain de race blanche se distingue par le bien-être relatif dont il jouit.

La remarquable productivité du travail, en Amérique, dépend de trois facteurs :

- 1) Milieu naturel favorable.
- 2) Grande accumulation des moyens de production.
- 3) Système plus rationnel de la production.

¹ Nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage si intéressant de Shedwell sur *La Productivité du Travail industriel*. On y trouvera la productivité comparée du travail: en Amérique, en Angleterre, en Allemagne.

I. *Le milieu naturel favorable* peut être défini ainsi : superficie considérable — par rapport à la population — de terres fertiles sur lesquelles on peut cultiver, dans un climat propice, toutes les plantes européennes et les plus importantes des plantes tropicales, à commencer par le coton; immense richesse du sous-sol: charbon, pétrole, fer, étain, gaz d'éclairage, etc., grands fleuves navigables; possibilité de construire aisément des chemins de fer, dans un pays susceptible de travailler lui-même toutes les matières premières dont a besoin un peuple cultivé.

II. On trouve, aux Etats-Unis, *la corrélation la plus haute entre le capital de fondation et le capital d'exploitation*. En d'autres termes, l'ouvrier surveille en Amérique un nombre beaucoup plus grand de machines qu'en Europe. Ce fait est particulièrement évident dans l'agriculture où presque tous les travaux se font, en Amérique, à la machine (les machines agricoles, employées en Russie, sont surtout du type américain), dans l'industrie minière où l'Amérique emploie beaucoup plus de machines que l'Europe, et enfin, dans tout le procès de la production industrielle et dans les transports (le nombre des automobiles construits aux Etats-Unis croît avec une rapidité vertigineuse; le *Times*, du 20 octobre 1920, dit que ce nombre s'élèvera, en 1922, à 12 millions). Ajoutons à ce qui vient d'être dit, qu'en règle générale, les machines ne connaissent pas, aux Etats-Unis, *d'usure morale*, pour employer l'expression de Marx. Alors qu'en Europe, on entretient avec soin les machines, on les répare, on s'efforce de les faire durer, l'usage est, en Amérique, de renvoyer rapidement la machine vieillie à la ferraille pour la remplacer par une machine plus perfectionnée. Aussi la technique industrielle, aux Etats-Unis, est-elle sans cesse en voie de perfectionnement.

III. *Le caractère rationnel du travail* est beaucoup plus accusé aux Etats-Unis qu'en Europe, ce qui dépend étroitement du développement social des Etats-Unis. A l'exclusion des nègres, la population des Etats-Unis est constituée par des élites venues d'Europe. Ne se décident à émigrer que les gens les moins conservateurs, ceux qui ont su rompre avec les traditions, avec la famille, avec la patrie, en un mot les plus avancés. De là vient que la vie intellectuelle de l'Amérique se distingue, par rapport à celle de l'Europe, par son manque de conservatisme. Il n'y eut jamais ici de féodalité, de noblesse, de titres, de dignités. L'abîme entre le travail intellectuel et le travail physique est bien moins profond qu'en Europe. On ne retrouve pas, de l'autre côté de l'Océan, le paysan illettré de l'Europe Occidentale, qui se refuse à toute innovation dans le travail rural. Il n'y a pas d'étroitesse corporative, chez les intellectuels. Les ouvriers deviennent des intellectuels et les étudiants des écoles supérieures ne craignent pas de travailler dans les fabriques, en qualité d'ouvriers. Il en résulte qu'un esprit rationnel, que ne limite aucun conservatisme, règne dans la production et contribue à élever fortement la productivité du travail.

Examinant les résultats de cette productivité, avant la guerre nous constatons que l'influence du premier des facteurs énumérés, c'est-à-dire d'un milieu favorable, s'est surtout fait sentir avant la fin du siècle dernier. Les Etats-Unis exportaient des quantités énormes de matières premières, surtout de céréales, de laine et de pétrole et recevaient les articles manufacturés. L'agriculture était le centre de gravité de leur économie. La superficie des terres labourées qui comprenaient, en 1880, 536 millions d'acres était: en 1900, de 839 millions d'acres et en 1900, de 878 m. d'acres; la valeur des produits de l'agriculture, estimée à 22 millions de dollars en 1880, à 47 millions de dollars en 1900, s'élevait, en 1910, à 86 millions de dollars. D'énormes quantités de céréales furent jetées en Europe, où sévissait alors la « crise de l'agriculture ». En 1905, sur une exportation totale de 1.718 millions de dollars, l'Amérique n'exportait que pour 460 millions de dollars d'articles manufacturés, pour 226 millions de matières dégrossies et, par contre, pour 1.000 millions de dollars de matières premières et de produits alimentaires. Ce dernier chiffre se décomposait ainsi: coton 401 millions ; froment 4.186 dollars ; viande, poisson, etc., 211 millions. Nous voyons ainsi que malgré un développement

industriel très rapide — auquel nous reviendrons, — nous sommes, en définitive, devant un pays colonial. Ajoutons que l'industrie américaine employait une quantité considérable de capitaux européens; que la navigation était aux mains de l'Angleterre et de l'Allemagne; que les Etats-Unis n'avaient pas de colonies et ne faisaient pas de politique mondiale; que la doctrine de Monroe servait de base à leur politique extérieure.

Pourtant, le développement industriel de l'Amérique faisait de grands pas attestés par les chiffres suivants.

Année	Capital en million	Ouvriers et employés	Valeur des produits	Valeur des matières employées
1870	2138,2	2,05	4232,3	2488,4
1880	2790,5	2,75	5360,7	3396,8
1890	6525,2	4,71	9372,4	5162,0
1900	9817,4	5,71	13004,0	7349,4
1905	13872,0	6,72	16866,7	9497,6
1910	18490,7	7,43	20767,0	12195,0
1915	22790,9	8,00	24246,4	14368,1

L'industrie minière se développait avec une rapidité extraordinaire, de même que les manufactures. Le jour n'était assurément pas loin où les Etats-Unis cesseraient d'exporter des matières premières, pour en recevoir et devenir une puissance impérialiste-capitaliste. Les chiffres précités ont peut-être un caractère un peu trop général ; ils n'en démontrent pas moins que si, en 1880, un capital de 1.000 dollars environ était placé sur chaque ouvrier et donnait en un an pour 2.000 dollars de marchandises, en 1915, chaque ouvrier correspond à un capital de 3.000 dollars qui produit une valeur équivalente. Tandis qu'en 1880, la valeur des produits du travail correspondait au double de la valeur du capital, en 1915, ces deux valeurs sont à peu près égales. La capacité d'action du capital se ralentit, son accumulation organique s'accroît rapidement, deux faits fournissant une illustration typique à la doctrine de Marx.

Développement économique des Etats-Unis pendant la guerre

Alors que, dans d'autres pays belligérants, la guerre transformait profondément la vie économique et restreignait le bien-être en provoquant des émissions réitérées de papier-monnaie et une terrible cherté de vivres, en arrêtant l'accroissement de la population ou en provoquant même sa diminution, l'Amérique est loin d'avoir souffert de la guerre. Elle en a, au contraire, tiré profit. Les prix sur toutes choses se sont naturellement élevés aux Etats-Unis comme ailleurs, mais ce ne fut pas, comme dans les autres pays belligérants, par suite d'une diminution de la production et d'une disette d'articles : ce fut par suite de la situation privilégiée que procurait aux Etats-Unis le rôle de fournisseur de l'Entente.

Les chiffres suivants nous serviront à illustrer ce fait :

La production des Etats-Unis, exprimée en millions, était de¹:

Année	Charbon (tonne)	Fer minerais (t.)	Cuivre	Etain	Pétrole (t.)	Laine (ballots)	Froment (quarters)
1913-1914	517	31,5	5,49	4,90	32,3	14,89	-
1914-1915	466	23,7	5,26	5,68	42,3	15,07	111,4
1915-1916	482	30,4	6,46	5,82	44,7	12,95	124
1916-1917	552	40,1	8,81	6,06	40,1	12,97	86
1917-1918	570	39,3	8,56	-	-	11,91	82
1918-1919	586	39,5	-	-	49,1	-	116
1919-1920	-	-	-	-	-	12,12	-

Certains faits nous sont parfaitement connus : tels, le développement surprenant de la construction maritime et l'ampleur anormale de la fabrication des automobiles².

Le nombre des automobiles, enregistré aux Etats-Unis, était de :

Année	Nombre
1915	2 445 664
1917	4 983 340
1919	7 558 848
1920	9 000 000
1922	12 000 000

De ce chiffre, 4 % seulement représentent des camions, presque toutes les autres voitures étant des voitures de maître, privées pour la plupart³. Des 50 millions de tonnes de pétrole extraites annuellement aux Etats-Unis, l'automobile consomme la moitié.

Indiquons enfin le développement formidable de l'industrie du papier-coton :

Année.	Consommation à l'intérieur	Exportation.
1910	2.250	3.106
1915	3.583	4.404
1918	3.863	2.320

Le temps de guerre fut, pour les Etats-Unis, extrêmement propice. Toutes les forces productrices du pays étaient tendues. « Tous les ouvriers étaient occupés, toutes les machines travaillaient. Les fabricants envoyaient recruter de la main-d'œuvre dans les campagnes. Une moyenne de 30 à 50 % d'ouvriers changeait, en un mois, de lieu de travail, trouvant toujours de meilleures conditions », écrit un gros capitaliste américain (G. E. Roberts, vice-président de la *National City Bank* de New-York), dans un article intitulé *Les Prix actuels et la Situation économique* (*The Economical World*, 1920, Nov.).

L'industrialisation du pays, en voie de développement rapide, se manifeste par la modification

¹ Chiffres empruntés au *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1919, et au *Statesman Yearbook*, 1920.

² Chiffres empruntés au *Scientific American*, janvier, 1920

³ Dans un article remarquablement intéressant de la *Contemporary Review*, paru en novembre 1920, E. Barker constate que la question du pétrole est devenue, pour la presse anglo-saxonne, l'une des plus passionnantes.

des formes du commerce extérieur. On sait que l'excédent de l'exportation agricole sur l'importation était, en 1919, de plus de 3 milliards de dollars et correspondait donc presque à la moitié du total de l'exportation. L'exportation des articles manufacturés dépassait déjà celle des substances alimentaires. Les chiffres suivants, en millions de dollars, le montrent :

	Importations	Exportations	Excédent des exportations
Produits alimentaires bruts	545,3	678,5	123,2
Produits alimentaires prêts pour la consommation	555,7	1963,7	1408,0
Matière premières	1674,5	1610,1	--
Matières premières dégrossies	610,3	922,4	312,1
Articles manufacturés	492,3	2564,6	2072,0

A la fin de la guerre, les Etats-Unis sont déjà un pays industriel exportant principalement les articles manufacturés¹.

L'agriculture d'ailleurs n'avait pas, comme il arriva en Europe, dans les pays belligérants, souffert non plus des besoins excessifs du temps de guerre.

Le développement de l'élevage en est la meilleure preuve. Il se précise comme suit :

	Millions de têtes	
Année	1910	1920
Chevaux	19,8	21,6
Bêtes à cornes	61,8	68,1
Moutons	52,0	48,8
Cochons	58,2	72,9

La valeur totale des produits de l'agriculture, en millions de dollars, était de :

En 1910	8,56
1917	19,33
1918	22,48
1919	24,98

En 10 ans, les prix de vente ont triplé ; comme la cherté des vivres est loin d'avoir été telle, il faut voir dans ce fait le signe d'une augmentation sensible de la production.

La hausse des prix en Amérique doit donc être étudiée sous un autre angle qu'en Europe. En Europe, elle est la conséquence du manque de marchandises, de la chute brusque de la productivité industrielle, et les tarifs élaborés par l'Etat ne parviennent pas à l'enrayer. En Amérique, la hausse et les bénéfices fabuleux des capitalistes proviennent de la concurrence des pays belligérants pour les produits de l'industrie américaine, celle-ci ne cessant pas de travailler avec la productivité la plus haute².

Les capitalistes des Etats-Unis réalisèrent leurs bénéfices sous deux aspects. Tout d'abord, les valeurs américaines, placées avant la guerre chez des nationaux de l'Entente et réclamées par les

¹ Cette modification du caractère des exportations s'exprime aussi par le mouvement de la population : pour la première fois, le recensement de 1920 fait prévaloir la population des villes sur celle des campagnes.

² Bien qu'il n'y ait, entre le taux de l'escompte et les bénéfices du capitaliste, qu'un lien très lâche, nous noterons ici, à titre de symptôme de l'importance des bénéfices réalisés en Amérique, que le taux de l'escompte était, aux Etats-Unis, jusqu'au 1er mai 1920, de 6% et se maintient depuis à 7%.

Etats-Unis, leur furent rendues. En second lieu, d'énormes quantités d'or s'accumulèrent aux Etats-Unis. Le résultat fut que, sur un fonds or total de 1501,3 millions de livres sterling appartenant à toutes les banques d'Etat et privées du monde capitaliste, à la fin de 1920, les Etats-Unis ne possèdent pas moins de 853,4 millions de livres, c'est-à-dire plus de la moitié.

Non seulement les Etats-Unis ont payé tout ce qu'ils devaient à l'Europe, non seulement ils ont acquis plus de la moitié de la réserve d'or du monde capitaliste, mais encore ils sont devenus, pour de nombreux milliards, les créanciers de l'Europe et surtout de l'Angleterre. Mais débiteurs avant la guerre, les Etats-Unis sont devenus un Etat créancier, le prêteur mondial. La bank-note américaine s'échange au pair. Elle a la même valeur que la monnaie d'or.

Les causes qui, dans d'autres pays, ont amené de profondes transformations économiques n'ont eu, en Amérique, qu'une influence insignifiante. Les Etats-Unis n'ont participé à la guerre qu'assez tard, avec des forces relativement si minimes que les préjudices causés à leur production — en présence des immenses richesses dont ils disposent — ont été insignifiants. Le développement des Etats-Unis, pays agricole, colonial et endetté, en puissance industrielle impérialiste fut incontestablement hâté par la guerre¹.

L'après-guerre, jusqu'au printemps 1920

Cette situation avantageuse dura, après la guerre, à peu près jusqu'au printemps 1920. Les Etats de l'Europe Centrale, bloqués jusqu'alors, commencèrent, à ce moment, à participer directement ou indirectement aux achats en Amérique. Mais on se rendit bientôt compte que l'Europe, y compris les pays de l'Entente, était épuisée et n'avait plus de pouvoirs d'achat. L'Angleterre même n'avait pas de fonds de réserve — or ou valeurs américaines — pour mener à bien ses opérations aux Etats-Unis ; par rapport aux dollars, le cours de la livre anglaise tomba de 20 %, tandis que le papier-monnaie des autres Etats européens tombait jusqu'au dixième et même jusqu'au centième de sa valeur nominale en or. D'où, inéluctablement, une diminution de la capacité d'achat de ces pays par rapport aux Etats-Unis et une crise de surproduction qui, d'ailleurs, menaçait sans cela la grande république industrielle; et c'est même précisément parce que l'économie des Etats-Unis n'avait pas souffert de la guerre, que la crise périodique devait se produire.

Il est intéressant de voir comment elle se produisit. Comme d'habitude, les sphères capitalistes se refusaient à admettre que le moment favorable était passé. Le plus intéressant, c'est que selon les informations du *Controller of Currency*, la somme totale du crédit offert par toutes les banques des Etats-Unis s'élevait, en millions de dollars² :

en 1919, 30 juin	25 086
» 1920 »	30 892
Augmentation du crédit	5 806

¹ Les dépenses de guerre des Etats-Unis furent cependant élevées. Les dépenses de l'Etat, qui étaient de 7,4 dollars pour chaque citoyen américain en 1913, s'élevaient en 1920 à 70 dollars.

² *Wirtschaftliche Correspondanz*, 7 fevr. 1921

Une augmentation de crédit de 20% en une année, parallèlement à une chute manifeste de la production. Mais à ce sujet, voici les chiffres du professeur *Lederer*, la production moyenne de 1911 et de 1913 étant considérée équivalant à 100%. — Les données concernant les produits de l'agriculture, conformes aux statistiques des marchés :

	Oct.1919.	Printemps 1920 { maximum }	Oct. 1920.
Bétail (total)	151	139	116
Pain et farine	127	102	122
Laine	124	132	89
Sucre	127	184	59
Houille	152	131	137
Fer	102	159	146

Le même procès s'observe en ce qui concerne bien d'autres marchandises et aussi les entreprises de transport. En outre, malgré la diminution de la production, les stocks ne diminuaient que fort peu. En février 1920, la valeur des stocks correspondait à 534 % du commerce des marchandises et en octobre 1920, à 504%, tandis que les commandes à livrer tombaient de 32% à 10% environ, en octobre de la même année. A l'exception de quelques cas particuliers, on peut dire d'une façon générale que la quantité des produits de l'industrie a sensiblement diminué, de l'automne 1919 au printemps 1920.

Certains indices semblent indiquer que le gros capital américain aurait artificiellement hâté la crise. La concentration effective des entreprises n'est jamais allée aussi loin qu'aux Etats-Unis. C'est pourquoi, nulle part le capital ne peut avoir une semblable maîtrise des marchés. Il a donc la possibilité de hâter la crise. Nous manquons malheureusement de documents américains pour établir dans quelles mesures notre supposition est légitime. Dans l'article cité, le professeur Lederer écrit ce qui suit :

« Quand, au printemps 1919, le cours du change européen tomba en même temps que baissaient les prix en Amérique, quand la capacité d'achat des pays d'Europe baissa en conséquence, les grandes organisations du capital américain décidèrent de *limiter dorénavant le crédit et d'exiger le remboursement des avances*, ce qui fut bientôt fait sur une large échelle. La limitation et le refus du crédit créèrent aux entreprises industrielles et commerciales une situation très difficile, les obligèrent à écouler leurs marchandises pour payer leurs dettes, les empêchèrent de conserver des stocks dont elles durent souvent se défaire à perte. Certes, elles avaient réalisé de gros bénéfices pendant la guerre; mais elles n'en considéraient pas moins ces pertes comme une menace de mort, parce qu'elles les obligeaient — deuxième conséquence de la situation, illustrée par les chiffres cités — à restreindre la production, c'est-à-dire à congédier les ouvriers, à annuler les commandes de matières dégrossies et de matières premières, etc. La crise s'étendit ainsi à tous les domaines de l'économie. Et, à l'époque où le monde éprouvait encore le plus grand besoin des articles américains, la production de ceux-ci était violemment restreinte, afin d'éviter l'accumulation des stocks que l'on n'espérait pas pouvoir écouler. Du point de vue capitaliste, cette limitation des produits correspondait assurément à sa fin, en évitant une surproduction catastrophique ».

Il est significatif que le taux de l'escompte s'éleva, au 1^{er} mai, à 7 % et est depuis resté à cette hauteur exceptionnelle.

La Crise Economique actuelle

Restriction de la production et baisse de prix

Faute de documents statistiques américains, nous sommes contraints d'étudier la crise actuelle d'après des documents exclusivement anglais. D'après *The Economist*, la crise se développa plutôt lentement. Le capital tenta de placer l'excédent de ses marchandises sur le marché mondial, et les exportations des Etats-Unis ne cessèrent pas de croître jusqu'au mois d'octobre 1920. L'éventualité d'une catastrophe économique était écartée par l'action concertée du gros capital. La baisse des prix et le chômage atteignirent pourtant des proportions fantastiques.

Nous avons déjà donné plus haut des chiffres résumant la baisse de la production, du printemps à l'automne 1920. En septembre, *The Economist* écrit : « Le commerce et l'industrie attestent une situation très irrégulière ». En octobre, « le nombre des commandes annulées s'accroît rapidement; tes stocks loin de diminuer augmentent, le public se refuse à acheter ». En novembre, « la consommation du coton tombe plus bas qu'elle ne le fut jamais depuis le mois d'août 1914. La crise se fait sentir fortement dans l'industrie du papier. Les usines textiles ferment l'une après l'autre » (*Times*, du 23 décembre).

La crise agit de même sur l'industrie automobile qui s'était rapidement développée pendant la guerre. Les usines Ford fermèrent au début de l'année. Il y avait, dans leurs magasins, pour plus de 25 millions de dollars d'automobiles.

L'Information, du 20 décembre 1920, donne de la situation à la veille du nouvel an le tableau général que voici¹ :

« Ce n'est pas sans un certain sentiment de satisfaction que les Européens songent maintenant que les Etats-Unis regorgeant d'or et de produits, créanciers du monde entier, seul pays où la monnaie d'or ait cours, commencent à souffrir comme tous les autres peuples, mais — ironie du sort ! — non par suite de leur indigence, mais par suite de leur richesse. La brusque chute de leur commerce à la veille de l'hiver détermine, aux Etats-Unis, des difficultés croissantes. Le nombre des faillites croît de jour en jour.

La bourse est démoralisée. L'exportation, prospère pendant la guerre, tombe rapidement, à l'exception de celle des denrées alimentaires et des matières premières. Dans tous les domaines de l'économie, la baisse a entraîné une véritable catastrophe, plongeant dans le désespoir le manufacturier et l'agriculteur. La crise a surtout agi sur l'industrie. Tous les jours, des ouvriers sont congédiés, et la production réduite en conséquence du manque de demandes, à l'intérieur et à l'extérieur. Des sommes énormes, placées en valeurs selon les cotes d'il y a 6 mois, sont immobilisées, les valeurs ne trouvant pas d'acheteurs, même à un prix sensiblement diminué ».

La baisse sur le marché américain revêtit, en 1920, de grandes proportions. Les chiffres les plus généraux nous donnent le tableau suivant :

¹ Traduit d'après le texte allemand du camarade Varga (*Note du Trad.*)

Année.	Mois.	«Statist Index*».	Broad-street.	Bureau of Labor.
1913	—	100	100	100
1920	janvier. . .	225	227,2	248
	Mai . . .	215	216,4	272
	Août . . .	200	195,7	262
	Septembre	183	184	250
	Octobre. .	170	170	242
	Décembre	—	141	—

Nous n'avons pas de chiffres plus significatifs, mais nous pouvons suivre, dans le *Times*, la baisse rapide de certains articles.

		Froment	Maïs	Farine	Lard	Café	Sucre	Coton	Etain	Fer
Nov 1920	14	20,2	93,5	8,70	20,40	7,23	5,12	15,85	15	44,50
Mars 1921	19	170,5	84,0	7,00	12,55	5,34	5,13	11,45	12	29,00

Les marchandises sont indiquées dans l'ordre adopté pour le compte-rendu quotidien du *Times*. Les chiffres montrent la surprenante baisse des prix, surtout pour l'étain, le fer et la laine.

On ne peut dresser aucune statistique concernant les articles manufacturés. Mais la baisse fut ici semblable, surtout pour les vêtements, la chaussure, les meubles, etc., la grève des acheteurs étant sensible dans ce domaine.

Il est remarquable que le capitalisme américain a manifesté, en présence de cette formidable baisse de prix, une capacité de résistance hors ligne. Le nombre des faillites avait doublé, mais il n'y eut pas de krach de banque ou de grandes entreprises capitalistes. Certaines banques durent seulement interrompre leurs paiements, les fermiers ayant refusé d'apporter les produits au marché, au prix faible. Le nombre des faillites et l'importance des capitaux engloutis par les faillites étaient trois fois plus forts en 1920 qu'en 1919, mais nous ne voyons pas ici le krach gigantesque qui a toujours suivi, par le passé, de semblables baisses de prix. La formidable organisation du capital américain, les liens étroits du capital bancaire avec le capital industriel n'ont pas permis de plus forte secousse. Quant au petit commerce et à la petite industrie, il convient de noter que dans le domaine de la petite industrie, les prix ont baissé beaucoup plus lentement que dans la grande. D'après le *Federal Reserve Board Bulletin* de janvier, les prix des denrées alimentaires en novembre 1920, aux Etats-Unis, ont baissé dans le commerce en gros, de 8,5 % et dans le petit commerce, de 2,5 %, ce qui a permis à ce dernier d'écouler ses stocks sans trop de pertes.

Tout le poids de la crise retombe naturellement sur la classe ouvrière.

La Crise et la Classe Ouvrière

La classe ouvrière américaine a traversé pendant la guerre une sorte d'apogée. *La condition matérielle du travailleur américain s'était améliorée*. Je manque malheureusement de données précises sur cette question. La cessation de l'émigration d'ouvriers non qualifiés, c'est-à-dire de main-d'œuvre à bon marché, y avait contribué. La crise n'en fut que plus lourde à la classe ouvrière américaine.

Cette crise se manifesta surtout par le chômage qui revêtit des proportions grandioses. À la fin de l'année, il y avait 4 millions de chômeurs. L'assurance contre le chômage n'existant pas aux Etats-Unis, les chiffres que nous possédons pour ce pays sont moins précis que ceux qui concernent l'Angleterre et l'Allemagne. En tout état de choses, le chômage aux Etats-Unis est colossal. En outre,

bon nombre de prolétaires ne travaillent que la moitié du temps normal.

Parallèlement à cela, le capital américain a sensiblement abaissé le taux des salaires.

Tous les journaux américains et anglais sont remplis d'informations concernant les baisses de salaires de 10 à 40 %. A la même heure, le travail aux pièces est rétabli dans les industries où, depuis longtemps, les ouvriers étaient payés à l'heure, par exemple chez les tailleurs. En fait, le capitaliste prend l'offensive contre l'obligation de n'employer que des syndiqués (Closed Shops), Une loi a été promulguée contre le droit de grève. Elle est en vigueur depuis le début d'avril, mais nous n'en possédons pas le texte complet. Elle avait été adoptée par le Sénat, en décembre dernier, sous le nom de loi *Pointdexter*, contre les grèves. D'après les renseignements du Bureau International du Travail, cette loi devait surtout concerner l'Industrie de guerre. Le législateur voulut, paraît-il, « défendre l'ouvrier désireux de travailler », et ce surtout afin d'assurer le fonctionnement normal des transports. La loi prévoit des peines draconiennes, allant jusqu'à 10 années d'emprisonnement. Le texte en est tel qu'il devient possible de poursuivre chaque gréviste, chaque organisateur de grève. En d'autres termes, le capitalisé américain a pris l'offensive sur toute la ligne contre le travailleur. Et avec succès.

Quelle est, dans cette lutte, la position de la classe ouvrière américaine ?

Il convient de noter qu'on n'observe pas chez elle cette résistance organisée, unanime, qui est maintenant le fait de la classe ouvrière anglaise.

Nous trouvons maintenant tous les jours, dans la presse capitaliste, des renseignements sur la baisse des salaires, acceptée avec calme par les ouvriers et quelquefois adoptée sur leur initiative. La presse capitaliste cherche naturellement d'abord les faits qui peuvent lui servir ; mais dans les journaux américains qui nous parviennent¹, si nous trouvons quelquefois le récit d'après luttés, nous ne voyons pas de grande lutte organisée embrassant, comme en Angleterre, tout le prolétariat. La conscience de classe du prolétariat des Etats-Unis est encore à un niveau très bas, malgré le développement formidable du capitalisme. On ne peut expliquer autrement que des millions de prolétaires aient voté, lors des récentes élections présidentielles, pour un réactionnaire aussi caractérisé que M. Harding. Comment expliquer autrement que le-leader des travailleurs organisés soit ce Gompers dont les sentences anti-prolétariennes s'impriment dans la presse bourgeoise en caractères gras, — le Gompers qui est sorti de l'Internationale jaune parce qu'elle est « trop révolutionnaire », à son gré. Le Gompers qui a publiquement désavoué la protestation des ouvriers des transports contre les envois des munitions en Pologne ?

« Il se peut très bien, déclarait ce monsieur, que l'offensive polonaise ait été le seul moyen de prévenir une agression du gouvernement des Soviets. En outre, le gouvernement polonais est peut-être aujourd'hui le gouvernement le plus démocratique de l'Europe » (*New Republic*, 15 novembre 1920). On ne s'expliquerait pas autrement que le héros du socialisme américain, l'enfermé Eugène Debbs, gardé en prison par le philosophe humanitaire Wilson, bien que candidat à la présidence de la république, ait pu déclarer qu'"en amenant le Parti Socialiste Américain au programme de Lénine, on ne ferait que tuer le parti". On ne s'expliquerait pas autrement qu'un Debbs pût se prononcer contre toute tentative de recourir, dans la lutte des classes, à la force des armes. On ne s'expliquerait pas autrement qu'au pays des antagonismes de classes les plus impitoyables, au pays même où Daniel De

¹ Nous avons parcouru *The Communist, The Toiler, Industrial Worker, The World, Advance et The Nation*.

Léon a proclamé, il y a longtemps, les éléments de la doctrine bolchéviste, il y ait trois sectes communistes et pas un parti communiste de masses.

D'où cette contradiction entre le formidable antagonisme de classes et un développement aussi faible de la conscience prolétarienne ?

Point n'est difficile de répondre à cette question, qui est d'une grande importance pour le cours de la révolution mondiale. Nous pensons que cette situation s'explique par le désarroi intérieur du prolétariat et par la condition et l'idéologie très différentes des différentes couches de la classe ouvrière.

Tâchons d'en donner un tableau succinct.

Le prolétariat américain est pourvu d'une aristocratie ouvrière. Cette dernière est formée d'ouvriers qualifiés organisés en Unions ; ils ont le monopole de l'atelier fermé (Closed Shops), où n'entrent que des ouvriers syndiqués. Ils défendent par des droits d'entrée très élevés l'accès de leurs syndicats ; ils méprisent le *lumpen-prolétariat* inorganisé. Ils se considèrent comme des aristocrates, vivent en petits-bourgeois, s'écartent de la masse prolétarienne. Une autre couche qui se sépare de la masse prolétarienne considérée dans son ensemble, c'est celle des étrangers immigrés pour quelque temps et bien résolus à ne pas devenir des salariés américains, mais à réaliser à tout prix quelques minimales économies avec lesquelles ils reviendront au pays d'origine s'acheter un lopin de terre et vivre en petits propriétaires. Enfin, la troisième couche prolétarienne renferme les éléments les plus combattifs, émigrants acclimatés, non qualifiés ou trop hâtivement formés. Les nègres et les hommes de couleur sont placés dans des conditions tout à fait spéciales, jusqu'à ces derniers temps, l'entrée des syndicats leur était interdite. Les salaires et les conditions d'existence de ces couches du prolétariat sont si différents, qu'il est vraiment difficile de les réunir sur les bases d'une seule politique des classes.

Le développement de la conscience de classe, en Amérique, est encore entravé par cet autre fait, que les représentants les mieux doués de la classe ouvrière peuvent sans difficulté entrer dans la petite bourgeoisie ou exercer des professions libérales. L'absence de cens pour l'exercice de ces fonctions, la multiplicité des établissements d'enseignement qui préparent aux professions les plus variées : ingénieurs, avocats, médecins, la possibilité de s'élever au-dessus de la classe ouvrière par une spéculation ingénieuse ou par une découverte, tout ceci oblige les meilleurs esprits du prolétariat américain à chercher l'accroissement de leur bien-être, non dans la lutte de classe prolétarienne, mais dans les efforts individualistes en vue de s'élever à un degré supérieur de l'échelle sociale.

Notons, pour conclure, que le niveau élevé du bien-être des ouvriers qualifiés américains, qui n'a cessé de s'élever pendant les dernières dizaines d'années (à l'exception, peut-être, de la première décennie du XIX^e siècle), a sans doute contribué, plus que toute autre chose, à empêcher le développement de la conscience révolutionnaire aux Etats-Unis. Des conflits acharnés et opiniâtres se sont produits, mais il n'y a pas eu de prolétariat révolutionnaire formant une classe unique. Une bataille acharnée se poursuit en ce moment au sujet de l'atelier ouvert ou fermé aux non-syndiqués. Un témoignage de l'acharnement de la bourgeoisie dans ce duel nous est donné par la *Bethleem Steel Company* qui refuse de passer des contrats avec les firmes de New-York et de Philadelphie, lesquelles n'imposent pas le principe de l'atelier ouvert aux non-syndiqués¹. Le capital veut briser le

¹ *The Nation*, 19 janv. 1921.

système haïssable du travail exécuté par les syndiqués. Souhaitons qu'il y réussisse : un grand pas serait ainsi fait vers l'unification du prolétariat. Mais le prolétariat américain ne deviendra réellement révolutionnaire que lorsque les Etats-Unis seront entraînés dans la crise capitaliste de l'Europe, lorsque le capital américain ne pourra plus assurer aux ouvriers le même niveau élevé de bien-être, lorsqu'il ne sera plus possible de remédier sans douleur à la crise actuelle.

Une tentative impérialiste de résoudre la question

La crise économique actuelle a deux sortes de causes. D'une part, elle découle du cours normal de la production capitaliste. Un apogée économique est toujours suivi de crise ; d'autre part, il est aggravé par la ruine économique de l'Europe Continentale (dont nous avons parlé dans le n°14 de cette revue). La situation des Etats-Unis, par rapport à l'Europe, est analogue à la situation de l'Angleterre, par rapport à l'Europe Continentale. Les Etats-Unis ne peuvent écouler leurs marchandises sur les marchés européens, parce que les pays épuisés par la guerre voudraient bien acheter, mais n'ont rien à vendre. De là, la chute du papier-monnaie dans le monde entier ; de là aussi, la hausse de la bank-note américaine et l'impossibilité pour les marchandises américaines, de concurrencer, sur le marché mondial, celles des autres pays. Les produits des pays, dont la monnaie n'a qu'une valeur minime, pénètrent par contre jusque sur le marché américain. Cet agiotage sur le papier-monnaie américain, très développé au lendemain de la guerre, continue maintenant en dépit de la crise économique.

Le cours du dollar, comparé à celui du papier des autres pays était, d'après le *Times*, du 21 mars 1921 :

Change	Unité	Parité	Côte du jour
Londres, échéance	1 fr.	486,23	3,92
Amsterdam, courte échéance	100 d.	40,20	34,7/16
Roubles russes	100 r.	61,46	0,50
Paris, courte échéance.	100 fr.	19,30	5,95
Berlin (télégr.).	100 marks	23,80	1,60
Christiania	100 cour.	26,80	16,05
Stockholm	100 »	26,80	22,90
Copenhague	100 »	1930	1730
Rome, .	100 liras	19,30	4,05
Montréal. Londres (télégr.)	100 fr.	486,23	4,43

Nous constatons que le papier-monnaie de tous les pays européens, y compris la Hollande neutre et riche, a beaucoup baissé en présence du dollar ; la livre est tombée à 20 %, la lire italienne est cotée à 18 % de sa valeur nominale, le mark à 7 % ; le papier-monnaie des pays de l'Europe Occidentale, Autriche, Pologne, Hongrie, est tombé au centième.

On comprend bien que, dans ces conditions, la vente normale des marchandises américaines dans ce pays est devenue à peu près impossible. Il n'y a, dans le monde entier, que le Japon et la Suisse dont le papier-monnaie n'ait rien perdu par rapport au papier américain. Le Canada et quelques Etats sud-américains arrivent presque au pair. Mais la population et la capacité d'achat de ces pays sont insignifiants, au point de vue des Etats-Unis.

Le capital américain a tenté, à la manière du capital anglais, de soutenir la capacité d'achat des pays étrangers en plaçant des capitaux américains dans les entreprises étrangères. Les Etats-Unis sont devenus les banquiers du monde. Pendant la guerre, ils prêtèrent surtout aux Etats alliés. La dette de

l'Entente en Amérique s'élève environ à 15 milliards de dollars. Après la guerre, presque toutes les villes, presque toutes les grandes sociétés anonymes vinrent frapper à la porte des financiers américains. Si nous revoyons les informations de *The Economist* pour le dernier semestre, nous y verrons figurer en qualité de débiteurs de l'Amérique, presque tous les pays du monde : Etats sud-américains, chemins de fer belges, villes danoises, banques anglaises, « entreprises de toute confiance, donnant du 8 % ». Le placement direct des valeurs américaines a aussi été largement appliqué.

Les capitalistes européens disposaient auparavant de valeurs américaines : aujourd'hui, ce sont les capitalistes américains qui achètent dans l'Europe entière, à des prix fabuleusement bas des actions ou des entreprises entières. En Europe Centrale, 1 million de dollars vaut 25 millions de liras ou 60 millions de marks ou 100 millions de couronnes autrichiennes. Le capital américain a ainsi réussi, malgré une conjoncture extrêmement difficile et les conditions défavorables du change, à maintenir ses exportations, même pendant la première période de la crise. En octobre 1920, les exportations des Etats-Unis atteignaient leur apogée. Ce ne fut qu'en novembre qu'elles commencèrent à baisser, L'exportation fut alors inférieure de 67 millions de dollars à celle de 1919. Depuis, la baisse s'est accentuée chaque mois.

Le placement des capitaux dans les entreprises étrangères, le danger de perte sur les marchés européens, par suite de la désorganisation de l'économie de l'ancien continent, — tout ceci oblige les Etats-Unis à faire, en dépit de la résistance de certains milieux conservateurs, de la politique mondiale. Toutes les tentatives de revenir à l'ancienne politique purement américaine ont essuyé, en présence des nécessités économiques, des échecs complets. A l'heure présente, il n'y a pas de puissance plus impérialiste que les Etats-Unis.

Afin d'achever ce tableau, il nous paraît opportun de nous arrêter sur les faits qui caractérisent cet impérialisme américain et sa tendance. Il ne se distingue au fond, en rien d'essentiel, de [l'impérialisme anglais et allemand, — sinon tout au plus pour avoir conservé jusqu'à aujourd'hui la menteuse phraséologie pacifiste. Au cours des cinq dernières années, depuis que les Américains ont occupé Haïti, soldats et marins de la république ont tué, d'après les statistiques officielles du ministère de la Marine, 3 250 hommes. Pendant que le président Wilson prononçait ses pathétiques harangues sur le « droit des nationalités », les Etats-Unis occupaient les petites républiques du Nicaragua et de Costa-Rica et y introduisaient la dictature militaire (*Labour Leader*. 21 octobre 1920). Sur terre et sur mer, leur militarisme s'enhardit. Refusant de se soumettre à l'hégémonie anglaise, les Etats-Unis sont sortis de la Société des Nations. ils suivent aujourd'hui la voie la plus courte, pour devenir la plus forte puissance militaire du monde; leur conflit avec deux autres grandes puissances mondiales — l'Angleterre et le Japon (nous ne pouvons considérer la France comme une grande puissance, bien qu'elle s'efforce d'en assumer le rôle) — s'accuse de jour en jour. Les choses en sont à ce point que l'Amérique envisage sérieusement la possibilité d'une guerre anglo-américaine.

Quelle est la cause de l'antagonisme anglo-américain ?

Elle est d'abord dans la question des dettes de guerre. Fort circonspects en cette matière, les Etats-Unis prêtèrent, pendant la guerre, surtout à la Grande-Bretagne qui prêtait, à son tour, à la France, à l'Italie, à la Belgique. Au cours actuel du change, les dettes de guerre constituent pour les pays continentaux de l'Entente de très lourds fardeaux. Les exigences de l'Angleterre à leur endroit comportent de grands risques. La France n'est aussi impitoyable envers l'Allemagne que — dans une large mesure — parce qu'elle plie sous le faix de ses dettes de guerre envers l'Angleterre. Aussi M. Keynes n'a-t-il préconisé dans son livre sur le traité de Versailles, à titre d'unique solution, que

l'annulation par l'Amérique des dettes des Alliés, l'annulation par l'Angleterre des dettes des pays continentaux et la réduction par la France des réparations que devrait payer l'Allemagne jusqu'à un taux admissible pour cette dernière. Or, une tentative officieuse de l'Angleterre, faite en vue d'obtenir l'acquiescement des Etats-Unis à ces projets, s'est heurtée à un refus catégorique. Les dirigeants capitalistes des Etats-Unis ne sont pas disposés le moins du monde à sacrifier leurs milliards pour assainir le capitalisme européen. Voilà qui nous convient assez, mais qui dérange les projets de l'Angleterre. D'autre part, les Etats-Unis sont mécontente de l'Europe. « L'Europe a déchu dans l'esprit des Américains comme il faut, à cause de ses guerres incessantes et de ses révolutions, à cause de la mauvaise volonté qu'elle manifeste à réorganiser l'industrie pacifique » (*The Nation*, 6 novembre 1920).

L'activité de la Ligue des Nations et, tout particulièrement, les mandats accordés à l'Angleterre sur la Mésopotamie et au Japon sur l'ancienne station télégraphique allemande de file de Yap et sur les câbles allemands du Pacifique provoquent aux Etats-Unis un mécontentement plus vif encore. Les Etats-Unis sont intéressés au sort de la Mésopotamie pour ses puits de pétrole. Le 26 novembre dernier, les Etats-Unis protestaient énergiquement contre le mandat accordé à l'Angleterre sur la Mésopotamie. On ne comprend pas, à première vue, ce qui détermine l'Amérique, c'est-à-dire le plus gros producteur de pétrole du monde, à parler de la Mésopotamie sur un ton aussi énergique. C'est que le pétrole est à présent la seule marchandise qui, malgré la crise, n'arrive pas au marché en quantité suffisante et dont les prix ne cessent, par suite, de s'élever malgré la baisse générale des prix sur le marché mondial. La production américaine du pétrole ne peut suivre le développement rapide de l'industrie automobile. La situation se complique encore parce que le capital anglais s'est rendu maître des puits de pétrole existant ailleurs qu'aux Etats-Unis, et notamment au Mexique. Cette situation a été décrite au Sénat, le 6 janvier dernier, par le sénateur Mac Kellar.

« La Grande-Bretagne reçoit des Etats-Unis pour sa flotte marchande et pour sa flotte de guerre environ 8 % de pétrole, livré à des prix variant entre 10 et 13 sh. 4 d. le tonneau, alors qu'elle ravitaille elle-même les vaisseaux américains du Proche-Orient à des prix variant entre 2 et 3 livres 6 d. le tonneau. L'Amérique ne dispose que du sixième des réserves mondiales du pétrole, alors qu'elle a besoin des $\frac{3}{4}$ environ de la production de cet article — Mac Kellar énuméra les puits de pétrole appartenant à l'Angleterre : vastes régions en Perse, en Mésopotamie, en Egypte, en Inde, moindres exploitations au Canada, aux Indes Orientales, produisant à peu près un quart de la production mondiale. Il ajouta que la Grande-Bretagne et ses sujets sont puissamment intéressés aux exploitations pétrolifères du Mexique, des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, des Indes Orientales et d'autres pays, ce qui leur donne le contrôle de la moitié à peu près de la production mondiale du pétrole. Il fit remarquer que cette répartition étant donnée, les réserves américaines seront épuisées dans 15—30 ans, car l'Angleterre consomme les stocks américains qui disparaissent rapidement et réserve ses propres ressources. Mais les Etats-Unis sont, certes, assez puissants pour mettre l'Angleterre « au pied du mur » et lui refuser le pétrole américain. L'Angleterre déclare ne pouvoir pas payer à l'Amérique les intérêts de sa dette et trouve cependant le moyen de truster à la même heure les puits de pétrole du monde entier. Mr. Phelan, démocrate californien, renchérit sur M. Mac Kellar. — Mr. Phelan déclara que les Anglais « imitent les Huns ». Quand, pendant la guerre, nous appelions l'Amérique au secours en disant que nous étions au pied du mur, nous commençons cependant à acheter les puits de pétrole de l'étranger. Nous avons reçu d'Amérique 4 milliards de dollars (1 milliard de livres) et nous avons employé notre propre richesse à monopoliser dans le monde la production du pétrole.

M. Phelan passe ensuite à la question japonaise. En Californie, les Japonais achètent le pétrole à une firme anglaise au prix de 18 sh. le tonneau, alors que les Californiens doivent payer à la

même firme 13 sh. 4 d. La conquête des puits de pétrole californien par les Anglais doit être enrayée par un « bill contre les étrangers ». L'orateur souligna mystérieusement qu'il tenait d'une source confidentielle des renseignements sur une réunion récente de représentants anglais et japonais, où l'on s'efforça d'indisposer ces derniers contre L'alien-bill en leur montrant qu'il amènerait à la guerre.

Rien d'étonnant, après cela, que l'un des journaux américains les plus aristocratiques, *The Nation*, envisage la possibilité d'une guerre anglo-américaine » (*Times*, 5 février 1921).

Les Anglais s'appliquent à calmer l'irritation des Etats-Unis sans y réussir, semble-t-il (voir l'article de Barker sur *Les Ressources mondiales de Pétrole*, dans la *Contemporary Review* de novembre dernier). L'alliance anglo-japonaise n'a fait qu'accroître cette irritation. Les conséquences en sont visibles ; recrudescence des armements sur terre et sur mer. Nous avons déjà parlé du gigantesque programme maritime de l'Amérique ; il s'exécute fiévreusement, surtout depuis que la proposition américaine — faite probablement pour l'opinion publique — de suspendre, pendant un an, les armements a été déclinée par le Japon. À la fin de 1920, le Sénat a décidé de fortifier le canal de Panama par des ouvrages pourvus de la plus forte artillerie du monde (*Frankfurter Zeitung*, 31 décembre 1920). Le travail de perfectionnement de l'outillage et de la technique militaires est inlassablement poursuivi. On fabrique des liquides et des gaz que l'on a trouvé moyen de rendre absolument mortels. Les Etats-Unis tendent à créer des bases navales dans toutes les mers et suivent dans le monde une politique impérialiste conforme aux vieilles traditions. Ils protestent contre la transmission au Japon de l'île de Yap et passent un traité avec le Portugal pour établir une base navale aux Açores...

Mais ils concentrent surtout leur attention sur les pays qui, se trouvant encore au seuil du développement capitaliste, ne sont pas cependant des colonies : sur l'Amérique du Sud et la Chine. Les Etats-Unis veulent s'assurer la possibilité de coloniser ces pays et pour cela s'écarter de l'Europe malade et se défendre par des tarifs douaniers ou, s'il le faut, par des prohibitions contre les importations provenant des Etats dont la monnaie de papier n'a que peu de valeur. Telles sont les coulisses économiques de la victoire du parti républicain aux élections, tel est le sens caché de la politique de Harding, c'est-à-dire de la politique du gros capital américain qui n'a plus aujourd'hui à suivre d'autres voies que celles de l'Angleterre et de l'Allemagne, avant la guerre : celle de l'impérialisme.

Que peut-on prévoir de l'avenir économique des Etats-Unis ? Nous supposons que la crise a déjà atteint son point culminant. Certaines améliorations s'observent déjà. On peut dire avec certitude que le capitalisme impérialiste réussira, grâce aux immenses richesses du pays, à surmonter la crise. Mais en dépit de cette richesse, en dépit de la justesse de la politique suivie à l'égard de l'Amérique du Sud et de la Chine, les Etats-Unis ne pourront trouver de compensations à la perte des marchés européens et la guérison de l'économie européenne ne sera pas possible, si la décadence du capitalisme européen se poursuit aussi rapidement. L'avenir doit inévitablement amener à un vaste conflit les trois puissances mondiales : États-Unis, Angleterre et Japon. Ce prochain conflit sera provoqué par la tendance de chacune d'entre elles à s'approprier les éléments encore sains de l'économie du globe. Et la deuxième guerre mondiale entraînera chez les belligérants un effondrement du capitalisme, comparable à celui auquel nous assistons aujourd'hui, dans l'Europe Continentale.

5. *L'Internationale Communiste*, n°18, octobre 1921, pp. 4481-4498

REVIREMENT DANS LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA RUSSIE SOVIETISTE

Jusqu'au mois de mars 1921, il semblait que la politique économique de la Russie dût aller en droite ligne jusqu'à l'étatisation de toute la production. En décembre 1920, avait paru le décret de la nationalisation des entreprises industrielles occupant de 5 à 10 ouvriers. En mars 1921, ce fut un revirement brusque. La réquisition totale de la récolte des céréales fut abolie et remplacée par un impôt en nature, relativement modéré. En même temps, les paysans furent autorisés à disposer librement, après paiement de l'impôt, de tous les fruits de leur travail. C'était, par suite, le rétablissement du commerce et de l'industrie privée. Et ainsi on peut de nouveau maintenant en Russie ouvrir des fabriques, embaucher des ouvriers, trafiquer, amasser une fortune, tout comme dans le premier pays bourgeois venu.

Changer sa politique, c'est reconnaître qu'elle n'est pas juste, mais cela peut vouloir dire, ou que la politique précédente *n'était pas juste*, parce que basée sur une estimation erronée des rapports de classes, ou bien que *dans ces rapports mêmes*, sur lesquels était basée la politique, *il est survenu un changement*; dans ce dernier cas, la politique était *historiquement juste*. La presse bourgeoise et social-démocrate s'efforce de prouver que la politique antérieure des communistes était fautive. Il nous semble que cette politique était historiquement juste.

Son but : le maintien de la dictature du prolétariat, *condition politique indispensable du passage au socialisme, n'était réalisable qu'au moyen de la politique menée jusqu'à présent*. La nouvelle politique poursuit le même but que l'ancienne, mais en tenant compte du changement survenu dans les rapports de classes. Lénine l'a déclaré nettement :

« Ou bien nous devons donner économiquement satisfaction à la paysannerie moyenne et consentir à la liberté du commerce, ou bien, la révolution internationale se faisant attendre, nous ne pourrons, dans la situation économique où nous sommes, maintenir le pouvoir du prolétariat en Russie. Ceci, il faut bien s'en rendre compte et ne pas avoir peur de le dire ».¹

Afin de faire profiter de la précieuse expérience des camarades russes le prolétariat du monde entier, il nous faut établir dans quelle mesure cette politique est la conséquence nécessaire du fait même de la dictature et devra par suite se répéter à chaque dictature, et dans quelle mesure elle provient du caractère spécifique de la dictature russe. C'est ce que nous allons essayer de faire; mais nous ne pourrons donner ici, on le comprendra, qu'une esquisse très générale.

¹ Discours de Lénine au Congrès du P. C. R., mars 1921. Publié en allemand dans la *Correspondance Russe*, mars—avril 1921. Ce journal contient d'excellents matériaux pour l'étude de cette question.

Les postulats de la dictature du prolétariat en Russie

La première possibilité de réalisation du socialisme, la première dictature du prolétariat, n'a pas surgi au moment et dans le pays où les conditions étaient le plus favorables à l'éclosion d'une nouvelle société ; elle a surgi dans le pays où la résistance des classes dirigeantes à la poussée du prolétariat était la moindre : en Russie.

Comment se fait-il que les choses se soient passées ainsi ?

Il nous semble qu'il faut en chercher les raisons dans l'alliage sui generis des éléments anté-capitalistes et super-capitalistes qui entraient avant la révolution dans la structure économique et sociale de la Russie.

Sous le tsarisme, toute la structure économique et sociale est *anté-capitaliste*. Preuves : prédominance de l'économie rurale, densité infime de la population, insuffisance des voies de communication, développement insignifiant des échanges commerciaux dans les campagnes, usage du troc entre les agriculteurs et les artisans des campagnes.

Dans la superstructure sociale, *absolutisme féodal* : masses ouvrières privées de tous droits politiques ; absence presque complète de conscience de classe chez les paysans ; survivances du féodalisme (propriété communautaire du sol, *mir*) ; dépendance complète des paysans (dont l'émancipation ne s'est pas effectuée par voie révolutionnaire) à l'égard de la noblesse et de l'Etat féodal ; influence considérable de l'Eglise ; ignorance générale.

L'économie rurale est anté-capitaliste. Absence de propriété individuelle sur la terre. Partages périodiques de toute la terre appartenant à la communauté. Système routinier de culture : jachère. Productivité insignifiante du sol. Tendance marquée à ne produire que pour sa consommation personnelle. Par suite de l'état primitif de la technique agricole, mauvaises récoltes et famines périodiques. Malgré la faible densité de la population et l'étendue du territoire, manque de terres chez les paysans. Domaines immenses, mais quantité infime de grandes exploitations (le seigneur affermant sa terre par petites parcelles aux paysans). La différenciation de la population paysanne, le développement (provoqué par la réforme agraire de Stolypine) de la couche aisée des paysans n'en est encore qu'à son premier stade¹.

L'industrie rurale est anté-capitaliste. Métiers primitifs exercés par les paysans (*koustari*), système de prêt usuraire, développement insignifiant du capital commercial.

Sur cette base anté-capitaliste paysanne avec une structure étatique féodale et aristocratique, se greffent *des éléments capitalistes avancés, des éléments super-capitalistes*. Militarisme, imposant des charges monstrueuses à la nation ; armée immense, munie d'un matériel de guerre moderne et dont l'entretien pèse lourdement sur l'économie paysanne arriérée. Exportation considérable des produits alimentaires ; famines dans les campagnes. Grande industrie de création récente, constituée

¹ Nous compléterons cette esquisse par d'abondantes données statistiques dans le livre que nous nous proposons d'écrire sur la Russie soviétiste. Cette esquisse porte principalement sur la partie centrale de la Russie d'Europe dont l'importance est décisive pour la révolution. Aux confins de la Russie, le développement a été un peu plus rapide. En Ukraine, la différenciation dans les campagnes est plus marquée ; la Sibérie est une sorte de pays colonial abondant en terres avec cultures extensive et emploi généralisé des machines, etc.

principalement à l'aide des capitaux étrangers et plus concentrée que dans la plupart des autres pays de l'Europe, fournissant l'équipement militaire aux troupes, satisfaisant aux besoins de la masse paysanne (besoins qui pour chaque individu sont minimes, mais qui, multipliés par 173 millions, donnent un total imposant), exportant dans les pays retardataires de l'Orient et commençant à manifester des *tendances impérialistes*. Superstructure sociale : prolétariat industriel de formation récente, concentré dans quelques grandes agglomérations.

La situation des ouvriers, traités comme des serfs par l'Etat féodal, est intolérable. Les capitalistes eux-mêmes, en tant que classe, sont exclus de l'administration du pays. La classe intellectuelle est persécutée et, le mouvement révolutionnaire bourgeois faisant défaut, participe au mouvement révolutionnaire ouvrier. Contradictions entre l'industrie super-capitaliste et la structure féodale de l'Etat : l'organisation légale des ouvriers d'industrie est réprimée, de même que le mouvement professionnel et politique ; par suite, il se forme un parti révolutionnaire clandestin et un mouvement ouvrier illégal.

En résumé : structure double de la société, éléments anté-capitalistes juxtaposés à des éléments super-capitalistes, absence des couches intermédiaires de la bourgeoisie moyenne et de la paysannerie capitaliste; couche dirigeante extrêmement mince. L'illusion de la participation à la direction des affaires publiques que créent les institutions démocratiques fait presque complètement défaut. Pays qui n'a pas eu de révolution bourgeoise, pays dans lequel la grande bourgeoisie a été réactionnaire dès le premier jour de sa naissance et, par suite, incapable de faire la révolution sociale. Passivité politique de l'immense majorité de la population, paysannerie presque complètement dénuée de conscience de classe. Rassemblé dans quelques points politiquement importants et dans les grands centres, le prolétariat de la grande industrie est opprimé, révolutionné et possède dans le parti communiste une avant-garde résolue (toutes conditions n'existant dans aucun autre pays du monde). Avec ce régime économique et social double, la Russie entre en guerre. Le faible fondement économique n'est pas en état de supporter le poids de la guerre. Les défaites ébranlent le prestige et la puissance du système gouvernemental féodal et absolutiste. Le tsar est contraint d'abdiquer. La bourgeoisie s'efforce sous Kerenski de devenir la classe dirigeante et de gouverner le pays ; elle est soutenue par l'Entente, les grands propriétaires fonciers et les différents partis socialistes- bourgeois (menchéviks, socialistes-révolutionnaires). Mais comme la classe bourgeoise est numériquement trop faible, la révolution bourgeoise ne peut se développer et la grande bourgeoisie dirigeante se trouve obligée de faire face à la poussée du prolétariat révolutionnaire. Le gouvernement bourgeois ne peut trouver d'appui ferme dans la paysannerie, car celle-ci désire avant tout la paix et ensuite la terre (au moyen du partage sans rachat de la grande propriété agraire) : deux choses qu'aucun gouvernement bourgeois ne peut lui donner. Le mécontentement de la politique du gouvernement bourgeois étant général, le pouvoir est conquis presque sans effort par le prolétariat révolutionnaire, sous la direction des communistes.

Les bases sociales de la dictature

La base sociale de la dictature en Russie était et est encore l'alliance *du prolétariat industriel avec la paysannerie*. Le prolétariat industriel étant très peu nombreux et concentré dans quelques rayons industriels, la dictature du prolétariat ne pouvait s'appuyer que sur les masses paysannes. L'alliance de classes fut conclue au début avec toute la paysannerie, quoique cette dernière renfermât des couches différentes : paysans aisés, moyens et indigents. Le pacte fut conclu pour la lutte commune contre les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie. Tandis que les ouvriers

occupaient les grandes fabriques et usines, les voies de communication, les grandes banques, les paysans s'emparaient des terres des seigneurs. La mainmise sur ces biens s'effectua de façon différente, suivant le degré de développement économique du prolétariat et de la paysannerie. Les ouvriers s'emparèrent pour le compte de l'Etat des entreprises industrielles importantes qui ne pouvaient être utilisées que par le travail commun d'une grande quantité d'hommes. Les paysans se partagèrent la terre, le bétail et les machines à la manière anarchique ; en nombre d'endroits, ils détruisirent, brûlèrent les propriétés des seigneurs.

Pour les paysans *riches*, la mainmise sur les terres des grands propriétaires fonciers marquait le terme de la révolution. Sur ces entrefaites, le prolétariat avait eu le temps d'organiser et de consolider sa domination. Bientôt il lui fallut lutter contre les paysans riches qui, ne faisant aucune distinction entre l'Etat bourgeois de Kerenski et l'Etat prolétarien, refusaient de livrer à ce dernier pour du papier-monnaie les vivres dont il avait besoin, agissant ainsi de la même façon que les paysans de l'Europe Centrale et Occidentale envers leurs gouvernements. La crise du ravitaillement dans les villes, qui avait déjà commencé à se faire sentir à l'époque de Kerenski¹), s'accroissait de plus en plus.

Le prolétariat dut modifier sa politique. La paysannerie tout entière était l'alliée du prolétariat dans la lutte de ce dernier contre les classes dominantes, mais elle n'était pas disposée dans son ensemble à fournir une aide active au prolétariat dans la construction de l'économie communiste. Le prolétariat ne pouvait trouver un appui effectif que chez les paysans pauvres, chez les demi-prolétaires des villages qui, possesseurs de lopins de terre insignifiants, étaient obligés de louer leur main-d'œuvre. Ce fut alors la période des "*comités de paysans pauvres*". Ces comités aidèrent le prolétariat à ravitailler les villes. Pour les récompenser, on procéda sur une vaste échelle à une nouvelle répartition de toutes les terres, y compris celles des paysans riches qui n'avaient point été acquises par l'expropriation révolutionnaire des seigneurs. Tous les habitants d'un rayon déterminé, assez restreint d'ailleurs, reçurent la même superficie de terrain. Pratiquement ce fut le nivellement relatif de la population paysanne de la Russie d'Europe². Maintenant le prolétariat n'a plus affaire à une population rurale hétérogène, mais à une masse presque homogène de paysans moyens, à des dizaines de millions de petits propriétaires cultivant eux-mêmes leur bien et désireux d'échanger l'excédent de leurs récoltes contre des instruments agricoles, des articles manufacturés, du fer, du sel, du pétrole, c'est-à-dire contre des produits industriels. Dans sa majorité, cette masse défend la

¹ Voir la brochure de Lénine: *L'imminence de la catastrophe et les moyens de la conjurer* (Arbeiter Buchhandlung.Vienne 1921).

² Nous disposons des chiffres suivants pour 24 gouvernements de la Russie d'Europe.

Années	1917	1919
	%	%
Paysans sans terres aucunes	11,4	6,5
Possédant une superficie maximum		
.....d'un hectare	10,7	18,8
.....de 2 à 4 hectares	48,5	55,2
.....de 4 à 8 hectares	21,6	16,4
.....de 8 à 22 hectares	7,7	3,1
.....plus de 22 hectares	0,2	-

(Voir Bogdanof : *L'économie rurale en Russie à la fin de l'année 1920*).

dictature du prolétariat contre les capitalistes et les propriétaires fonciers, mais, en tant que masse de petits producteurs autonomes, est étrangère, même hostile, non seulement au socialisme, mais à toute immixtion de l'Etat dans ses affaires.

Cet état de choses est-il inhérent à la dictature du prolétariat et doit-il se répéter fatalement dans chaque pays ? C'est ce que pensent nombre de communistes, prêts à emprunter aux Russes non seulement leurs méthodes politiques, basées sur une analyse rigoureuse du rapport effectif des forces, mais aussi le contenu social et économique de ces méthodes. C'est là, à n'en pas douter, une erreur, que Lénine lui-même a dénoncée¹ :

«... Toute une série de mesures spéciales de transition... seraient complètement inutiles dans les pays où le capitalisme est développé, où les ouvriers industriels et agricoles forment l'immense majorité de la population. Dans les pays à capitalisme développé, il existe toute une classe de salariés agricoles qui s'est constituée peu à peu, durant des dizaines d'années.

Seule, cette classe peut être socialement, économiquement et politiquement l'appui indispensable pour le passage immédiat au socialisme. Dans toute une série d'ouvrages, dans tous nos discours, dans toute la presse, nous avons constamment souligné qu'il n'en est pas ainsi en Russie, que l'immense majorité de la population est formée de petits propriétaires fonciers, et l'infime minorité d'ouvriers industriels.

«Dans un tel pays, la révolution sociale ne peut triompher définitivement que... par l'accord du prolétariat avec la majorité de la population paysanne ».

Seule, la classe des journaliers agricoles, comme le dit Lénine, peut être l'appui social, économique et politique dans la période de transition au socialisme, c'est-à-dire dans la période de la dictature.

Que faut-il en conclure ?

Que, dans les pays où il existe une classe d'ouvriers agricoles, cette classe doit être *conservée, si possible, en tant que classe d'ouvriers salariés*. Par suite, les grands domaines ne sauraient être morcelés. Si l'on procède au dépècement des grandes exploitations agricoles, cette classe d'ouvriers agricoles disparaîtra, et à la classe des petits paysans il s'ajoutera une nouvelle couche. Cette nouvelle couche *de petits paysans sera certainement prête à défendre, sous la direction du prolétariat urbain, la dictature du prolétariat contre les attaques de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers*. En effet, en défendant cette dictature, elle ne fera que défendre la terre que lui aura donnée la révolution. Mais l'alliance ne sera que temporaire. Devenu possesseur de son petit lopin de terre, le journalier agricole se transformera en un petit propriétaire que sa situation économique rendra hostile non seulement au socialisme, mais à toute régularisation étatique de l'agriculture — même sur la base du capitalisme d'Etat. C'est pourquoi, dans les pays où il existe de *grandes exploitations agricoles* avec un prolétariat rural relativement concentré — en Roumanie, en Pologne, en Hongrie, en Italie — ce serait, à notre avis, faire fausse route que de suivre aveuglément l'exemple de la Russie².

¹ Discours de Lénine au X^e Congrès du P. C. R., mars 1921 (*Deutsch-Russ. Korresp.* Mars-avril 1921, p. 222).

² Pendant la dictature en Hongrie, nous avons nationalisé toutes les propriétés de plus de 50 hectares. Chaque domaine était remis à une association composée des ouvriers salariés employés auparavant à sa culture ; de plus, des mesures avaient été prises pour que les ouvriers des villages voisins, ne demeurant pas dans le domaine mais y travaillant

Il ne faut pas par le partage des grands domaines transformer les journaliers agricoles en petits propriétaires, à moins que la nécessité nous y force. En effet, seule cette classe peut être « l'appui social, politique et économique permettant le passage direct ou socialisme ». En Russie, la situation était autre. Ce qui prédominait dans ce pays, ce n'était pas la grande exploitation, mais la grande propriété. La terre des seigneurs était affermée, la plupart du temps, par petites parcelles aux paysans¹.

Même les grands domaines étaient cultivés non par des prolétaires sans terre, mais par des paysans pauvres, des demi-prolétaires. C'est pourquoi leur partage ne transformait pas des prolétaires véritables en petits paysans, mais des paysans pauvres en paysans moyens; il n'y avait pas la passage à une nouvelle classe, mais accroissement de la propriété au sein de la même classe².

Le morcellement de la propriété foncière a, au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue politique, des résultats désastreux. La récolte des céréales dans une petite ferme est proportionnellement très inférieure à ce qu'elle est dans un grand domaine³. Cela complique d'autant plus la question de l'alimentation du prolétariat urbain, question extrêmement difficile à résoudre pendant la dictature. Au point de vue de l'organisation, les inconvénients sont encore plus grands. L'excédent de la récolte est facilement et rapidement réalisable dans un grand domaine; dans les petites propriétés au contraire, il se dissimule, il échappe aux investigations et va au marché libre. Pour cette raison encore il convient de conserver les grandes exploitations rurales.

Mais, revenons à la Russie.

Le communisme militaire

Le développement de la politique économique russe jusqu'en mars 1921 nous donne à peu près le tableau suivant :

Dans l'économie rurale : contradiction flagrante entre la production paysanne privée d'une part, la réquisition et la répartition nationale des produits, de l'autre. En principe, le paysan est considéré comme le chaînon principal de l'économie nationale. De sa production on ne lui permet de

constamment, fussent compris dans cette association. La durée éphémère de la dictature hongroise ne nous permet pas de porter un jugement définitif sur ce système qui, au moment de son application, a soulevé de nombreuses discussions même dans les milieux communistes hongrois (Voir mon livre : *Les tâches économique-politiques de la dictature du prolétariat*. 2^e édition. Bibliothèque de l'Internationale Communiste). Actuellement, instruit par l'expérience de la Russie, je suis plus favorable à la solution hongroise du problème que je ne l'étais immédiatement après la chute du régime communiste en Hongrie, lorsque j'écrivais mon ouvrage.

¹ En 1916, les seigneurs n'exploitaient eux-mêmes que 9% de leurs terres (V. Popof : *La production des céréales en Russie soviétiste*, p. 27).

² Cette déduction, comme d'ailleurs toutes les autres de cet article, est basée sur l'étude générale des faits, mais il est évident qu'elle ne peut s'appliquer à tous les cas. Par suite de l'immense superficie du territoire et de la diversité des conditions agraires, toutes les formes d'exploitation agricole existaient en Russie ; les grandes exploitations existaient surtout dans les régions frontalières, ainsi qu'en Pologne et en Ukraine.

³ Popof estime à 16 millions de quintaux la réduction de la récolte des céréales causée par le partage des grandes propriétés.

garder que ce qui est nécessaire pour l'alimentation de sa famille, plus ce qu'il lui faut pour continuer à mettre en valeur sa propriété (nourriture pour les bestiaux, graines pour l'ensemencement) ; tout le reste lui est enlevé par l'Etat. Par suite, le commerce des grains, des pommes de terre, etc., est interdit. D'autre part, le gouvernement fournit en principe au paysan tous les produits industriels nécessaires (sel, pétrole, articles manufacturés, fer, instruments agricoles, etc.).

Dans l'industrie : Nationalisation progressive des entreprises: en décembre 1920, elle s'étend aux entreprises occupant de 5 à 10 ouvriers; union des différentes branches de l'industrie en immenses trusts centraux; tentatives de soumettre à la direction étatique la petite industrie domestique (artisans) ; interdiction presque absolue de tous les échanges locaux ¹. Les organes économiques centraux disposent de tous les produits.

Dans le commerce : Le petit commerce local n'est autorisé à trafiquer que des produits non monopolisés par l'Etat. Monopolisation du commerce extérieur.

Dans les moyens de communication : Les transports mécaniques (chemins de fer, batellerie, etc.) et, en partie, le charroi, sont affectés presque exclusivement aux besoins de l'économie nationale.

Dans la circulation monétaire : Dépréciation rapide du papier-monnaie. Adoption du système du paiement en nature pour tous les ouvriers et employés de l'appareil économique étatique.

En résumé : Développement rectiligne apparent vers le communisme, mais en même temps contradictions internes essentielles. Lénine a justement qualifié ce système de « communisme militaire ». L'essence des contradictions provient de ce que le système de l'économie organisée sur des bases nationales englobe des éléments à caractère anté-capitaliste, pour la plupart.

C'est pourquoi, les résultats économiques de cette période sont notoirement insuffisants. Cette insuffisance se manifeste :

Dans l'économie rurale : Réduction considérable des emblavures². Abaissement sensible de la moyenne de la récolte. Tendence à revenir à la production domestique : le paysan sème juste ce qu'il lui faut pour sa propre consommation et s'efforce de produire lui-même tout ce qui lui est nécessaire. Disparition progressive du système de la division du travail. Abandon des cultures spéciales, culture exclusive des céréales. Impuissance du gouvernement à fournir les produits industriels nécessaires au paysan. Par suite, réapparition des formes les plus primitives des petits métiers.

Dans l'industrie : Entraves insupportables apportées à la production par la bureaucratie pénétrant partout et rendant impossible toute initiative privée ; décadence de la grande industrie ; abaissement de la productivité du travail à 30—40.% et de la production à 3—30% de celles d'avant guerre.

Dans le commerce : Trafic clandestin, spéculation, fraudes.

Dans le ravitaillement : Insuffisance du ravitaillement par l'Etat ; acquisition par les particuliers des objets de première nécessité ; voyages lointains pour l'achat du minimum de produits

¹ Cette interdiction est fréquemment violée. Dans les villes des provinces reculées, les paysans des villages environnants continuent à échanger leurs produits contre des articles manufacturés.

² On pourra trouver des chiffres précis dans la brochure de Popof.

alimentaires nécessaire à la consommation. Tout le mobilier de la population urbaine passe peu à peu aux paysans.

Seuls, les personnes mal intentionnées et les ennemis du régime soviétiste attribueront l'insuffisance de ces résultats économiques exclusivement à la dictature. La décadence de l'économie populaire russe, qui avait déjà commencé avant la révolution, est principalement l'effet de la guerre ininterrompue que la Russie a dû soutenir pendant sept ans. Elle est analogue à celle qui a atteint tous les pays belligérants de l'Europe Centrale. En un mot, c'est une *crise de "sous-production"*, une conséquence inévitable de la guerre mondiale, qui n'a rien à voir avec la forme de gouvernement.

Le communisme militaire a donné de fâcheux résultats économiques. Et pourtant, il était la seule voie possible pour arriver au but politique final : le maintien du pouvoir de la classe ouvrière, et était rigoureusement imposé par les circonstances.

« Ce système a été dicté par des raisons et des exigences militaires et non par les besoins de l'économie populaire. Dans le bouleversement inouï de toutes les conditions de vie en Russie, alors que, la grande guerre terminée, nous étions obligés de mener toute une série de guerres civiles, il n'y avait pas d'autre issue. Certes, dans l'application de cette politique toute une série d'erreurs et d'exagérations furent commises... Mais, en principe. Cette politique était juste dans les conditions de guerre qui étaient celles où nous vivions. Nous n'avions d'autre possibilité, que l'application intégrale et immédiate du monopole...»¹.

Pour résister à l'assaut des forces contre-révolutionnaires soutenues par tous les gouvernements capitalistes, la Russie soviétiste dut faire servir à la guerre toutes les ressources du pays. Elle mit la main sur l'outillage agricole, réquisitionna pour les besoins de l'armée les produits de la petite industrie et, empêchant les échanges commerciaux, réduisit au minimum la consommation de la population. Certes, tout le mécanisme de l'économie populaire en souffrit profondément. Mais tant que dura la guerre civile, les ouvriers des villes et les paysans supportèrent toutes les privations, comprenant qu'il fallait avant tout songer à la défense du pays²).

Il est nécessaire de souligner expressément qu'au début il n'entraît pas dans le programme des communistes d'introduire en Russie le système du communisme militaire. On peut en donner de nombreuses preuves.

La principale est, en somme, la brochure publiée par Lénine en 1918 et à laquelle il se réfère dans sa brochure sur l'impôt alimentaire. De l'analyse des rapports concrets de classes en Russie, il conclut qu'il faut tout d'abord à la Russie une période de transition, un « capitalisme d'Etat », car le milieu petit-bourgeois et les conditions de vie des paysans ne permettent pas la réalisation immédiate du socialisme.

La date de l'établissement de l'impôt alimentaire dans l'économie rurale remonte, comme on

¹ Lénine. *L'attitude de la classe ouvrière envers la paysannerie*. Discours au Congrès du P. C. R., mars 1921 (*Correspondance russe*, mars-avril 1921, p. 230).

² « Le communisme militaire consistait, pour satisfaire aux besoins de l'armée et des ouvriers, à enlever aux paysans tout l'excédent de leur récolte et, souvent même, les vivres qui leur étaient nécessaires... Cette politique ne correspondait pas et ne pouvait pas correspondre aux lâches économiques du prolétariat », souligne encore Lénine (*L'impôt alimentaire*).

peut s'en convaincre par le texte de la loi promulguée à cet effet, au 30 octobre 1918; cet impôt avait donc été décidé par les bolchéviks une année après leur conquête du pouvoir.

Des instructions pour la péréquation et le recouvrement de cet impôt furent également publiées, mais la guerre civile en empêcha l'application et força le pouvoir à décréter le monopole des céréales.

La législation de la première année de la domination des communistes montre clairement l'intention qu'avaient ces derniers de ne nationaliser que les branches, de l'industrie « mûres » pour la nationalisation et de se borner à contrôler les autres, qui devaient rester la propriété privée des capitalistes. À ce sujet, Larine écrit¹ :

« La bourgeoisie urbaine se refusa catégoriquement à commercer, à continuer de diriger les entreprises industrielles... Les patrons ne voulaient plus « risquer de perdre leur argent avec les bolchéviks... » ils voulaient attendre la chute de ces derniers, car ils avaient les moyens de le faire... C'était le temps où les propriétaires de la batellerie de la Volga arrêtaient complètement les travaux de réparation, où les marchands de bois cessaient de renouveler leurs approvisionnements, etc. ».

Mais; la bourgeoisie ne se borna pas à une résistance passive.

« Les grandes banques, en 1917, immédiatement après la mainmise sur la Banque d'Etat, financèrent la grève des employés et l'insurrection armée des officiers. Les tentatives de réaliser un contrôle sur les banques échouèrent... Toutes les formes de compromis économiques, comme l'autorisation accordée aux capitalistes de continuer, sous le contrôle du pouvoir ouvrier, à gérer les banques, furent utilisées par la bourgeoisie contre le prolétariat... Il en fut de même également dans les entreprises industrielles et les maisons de commerce dont les caisses, après la nationalisation des banques, servirent à subventionner les associations des blancs et à financer les grèves des employés des banques nationalisées. Les directeurs des usines et des fabriques entravaient consciemment la production et l'amenaient à une stagnation complète. »².

Les besoins pressants de la guerre, la résistance et le sabotage de la bourgeoisie obligèrent le pouvoir soviétiste à recourir, bien malgré lui, à la nationalisation et à instaurer le système du communisme militaire dans lequel, une fois déclenché, le mécanisme bureaucratique, il est vrai, outrepassa souvent le but. Ce système, dont la base sociale était l'union militaire des ouvriers des villes avec les couches les plus pauvres des paysans, devait être aboli dès le moment où l'on pourrait considérer la guerre comme terminée.

Et ainsi, la question se pose : quelle est la partie de l'expérience russe qui a une valeur générale et quelle est la partie valable seulement pour la Russie ? Comme moyen de vérification, nous avons l'expérience de la Hongrie. Quelque important et désirable qu'il soit pour le prolétariat de se borner à nationaliser les seules branches de l'industrie déjà « mûres » et pour les autres de conclure un accord avec les capitalistes, de proposer — comme l'écrivit Lénine — une « sorte d'indemnisation » à ceux des capitalistes les plus expérimentés, les plus talentueux, qui seront décidés à entrer au service du pouvoir soviétiste et à aider loyalement à organiser la grande production étatique, il faut reconnaître que *toute tentative en ce sens, au début de la dictature, se brise fatalement contre la résistance des*

¹ *Correspondance russe*, juin 1921, p. 438.

² *L'ancienne et la nouvelle politique des communistes (Correspondance russe*, juin 1921, page 508.

capitalistes et des ouvriers.

Les capitalistes résistent parce qu'ils sont persuadés de la durabilité de leur pouvoir, parce qu'ils considèrent la dictature du prolétariat comme un phénomène éphémère; c'est pourquoi ils sabotent la production nationale en arrêtant le fonctionnement de leurs propres entreprises. D'ailleurs, cette tactique concorde avec les intérêts privés de chaque capitaliste. En effet, dans la première période de la dictature, lors de la hausse générale des salaires, de la complète absence de discipline parmi les ouvriers et de la baisse considérable de la productivité, il est difficile que les usines et les fabriques puissent donner un revenu quelconque. D'autre part, le capitaliste nourrit une défiance sans bornes envers le gouvernement prolétarien. Il n'a pas la moindre garantie que le gouvernement ouvrier ne fera pas dans un avenir prochain un nouveau pas dans la voie de l'expropriation et que son entreprise ne sera pas nationalisée, elle aussi. Quel intérêt a-t-il, dans ce cas, à transmettre à un gouvernement odieux son entreprise en parfait état, en pleine activité ? Il s'efforce au contraire d'en retirer tout ce qu'il peut pour le transformer en biens meubles : or, brillants, billets de banque, valeurs étrangères, et le premier emploi qu'il fait de son argent est de subventionner la contre-révolution. Pour toutes ces raisons, toute tentative d'accord avec la bourgeoisie est, à notre avis, dans les premiers temps, fatalement vouée à l'insuccès¹.

De plus, le pouvoir soviétiste est obligé d'aller de plus en plus loin dans la voie de l'expropriation ; sinon, des branches importantes de l'industrie déjà nationalisée manquant des produits de la petite et de la moyenne industrie, déperdraient inévitablement.

Pour parer à la résistance des ouvriers, nous n'avions nationalisé en Hongrie que les entreprises comptant plus de 20 ouvriers. Mais les ouvriers des entreprises occupant de 10 à 20 personnes ne pouvaient admettre qu'ils dussent rester sous l'autorité des employeurs, pour la seule raison qu'il manquait « par hasard » quelques ouvriers pour faire le compte de 20. Ils se mirent, *de leur propre chef*, à nationaliser les entreprises et à chasser les patrons sous le prétexte que ceux-ci se livraient au sabotage, qu'ils avaient congédié exprès des ouvriers pour éviter la nationalisation, que l'entreprise dans les conditions « normales » d'avant-guerre devrait occuper plus de 20 ouvriers, etc. Que pouvait-on opposer à cela ? Nous ne pouvions pourtant pas réinstaller de force dans son entreprise le capitaliste que les ouvriers en avaient expulsé².

Cet état de choses, à notre avis, se répétera fatalement au début de toute dictature du prolétariat. Il est impossible de songer à un accord quelconque avec la bourgeoisie, tant que le pouvoir soviétiste n'aura pas été définitivement consolidé.

Seuls, quelques petits pays, dans lesquels la dictature du prolétariat s'établira à la fin de la révolution mondiale sans lutte de classe aiguë, feront peut-être exception à la règle. Il est possible

¹ Dans mon ouvrage : *La socialisation complète et le communisme*, j'écrivais à ce sujet : « L'expropriation, même sans rachat, est un acte économique et révolutionnaire de la plus haute importance. En enlevant immédiatement à la bourgeoisie ses moyens matériels d'action, on détruit toute possibilité de contre-révolution. La socialisation lente, méthodique, basée sur le rachat, est impossible pour la dictature du prolétariat. L'expropriation, en effet, est un acte de la lutte de classes » (p. 60).

² Pendant la dictature du prolétariat en Hongrie, l'organe du syndicat des coiffeurs m'agonissait d'injures, disant que j'étais intéressé personnellement au maintien de la propriété individuelle dans la coiffure, et tout cela parce que je m'opposais à la nationalisation des boutiques de coiffeurs.

que là les capitalistes comprennent l'inutilité de la résistance et aident autant qu'ils le pourront à réaliser sans douleur le passage au communisme. Mais il n'est pas impossible non plus que ces pays, devenus le refuge des capitalistes expulsés des pays voisins, se transforment en citadelles de la bourgeoisie aux abois.

Il est donc à peu près certain que chaque pouvoir soviétique devra construire son « communisme militaire » sur l'expropriation de toutes les entreprises industrielles plus ou moins importantes et sur la monopolisation générale des produits (exception faite toutefois pour le petit commerce local). Et ainsi le problème international qui se pose maintenant est celui-ci : Le « communisme militaire » donnera-t-il et doit-il donner partout des résultats aussi déplorable qu'en Russie, et faudra-t-il partout revenir en arrière dans la suite ?

Nous croyons que non.

Les mauvais résultats obtenus par la Russie ont des causes spéciales : la Russie est le premier Etat prolétarien, elle est le pionnier qui fraye la voie, c'est pourquoi il lui a fallu, des années durant, repousser sur les champs de bataille la bourgeoisie internationale ; elle a été privée des avantages de la division internationale du travail ; le peuple russe dans l'ensemble manque d'organiseurs, car le capitalisme qui est une école d'organisation ne s'est implanté que tard en Russie, où les meilleurs organisateurs ont été jusqu'à la Révolution des étrangers ; les prolétaires les plus doués au point de vue des capacités d'organisation travaillent dans l'armée, dans le parti et dans l'administration, ou bien ont péri sur les champs de bataille ; le pays immense, faiblement peuplé, a un réseau ferroviaire, téléphonique et télégraphique très peu développé, ce qui entrave l'établissement d'une économie rationnelle et accentue les contradictions entre le centralisme et le séparatisme. Malgré le résultat désastreux de l'expérience russe et le résultat guère plus favorable de l'expérience hongroise, nous estimons que dans les pays à capitalisme développé, lesquels, par suite, disposent d'un prolétariat nombreux, instruit et doué de capacités organisatrices, dans les pays ayant une population dense et de bonnes voies de communication, dans les pays limitrophes en partie d'Etats soviétiques et n'ayant pas par suite à lutter sur toutes leurs frontières contre des Etats capitalistes, *le passage immédiat du "communisme militaire" au socialisme sera possible*, sans période intermédiaire de régression.

La nouvelle politique économique de la Russie

Au début de l'année 1921, la situation exigeait impérieusement la transformation radicale de la politique économique, suivie jusqu'alors en Russie.

Cette transformation était nécessaire *au point de vue politique*, parce que les paysans pauvres étaient passés à la classe moyenne et réclamaient une politique économique en conformité avec leurs besoins ¹.

¹ Un exemple des plus frappants du changement de l'état d'esprit des masses nous est fourni par les mots d'ordre de quelques insurrections paysannes :

« Vivent les bolcheviks (qui nous ont donné la terre) ! » — « Vive le commerce libre ! » — « A bas les communistes (qui nous réquisitionnent notre blé) ! »

Il fallait absolument mettre fin à cette contradiction entre la propriété privée de la terre et la répartition nationale de la récolte de cette terre.

« Nous savons, dit Lénine, que, tant que les autres pays n'auront pas fait leur révolution, il n'y a que l'accord avec la paysannerie qui puisse sauver la révolution socialiste en Russie. Et cela, il faut le dire franchement, ouvertement à toutes nos assemblées, dans toute notre presse. Nous ne devons rien dissimuler, nous devons dire nettement et ouvertement que la paysannerie est mécontente de la forme de rapports établie par nous, qu'elle n'en veut pas et qu'elle ne la tolérera pas plus longtemps. C'est là un fait incontestable. Cette volonté s'est manifestée d'une façon catégorique. C'est la volonté de l'immense masse de la population travaillante. Nous devons en tenir compte et nous avons assez d'esprit politique pratique pour dire carrément : « Révisons cela »¹.

Celle transformation était nécessaire *au point de vue économique*, parce que les emblavures et les récoltes diminuaient continuellement. Le paysan n'avait plus rien qui le stimulât à produire plus que pour sa consommation personnelle et à gérer soigneusement son bien. La grande industrie étant paralysée et sa production n'atteignant que 3 à 30 % de celle d'avant-guerre, l'Etat ne pouvait, malgré toute sa bonne volonté, fournir au paysan les moyens de production et les articles manufacturés dont celui-ci avait besoin. Le commerce étant interdit et le système du communisme militaire étant appliqué à la petite et à la moyenne industrie, celles-ci se trouvaient également paralysées. Le paysan ne pouvait se procurer ce dont il avait besoin. Mais, la révolution internationale se faisant attendre, la grande industrie étatique ne peut se développer qu'après la restauration de l'économie rurale. La décadence de la grande industrie étatique est due principalement à l'insuffisance de produits alimentaires pour les ouvriers et de combustible pour les machines. Or, c'est la restauration de l'économie rurale qui permettra de se procurer ces produits alimentaires et ce combustible. Le principal combustible en Russie est actuellement le bois, mais pour le transporter, il faut des millions de chevaux et de véhicules que l'on ne peut trouver que chez les paysans. C'est pourquoi, la *première* tâche qui s'impose est le relèvement de l'économie rurale. Pour cela, il faut avant tout redonner au paysan le stimulant matériel qui l'incite à accroître sa production. *Ce but est atteint par l'établissement de l'impôt alimentaire et de la liberté du commerce et la restauration de l'industrie privée.*

L'impôt alimentaire remet l'économie rurale sur l'ancien pied : le système de la propriété privée rentre en vigueur. Après avoir acquitté l'impôt, le paysan dispose librement de toute sa production. Et ainsi, il est incité à produire davantage. Ce qui l'y incite, c'est la modalité même de l'impôt : ce dernier est calculé *d'après la superficie totale de la propriété et non d'après la surface ensemencée*; les cultures spéciales supérieures ne sont pas soumises à l'impôt ; l'impôt est calculé sur la récolte moyenne dans le district. C'est en somme une sorte de prime accordée au cultivateur qui a su obtenir un rendement au-dessus de la moyenne, et une punition pour le mauvais agriculteur.

Mais le paysan n'a aucun intérêt à produire plus que pour sa consommation, s'il ne peut échanger l'excédent de sa production contre les objets dont il a besoin. La grande industrie étatique étant temporairement dans un marasme complet, cet échange ne peut s'effectuer que contre les produits de la moyenne et de la petite industrie. Par suite, il faut instituer la liberté du commerce et des métiers, rétablir en somme le capitalisme libre dans ses degrés inférieurs.

«La liberté de l'échange, dit Lénine, c'est la liberté du commerce, et la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. La liberté de l'échange et la liberté du commerce, c'est la faculté pour les petits producteurs de trafiquer entre eux de leurs produits. Pour tous ceux d'entre nous qui

¹ Discours prononcé au X^e Congrès du parti (*Correspondance russe*, 1921, N° 3—4, p. 222).

connaissent l'ABC du marxisme, il est évident que cette liberté de l'échange et du commerce entraîne fatalement la division des producteurs en propriétaires de capitaux et en propriétaires de main-d'œuvre, c'est-à-dire la restauration du salariat et le rétablissement de l'esclavage capitaliste, qui ne tombe pas tout droit du ciel mais qui, sur tout le globe, surgit de l'échange des produits agricoles ».

La renonciation aux points les plus essentiels du système du communisme militaire : au monopole du blé et à l'interdiction du commerce privé, entraîne la liquidation de l'appareil économique central, développé bien au delà des limites permises par les possibilités d'organisation actuellement existantes. Les entreprises industrielles, petites et moyennes, sont rétablies et louées à des associations de travailleurs ou même à des capitalistes privés ; la majorité des entreprises qui restent sous la direction de l'Etat sont mises à la disposition des autorités locales. Quant aux entreprises étatiques elles-mêmes, on leur laisse, conformément aux nouvelles conditions, beaucoup plus d'initiative, on leur donne la liberté d'effectuer certaines opérations commerciales : elles peuvent elles-mêmes écouler une partie de leurs produits, acheter des marchandises au marché libre, etc. Par suite, la politique financière du pouvoir soviétiste se modifie. Pour assurer l'équilibre du budget de l'Etat, les tarifs des chemins de fer ont déjà été augmentés de 400 fois ; l'Etat pour tout ce qu'il fournit (sauf les salaires en nature et l'assurance sociale) percevra désormais un paiement en argent¹. Tous les artisans privés, tous les marchands, tous les industriels devront acquitter un impôt en espèces².

En résumé : sous le régime du communisme militaire, l'Etat considérait en principe, que tous les habitants du pays sont ses employés et qu'il doit se charger de satisfaire en nature à leurs besoins. Maintenant, au contraire, il s'assimile à un propriétaire ordinaire menant une entreprise privée. Comme tel, il perçoit une partie du salaire de tous les citoyens et un certain prix pour tous les services qu'il rend : le paysan s'acquitte en nature, les commerçants et les artisans en espèces. L'Etat n'a plus qu'à s'occuper désormais de ses propres ouvriers et employés, dont le nombre est considérablement réduit, et de l'assurance sociale. L'Etat prolétarien occupe, par rapport aux citoyens, la même position qu'un gouvernement bourgeois quelconque, mais le caractère de classes de ces deux types d'Etat continue de subsister.

Perspectives et conséquences de la nouvelle politique

Comment la nouvelle politique a-t-elle été accueillie par les différentes couches de la population ? Nous avons encore à notre disposition trop peu de données pour pouvoir répondre d'une façon définitive à cette question. Toutefois on peut dire que les paysans ont été satisfaits de la nouvelle politique. Dans tous les villages, on remarque une recrudescence d'activité, la surface cultivée augmente et, sans le fléau de la mauvaise récolte provoquée par la sécheresse, les résultats favorables de la nouvelle politique se feraient déjà sentir cette année. Il n'est pas douteux non plus que les petits commerçants, les spéculateurs et les vendeurs clandestins, qui étaient obligés jusqu'à présent de s'occuper de leur métier illégalement et par suite vivaient dans la crainte continuelle

¹ Jusqu'à la fixation définitive des prix des produits délivrés par l'Etat, ces prix ne pourront pas être moindres que ceux qui existent sur le marché libre (Décret du 5 août 1921. § 3).

² Décret du 21 juin 1921.

d'être arrêtés et condamnés par la justice prolétarienne, aient accueilli avec enthousiasme le décret sur la liberté du commerce. D'autre part, les raisons qui rendent impossible tout accord avec la bourgeoisie et empêchent les capitalistes de travailler comme tous les citoyens dans l'économie étatique prolétarienne subsistent encore en Russie. Les capitalistes se méfient : ils ont peur de créer des entreprises, car l'Etat prolétarien ne leur garantit pas qu'il ne confisquera pas, en vertu d'un nouveau décret, les biens qu'il leur rend ou ceux qu'ils acquerront. En vain Lénine souligne-i-il que la nouvelle politique a été « élaborée sérieusement et pour longtemps » ; les capitalistes n'ont pas confiance, et il s'écoulera encore beaucoup de temps avant qu'ils renoncent à l'espoir d'assister au renversement de la dictature du prolétariat et qu'ils se mettent énergiquement au travail. Quant aux ouvriers épuisés par les privations des dernières années, il est peu probable qu'ils opposent une résistance quelconque à la réapparition du capitalisme. Seuls, dans le parti communiste, quelques éléments abandonnant avec regret l'illusion qui leur faisait voir dans le communisme de guerre le prédécesseur immédiat du communisme véritable, voient dans la nouvelle politique un danger pour la dictature. Ce danger existe-t-il véritablement ?

Nous estimons que non.

La nouvelle politique satisfait la paysannerie moyenne qui forme actuellement à peu près les $\frac{3}{4}$ de la population de la Russie. Le prolétariat conserve entre ses mains la force armée, l'appareil gouvernemental, les transports, la grande industrie, le commerce extérieur, l'argent. Ce sont là des positions assez fortes pour qu'on puisse y résister à la montée extrêmement lente du capitalisme et maintenir celui-ci dans des limites n'offrant aucun danger pour le pouvoir du prolétariat.

Mais le danger vient d'un autre côté. Je l'ai signalé dans la préface à la 2^e édition de mon livre, le 3 janvier 1921, c'est-à-dire bien longtemps avant le revirement dans la politique économique de la Russie ¹.

« Ceux qui se plaignent des difficultés économiques dans lesquelles se débat la Russie ne doivent pas oublier que la Russie est isolée, qu'elle est le tirailleur avancé qui, seul depuis 3 ans, lutte contre tout le monde capitaliste, pour l'émancipation de l'humanité. Une charge trop lourde est imposée à la Russie. Il est temps, il est grand temps que la révolution internationale vienne mettre fin à l'isolement de la Russie... Et cela, non pas seulement dans l'intérêt de la Russie elle-même, car son prolétariat, même sans le secours de celui des autres nations, ne sera pas vaincu, comme l'a été le prolétariat de la petite Hongrie soviétiste. Mais il est à redouter que la Russie cesse d'être le moteur de la révolution internationale. Il ne faut pas se le dissimuler. Il existe en Russie des communistes qui en ont assez d'attendre la révolution européenne et qui ont l'intention de construire définitivement la Russie sur les bases de son isolement, c'est-à-dire de faire la paix avec les impérialistes, d'établir des échanges commerciaux réguliers avec les pays capitalistes, de leur accorder différentes sortes de concessions et de cesser toute propagande à l'étranger. Et ainsi se formera un nouveau type d'Etat, dans lequel la classe ouvrière tiendra en mains le pouvoir en s'appuyant sur les grandes masses paysannes. Cet Etat échangera ses matières brutes et l'excédent de ses produits alimentaires contre les produits du monde capitaliste et ainsi contribuera indirectement au renforcement de la société capitaliste. Ce courant tendant à conserver l'Etat prolétarien et l'économie prolétarienne dans les cadres du monde capitaliste, c'est-à-dire dans l'isolement, est encore faible et sans influence. Mais il ne peut pas ne pas devenir fort si la Russie prolétarienne reste encore longtemps isolée.

¹ E. Varga : *Les problèmes économiques de la dictature du prolétariat*, 2^e ed. p. 11.

Loin de moi la pensée qu'un tel isolement de la Russie révolutionnaire puisse arrêter la marche de la révolution mondiale. Mais il peut la retarder. Il peut arriver qu'on laisse échapper l'occasion — actuellement extrêmement favorable — d'ébranler le capitalisme. Dans ce cas, la lutte de classes pourrait rester encore longtemps dans cette période indécise de succès et de revers alternatifs, elle pourrait y rester jusqu'à la prochaine guerre mondiale entre les vainqueurs actuels : l'Amérique, le Japon et l'Angleterre. Et cet état de choses serait des plus dangereux ».

A cela nous n'avons rien à ajouter.

E. VARGA.

6. *L'Internationale Communiste*, 3^e année, n°19, décembre 1921, pp. 4685-4698

L'IMPOT ET LA POLITIQUE FISCALE

Dans la période actuelle de désagrégation de l'économie capitaliste, la question fiscale acquiert, dans les pays où la décadence du capitalisme se manifeste sous forme de sous-production, c'est-à-dire dans les pays de l'Europe continentale qui ont pris part à la guerre, une importance politique et économique fondamentale. C'est dans les pays vaincus qui, outre les dépenses qu'ils ont à effectuer pour l'entretien de leur propre appareil étatique, doivent encore payer des contributions aux autres Etats, que cette question revêt une acuité spéciale.

La crise dans ce groupe de pays provient de l'insuffisance de la production, insuffisance provoquée par l'usure de l'outillage industriel et l'abaissement de la productivité de la main-d'œuvre. La production ne suffit pas à nourrir la classe ouvrière, à assurer aux capitalistes leur confort habituel, à renouveler et à développer l'appareil de production et à satisfaire aux besoins incroyablement accrus de l'Etat. La crise économique du capitalisme se manifeste sous forme de crise financière de l'Etat. Ses recettes courantes ne lui permettant pas de faire face à ses dépenses, l'Etat se voit contraint d'émettre une quantité de plus en plus considérable de papier-monnaie. D'où dépréciation continue de la monnaie fiduciaire, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Et ainsi, la crise économique apparaît comme une crise des changes : tandis que la monnaie des Etats neutres reste convertible en or pour sa valeur nominale, celle des pays d'Europe Centrale et Orientale subit une dégringolade effroyable qui témoigne de l'aggravation constante de la crise économique. La solution de la crise financière et de la crise des changes ne serait possible que par l'équilibre du budget, lequel ne pourrait être réalisé que si l'Etat parvenait à retirer suffisamment des citoyens, sous forme d'impôt, pour couvrir ses dépenses. Et ainsi, la question fiscale devient le centre de la lutte politique dans tous les pays.

La question fiscale est, au point de vue économique, une question de répartition des revenus ; il s'agit par suite de déterminer les sortes de revenus qui doivent fournir le montant de l'impôt. Dans l'Etat actuel, à chaque catégorie de revenus correspond une classe ou une couche quelconque de la population. La question fiscale se résout, par suite, conformément au rapport des forces des classes en présence. Non pas au sens statistique du mot, car au cours de la lutte même il se produit un regroupement ininterrompu des différentes classes et couches. C'est précisément ce qui permet au parti communiste, guidé par une politique ferme et une tactique intelligente, de prendre en mains dans cette lutte la direction des masses populaires, d'aggraver les contradictions entre les différentes couches des classes possédantes et de créer ainsi des conditions révolutionnaires. Aussi la situation actuelle exige-t-elle impérieusement un examen théorique et tactique approfondi de la question fiscale.

Les impôts et le régime social

Les impôts sont le produit direct de l'Etat de classes. Dans la société primitive non constituée en Etat et ne comportant pas la division en classes, il n'existait ni impôts ni problème fiscal. Dans la société antique basée sur l'esclavage, l'Etat avait des dépenses à effectuer ; d'où la nécessité de

soumettre les citoyens à une certaine imposition. Mais, comme dans ce régime social les classes opprimées n'avaient pas de revenus à elles, les impôts devaient être supportés par les classes libres, par les classes dominantes. Au moyen âge, c'était sur les serfs seuls que retombait tout le poids de l'impôt. La noblesse et le clergé en étaient alors complètement exempts, privilège qui leur était formellement reconnu dans la législation civile. Comme l'exploitation des travailleurs s'effectuait ouvertement sous forme de dîmes, corvées et redevances diverses, le problème fiscal n'existait pas. Les frais d'entretien de l'Etat de classes étaient rejetés ostensiblement, brutalement, sur la classe exploitée.

Sous la fameuse devise : « Liberté, Egalité, Fraternité », la révolution bourgeoise introduisit l'obligation générale de l'impôt pour tous les citoyens. Mais de même que l'exploitation des classes opprimées se dissimulait sous la liberté du contrat de travail, de même l'essence de la question fiscale, qui consiste dans la détermination de la catégorie des revenus imposables, était soigneusement tenue dans l'ombre par la bourgeoisie. En même temps que le problème des bénéfices et de la plus-value, la question fiscale devint un problème politico-économique.

Cependant l'importance économique de ce problème était assez restreinte. Si l'on compare le montant du revenu national d'avant-guerre avec la somme des dépenses des divers Etats, par exemple de l'Allemagne, de la France ou de l'Angleterre, on voit que ces dépenses ne dépassent guère 10% du revenu national. Cette estimation, nous ne le contestons pas, est des plus approximatives ; néanmoins, elle montre que la solution de la question fiscale ne pouvait introduire de modification sérieuse dans la répartition des revenus de la société capitaliste. C'est ce que Marx avait bien compris en 1850, lorsqu'il écrivait :

« Les conditions de la répartition, basées directement sur la production bourgeoise, les rapports entre les salaires et le profit, le profit et l'intérêt, la rente foncière et le profit, ne peuvent, dans l'hypothèse la plus favorable, subir du fait de l'impôt que des modifications très secondaires, mais ne peuvent jamais être ébranlés dans leur fondement. Toutes les recherches et discussions au sujet de l'impôt parlent du principe de la perpétuité de l'existence de ces rapports bourgeois. La suppression même des impôts ne pourrait qu'accélérer le développement de la propriété bourgeoise et de ses contradictions. » (Marx; *Œuvres posthumes* t. III, p. 435 [en russe])

Malgré cette insignifiance relative de la question fiscale, les impôts ont été, au siècle dernier, la source d'une violente lutte de classes. Lassalle avait déjà établi que la bourgeoisie s'efforçait, et avec succès, de rejeter le coût de l'entretien de l'Etat de classes sur les travailleurs. Conformément à sa politique pratique, dont le but était d'améliorer le plus possible la situation du prolétariat en régime capitaliste, la social-démocratie cherchait, dans sa lutte pour l'impôt, à diminuer les charges du prolétariat. Comme on le verra, les conceptions de la social-démocratie, d'après lesquelles l'amélioration du sort de la classe ouvrière est liée à l'accumulation du capital, à l'enrichissement de la bourgeoisie, donnent à sa politique fiscale un caractère double. Afin de mettre en lumière le problème fondamental de la question fiscale, c'est-à-dire de déterminer quelle est la classe ou quelle est la catégorie de revenus qui doit être frappée par l'impôt, il nous faut d'abord définir quelques conceptions fiscales essentielles.

Conceptions fondamentales de l'impôt

Si l'on examine les impôts existant actuellement dans un Etat capitaliste quelconque, on est tout d'abord frappé de leur multiplicité : l'Allemagne, par exemple, en compte jusqu'à 40 sortes. Si de

celte diversité on veut extraire ce qui importe particulièrement, c'est-à-dire déterminer la catégorie de revenus frappés par les différentes sortes d'impôts, on en arrive aux subdivisions suivantes. Mais, pour plus de clarté, il convient auparavant de faire une distinction nécessaire entre le payeur officiel et le payeur effectif de l'impôt

Le payeur officiel de l'impôt est celui qui verse lui-même l'impôt à l'Etat ; *le payeur effectif de l'impôt*, celui dont le revenu est en fin de compte frappé par l'impôt, Sous la féodalité, alors que l'échange commercial n'existait pour ainsi dire pas, le payeur officiel de l'impôt était en même temps le payeur effectif, c'est-à-dire que celui qui versait directement à l'Etat le montant de l'impôt diminuait d'autant son revenu. Dans le système fiscal actuel, il n'en est ordinairement pas ainsi. Par exemple, l'impôt sur le sucre est acquitté par les raffineurs, mais il est évident que ce ne sont pas eux qui sont atteints par l'impôt : Leur revenu n'est pas diminué de la somme de l'impôt, celui-ci dépassant d'ailleurs de beaucoup celui-là.

Contributions directes et indirectes. Cette subdivision se confond en somme avec la précédente : les contributions directes sont en général celles où le payeur officiel de l'impôt est en même temps le payeur réel, tandis que dans les contributions indirectes le payeur officiel et le payeur réel sont deux personnes différentes. Il existe, il est vrai, des exceptions : ainsi, l'économie bourgeoise range dans la catégorie des impôts directs l'impôt sur les maisons qui est en réalité un impôt indirect, car ce sont les locataires et non les propriétaires des maisons qui en supportent le poids.

La répercussion de l'impôt est un phénomène économique qui consiste en ce que le payeur de l'impôt en rejette la charge sur une autre personne. Nous étudierons dans la suite plus en détail les possibilités de répercussion de l'impôt. Nous nous bornerons ici à signaler qu'avant la guerre la lutte autour de l'impôt était menée pour les impôts directs ou indirects, l'opinion générale étant que ceux-ci étaient susceptibles de répercussion, tandis que ceux-là ne l'étaient pas. L'on estimait que les impôts directs frappent les classes possédantes, la plus-value, et que les impôts indirects frappent les salaires. La dernière évolution du système fiscal, l'imposition directe des salaires au moyen de l'impôt sur le revenu, enlève à cette distinction sa raison d'être. A l'heure actuelle, il existe des impôts directs sur les salaires. Il ne s'agit donc plus maintenant de poser la question des impôts directs ou indirects; la question qui se pose est celle de l'imposition des salaires ou de l'imposition de la plus-value.

Si l'on veut classer les impôts en partant de ce point de vue, on arrive aux groupements suivants:

1^{er} groupe: les impôts sur la propriété. Ce groupe comprend l'impôt sur les successions et l'impôt sur la propriété, s'il est acquitté en une seule fois. Au cas où il est payé sous forme de versements annuels, l'importance de ces versements et de l'imposition totale détermine si l'on a affaire à un véritable impôt sur la propriété ou à un impôt sur le revenu. Si le contribuable peut couvrir l'impôt avec ses revenus courants sans toucher à sa propriété, l'impôt sur la propriété n'est que nominatif; par son caractère économique, il est en réalité un impôt sur le revenu.

2^e groupe: les impôts sur le revenu. Ces impôts se subdivisent en deux groupes: *les impôts sur le profit*, qui frappent la plus-value obtenue dans les entreprises, quelle que soit la personne à laquelle elle échoit sous forme de revenu, et *les impôts sur le revenu*, ou sens propre du mot, qui peuvent, suivant le système d'imposition, peser sur les salaires comme sur la plus-value. Dans les impôts sur le revenu, ce qui importe, c'est le mode d'imposition. Le revenu peut être imposé, comme dans le système anglais, à sa source même, c'est-à-dire que l'impôt est prélevé sur l'intermédiaire par

lequel passe le revenu avant d'arriver au payeur réel. Ainsi, l'affermataire est obligé de défalquer du fermage le montant de l'impôt sur le revenu qui pèse sur le propriétaire de la terre et de le verser à l'Etat. De même, les sociétés anonymes prélèvent sur leurs dividendes la part de l'Etat ; les banques la prélèvent sur les intérêts qu'elles servent à leurs clients, etc. Ce système a l'avantage de faire payer l'impôt par des gens qui ne sont nullement intéressés à diminuer sciemment le montant du revenu imposable. Mais le revenu peut n'être imposé que lorsqu'il se trouve déjà entre les mains de son propriétaire. C'est ce dernier, dans ce cas, qui est le payeur. On procède à une estimation générale de son revenu, la plupart du temps d'après ses propres indications ; aussi est-il fort tenté de dissimuler le plus possible de ce revenu.

3^e groupe: les droits sur les marchandises. L'Etat peut s'immiscer dans les affaires des citoyens et, sans s'inquiéter de celui qui doit verser l'impôt ou en supporter le poids, imposer certaines marchandises ou même toutes les marchandises au moment où elles passent d'une main dans une autre. Ce groupe renferme tout d'abord les impôts sur les affaires, les droits de mutation et, théoriquement, quelques impôts que l'on qualifie ordinairement d'impôts sur la consommation, c'est-à-dire des impôts prélevés sur des marchandises déterminées lorsqu'elles changent de propriétaire. La catégorie de revenus sur laquelle pèsent en définitif ces impôts est déterminée par les revenus dont vit le dernier acheteur.

4^e groupe: les douanes. La théorie bourgeoise ne les range pas au nombre des impôts. Mais si l'on veut savoir quelle est la sorte de revenus qui subvient à l'entretien de l'Etat, on doit ranger les droits de douane au nombre des impôts. Au fond, ces droits sont des impôts sur les marchandises, prélevés lorsque ces dernières franchissent la frontière nationale. Leur particularité consiste en ce qu'ils peuvent provoquer une modification des revenus à l'intérieur du pays. S'il existe des droits de douane sur les marchandises produites également à l'intérieur du pays, ces droits permettent d'augmenter le prix des marchandises de la production nationale. Et ainsi, les consommateurs se trouvent avoir payé de leur poche plus qu'il ne rentre dans les caisses de l'Etat.

5^e groupe: les monopoles. Les monopoles ne diffèrent que par la forme des impôts sur la consommation. L'augmentation du prix ne s'effectue pas dans ce cas, lors du passage d'une marchandise d'une main dans une autre, comme c'est le cas pour les impôts sur la consommation, mais au moyen d'une majoration directe sur le prix de revient, effectuée par l'Etat pour des marchandises déterminées.

6^e groupe: les droits sur les actes. Ce sont des impôts prélevés en différentes circonstances pour certains services rendus par l'Etat, services dont la valeur, dans la plupart des cas, est loin de correspondre à la somme payée.

La répercussion de l'impôt

Fréquemment on entend dire que l'étude des catégories d'impôts susceptibles de répercussion est complètement superflue, car, en fin de compte, tous les impôts doivent être payés du produit du travail des classes laborieuses. Autant cette conception paraît simple, autant elle est théoriquement erronée. Toutes les dépenses de l'Etat, il est vrai, sont couvertes par les fruits du travail. Mais, avant que l'Etat ne mette en demeure un citoyen quelconque de payer l'impôt, la masse totale des valeurs créées par le travail des classes laborieuses est répartie entre les différentes catégories de revenus caractéristiques du régime capitaliste ; rente foncière, profit, intérêt et salaire. Ce n'est qu'après cette répartition de la richesse créée par le travail que l'Etat perçoit ses impôts. De ce que tous les impôts

sont prélevés sur le fruit du travail, il ne s'ensuit pas qu'ils soient prélevés sur les salaires, que tout impôt diminue d'autant les salaires.

Certes, la classe dominante peut rejeter sur les travailleurs les charges toujours croissantes de l'Etat. Elle peut faire supporter à d'autres les impôts qui pèsent sur ses revenus, et cela en modifiant à son profit la répartition fondamentale des revenus qui précède l'imposition, c'est-à-dire en abaissant les salaires réels, en augmentant la plus-value et en renforçant l'exploitation de la classe ouvrière. Le plus ou moins de succès de ces tentatives dépend du rapport des forces des classes en présence. Mais cette modification des revenus, cette aggravation de l'exploitation doit être rigoureusement distinguée du processus de la répercussion de l'impôt, et nous devons prendre comme point de départ la répartition découlant directement des conditions de la production. Sinon, le problème de la répercussion de l'impôt se dissout tout entier dans le problème de la répartition capitaliste des revenus. Mais une telle confusion ne peut être, théoriquement ni pratiquement, d'aucune utilité.

Si donc l'on prend comme point de départ la répartition des revenus existant avant l'imposition, on doit constater que cette dernière constitue une retenue sur le revenu du payeur effectif de l'impôt. Par quel mécanisme économique le payeur de l'impôt arrive-t-il à rejeter ce dernier sur une tierce personne ? La chose est bien simple; à quelques exceptions près¹, ce transfert de l'impôt s'effectue au moyen d'une augmentation correspondante des prix sur les marchandises vendues par l'imposé.

Cependant il serait naïf de se représenter cette répercussion de l'impôt sous forme de majoration du prix des marchandises, comme un phénomène purement mécanique. L'idée que le capitaliste sans hésiter, au moyen d'une élévation correspondante des prix, rejette sur l'acheteur l'impôt dont sont frappés ses bénéfices et ses revenus est en désaccord avec la théorie marxiste. Si les conditions du marché permettaient d'augmenter les prix, les capitalistes n'attendraient pas pour cela l'apparition de nouveaux impôts. Avant même l'établissement de ces impôts, ils majoreraient leurs prix pour s'assurer ainsi un plus grand bénéfice. Pour solutionner la question de la possibilité de la répercussion de l'impôt sous forme d'élévation des prix, il faut étudier sur la base de l'enseignement de Marx, le processus de la constitution des prix.

Dans l'établissement des prix, il convient de distinguer tout d'abord deux groupes essentiels de produits. Le premier comprend les produits dont la quantité peut être indéfiniment augmentée proportionnellement à la main-d'œuvre employée. Le deuxième groupe comprend les produits dont la quantité n'est pas indéfiniment extensible. Dans le premier groupe, le prix — abstraction faite des fluctuations passagères provoquées par l'état du marché — est égal au coût réel de la production. Au contraire, dans le deuxième groupe qui comprend surtout les produits de l'industrie agricole, le prix dépend du coût de production maximum des produits nécessaires à la satisfaction des besoins du marché. Les produits obtenus dans des conditions favorables, et par suite à meilleur marché, atteignent le même prix que les produits identiques obtenus dans des conditions pires. La différence entre le prix de revient des produits obtenus dans des conditions inférieures et des produits obtenus à meilleur marché constitue la source d'un revenu particulier, qui a nom rente foncière.

Evidemment, le prix d'une marchandise donnée ne dépend pas directement du temps du travail

¹ On peut, par exemple, se représenter le cas où l'industrie manufacturière, soumise à un impôt spécial, tenterait d'en faire supporter le poids aux personnes dont elle acquiert la matière première en les forçant à abaisser le prix de cette dernière, mais ce cas n'offre qu'un intérêt théorique et n'a aucune importance pratique.

employé à la produire; par suite de la différence de composition organique du capital, l'établissement des prix s'effectue conformément à la loi du bénéfice moyen; autrement dit, tous les capitaux investis dans la production doivent donner un bénéfice égal, quelle que soit la plus-value obtenue dans l'entreprise ou dans la branche donnée de la production. Dans le deuxième groupe, la loi du bénéfice égal se manifeste sous une autre forme : le bénéfice dépassant la moyenne se transforme en rente différentielle.

Supposons maintenant qu'une branche quelconque de la production du premier groupe soit frappée d'un impôt spécial. Si cet impôt était supporté effectivement par le revenu provenant du capital, il s'ensuit que, dans cette branche de la production, le bénéfice serait inférieur à la moyenne, ce qui par définition est impossible, parce que contraire à la loi. Et ainsi, l'impôt doit être mis à la charge d'une tierce personne. Pour cela, des marchandises sont jetées sur le marché avec une majoration de prix correspondante. Il peut alors se produire deux cas : ou bien le marché continue, malgré l'augmentation des prix, à absorber sans interruption la marchandise, ou bien il se montre réfractaire à la hausse. Dans le premier cas, l'impôt est rejeté sur le consommateur, sans aucune modification des conditions de la production. Dans le second cas, une partie du capital engagé dans la branche donnée de la production reçoit une autre destination et, la production étant réduite, les prix du marché, grâce à la diminution de l'offre, rebondissent au niveau qui permet la répercussion de l'impôt.

Il en est tout autrement lorsque *toutes les branches du premier groupe* sont frappées d'un *impôt également élevé*, que ce soit un impôt sur le bénéfice, sur le revenu ou sur le chiffre d'affaires. Le transfert du capital dans une autre branche de la production, transfert qui permettrait la répercussion de l'impôt, est alors impossible. Pour pouvoir reporter l'impôt sur des tiers, il faut élever les prix en conséquence. Si le marché ne s'oppose pas à cette élévation, le bénéfice moyen reste intact. Mais l'impôt ne retombe sur le prolétariat que dans la mesure où ce dernier est consommateur. Si nous continuons de prendre comme base la répartition fondamentale annuelle des valeurs entre les différentes catégories de revenus, nous sommes amenés à constater qu'une partie de l'impôt rejeté sur le consommateur pèse sur les capitalistes eux-mêmes, non pas en tant que producteurs, mais en tant que consommateurs. Au cas où il serait impossible de procéder à une augmentation générale des prix, il s'ensuivrait une diminution du bénéfice moyen. En réalité, le résultat serait que la répercussion de l'impôt s'effectuerait pour les objets de première nécessité, mais qu'elle serait impossible pour ceux dont la classe ouvrière peut à la rigueur se passer. En effet, si le salaire reste le même et s'il doit être touché par la répercussion du nouvel impôt, il s'ensuit que les ouvriers ne peuvent plus avec ce salaire (exprimé en argent) acquérir qu'une quantité de produits moindre. La réduction de la consommation affectera naturellement les objets dont on peut le plus facilement se passer. Pour cette catégorie de produits, le marché n'acceptera pas la répercussion : l'offre surpassera la demande et l'impôt ne sera pas répercuté. La conséquence, c'est qu'une partie du capital devra abandonner ces branches de la production afin de permettre le rétablissement du profit moyen.

Il en est autrement dans le deuxième groupe. Si la rente différentielle, c'est-à-dire le revenu des grands agriculteurs, des paysans aisés, des propriétaires des mines, etc., est frappée d'un impôt, *la répercussion en est absolument impossible*. Comme le prix n'est pas déterminé par le bénéfice moyen, mais par le coût de production des produits qui, nécessaires au marché, sont obtenus dans les conditions les plus défavorables, si l'impôt ne pèse pas sur ces produits, la répercussion en devient impossible. L'impôt frappe la rente. C'est sur la rente foncière pure, telle qu'elle se présente dans le système d'affermage capitaliste en usage en Angleterre, que ce phénomène se manifeste avec le plus de relief. Si l'on imposait de 50 ou de 80%, la rente des landlords, ceux-ci ne pourraient mettre

l'impôt à la charge de l'affermataire et, par l'intermédiaire de ce dernier, sur le consommateur. En Angleterre, les prix des produits agricoles sont déterminés par les prix du marché mondial. Par conséquent, le fermier ne peut pas payer un centime de plus que la rente foncière, quelle que soit la partie du revenu du propriétaire affectée au paiement des impôts. En Europe continentale, où le propriétaire terrien est en même temps producteur agricole, où, par suite, la rente foncière, le bénéfice et, peut-être encore, le salaire, se confondent, ce phénomène ne se manifeste pas avec autant de netteté. Néanmoins, il est hors de doute que, là également, l'impôt sur la rente foncière ne saurait être susceptible de répercussion. Voilà la raison capitale pour laquelle les grands propriétaires fonciers sont encore plus hostiles à toute imposition sérieuse que les capitalistes, pour lesquels il est plus facile de se décharger de l'impôt sur des tierces personnes.

La dernière évolution du capitalisme est caractérisée par la formation des trusts. Le règne de la libre concurrence est fini. C'est pourquoi, la loi du bénéfice moyen ne reste que partiellement en vigueur. Ce n'est pas sur la base du prix de revient, mais d'après la règle générale de la constitution des prix monopolaires que les cartels fixent le prix de leurs produits : ce prix, ils l'établissent de façon à obtenir le maximum de bénéfice possible. Le montant de ce bénéfice dépend de la quantité des objets vendus et du gain réalisé sur chaque objet. C'est pourquoi, malgré le monopole qu'il détient, le cartel n'augmentera pas ses prix au delà d'une certaine limite, sinon le marché, dans les conditions actuelles de la répartition du revenu, n'accepterait pas cette augmentation de prix. En d'autres termes, l'augmentation des prix provoque une réduction de la consommation telle, que le bénéfice total devient moindre qu'il ne le serait avec un prix de vente plus bas et une quantité supérieure d'objets écoulés.

S'il en est ainsi, il s'ensuit que les cartels et les trusts ne peuvent pas, par une simple élévation des prix, reporter sur le consommateur les impôts frappant leurs bénéfices et leurs biens. En effet, les prix étaient déjà le maximum de ce qu'ils pouvaient être : il peut se faire qu'il soit même plus avantageux pour un trust de ne pas essayer de recourir au procédé risqué d'une nouvelle majoration des prix, et qu'il ait intérêt à acquitter l'impôt en prenant la somme nécessaire sur le bénéfice spécial que lui assure sa situation monopolaire.

Il va de soi que les impôts sur les successions ou les impôts sur la propriété payables en un seul terme ne sont pas susceptibles de répercussion, car dans ce cas la condition première de la répercussion, le produit, fait défaut. Les impôts sur le salaire et sur l'intérêt du capital prêté, non employé dans les affaires, ne peuvent être non plus répercutés au moyen d'une majoration de prix des marchandises.

L'on voit donc qu'il ne peut être question de rejeter en bloc toutes les sortes d'impôts sur le salaire, sur le prolétariat. C'est pourquoi, chaque parti communiste a le devoir d'étudier sérieusement toutes les catégories d'impôts au point de vue de leur répercussion et de ne pas se dérober à cette tâche en se retranchant derrière l'opinion générale erronée, d'après laquelle tous les impôts sont payés par le fruit du travail. L'étude concrète de toutes les catégories d'impôts, au point de vue de leur répercussion, nous entraînerait au delà des limites de cet aperçu théorique. Mais on peut la faire facilement pour chaque pays en particulier en se basant sur les données ci-dessus.

La politique fiscale de la social-démocratie

La politique fiscale de la social-démocratie a toujours eu un caractère double. D'une part, elle tendait à défendre contre l'imposition fiscale les salaires et les revenus des paysans pauvres et des

artisans, qui formaient dans l'ensemble le contingent principal des électeurs des partis social-démocrates. Aussi la social-démocratie réclamait-elle *la suppression de tous les impôts indirects* (comme on le sait, il n'existait pas avant la guerre d'impôts directs sur les salaires). Le budget de l'Etat devait être couvert par des impôts directs sur toutes les formes de la plus-value, c'est-à-dire par des impôts sur le revenu, sur les successions et sur les objets de luxe. Le système fiscal anglais d'avant-guerre, à l'exception des droits de douane sur des produits déterminés de consommation nécessaires aux grandes masses, correspondait à peu près aux exigences de la social-démocratie. Pour donner satisfaction aux grandes masses de la population petite-bourgeoise, la social-démocratie réclamait la fixation d'un minimum de revenu exonéré de tout impôt et l'établissement d'un impôt progressif sur les revenus dépassant ce minimum, c'est-à-dire une imposition des revenus telle, que le taux de l'impôt s'élève à mesure que croît la somme imposée, principe plus ou moins admis dans tous les systèmes fiscaux.

Quoique Marx, comme nous l'avons indiqué, ait compris l'insignifiance relative de la question fiscale, il y a toujours eu parmi la social-démocratie des adeptes de l'utopie fiscale. Ces derniers croyaient possible de réaliser peu à peu le socialisme au moyen d'une forte imposition des grosses fortunes et des revenus considérables. Mais il apparut bientôt que cette conception politique était incompatible avec les idées révisionnistes essentielles de la social-démocratie, d'après lesquelles la prospérité du prolétariat dépend de l'accumulation du capital, du développement de la production, ce qui est d'ailleurs parfaitement juste tant que subsiste l'intégralité du régime social capitaliste. La tendance de la social-démocratie à rejeter toutes les charges de l'entretien de l'Etat sur les classes possédantes et même, si possible, au moyen d'une politique fiscale appropriée, à créer les conditions du passage du capitalisme au socialisme, est en contradiction avec ses tendances révisionnistes fondamentales d'après lesquelles l'accumulation progressive du capital est une condition nécessaire du bien-être du prolétariat. Le plus intelligent et le plus logique des opportunistes, Renner, l'a reconnu dans un ouvrage excellent en son genre, intitulé: *Le peuple travailleur et les impôts*, où il dit entre autres :

« Il est déplorable que toutes les valeurs nouvellement créées dans la société actuelle tombent dans les poches des capitalistes privés, mais il en est ainsi. De la sorte, tout progrès dans la production, c'est-à-dire toute évolution économique, n'est possible qu'autant que les capitalistes peuvent librement disposer, pour les accumuler, de toutes les parties de leur revenu » (p. 34).

Plus loin, il déclare ouvertement qu'une imposition de la plus-value, qui rendrait impossible l'accumulation du capital, serait nuisible au prolétariat.

Dans les cadres du régime économique capitaliste actuel, dit Renner, on ne doit pas imposer outre mesure la plus-value, sinon l'on provoquera des catastrophes économiques qui entraîneront pour le prolétariat l'abaissement des salaires et le chômage. Ce serait pour les ouvriers une dangereuse utopie que d'imposer sans réflexion toute la plus-value, sans toucher par ailleurs au régime capitaliste. Tant que l'on ne transmet pas les entreprises à l'Etat ou à la société, tant que ces entreprises restent entre des mains privées, les impôts sur la plus-value ont des limites rigoureusement déterminées. (p. 43).

Avant la guerre, alors que la satisfaction des besoins de l'Etat ne réclamait pas en général plus de 10% du revenu national, ces conceptions théoriques ne pouvaient avoir de conséquences pratiques pour la politique fiscale de la social-démocratie. La plus-value obtenue par toutes les couches des capitalistes semblait suffisante pour couvrir les dépenses de l'Etat sans péril pour l'accumulation progressive du capital. C'est pourquoi, la politique fiscale de la social-démocratie tendait d'un côté à

défendre les salaires et les revenus du travail et de l'autre, à réduire le plus possible les dépenses improductives de l'Etat, qui auraient pu avoir une influence fâcheuse sur l'accumulation du capital.

La guerre mondiale a modifié la situation. Les budgets de tous les Etats qui ont participé à la guerre ont augmenté de plusieurs fois comparativement au temps de paix. Dans les pays d'Europe Orientale, et particulièrement dans ceux d'Europe Centrale, qui outre leurs dépenses personnelles ont encore des contributions de guerre à payer, les besoins de l'Etat se sont tellement accrus que la plus-value ne suffit pas à les satisfaire. Et ainsi, le cas théorique étudié par Renner acquiert une signification pratique. Aussi la social-démocratie allemande, qui est la représentante la plus logique de la politique basée sur la perpétuité du régime capitaliste, a-t-elle déclaré sans hésitation à Görlitz que l'établissement des impôts sur la consommation, c'est-à-dire l'imposition des salaires, était nécessaire pour couvrir les dépenses de l'Etat et devait être par conséquent accepté par la classe ouvrière. Et ainsi, la politique double de la social-démocratie a pris résolument fait et cause pour le capitalisme.

Il semble, il est vrai, que la campagne en faveur d'un impôt extraordinaire considérable sur la propriété, campagne menée par les partis social-démocrates allemands sous le mot d'ordre: « *Mainmise sur la monnaie d'or* », soit en contradiction avec cette politique de défense du capitalisme. En réalité, il n'en est pas ainsi. Si une semblable mesure pouvait être appliquée dans les cadres du capitalisme sans modification du régime capitaliste social lui-même, elle entraînerait la régénération du capitalisme. En effet, il existe même des économistes bourgeois, tel Koutchinsky [Kuczinski, René], qui considèrent comme parfaitement compatible avec le régime capitaliste social une expropriation du Capital, pouvant aller jusqu'à 100%. D'après Koutchinsky, cette opération financière aurait pour résultat immédiat la régénération du capitalisme. La lecture du programme de restauration économique de la II^e Internationale ou de l'Internationale 2^{1/2}, ainsi que les discours de Hilferding, partisan de cette restauration, nous montrent clairement que pour la social-démocratie l'expropriation partielle des capitalistes n'est pas le stade préparatoire au socialisme, mais une mesure propre à sauver le capitalisme. La différence essentielle entre les conceptions des partis social-démocrates de toutes les nuances et les nôtres est la suivante : les social-démocrates estiment que la crise actuelle du capitalisme en Europe Centrale et Orientale est un phénomène passager qui, tôt ou tard, fera place à une ère de développement normal du capitalisme ; nous, au contraire, nous croyons que la crise actuelle du capitalisme européen doit entraîner la ruine de ce dernier et se terminer, soit par l'instauration de la dictature du prolétariat, soit par le retour à une barbarie moyenâgeuse. Cette divergence essentielle dans les conceptions entraîne fatalement dans la pratique, c'est-à-dire en matière de politique fiscale, une divergence non moins profonde.

Bases de la politique fiscale des partis communistes

Contrairement aux conceptions conservatrices et opportunistes essentielles des social-démocrates de toutes les nuances qui attendent une nouvelle ère de développement pacifique du capitalisme – ou l'instauration du capitalisme d'Etat – et dont la politique fiscale est dirigée en conséquence, notre point de vue est que l'Europe continentale se trouve dans une période de révolution sociale. Aussi récusons-nous formellement tous les points de vue en faveur de l'accumulation capitaliste des richesses. Notre politique tend à aggraver la crise financière du capitalisme et à accélérer par là même sa crise politique. Mais comme la grande majorité du prolétariat, des paysans pauvres et des artisans ne sont pas encore convaincus de l'inévitabilité de la crise du régime capitaliste, à laquelle, pour la plupart, ils ne s'intéressent pas, préoccupés qu'ils sont

avant tout, dans l'appauvrissement général de l'Europe, de défendre contre l'emprise de l'Etat leurs revenus déjà très réduits, les partis communistes doivent tenir compte de ce fait et régler leur politique fiscale en conséquence. Nous devons nous efforcer de rejeter toutes les charges de l'impôt sur le capital et la plus-value. Nous devons mener une politique fiscale positive. Ce n'est pas à dire que nous devons adopter, dans la phase actuelle de décadence du capitalisme. Une politique opportuniste. Si nous réussissons à forcer les classes possédantes à subvenir aux besoins de l'Etat avec leurs revenus ou avec leurs biens, nous les mettrons par là même dans l'impossibilité de continuer leur accumulation de capitaux et de conserver en totalité entre leurs mains l'appareil de production. Et ainsi, le capitalisme ira en décroissance. Aussi devons-nous, sans nous gêner aucunement, faire nôtres les revendications fiscales que le parti social-démocrate avait posées naguère ; sans s'inquiéter si leur réalisation permettait ou non l'accumulation du capital et dont il s'est désisté dans la suite pour ne pas empêcher cette accumulation. Pratiquement, nous devons exiger que les salaires et les revenus provenant du travail ne soient soumis à aucun impôt, ni direct, ni indirect, nous opposer à l'établissement de tous les impôts qui peuvent, d'une manière ou d'une autre, être rejetés sur les salaires et les fruits du travail.

Nous devons également faire nôtre la revendication de la nationalisation, sur la plus grande échelle possible, de la propriété capitaliste, mais ce qu'il faut, c'est que cette nationalisation soit en nature. En effet, si la nationalisation revêtait la forme d'une imposition en espèces, elle se réduirait bientôt à des proportions infimes par suite de la dépréciation rapide de la monnaie. L'expropriation en nature des classes possédantes et l'exploitation de leurs biens par l'Etat constituent ce que l'on est convenu d'appeler le « capitalisme d'Etat ».

Nous disons : *ce que l'on est convenu* d'appeler le capitalisme d'Etat, parce que l'Etat qui réaliserait effectivement, comme nous le demandons, la nationalisation de la bonne moitié de la propriété capitaliste ne serait déjà plus un Etat capitaliste. L'on aura beau imaginer les théories les plus ingénieuses pour démontrer que, tout en nationalisant les biens des capitalistes, l'Etat peut parfaitement les exploiter d'une façon rationnelle au profit de ces derniers, la réalité prouvera le contraire. La bourgeoisie détient le pouvoir en même temps que l'appareil de coercition de l'Etat qui lui permet de disposer immédiatement des instruments de production dans tout le pays. La bourgeoisie règne, mais ne gouverne pas. Par sa nature, l'appareil étatique de coercition tend constamment à l'indépendance, en ce sens qu'il s'adapte aux besoins de la classe effectivement la plus puissante. Si la bourgeoisie transmet directement ses instruments de production à l'Etat, peu importe que cet Etat soit encore capitaliste, elle abandonne du même coup une de ses positions les plus importantes. Aussi voyons-nous dans tous les pays, les capitalistes s'opposer avec acharnement à la nationalisation en nature des instruments de production, c'est-à-dire à l'instauration du « capitalisme d'Etat ». En exigeant la nationalisation en nature, le parti communiste, la classe ouvrière, ne suivent pas une politique opportuniste, mais la seule politique véritable conforme à leurs intérêts. L'obtention progressive du contrôle de la production par les organisations prolétariennes, par le prolétariat en tant que classe, marque l'évolution du capitalisme d'Etat vers la dictature du prolétariat. La nationalisation de la propriété capitaliste entraîne fatalement l'instauration du capitalisme d'Etat. Certes, la voie n'est pas sans danger, mais dans la phase actuelle d'équilibre instable des classes, dans la période de révolution sociale, latente ou déclarée, que traverse actuellement l'Europe Centrale et Orientale, il n'y a que les voies périlleuses qui puissent nous mener à notre but.

7. *L'Internationale Communiste*, 1922, n°22, pp. 71-74.

COMMENT DOIT ETRE COMPOSE LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

La Question principale

La difficulté essentielle, dans la question du programme, réside en ceci : Comment est-il possible de préparer un plan général de stratégie qui soit applicable dans la lutte de tous les partis communistes, stratégie ayant non seulement une *valeur générale*, mais étant également *concrète*, c'est-à-dire ne se contentant pas de formuler les règles théoriques de la lutte de la classe ouvrière, *en général*, mais une *stratégie concrète et positive* de la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir politique, appropriée au stade actuel de l'histoire mondiale.

Certains camarades nient la nécessité d'établir une stratégie de ce genre, ils repoussent du programme la question de stratégie comme une question « tactique » et la relègue dans le champ du travail des sections particulières. Avec la plus grande assurance, on tire argument des situations et des rapports concrets, des brusques changements dans le développement même du combat, etc. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'un théoricien aussi excellent que le camarade Boukharine se trouve parmi ces camarades-là. Pour ma part, je n'hésite pas à prétendre que ceci ne serait rien moins qu'une *déclaration de faillite du Marxisme*.

Aucune différence d'opinion ne se manifestant en ce qui concerne le but, le fait d'invoquer « les différences de situations » et « les changements rapides qui s'y produisent » équivaut à dire ceci: « Nous ne sommes pas en mesure de nous représenter théoriquement l'époque historique actuelle, ni de la dominer théoriquement. » Reléguer ce problème dans le domaine de la tactique, c'est l'esquiver, ce n'est pas fournir un mot d'ordre.

Je voudrais ne donner prise à aucun malentendu. Je ne prétends en aucune façon que le terrain soit prêt, dans tous les pays, pour l'emploi d'une stratégie concrète unique, mais qu'il doit être possible de diviser ce terrain en quelques grands groupes de pays — ainsi que le camarade Zinoviev l'a indiqué dans le discours prononcé par lui au moment de la discussion — de tracer théoriquement les grandes lignes de développement particulières à chaque catégorie, et d'indiquer — non pas d'une façon abstraite, mais concrètement — les différentes étapes de la lutte de classes.

Ceci doit être fait d'une façon si concrète, si complètement, qu'aucun doute ne doit exister, dans aucun parti communiste, dans aucun pays et à aucun moment des dix prochaines années (environ) sur la question de savoir à quelle catégorie son pays appartient, et à quel point de son développement il en est momentanément. Cette base théorique étant acquise facilitera de beaucoup la préparation de la stratégie appropriée à chaque catégorie de pays et à chaque étape. *Il reste aux programmes des sections particulières à établir : Pourquoi leur pays appartient à telle ou telle catégorie, à quelle phase du développement il se trouve, ce qu'il y a de spécial dans les rapports de puissance des classes, et quelles modifications le plan de stratégie générale doit, çà et là, subir. Enfin, il reste à définir, pour des périodes très courtes — un à trois ans>- un programme d'action tout à fait concret.*

J'insisterai une fois de plus sur ceci : *Nous pourrions préparer et concrétiser notre stratégie exactement dans la mesure où s'étendra notre conception théorique.* Qui prétendrait avoir une claire vision théorique du développement des classes les unes par rapport aux autres sans pouvoir dire comment la lutte peut être menée une fois ces conditions connues, montrerait par là, non seulement qu'il n'est nullement un homme politique, mais qu'il ne veut pas prendre la responsabilité de ses conceptions théoriques, ne croyant pas lui-même à leur justesse.

Le succès ou l'insuccès du programme à établir comme moyen de combat du prolétariat dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique (et ce doit bien être en réalité un *moyen de combat* et non point une lecture destinée aux membres du Parti) dépendent entièrement de l'exactitude de l'analyse théorique qui sera faite de la situation mondiale actuelle.

L'Etablissement du Programme

Ce point de vue essentiel commande la construction totale d'un programme de l'I. C. On peut, en général, faire les remarques suivantes:

Le programme doit offrir au prolétariat révolutionnaire un tableau complet de la situation économique-politique mondiale dans son développement historique. Il doit, succinctement mais clairement, impliquer qu'on doit compter sur la venue au Parti Communiste des grandes masses prolétariennes qui n'ont pas encore conscience de la situation politique.

La composition du programme doit être historique et suivre à peu près la méthode suivante :

I. — L'EPOQUE PRECAPITALISTE.

Les classes des sociétés pré-capitalistes — esclaves, serfs, sujets, etc. — Rapide et courte esquisse analogue à celle du manifeste communiste. Insister sur :

1. Le fait permanent de l'*exploitation* à travers les organisations différentes.
2. Le rôle de la *puissance de classe et du monopole de l'armement réservé à la classe dirigeante* permettant et protégeant ainsi l'exploitation.
3. Le *monopole de l'éducation* réservé à la classe dirigeante, permettant la propagation exclusive de sa propre idéologie.
4. Le rôle de l'Etat comme organe de la puissance de la classe dirigeante.

II. — L'EPOQUE DE CONSOLIDATION DU CAPITALISME.

1. *Le capitalisme, basé sur la concurrence libre* (cet exposé ne comporte aucune difficulté, des analyses de Marx et d'Engels s'y rapportant). Souligner le rôle de l'Etat et de son appareil (Lénine : *l'Etat et la Révolution*) et le fait de l'amélioration réelle de la vie de la classe ouvrière.

2. *Le capitalisme « organisé »*, environ vingt ans avant la guerre. Ceci doit être un peu plus détaillé.

La concentration technique des usines atteint son extrême limite; concentration dans les sens horizontal et vertical, ainsi que l'étatisation (trusts d'Etat, Boukharine).

Concentration aiguë de la fortune, et surtout du pouvoir économique entre les mains d'un très petit groupe de capitalistes dirigeants. L'antagonisme entre la grosse propriété foncière et le capital s'affaiblit. L'« organisation » du capital permet de rejeter le fardeau des crises sur le prolétariat. Le

niveau de la vie de l'ouvrier reste stationnaire (Kautsky, *le chemin du pouvoir*, nouvelles enquêtes américaines). La méthode du crédit et celle des petites actions permettent à des cercles plus éloignés de recevoir des miettes de la plus-value et de l'intéresser à la consolidation du capitalisme. Infériorisation des colonies. Rôle de l'aristocratie ouvrière dans le pouvoir colonial. Croyance à la stabilité absolue du capitalisme parmi les masses prolétariennes. Impérialisme. Groupement concret des pays. La guerre mondiale, conséquence inévitable des conflits d'intérêts entre les puissances impérialistes. Caractérisation rapide de la guerre économique et des conséquences de la guerre.

III. — L'EPOQUE DE L'EBRANLEMENT DU CAPITALISME ET DU PASSAGE A LA DICTATURE DU PROLETARIAT. -

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le succès ou l'insuccès du programme dépendent absolument de la façon dont sera faite l'analyse théorique de cette époque. *Il est donc absolument nécessaire que les meilleurs cerveaux de l'I. C. participent de toutes leurs forces à ce travail.*

Quelques essais existent sur ce sujet, mais, à mon avis, ils sont insuffisants. Le livre de Boukharine sur *l'Economique de la période transitoire* est une contribution importante. Mais il donne seulement une vision abstraite de la « décadence du capitalisme ». Or, nous avons besoin d'une représentation concrète et d'une définition théorique des tendances actuelles. Pour nous, l'essentiel n'est pas : « *Comment le capitalisme tombe en ruines ?* » mais « *la destruction du capitalisme se produit-elle dans un laps de temps assez court pour qu'on puisse lui opposer un programme ?* » La destruction s'opère-t-elle d'une façon continue, ou bien les tendances aux prises seront-elles assez puissantes pour permettre à une reconstruction momentanée du capitalisme de se produire ? *Quel rôle assume le prolétariat lui-même dans ce processus de destruction et de quelle manière, au moyen de quelle stratégie le facteur prolétariat y contribuera-t-il ?*

L'analyse de Boukharine ne peut en aucun cas servir de réponse à cette question précise.

J'ai moi-même essayé, dans mes *Problèmes économiques et politiques*, de rassembler les effets et les causes de la crise du capitalisme. Il n'y a pas mal de choses justes dans ce livre — du moins je le crois. *Mais, dans son ensemble, cette analyse n'est pas exacte parce qu'elle généralise à l'échelle mondiale les effets existant dans l'Europe Centrale vaincue et en faillite.*

Infiniment de choses de valeur sont contenues dans les différentes thèses et manifestes du troisième Congrès de l'I. C. Mais il y manque en général la base d'un programme et elles souffrent du fait qu'elles sont trop immédiates, destinées à la *période trop courte* qui va d'un Congrès à un autre, et *trop découpées*.

Ce même défaut se fait sentir aussi dans mon essai : « *Crise de l'économie du monde capitaliste* » où j'ai rassemblé les tendances générales du développement économique dans les trois années qui ont suivi la guerre. En résumé : s'il est vrai que de nombreux travaux préparatoires ont été faits, le travail fondamental est encore à faire.

Je voudrais maintenant *essayer de faire*, sans aucune prétention au définitif ni au complet, une courte esquisse des tendances les plus importantes :

1. L'époque actuelle peut, avant tout, envisagée sur le plan mondial, être caractérisée par l'instabilité ; cette instabilité se manifeste :

Economiquement, par l'absence d'une *monnaie mondiale*, par les oscillations énormes du marché des changes, par la disproportion des prix, et les différentes conjonctures ; *politiquement*, par la coexistence de systèmes sociaux d'un caractère contradictoire (Etat soviétique, Etat capitaliste),

par les crises ininterrompues dans la politique extérieure (guerres et menaces de guerre) des pays capitalistes, par les perpétuelles crises gouvernementales et les changements rapides à l'intérieur des Partis, aussi bien bourgeois que prolétariens ; *socialement*, par l'incertitude de l'existence individuelle, par les rapides enrichissements et appauvrissements, par les chômages, par la pénurie de main-d'œuvre, par les luttes pour les salaires, etc.

2. *Intensification des conflits de classe*. La conscience de classe révolutionnaire du prolétariat se développe. Les grandes masses du prolétariat ne croient plus que la classe dirigeante soit inébranlable (cette tendance s'affermir ou s'affaiblir selon que la Russie des Soviets est ou non victorieuse dans les domaines militaire, économique ou diplomatique). Exaspération de l'antagonisme entre la ville et la campagne, entre les paysans et la bourgeoisie. Les masses paysannes forment leurs partis, propres; dans certains pays elles conquièrent même de l'influence sur les gouvernements. L'Etat et l'appareil d'Etat n'apparaissent plus suffisamment puissants à la classe dirigeante; partout se forment des organisations défensives de classe.

La base économique de formation de ces groupes antagonistes est, de chaque côté, *la diminution de la production* sur le plan mondial.

En conséquence, le revenu commun diminuant, la lutte entre les classes s'intensifie pour le partage du dividende social annuel. Ce sont les conséquences de la guerre qui amènent cette diminution de la production : amoindrissement des moyens de production, perte par millions de forces ouvrières, abaissement de la capacité de travail des ouvriers. Ceci d'ailleurs est à la fois une cause et une conséquence; une mauvaise nourriture les rend incapables de produire autant qu'auparavant.

La diminution de la production ne se répartit pas d'égale façon sur tous les pays de la terre. Certains pays ont vu, depuis la guerre, s'accroître leur appareil de production et leur capacité de production (Etats-Unis). La chute des autres pays en est d'autant plus grande (Allemagne). Mais tous sont soumis à la crise, partout une énorme instabilité se manifeste de différente façon, dans les rapports sociaux; ceci justifie la nécessité d'une rapide classification des pays.

Si nous voulons (ce qui est indispensable) entrer plus avant dans les détails, il faut que les pays du monde soient groupés entre eux, et d'après la réponse aux deux questions suivantes : De quelle façon le capitalisme existe-t-il économiquement et dans quelle mesure l'appareil d'Etat est-il intact ou non ?

1. — *Catégorie d'Etats capitalistes ayant leur appareil de production et de circulation intact.*

a) Ceux qui possèdent dans leur propre pays ou dans des territoires placés sous leur domination une base agricole suffisante et les matières premières suffisantes, ceux qui se « suffisent à eux-mêmes », ce qui permet d'envisager, indépendants du sort de l'Europe, une vie plus longue en régime capitaliste (Etats-Unis, Canada, Australie, Afrique du Sud, Japon, Amérique du Sud)¹.

b) Ceux qui ne possèdent pas de base agricole ni de matières premières suffisantes et sont, par conséquent, liés au sort du reste du monde. (L'Angleterre et les pays neutres d'Europe.)

2. — *Groupe d'Etats capitalistes avec appareil de production et de circulation très amoindri.*

¹ Ce sont les premiers de ces pays qui correspondent le plus purement au type que nous voulons caractériser.

a) *Pays vainqueurs* qui, à la suite de la guerre, n'ont pas fait de Révolution politique, et où l'appareil d'Etat est encore à peu près intact. (France, Belgique, Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne. Il n'est pas déterminé si l'Italie appartient à ce groupe ou au groupe b), car elle a affaibli son appareil d'Etat.)

b) *Pays vaincus*, où la Révolution politique s'est produite et où le pouvoir d'Etat est très faible. (Autriche, Allemagne, Bulgarie; Grèce et Turquie d'Europe également.)

c) Pays où la dictature du prolétariat a été interrompue. (Hongrie, Bavière.)

3. — *Territoires dominés par l'exploitation étrangère (colonies).*

Indes (anglaises, françaises, hollandaises), Chine, Afrique, etc.¹.

4. — Groupe des Etats Soviétiques.

Il convient encore d'examiner quelles formes l'instabilité prend dans les groupes de pays où des efforts politico-économiques existent pour ramener la stabilité économique et sociale dans chaque pays du groupe. *Economiquement* : Tendances à l'autocratie, émigration des capitaux. *Socialement* : armement de classe, formation d'une aristocratie ouvrière et protection du capitalisme par les syndicats et la bureaucratie des partis. *Politiquement* : tentative de la puissance impérialiste pour former une organisation mondiale pour la protection de tout le capitalisme (Société des Nations), armements des empires impérialistes en vue de nouvelles guerres !

Ensuite, analyse précise de l'acuité des conflits au sein de la classe bourgeoise (luttres entre agrariens et capitalistes, paysans et citoyens, etc.).

Finalement, analyse de la situation dans les Etats Soviétiques. Influence de la situation de la Russie Soviétique sur la situation mondiale d'une part, influence de l'isolement sur la situation de la Russie des Soviets, de l'autre.

La préparation de la *Stratégie de la Conquête du pouvoir* pour les pays-types des catégories de pays différents représente tout un cycle de travaux que je ne tiens pas à assumer. Des camarades plus compétents que moi s'y emploieront.

D'autre part, c'est, en ce qui concerne les tâches qui suivront la conquête du pouvoir, à mon avis, que commencent les premières difficultés; les problèmes politiques et économiques qui se présenteront, au début de la dictature, devront être étudiés par des camarades de confiance; ainsi, par exemple, le sabotage des intellectuels, les manquements à la discipline parmi le prolétariat, l'opposition paysanne, la nécessité d'affecter les meilleures forces à la protection de la dictature. Il faut bien insister sur le fait que toutes les difficultés seront d'autant mieux aplanies qu'un plus grand nombre de pays seront passés du capitalisme à la Dictature.

La conclusion doit, peut-être, fournir une courte vision de l'ordre communiste.

¹ La Turquie d'Anatolie, qui a combattu pour son indépendance, et le Portugal, devraient être spécialement mentionnés.

8. *L'Internationale Communiste*, 1922, n°23, pp. 71-74.

ESQUISSE DE LA PARTIE THEORIQUE DU PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (La période d'après-guerre)

1. La guerre mondiale constitue une étape vers l'époque actuelle de déchéance du capitalisme, mais elle ne fut nullement un accident malheureux qui ébranle la structure encore solide de la société capitaliste et crée la situation révolutionnaire d'aujourd'hui ; elle fut seulement une ferme de la contradiction qui devient de plus en plus grande, pendant la période capitaliste, entre les *forces productives* et les *conditions de production*, ces dernières devenant une entrave pour le développement de la production mondiale, — de la contradiction entre les forces productives et les conditions de la propriété et de l'appropriation capitalistes. La guerre mondiale doit éclater fatalement et périodiquement, à moins que la révolution sociale ne mette un terme au régime capitaliste.

Mais la guerre mondiale, ayant détruit une quantité énorme de moyens de production et de forces humaines de travail, n'a nullement rétabli l'harmonie entre les forces productives et les conditions de la production capitaliste. Au contraire, la guerre a amené le chaos économique et elle a marqué ainsi le début de la période révolutionnaire actuelle qui constitue une transition du capitalisme à la dictature. Le capitalisme n'est plus capable de soumettre de nouveau à son pouvoir les forces révolutionnaires du prolétariat, déchaînées par la guerre, et de reconstituer une production calme et « normale » à base capitaliste.

2. La destruction des forces productives par la guerre mondiale n'a pas eu lieu partout d'une façon égale. Pendant que l'Europe Orientale et Centrale s'est appauvrie jusqu'à la famine, l'appareil productif de l'Angleterre et des pays en dehors de l'Europe s'est développé considérablement. Le centre de gravité du capitalisme a passé en Amérique ; le capitalisme mondial qui s'était concentré auparavant autour du maître occidental le plus puissant, s'est partagé entre deux foyers séparés par un abîme, — *le foyer de sous-production* : l'Europe Centrale et Orientale ; *le foyer de surproduction* : les Etats-Unis, l'Angleterre, le Japon, les pays neutres. Le signe le plus visible de cette déchéance est la dévalorisation rapide et progressive de la monnaie du foyer de la sous-production. Le marché mondial, basé sur les échanges et constituant une unité grâce à l'étalon-or, se brise en parties différentes aux conditions économiques et sociales dissemblables.

3. La destruction du marché mondial a comme conséquence une crise économique constante et universelle, mais qui diffère suivant les pays. Tandis que pendant les époques précédentes du capitalisme les crises de surproduction, partant d'un centre industriel, s'étendaient comme des ondes et faiblissaient graduellement, aujourd'hui, abstraction faite des conjonctures passagères, on aperçoit une tendance *vers une crise de sous-production durable, dans les pays qui souffrent de la sous-production en général*, crise déterminée par le manque de moyens de production. On aperçoit aussi une tendance *vers une crise durable de surproduction* dans les pays qui souffrent de la surproduction, crise déterminée par l'incapacité d'achat des pays qui souffrent de la sous-production. Enfin on assiste à *une crise durable agraire et industrielle dans les colonies* qui ne peuvent plus écouler leurs matières premières sur le marché mondial, et dont l'industrie, née pendant la guerre, ne peut résister que difficilement à l'invasion des produits provenant des vieux pays industriels. L'état

de crise permanent est encore renforcé par les tentatives que font les pays de l'Entente de réparer leurs pertes dues à la guerre, aux frais des pays de l'Europe Centrale.

4. Cet état de crise chaotique dont souffre le marché mondial, contribue à rendre durable la régression de la production qui a commencé pendant la guerre. Dans les pays où sévit la sous-production, le manque de capitaux et de moyens de production, ainsi que la sous-alimentation des masses ouvrières conduisent à une diminution aussi bien de la productivité du travail individuel qu'à celle de la production en général. Dans les pays où l'appareil de production s'est développé, de nombreux établissements industriels ne marchent plus, des millions d'ouvriers sont privés constamment de la possibilité de travailler, la débâcle mondiale les privant de débouchés.

L'absence d'un étalon de valeur constant fait que le montant des bénéfices tirés de la production dépend d'une spéculation justifiée ou injustifiée sur les valeurs. La partie du capital qui n'est pas encore trustée se retire de la production et devient de plus en plus capital de commerce et de spéculation. La dévalorisation progressive de l'argent dans les pays de sous-production détruit le système de crédit et rend l'épargne économiquement inutile. Tous ces faits influent d'une façon destructive sur la marche de la production.

L'union entre l'industrie et l'agriculture s'est relâchée. La production agricole est en régression ; dans les pays qui souffrent de sous-production par suite du manque de moyens de production (engrais artificiels, etc.) et parce que les prix extraordinairement élevés des produits d'agriculture permettent aux paysans, même avec une production réduite, de satisfaire à tous leurs besoins. Dans les pays de surproduction, l'agriculture est également en régression parce que les produits vendus à des prix avantageux ne trouvent pas d'acheteurs et qu'il paraît souvent plus avantageux d'utiliser le blé comme moyen de chauffage que de le vendre. L'élévation extraordinaire du nombre des fonctionnaires et des effectifs militaires dans le monde entier, malgré toute la phraséologie pacifique, contribue à diminuer le nombre des producteurs, ce qui amène une nouvelle régression de la production.

5. Le capital reste impuissant en face de cette faillite de l'économie capitaliste. Les capitalistes des pays où sévit la sous-production cherchent leur salut dans le transfert de leurs richesses dans les pays neutres qui sont, pour le moment, moins menacés au point de vue social. Le capital des pays qui souffrent de surproduction hésite sans cesse entre deux méthodes également impuissantes : il s'agit ou bien, *d'abandonner l'Europe Centrale et Orientale en faillite à son propre sort*, de livrer complètement, grâce aux droits de protection élevés, le marché intérieur à l'exploitation illimitée du capital national, et de créer de nouveaux débouchés indispensables pour la vie du capitalisme en développant les colonies en Chine et en Amérique du Sud, ou bien de *rétablir l'économie des pays de sous-production* par des crédits énormes et l'ouverture des frontières pour leurs produits. Le premier chemin conduit infailliblement à la révolution sociale, à la dictature du prolétariat dans toute l'Europe continentale dans le plus bref délai et fournit tout au plus un moment de répit aux pays à base agricole insuffisante (Etats-Unis, colonies anglaises, Amérique du Sud). Le second chemin conduit d'un côté au rétablissement de la puissance de l'Allemagne, la rivale la plus redoutable sur le marché mondial, et ramène ainsi à la situation d'avant-guerre. Mais la reconstruction de l'Allemagne dépend du rétablissement économique rapide de la Russie des Soviets, qui constituerait pour l'Allemagne une source indispensable de matières premières. Cependant le renforcement économique de la Russie des Soviets donnerait au prolétariat de tous les pays une forte impulsion dans le sens d'une révolution sociale. Ainsi aucun de ces chemins ne conduit au but rêvé par la bourgeoisie ou les social-démocrates : à la reconstitution d'un capitalisme « normal ».

6. La lutte pour l'appropriation des valeurs dépréciées se poursuit aussi bien dans les pays particuliers que sur l'échelle mondiale, sous une forme de plus en plus aiguë. La concentration de la propriété et de la puissance économique entre quelques mains se poursuit rapidement pendant la guerre et après la guerre. Dans les pays où sévit la sous-production, de larges couches de la population se prolétarisent : les rentiers à revenus fixes — à cause de la dévalorisation de l'argent ; les artisans — à cause de l'impossibilité d'acquérir les moyens nécessaires pour faire marcher leurs ateliers, à cause de la hausse extraordinaire des prix ; les fonctionnaires — leurs traitements, à la suite de la dépréciation de l'argent, étant tombés au niveau des salaires prolétariens, ce qui ouvre nécessairement la voie à une corruption générale. Dans tous les pays, les paysans en tant que classe sociale, sont entrés en lutte violente avec le capital monopolisé, concentré. Une différenciation se poursuit à l'intérieur même de la classe paysanne : les gros paysans qui s'enrichissent, s'opposent violemment aux petits paysans lourdement opprimés, à la suite de la cherté croissante de la vie, et condamnés à vivre de leurs salaires. Le niveau de la vie de la classe moyenne, ancienne et nouvelle, baisse de plus en plus. La crise permanente, dont souffrent le parlementarisme et le gouvernement bourgeois, constitue un signe visible de la lutte de classes croissante et de la déchéance de la société, capitaliste. En aucun pays n'existe une forte majorité gouvernementale au Parlement. Les regroupements rapides et variés des partis politiques, les changements de gouvernement incessants témoignent de cette crise de la société capitaliste.

7. Cependant la bataille décisive aura lieu entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le capital cherche à surmonter la crise par une exploitation plus grande du prolétariat. Il se servira de toutes les méthodes pour augmenter cette exploitation. La conquête de la journée de huit heures, faite pendant la période révolutionnaire, au temps de la démobilisation générale, doit être abrogée, la longueur de la journée de travail augmentée. En même temps on cherche à augmenter l'intensité du travail. Enfin le temps de travail nécessaire doit être diminué considérablement, au-dessous du niveau réel d'avant-guerre, grâce à la réduction des salaires.

8. Mais le prolétariat se défend avec une résolution révolutionnaire. C'est en vain que les chefs syndicalistes et les social-patriotes, traîtres à la cause ouvrière, veulent forcer le prolétariat, dans l'intérêt de la conservation du capital, à se soumettre pacifiquement à une exploitation accrue. Le prolétariat a fait de grands progrès, au point de vue de sa conscience de classe, pendant les longues années de guerre et au cours de la période révolutionnaire présente. Il s'est familiarisé avec l'emploi des armes. Il est plutôt prêt à lutter les armes à la main, qu'à plier sous la dictature du capital. Les larges masses prolétariennes ont perdu la foi dans la solidité du régime capitaliste. L'exemple de la Russie des Soviets, où le pouvoir prolétarien se maintient depuis cinq ans, donne aux militants révolutionnaires le courage et l'esprit de résolution. Nous voyons ainsi le prolétariat résister de la façon la plus énergique au capitalisme qui essaie de conjurer la crise aux dépens de celui-ci. Les grèves répétées et extrêmement longues entravent la production. Des grèves politiques de masses, les révoltes armées créent des obstacles à la marche de la production capitaliste. Dans maints pays, la guerre civile devient un phénomène indépendant des contingences. Le capital ne peut plus s'en remettre de sa défense au pouvoir d'Etat placé au-dessus des classes. Il est obligé de former des troupes de classe, composées de membres de la classe dominante elle-même. Une part de plus en plus grande des bénéfices doit couvrir les frais du maintien du pouvoir de classe.

9. Si même le capital réussissait à mettre provisoirement, par la force des armes, le prolétariat à genoux, cela ne constituerait pas encore un moyen de sortir de la crise dans laquelle se débat la société capitaliste. Le prolétariat des pays où sévit la sous-production est tellement abattu, tellement sous-alimenté qu'il n'est plus capable d'augmenter la productivité de son travail, lorsque le niveau

de sa vie continue à baisser. L'exemple de la Hongrie, où la contre-révolution victorieuse, malgré l'étouffement provisoire et complet de tout mouvement ouvrier, s'est montrée incapable d'arrêter la déchéance économique du pays, le prouve suffisamment. Dans les pays de surproduction, la baisse générale du niveau de la vie du prolétariat et la prolongation de la journée de travail, en présence de l'incapacité du marché mondial de consommer le surplus des produits, rend la crise de surproduction encore plus aiguë et donne au chômage des proportions catastrophiques. Ce qui apparaît aux yeux d'un capitaliste particulier comme une solution, précipite la débâcle du système pris dans son ensemble.

10. Le capital des quatre grandes puissances qui restent debout après la guerre : des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France et du Japon, cherche à surmonter la crise en transformant le reste du monde en domaine colonial. Toute l'Europe à l'est du Rhin jusqu'à la frontière de la Russie des Soviets, est devenue, au point de vue économique, un pays colonial soumis. Les pays plus petits, qui avaient gardé leur neutralité pendant la guerre, ont conservé une apparence d'indépendance politique, mais, au point de vue économique, sont traînés à la remorque des puissances impérialistes (la Belgique à la remorque de la France, la Hollande à celle de l'Angleterre). Tous les autres sont devenus la proie du capital de l'Entente. Leurs moyens de production passent rapidement sous la domination du capital français et anglais. Leur politique économique est dictée par le capital français ou anglais. Tandis que l'Allemagne, l'unique adversaire de force égale, a été désarmée, les autres s'épuisent par les armements dirigés les uns contre les autres et imposés par les intérêts rivaux du capital français et anglais. Malgré la Société des Nations, malgré la Ligue de la Paix, malgré la Conférence de Washington, malgré le désarmement de l'Allemagne, la bourgeoisie mondiale dépense pour le militarisme une plus grande partie de la production sociale qu'avant la guerre. Les quatre puissances qui rivalisent pour la domination du monde, se tiennent l'une en face de l'autre, armées jusqu'aux dents. Leur politique balance entre les assurances de fidélité aux alliances et les menaces de guerre, à peine voilées. La lutte se poursuit pour chaque petit coin de terre qui n'est pas encore tombé définitivement au pouvoir d'une des grandes puissances. Chacune d'elles rêve de dominer exclusivement la plus grande partie du marché mondial. Sans relâche, elles poussent vers une nouvelle guerre universelle.

11. La lutte pour l'affranchissement des peuples coloniaux devient de plus en plus aiguë. Les dominions anglais se libèrent par des moyens pacifiques de la domination de la métropole. Les peuples coloniaux, entraînés dans la guerre mondiale, ont appris à connaître la base de la puissance des nations impérialistes blanches, ainsi que leur supériorité dans la technique de guerre. La foi en la puissance inébranlable de la domination de la race blanche a disparu. Dans la lutte qui s'élargit toujours, les peuples coloniaux cherchent à se débarrasser du joug des oppresseurs. C'est ainsi que sera détruite la base de la domination économique des puissances impérialistes.

12. Tandis que l'opposition entre les forces productives et les conditions de la production capitaliste devient de plus en plus grande, l'économie de la Russie des Soviets, construite sur une base nouvelle, se consolide tous les jours. Ce processus de consolidation est lent et influencé d'une façon défavorable par l'état de crise du monde capitaliste. Cependant, l'évolution se poursuit de telle sorte que la ligne ascendante de l'économie russe dépassera dans un temps peut-être rapproché celle des pays capitalistes voisins en déchéance. Lorsque l'évolution aura atteint ce point, la lutte pour le changement des conditions de production dans les pays voisins en recevra une forte impulsion.

9. *L'Internationale Communiste*, 1926, n°12, pp. 5-19

LES VOIES ET LES OBSTACLES DE LA REVOLUTION

MONDIALE

Les grandes lignes du développement de l'économie et de la politique mondiale - qui déterminent l'une et l'autre l'allure de la révolution mondiale - nous semblent être les suivantes :

1° Le développement de la Russie des Soviets sur la base prolétarienne suit déjà une courbe ascendante ;

2° Le développement de l'Amérique sur la base capitaliste suit encore une courbe ascendante;

3° L'Asie est le théâtre d'une effervescence révolutionnaire anti-impérialiste;

4° L'Europe, malgré une stabilisation temporaire, est en décadence.

Examinons de façon plus approfondie ces différents points, dont le quatrième peut être mis en doute :

1. La Russie des Soviets se développe rapidement au point de vue économique et devient un facteur de plus en plus important de la politique mondiale. Dans l'année 1925-26, le niveau d'avant-guerre a été presque atteint; en 1926-27, il sera vraisemblablement fortement dépassé, si les puissances capitalistes ne troublent pas ce développement par une attaque armée. Cette ascension économique signifie un renforcement de la politique intérieure du régime soviétique, un affermissement toujours plus grand de l'alliance de classe entre le prolétariat et la paysannerie laborieuse. L'importance de l'Union dans la politique extérieure croît de jour en jour. Etant donné l'étroitesse du marché mondial, le débouché croissant que représente l'Union pour les pays capitalistes d'Europe atteint une importance de plus en plus grande. L'accentuation des antagonismes entre les puissances impérialistes dans le domaine de la politique extérieure, accentuation liée à la tendance vers la stabilisation, contraint ces puissances à compter avec la Russie des Soviets dans la politique extérieure. Les masses formidables des ouvriers et des paysans d'Asie en pleine effervescence révolutionnaire voient naturellement dans la Russie des Soviets leur allié. La meilleure partie de la classe ouvrière dans les pays capitalistes — et non seulement les communistes — considère la Russie des Soviets comme leur Etat à eux, comme celui qui leur montre le chemin de la lutte pour la libération de la classe ouvrière, comme l'Etat qui a commencé à réaliser le « but final » du mouvement ouvrier socialiste, ainsi que l'Etat socialiste de l'avenir tel que l'ont rêvé les grands utopistes. Chaque jour signifie un progrès nouveau dans les domaines de l'économie, de la politique intérieure et de la politique mondiale.

La prospérité économique de la Russie des Soviets montre que les forces productives créées par le capitalisme peuvent être contrôlées par le prolétariat tout seul, sans les capitalistes.

Le système capitaliste n'est ni éternel, ni indispensable ; sans les capitalistes, la classe ouvrière peut non seulement contrôler la production, mais, à l'aide de l'économie systématisée, dépasser de beaucoup l'économie capitaliste. Ce fait, nous le montrerons plus tard, contraint les adversaires de la révolution — et avant tout la social-démocratie — à une conversion stratégique fondamentale dans

sa lutte contre les communistes.

2. *L'antipode de la Russie des Soviets dans le monde capitaliste est constitué par les Etats-Unis d'Amérique.*

Ils se trouvent de même que la Russie des Soviets sur une voie ascendante au point de vue économique et de la politique mondiale, mais sur une base capitaliste. Leur essor est beaucoup plus lent que celui de la Russie des Soviets, mais il a atteint un degré beaucoup plus élevé.

De même que la Russie des Soviets est la forteresse du prolétariat révolutionnaire du monde entier, le centre de gravité de toutes les forces révolutionnaires anticapitalistes, de même les Etats-Unis sont le centre naturel de toutes les forces capitalistes antirévolutionnaires. C'est l'Amérique et non l'Angleterre, ainsi qu'on le croit généralement. Certes, l'Angleterre est actuellement le pays le plus antirévolutionnaire, le plus hostile à la Russie des Soviets, parce que la domination de la bourgeoisie anglaise est déjà directement menacée par la révolution mondiale. L'impérialisme anglais est en voie de décomposition : les Dominions se détachent; la classe ouvrière anglaise est déjà dans une effervescence très révolutionnaire; les peuples coloniaux opprimés se rebellent. La bourgeoisie anglaise a perdu son assurance politique traditionnelle. C'est en hésitant, en tâtonnant, qu'elle cherche, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure, une issue à la crise qui dure chez elle depuis cinq ans. La bourgeoisie anglaise est peut-être encore assez forte pour organiser une agression armée contre la Russie des Soviets. Cependant la direction réelle de la bourgeoisie internationale n'est plus entre les mains de la bourgeoisie anglaise, mais de la bourgeoisie américaine. C'est que seul le capitalisme américain se développe — en même temps que les Dominions anglais — d'après une ligne ascendante. Aussi la bourgeoisie anglaise peut bien être actuellement l'ennemi principal de la Russie des Soviets, celui qui sonne le ralliement contre les communistes : *la lutte finale entre la bourgeoisie et le prolétariat se réglera à l'échelle internationale sous la direction des Etats-Unis et des Républiques Soviétiques.*

La direction du monde capitaliste tout entier est maintenant déjà entre les mains des Etats-Unis. Ce sont eux oui, en qualité de grands dispensateurs du crédit, contraignent tous les Etats bourgeois, toutes les villes, toutes les banques et entreprises, tous les commerçants et les propriétaires, à leur demander des crédits. Les grands Dominions anglais, le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, se détachent toujours davantage de l'Angleterre en décadence et cherchent une liaison avec les Etats-Unis prospères. L'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud deviennent des colonies des Etats-Unis. Même en Europe, la volonté de la bourgeoisie américaine est déterminante ; la conférence de Washington, le plan Dawes, l'accord de Londres, Locarno, les négociations des dettes interalliées, telles sont les preuves les plus visibles du développement de cette influence.

Au point de vue idéologique, *la bourgeoisie est tout entière sous l'influence de la bourgeoisie américaine.* Il paraît en Europe une série de livres qui décrivent et vantent la technique et les méthodes d'organisation de la bourgeoisie américaine. Le « taylorisme », le « fordisme », la « production standardisée », etc., sont devenus les formules les plus populaires de la bourgeoisie européenne. De même que la Russie des Soviets est le centre des mouvements révolutionnaires du monde, l'idéal des ouvriers révolutionnaires, de même les Etats-Unis sont le centre de toutes les forces contre-révolutionnaires qui se recommandent du régime capitaliste¹, idéal de la bourgeoisie du

¹ Caractéristique est la visite des syndicalistes allemands, aux frais de l'Etat, en Amérique et leur effort pour gagner la Fédération Américaine du Travail à Amsterdam afin d'introduire en Allemagne les méthodes américaines.

monde entier...

Il est évident que, malgré ce parallèle, il existe une différence fondamentale entre les rapports de la Russie des Soviets avec les forces révolutionnaires et les rapports des Etats-Unis avec les forces mondiales contre-révolutionnaires. L'Union Soviétique s'efforce, conformément à son caractère de classe, de poursuivre comme son but propre la libération de toutes les classes et de tous les peuples opprimés. Les Etats-Unis, conformément à leur caractère capitaliste, sont contraints de subordonner leur politique aux intérêts capitalistes de la bourgeoisie. Ils ne peuvent être avec les autres pays que dans un rapport antagoniste. Lorsqu'ils accordent des prêts à un pays, lorsqu'ils soutiennent sa bourgeoisie, ce ne peut être que pour l'asservir, pour le transformer en un territoire colonial, bref, pour l'exploiter. C'est pourquoi les Etats-Unis ne deviendront jamais le centre des forces capitalistes à la façon dont l'Union Soviétique deviendra le centre des forces révolutionnaires. Dans notre camp, il règne une unité basée sur l'égalité absolue des intérêts. Dans le camp capitaliste, c'est un antagonisme basé sur la diversité et l'opposition des intérêts. C'est un des fondements de notre victoire — lointaine peut-être, mais assurée — car jamais la bourgeoisie ne pourra rassembler internationalement ses forces de façon aussi complète nous rassemblerons les nôtres.

3 *L'Asie* — et dans ce cas nous comprenons aussi les colonies nord-africaines — *se trouve dans une effervescence révolutionnaire anti-impérialiste*. Il y a une guerre civile révolutionnaire en Chine, des guerres coloniales en Syrie et au Maroc, de l'effervescence dans les Indes. Le caractère de classe de ce mouvement anti-impérialiste ne s'est pas encore cristallisé nettement. Dans ces empires gigantesques à développement déjà capitaliste, *comme la Chine et les Indes, la bourgeoisie et le prolétariat se disputent la direction de la paysannerie*.

Alors que le prolétariat peut poursuivre sans difficulté sa ligne nationale anti-impérialiste, la bourgeoisie est arrêtée par sa crainte du prolétariat. En tant que bourgeoisie nationale, elle peut lutter avec toutes les autres classes contre la bourgeoisie étrangère, contre l'impérialisme; comme bourgeoisie, elle a des intérêts «communs avec la bourgeoisie étrangère; comme elle, elle veut soumettre le prolétariat national. C'est pourquoi elle ne peut pas mener la lutte anti-impérialiste jusqu'au bout et est obligée de passer des compromis sur une base bourgeoise. Si, en effet, la direction du mouvement révolutionnaire anti-impérialiste revient à la bourgeoisie, la Chine et l'Inde deviendront, après la victoire, des Etats bourgeois possédant une liberté formelle comme le Japon et la Turquie. Mais au point de vue économique ces Etats resteront des « demi-colonies » fortement exploitées par les puissances impérialistes.

Si, au contraire, la direction du combat revient au prolétariat, c'est la possibilité de voir la lutte pour la libération nationale s'identifier avec la lutte pour la libération sociale, qui aboutirait à la constitution d'un Etat ouvrier et paysan réellement libre, de forme très semblable à la Russie soviétiste.

C'est l'attitude de la classe paysanne, dont l'influence dans tous les pays asiatiques est; grâce à son nombre, déterminante, qui décidera si c'est la bourgeoisie ou le prolétariat qui prendra la direction.

Mais, que l'effervescence révolutionnaire actuelle se termine sous la direction de la bourgeoisie par la formation d'Etats bourgeois « indépendants », ou sous la direction du prolétariat par la création d'Etats ouvriers et paysans vraiment indépendants, la période d'exploitation effrénée de l'Asie par les puissances impérialistes européennes est pour toujours terminée. La force de la politique extérieure de l'Union soviétique en tant que centre naturel de toutes les forces anti-impérialistes en est renforcée; et, en même temps, c'est un des piliers de la domination capitaliste en Europe qui

s'écroule.

Décadence ou stabilisation du capitalisme européen ?

Il y a quatre ans déjà, nous avons signalé expressément qu'à l'intérieur du capitalisme agissent aussi bien des tendances imminentes [immanentes] que des efforts conscients pour surmonter la crise d'après-guerre du capitalisme et pour restaurer un nouvel équilibre sur la base capitaliste. Il y a environ un an, les communistes ont été contraints — à la lumière de faits incontestables — de constater une certaine « stabilisation » du capitalisme. Il existe une stabilisation dans ce sens qu'il n'y a pas de « situation révolutionnaire aiguë », c'est-à-dire que des luttes sérieuses pour la prise du pouvoir ne sont pas actuellement en perspective. Une année a passé depuis. Essayons, maintenant que nous avons une année de plus d'expérience, d'approfondir encore ce que signifie exactement ce processus de stabilisation, quelle est sa profondeur et quelle durée on peut lui fixer.

Lorsque nous parlons de stabilisation, nous n'avons en vue naturellement que le *capitalisme européen*. Le capitalisme en Amérique, et dans les Dominions anglais (Australie, Afrique du Sud) s'est développé pendant la guerre et l'après-guerre selon une ligne ascensionnelle. Il n'a encore jamais été ébranlé au point de faire naître des situations révolutionnaires aiguës.

Si nous fixons comme terme à la période des situations révolutionnaires en Europe la fin de l'année 1923 (défaite de la classe ouvrière allemande), la période de stabilisation peut être, dans ses grands traits, caractérisée de la façon suivante :

Les tendances objectives et les aspirations conscientes au rétablissement de l'équilibre capitaliste ont eu pour effet de rapprocher la situation extérieure du capitalisme européen de la situation d'avant-guerre, mais les modifications de la structure capitaliste ont été si profondes qu'il est impossible de rétablir l'équilibre de l'économie mondiale tel qu'il était avant la guerre, alors que l'Europe était le centre du capitalisme mondial. Les contradictions intérieures du capitalisme se manifestent de plus en plus nettement et ne tarderont pas à amener la faillite de la stabilisation.

Les éléments de stabilisation

Si l'on compare la situation actuelle du capitalisme européen à sa situation d'il y a trois ans, on y trouvera des éléments qui le rapprochent de la période d'avant-guerre. Dans le domaine de l'économie, le mécanisme capitaliste de la circulation est déjà restauré en grande partie. La plupart des pays européens (sauf la France, l'Italie, la Pologne et quelques autres petits pays) ont stabilisé leur devise. Certains pays, comme l'Angleterre, la Hollande et la Suède, sont revenus à la monnaie or véritable. L'appareil de crédit, à l'intérieur des pays, comme l'échelle internationale, fonctionne en général normalement. Par suite, les obstacles à la production — qui provenaient de la dislocation du mécanisme de la circulation et du crédit — étant écartés, nous avons de nouveau maintenant la possibilité d'une accumulation et d'une reproduction à une échelle élargie.

Cette « normalisation » du capitalisme a agi en gros comme un calmant sur le prolétariat européen. La formidable vague révolutionnaire élémentaire des premières années de l'après-guerre s'est brisée en partie dans des luttes vaines pour le pouvoir. En partie aussi, elle s'est émoussée par suite de la normalisation du mécanisme de la circulation. Des parties du prolétariat — fortement influencé dans ce sens par la social-démocratie — se laissèrent prendre à l'illusion qu'une hausse régulière dans les niveaux de vie, pareille à celle d'avant-guerre, était de nouveau possible

maintenant Cette illusion fut entretenue sciemment par les capitalistes grâce à la forte augmentation de l'écart entre les salaires des ouvriers professionnels et ceux des manœuvres. Le facteur subjectif de la révolution, le prolétariat perdit de cette façon beaucoup de sa force combative, ce qui contribua énormément à faire disparaître la situation révolutionnaire aiguë. En même temps, les classes dominantes, unies passagèrement contre le prolétariat sous la direction de la grande bourgeoisie, reprirent à nouveau leur conscience d'elles-mêmes, fortement ébranlée antérieurement. Ce n'est que tout récemment que nous voyons de nouveau une forte croissance du mouvement ouvrier. Il ne s'agit provisoirement non de prise du pouvoir, mais seulement d'amélioration de l'existence à l'intérieur du système capitaliste ; peu près comme avant-guerre. C'est seulement lorsque le capitalisme européen, par suite des changements qui se sont produits dans sa structure, se révélera incapable de satisfaire ces revendications économiques que, l'expérience aidant, la lutte sera fatalement transférée sur le terrain politique.

Un fait particulièrement important, c'est que *la stabilisation du capitalisme européen, et, en particulier, la restauration d'un mécanisme normal de circulation et de crédit, ne s'est pas produit par la force propre de l'Europe*. La stabilisation a eu lieu grâce à l'aide accordée par la partie du capitalisme mondial qui est encore dans une ligne-ascendante. Toutes les stabilisations de la monnaie furent réalisées grâce à l'aide de crédits américains, y compris celle de la monnaie anglaise. Le seul pays qui ait essayé une stabilisation de sa monnaie sans de grands crédits étrangers, ce fut la Pologne. Mais la tentative s'est terminée par un grand échec : le zloty a perdu déjà la fin de novembre la moitié de sa valeur or.

L'« aide » de l'Amérique, quoique enveloppée dans une idéologie humanitaire — dictée, en réalité, par l'intérêt qu'a la bourgeoisie américaine de ne laisser surgir en Europe aucune situation révolutionnaire — n'a évidemment pas été accordée gratuitement. Non seulement les pays ont dû payer des intérêts sérieux, mais leur rôle dans le capitalisme mondial en a été modifié profondément.

Les modifications dans la structure du capitalisme européen d'après-guerre

L'histoire du capitalisme connaît jusqu'ici deux périodes : la période, analysée par Marx, du capitalisme basé sur la libre concurrence et la période de l'impérialisme, analysée par Lénine. La question qu'il faut encore approfondir théoriquement est celle de savoir s'il faut considérer la période actuelle de crise simplement comme une partie de la période impérialiste normale ou comme une *nouvelle* période, la « *période de décadence* » du capitalisme ainsi que je l'ai nommée. Décider de cette question, c'est en même temps décider du caractère de la « stabilisation actuelle du capitalisme », C'est dire si celle-ci est un épisode passager à l'intérieur de la période de décadence, ou si c'est le commencement d'une nouvelle époque « normale » de l'impérialisme.

Nous allons essayer maintenant de montrer certaines modifications de « structure » qui permettent d'affirmer qu'il s'agit vraiment d'une *nouvelle* période du capitalisme et que la stabilisation n'est que passagère.

1. — Grâce à la naissance de l'Union Soviétique, une partie considérable du monde, le sixième du globe, le dixième de la population terrestre, est déjà affranchie du capitalisme.

2. — Une des bases de l'impérialisme européen, l'exploitation monopolisatrice des colonies et des demi-colonies est en train de disparaître. La Turquie indépendante, la Chine qui se libère, les guerres au Maroc et en Syrie, l'effervescence révolutionnaire dans l'Inde et en Egypte en sont autant de preuves. Même dans les pays où subsistent encore les rapports coloniaux, le surprofit colonial est

absorbé par l'augmentation des frais de 'appareil de coercition et par les concessions faites aux peuples opprimés.

3. — *La base sociale de la domination de la bourgeoisie européenne se rétrécit de jour en jour.* Le cercle des groupes sociaux intéressés au maintien du capitalisme devient de plus en plus petit. Par suite des conditions objectives, la classe dominante est toujours plus fortement isolée.

La base économique de ce phénomène est la suivante :

a) *Le processus de concentration du capital* — phénomène qui s'accomplit de la même façon dans les périodes du libre capitalisme, de l'impérialisme, de la guerre mondiale et de la décadence — signifie, *en général, la tendance à une séparation toujours plus accentuée de la classe capitaliste avec les autres classes.* La concentration revêt deux formes : *la concentration par suite de l'accumulation du capital et la concentration par suite de la centralisation du capital*¹. La première signifie qu'une partie du profit est ajoutée au capital et que la production continue à une plus grande échelle. La deuxième signifie que de petits capitaux déjà formés se sont avérés incapables de résister à la concurrence et ont été absorbés par de plus grands capitalistes.

Une modification importante dans la structure du capitalisme européen à la période de décadence, consiste dans le fait que le processus de concentration se produit en première ligne par la centralisation et non par l'accumulation, et d'autre part, par le fait que le champ d'action de ce processus de centralisation s'agrandit de plus en plus.

Avant la guerre, le processus de centralisation ne se développait pas dans toutes les sphères du capital, mais seulement dans celles où avait lieu la concurrence immédiate pour le marché : dans le capital industriel, commercial et agricole. Le capital prêteur y échappait. Celui qui plaçait son argent dans le plus petit établissement d'épargne ou en valeurs fixes (fonds d'Etat, obligations communales, rente, etc.) ne se voyait pas exproprié par la centralisation.

L'inflation signifie une extension de la centralisation sur le terrain du capital prêteur, sous la forme d'une expropriation qui a atteint presque 100 pour cent de toutes les valeurs appartenant à cette catégorie (à l'exception de l'Angleterre et de quelques pays neutres). La classe des rentiers, qui est un des soutiens les plus sûrs et les plus larges du capitalisme, a presque complètement disparu. L'expropriation des épargnes de la classe paysanne par l'inflation a accéléré le processus de centralisation dans l'agriculture où le rythme, en période de capitalisme normal, est, pour des raisons spéciales, beaucoup plus lent. La couche de la paysannerie qui est intéressée au maintien du capitalisme a, de ce fait, beaucoup diminué. Dé même ont été expropriées, par suite de l'inflation, les épargnes de l'aristocratie ouvrière.

b) *La disparition successive de l'exploitation coloniale enlève à la bourgeoisie européenne la possibilité de détacher l'aristocratie ouvrière de l'ensemble du prolétariat, en la faisant participer à ces surprofits coloniaux afin de l'attirer de son côté*². Ainsi disparaît une des bases de l'impérialisme

¹ Voir le *Capital*, tome I, page 590 : « La centralisation est la concentration des capitaux déjà formés, la cessation de leur indépendance individuelle, l'expropriation du capitaliste par le capitaliste... elle se distingue de la première forme [concentration] par fait qu'elle comporte une modification de la répartition des capitaux déjà existants et actifs. »

² La bourgeoisie, il est vrai, augmente l'écart entre les salaires des ouvriers professionnels et des manœuvres, mais moins en élevant réellement le niveau de vie des professionnels qu'en abaissant celui des manœuvres.

: la communauté d'intérêts d'une partie du prolétariat avec la bourgeoisie.

c) L'hégémonie du capitalisme d'Europe occidentale était basée non seulement sur l'exploitation immédiate des colonies et des demi-colonies, mais aussi sur sa prééminence en tant que « centre industriel du monde ». Les marchandises européennes produites au moyen d'un capital de haute concentration organisée contenaient moins de temps de travail que les marchandises produites par une concentration moins organisée dans les pays de moindre développement économique. L'Europe occidentale industrielle recevait plus de valeurs dans son échange normal de marchandises avec les autres parties du monde qu'elle n'en donnait elle-même. Autrement dit, l'heure de travail de l'ouvrier de l'Europe occidentale avait une plus grande valeur internationale que l'heure de travail des autres ouvriers.

Cet avantage du capitalisme européen est en train de disparaître grâce à l'industrialisation progressive des territoires autrefois agraires.

Enfin, le capitalisme de l'Europe occidentale pris dans son ensemble, à l'exception de l'Angleterre, est devenu de capital exportateur, capital importateur. Au lieu de recevoir comme autrefois son profit des capitaux placés à l'étranger, la bourgeoisie est maintenant obligée de céder une grande partie de cette plus-value expropriée d'Europe à l'Amérique, sous forme d'intérêts des dettes de guerre et des emprunts, ou de profits du capital américain investi en Europe. Les uns après les autres, les pays d'Europe sont asservis par le capital des Etats-Unis, et ils deviennent vraiment, sinon formellement, des colonies américaines.

Le résultat de ces transformations dans la structure est une contradiction profonde entre les possibilités de production et de réalisation de l'industrie de l'Europe occidentale. L'appareil de production de la grande industrie, par suite du processus de centralisation qui s'est développé pendant la guerre et l'après-guerre, a pris une ampleur extraordinaire (grâce surtout à la transformation de l'industrie de guerre en production de paix et à l'accumulation de « valeurs réelles » pendant la période d'inflation). Mais les possibilités d'écoulement de la production sont très restreintes. Le marché intérieur, par suite du processus de centralisation, des bas salaires et du chômage, ne peut absorber qu'une faible partie des produits d'usage courant. L'exportation est entravée par l'industrialisation des pays autrefois agraires, par la concurrence des Etats-Unis, dont la bourgeoisie jette sur le marché mondial des marchandises industrielles sous la forme de capital exporté, par le fait que l'Union Soviétique est sortie des rangs des Etats bourgeois, ainsi que par l'effervescence révolutionnaire de l'Asie. De là l'arrêt d'une grande partie de l'appareil de production industrielle et un chômage formidable non seulement dans les phases de crises, mais en tant que phénomène régulier.

Les modifications dans la structure qui se sont produites dans le capitalisme européen : disparition de la classe des rentiers, diminution rapide et générale de toutes les couches moyennes, perte de l'hégémonie industrielle, perte ou diminution des profits coloniaux, transformation d'un capital exportateur en un capital importateur, *tout cela ne représente pas la tendance vers une évolution régressive.* Tout cela ne fait pas partie d'un mouvement circulaire, mais c'est un processus qui ne revient pas sur lui-même. Autant de faits qui nous apparaissent d'une importance décisive pour juger de la question¹. La disproportion entre les possibilités de production et de réalisation de

¹ C'est pourquoi nous ne mentionnons pas non plus ici ces graves phénomènes de crise qui proviennent de la même disproportion, mais qui portent en eux des possibilités immanentes d'équilibre : la crise du charbon, de la navigation, etc.

l'industrie européenne pourrait théoriquement être écartée par la fermeture d'une grande quantité de centres de production industrielle — comme cela se passe actuellement en Allemagne — par l'émigration ou par la disparition de la partie « superflue » du prolétariat industriel, ainsi que par l'anéantissement d'une grande partie des forces de production développées par le capitalisme. Mais cela représente précisément la décadence du capitalisme; cela représente pour le système capitaliste une épreuve et une charge telles qu'il pourrait à peine les supporter.

Nous basant sur ces considérations, nous sommes d'avis que la stabilisation actuelle ne représente pas le début d'une nouvelle période de prospérité, mais qu'elle est un épisode passager de la décadence du capitalisme Européen et, comme perspective plus lointaine, du capitalisme mondial lui-même¹

La situation économique de l'Europe en 1925

Nous allons maintenant établir brièvement une comparaison entre la situation économique de l'Europe à la fin de 1925 et à la fin de 1924 pour voir si le processus de stabilisation a fait ou non des progrès au cours de cette année.

Nous n'en tracerons qu'une esquisse générale. La documentation statistique se trouve en quantité suffisante dans nos rapports trimestriels.

Si nous comparons la situation économique actuelle de l'Europe à celle d'il y a un an, nous ne constatons aucune amélioration sensible. Pour tous les pays d'Europe, nulle conjoncture uniforme. Il est toujours impossible à l'heure actuelle de décider si l'année 1925 doit être considérée comme une année de conjoncture favorable ou comme une année de crise. Cela rend tout naturellement bien plus difficile la possibilité de juger du progrès de stabilisation, car on ne peut établir une comparaison exacte qu'entre des phases analogues d'un même cycle de conjonctures. D'une façon générale, on peut dire : l'Europe a eu cette année une récolte exceptionnelle et on aurait pu s'attendre à ce que la production industrielle en fût considérablement améliorée. Or, cela n'a pas été le cas. Quelques branches d'industrie, comme l'industrie textile et la construction, montrent bien une certaine amélioration, mais il n'en est pas de même pour l'industrie lourde. Cela ressort des tableaux suivants :

¹ Il circule cette idée que le capitalisme européen pourrait, avec l'aide du capitalisme américain, parvenir, au bout d'un certain temps, à une nouvelle prospérité, comme il en a été pour le capitalisme américain au XIX^e siècle grâce à l'aide du capital européen. Nous croyons que cette idée est tout à fait fautive. L'Amérique a pu se développer avec l'aide du capital européen parce que c'était un pays avec des richesses naturelles formidables et des possibilités infinies, et aussi parce que sa prospérité s'est développée dans le cadre d'un capitalisme mondial en ligne ascendante. Pour l'Europe disloquée, déchirée par des antagonismes impérialistes, privée de son hégémonie industrielle et impérialiste, secouée fébrilement par les luttes sociales les plus graves, hantée par le spectre de la Russie Soviétiste, cette possibilité n'existe pas.

TABLEAU DE LA PRODUCTION DE L'EUROPE (*sans la Russie des Soviets*)

		Charbon (1) (millions de tonnes)	Fer (2) (millions de tonnes)	Acier(3) (millions de tonnes)	Navigation (1000 tonnes)
1924	Moyenne mensuelle	43,7	2,51	2,70	2.205
1925	Janvier	46,4	2,59	3	2.041
1925	Août	37,7	4,46	2,54	1.863

(1) Belgique, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Sarre, Tchécoslovaquie.

(2) Les mêmes pays ainsi que le Luxembourg et la Suède.

(3) Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Pays-Bas.

Ce qui caractérise le mieux la situation, c'est, sans aucun doute, le chômage. Si nous prenons les dernières statistiques de chômage et que nous comparions les mois correspondants en 1924 et en 1925, nous avons le tableau suivant :

		Angleterre	Belgique	Danemark	Allemagne	Hollande	Norvège	Suède
1924	août	—	5,5	—	—	—	—	—
—	septembre	—	—	—	—	8,2	5,2	7
—	octobre	—	—	7	8,4	—	—	—
1925	août	—	3,9	—	—	—	—	—
—	septembre	—	—	—	—	8,3	12,8	8,5
—	octobre	11,3	—	12	5,8	—	—	—

Ces chiffres sont déjà anciens : dans quelques pays, en particulier en Allemagne, il s'est produit depuis une aggravation très rapide des conditions du marché du travail. Il manque également plusieurs pays, comme la Pologne, l'Autriche, la Hongrie, qui ont un chômage assez important. On peut affirmer que le nombre total des chômeurs en Europe, à la fin de 1925, n'est certainement pas au-dessous de celui de la fin de 1924.

En ce qui concerne la situation de la monnaie, les monnaies anglaise et hollandaise ont été établies sur la base de l'or dans le courant 1925, par la réintroduction de la libre circulation de l'or. En revanche, la monnaie polonaise, stabilisée au début de 1924, a perdu sa stabilité, et, à la fin de novembre, la moitié de sa valeur or. De même, les monnaies de la France et de l'Italie sont actuellement à un niveau bien moindre qu'il y a un an. Par contre, il y a un progrès important dans le règlement des dettes interalliées ainsi qu'une amélioration dans le commerce extérieur général.

Si l'on examine très rapidement la situation économique des pays capitalistes les plus importants, on remarque :

En *Angleterre*, la crise chronique continue. Le chiffre absolu des chômeurs indemnisés n'a diminué que de quelques milliers sur l'an passé; mais cette diminution est fictive et provient de ce que les conditions pour obtenir l'indemnité de chômage ont été aggravées. L'amélioration dans l'industrie lourde est due en grande partie à la grève des mineurs d'antracite qui dure depuis des mois déjà, en Amérique, et qui a permis une exportation plus grande du charbon et du fer anglais. L'industrie du textile ne travaille toujours que quelques jours par semaine¹ ; la construction des

¹ Les chiffres suivants montrent combien l'industrie anglaise du coton a souffert du soulèvement libérateur chinois et du boycottage des marchandises anglaises. L'exportation des marchandises textiles du Lancashire vers la Chine s'est abaissée aux chiffres suivants (en millions de yards) en 1925 : janvier, 27,8; mars, 17,7; août, 8,7; septembre, 8,5.

machines, des navires, etc., est toujours à l'état de crise aiguë.

En *France*, l'inflation continue et a pour conséquence une prospérité factice de l'industrie, provenant de sa grande capacité à concurrencer les autres pays sur le marché mondial. Le bilan du commerce extérieur est favorable. Mais ce sont autant de phénomènes que nous avons appris à connaître pendant la période d'inflation en Allemagne. La stabilisation du franc amènera la même crise qu'en Allemagne et en Angleterre, peut-être dans une forme plus aiguë.

En *Allemagne*, amélioration de la situation économique dans les mois de printemps et d'été, sous l'influence de l'afflux du capital étranger, mais aggravation aiguë, et qui prend même le caractère d'une crise, dans les mois d'automne. Le nombre des chômeurs indemnisés a augmenté, dans la première moitié de novembre, de 107.000 et atteint 471.000, ce qui signifie, étant donné les conditions très sévères pour avoir droit à l'indemnité de chômage, qu'en Allemagne, le nombre des chômeurs est en réalité deux à trois fois plus grand. L'arrêt de quantité d'usines, les faillites et les cessations d'affaires montrent que l'Allemagne vient d'entrer dans une nouvelle crise très aiguë.

En *Pologne*, chute catastrophique de la monnaie. Les fluctuations du change ont atteint dans une seule journée jusqu'à 25 et 30 %. Dislocation complète de la vie économique. Chômage formidable. La bourgeoisie est absolument désespérée.

En *Italie* et dans quelques pays neutres, situation économique un peu améliorée; crise et grand chômage en Norvège, Danemark, Autriche, Hongrie.

En résumé, le tableau général de la situation économique en Europe, à la fin de l'année 1925, n'est pas plus favorable qu'il y a un an. Abstraction faite de la question des dettes et de l'amélioration du commerce extérieur, la stabilisation n'a fait aucun progrès sensible. Nous ne pourrions donner un jugement plus exact que lorsque nous serons en possession des statistiques économiques de la fin de l'année.

La nouvelle tactique de la social-démocratie

Ces changements dans la structure du capitalisme européen amènent automatiquement un isolement de la grande bourgeoisie et une diminution progressive des couches de la population intéressées au maintien du capitalisme. Grâce à l'expropriation des rentiers, à l'expropriation systématique des petits possédants de l'industrie et du commerce, grâce à l'impossibilité pour la bourgeoisie européenne de donner un salaire plus élevé à une partie au moins de la classe ouvrière, la bourgeoisie est de plus en plus isolée des autres couches de la population et les antagonismes de classe deviennent plus aigus. En revanche, on constate que la force combative du facteur subjectif que représente la partie révolutionnaire du prolétariat a diminué par rapport aux années qui ont suivi immédiatement la guerre. A notre avis, l'absence de situation révolutionnaire aiguë provient bien plus du facteur subjectif que des conditions économiques.

Pour affaiblir les forces du facteur subjectif de la révolution, la bourgeoisie se sert surtout de deux moyens : la social-démocratie et la terreur blanche. Ces deux méthodes ne s'excluent pas; au contraire elles peuvent être employées simultanément, comme le montrent les exemples de la Hongrie, de la Pologne et de la Bulgarie. Nous allons essayer de caractériser brièvement le mode d'action de ces deux forces.

Dans la tactique de la social-démocratie à notre égard, il s'accomplit, à l'heure actuelle, une conversion profonde, par suite des modifications dans la situation mondiale dont nous venons de

parler. Il serait nécessaire de soumettre à une analyse approfondie ce revirement qui n'en est encore qu'à son début. En voici quelques aspects :

Cette conversion est en connexion étroite avec la prospérité économique de la Russie des Soviets que l'on ne peut plus dissimuler à la classe ouvrière européenne. La base de la tactique de la social-démocratie à notre égard était jusqu'ici la suivante : la dictature du prolétariat signifie la misère et la famine pour la classe ouvrière, ainsi qu'une décadence économique et culturelle.

Au moyen de ce mot d'ordre, les social-démocrates s'efforçaient, non sans succès, de détourner de la voie révolutionnaire beaucoup d'éléments sincèrement révolutionnaires de la classe ouvrière, les empêchant ainsi d'entrer dans les rangs du parti communiste, afin de les conserver dans leur propre camp. Etant donné le rapide développement économique de la Russie des Soviets, cette plate-forme ne peut plus longtemps être employée. La social-démocratie est maintenant en train de préparer la nouvelle plate-forme suivante :

1° *La prospérité économique de la Russie des Soviets est la conséquence de son retour au capitalisme*. Dans la Russie des Soviets, ce n'est plus la classe ouvrière qui règne, mais une nouvelle bourgeoisie, avec l'appui d'une bande d'anciens chefs ouvriers, assoiffés de pouvoir. En Russie, il n'y a point de « dictature du prolétariat », mais bien un « mauvais » capitalisme primitif et non cultivé, qui exploite et opprime plus fortement la classe ouvrière que le capitalisme « cultivé » des anciens pays capitalistes.

2° La prospérité de la classe ouvrière est possible même à l'intérieur du capitalisme. Le chemin pour l'atteindre est le suivant :

- a) Il faut conquérir la majorité parlementaire en gagnant la paysannerie;
- b) Il faut transformer la démocratie politique en « démocratie économique ».

Pour conquérir la majorité parlementaire, il faut gagner de larges couches paysannes à la social-démocratie. C'est ce que le parti socialiste autrichien s'efforce de faire actuellement d'une façon très conséquente. Otto Bauer écrit à propos du dernier congrès de la social-démocratie autrichienne¹ :

Nous ne devons pas nous attendre à une industrialisation plus grande de l'Autriche capable de donner aux ouvriers et aux employés industriels la majorité de la population. Par conséquent, la tâche la plus importante du parti est de conquérir aux ouvriers et employés industriels des alliés avec lesquels ils pourront briser l'hégémonie de la bourgeoisie sur notre république. Notre travail de recrutement à la campagne — fait jusqu'ici sans directives claires — devra, au moyen d'un programme agraire compréhensible aux masses paysannes et répondant à leurs besoins pratiques, devenir plus méthodique, plus conscient et plus énergique.

Pour gagner les paysans, assure-t-il, un peu plus loin, « le socialisme, comme l'ont toujours affirmé Engels, W. Liebknecht et Kautsky, ne saurait songer à exproprier la masse des paysans ». Bauer trace de façon assez exacte les rapports de la paysannerie avec l'Etat dirigé par le prolétariat.

La société socialiste, dit Bauer, sera fondée par une suite d'actes d'expropriations qui arracheront au capitalisme la grande industrie, la grande propriété, le grand commerce et la banque pour les passer à la collectivité. Par ces actes d'expropriation, on fortifiera immédiatement le pouvoir de la

¹ *Der Kampf*, novembre 1925, page 403.

collectivité sur l'économie paysanne. Car dès que l'Etat dominera d'une part la grande industrie qui livre au paysan des machines, des instruments, des objets de consommation et d'autre part dominera le grand commerce, qui répartit les produits de l'économie paysanne, il aura la force de régler par le moyen de la fixation des prix le revenu réel des paysans et la part qui leur revient du revenu réel de toute la population.

Nous voyons ainsi que Otto Bauer a beaucoup appris des bolcheviks. Ce qu'il n'a pas appris et ce qu'il n'apprendra vraisemblablement jamais — car, sur cette question, il tourne autour du pot — *c'est comment prendre le pouvoir ?* C'est tout au plus s'il balbutie la question suivante :

Esprit et violence, démocratie et dictature, quelles sont vos fonctions dans la conquête du pouvoir ?

Otto Bauer effleure ainsi, il est vrai, l'idée de la dictature, mais c'est uniquement pour faire une légère concession à l'état d'esprit du prolétariat industriel d'Autriche qui touche les plus bas salaires de toute l'Europe, qui est écrasé de chômage et qui commence à douter de la justesse de la voie parlementaire et démocratique. En tout cas, le parti socialiste de l'Autriche a bien adopté à son congrès un programme agraire dans le but ouvertement proclamé de gagner pour sa majorité parlementaire les 300 000 voix qui lui manquent.

D'autres partis social-démocrates de masse vont bientôt suivre l'exemple des social-démocrates autrichiens. Le fondement de cette conversion tactique est la suivante : les petits paysans qui commencent à être las de la direction des agrariens et des gros bonnets campagnards, doivent être raffermis dans leur croyance à l'ordre social bourgeois par une idéologie social-démocrate afin de les empêcher de prendre une voie révolutionnaire sous la direction du parti communiste. Dans la lutte de la révolution et de la contre-révolution pour la conquête de la paysannerie, la social-démocratie, comme toujours, se range du côté de la contre-révolution.

Tel est le sens général de cette nouvelle tactique de la social-démocratie. La social-démocratie « gauchiste » qui opère en Autriche fait le premier pas vers une nouvelle politique paysanne (analogue à la politique paysanne que préconise Lloyd George pour le parti libéral anglais), tandis que la social-démocratie allemande, la plus réactionnaire de toutes, fait le premier pas vers la politique de démocratie économique.

Cette nouvelle politique est basée sur la théorie économique de Hilferding, qui déclare que le capitalisme européen dispose encore d'une longue période de prospérité. Elle se décompose en deux éléments : le mot d'ordre de la démocratie économique, qui n'est autre que la transposition dans le domaine économique de la théorie de Kautsky affirmant que, dans la période actuelle, la forme politique de direction de l'Etat par la bourgeoisie et le prolétariat est le *gouvernement de coalition* des partis social-démocrates et bourgeois. Si nous cherchons le sens du rapport et de la discussion sur la démocratie économique qui eut lieu au congrès de là C. G. T., à Breslau nous y trouvons les idées suivantes :

Le pouvoir des capitalistes doit être diminué systématiquement par les conseils d'entreprises, par l'activité des représentants ouvriers dans le Reich, dans les localités et les communes, par le développement des coopératives de consommation ouvrières, par la construction de cités ouvrières, par le maintien et le développement des entreprises publiques, par la création d'un parlement et de chambres économiques, etc. ; on doit atteindre ainsi à l'équilibre, dans le domaine économique et juridique, entre les ouvriers et les capitalistes. Tout cela n'est autre chose que le rajeunissement du système des communautés de travail dans l'espoir ou dans le mirage qu'il sera possible, grâce à ces

institutions, d'améliorer de façon durable la situation de la classe ouvrière.

Le deuxième élément est la tentative d'instaurer en Allemagne l'idéologie et les méthodes du mouvement ouvrier américain.

La social-démocratie copie fidèlement la bourgeoisie européenne. En tant que facteur contre-révolutionnaire par excellence, elle s'oriente, elle aussi, vers le centre de toutes les forces contre-révolutionnaires du monde, vers les Etats-Unis. La situation matérielle de l'aristocratie ouvrière américaine est présentée comme l'idéal. La Fédération Américaine du Travail est invitée à entrer dans l'Internationale d'Amsterdam, comme le contrepoids réactionnaire aux Anglais devenus « peu sûrs »¹. La social-démocratie combat les partis communistes et l'idéologie révolutionnaire, assurant que l'application des méthodes révolutionnaires exige trop de victimes, trop de sacrifices, superflus d'ailleurs, puisque la démocratie économique (développement des banques ouvrières, des sociétés de consommation, des habitations ouvrières, etc.) signifie l'« absorption » progressive du capitalisme par le prolétariat.

Cette nouvelle plate-forme de la social-démocratie contre la Russie des Soviets et les communistes est beaucoup plus faible que la précédente ; « La dictature prolétarienne est synonyme de famine et de misère ». Elle est plus faible, parce qu'elle manque totalement de base matérielle.

Le mensonge qui consiste à dire qu'en Russie des Soviets le capitalisme règne ne peut durer longtemps, étant donné les relations toujours plus fréquentes entre la classe ouvrière russe et les autres classes ouvrières. La plate-forme précédente avait une base matérielle : c'est un fait que durant des années, la misère et la gêne ont régné en Russie des Soviets². Cette légende de la domination actuelle des capitalistes en Russie des Soviets, je le répète, n'a aucune base.

Quant à la plate-forme de la démocratie économique et de l'absorption de l'économie capitaliste, elle est déjà inutilisable dans la période actuelle pour les ouvriers européens. C'est l'idéologie de l'aristocratie ouvrière dans la période du capitalisme prospère. Elle ne peut servir à la lutte contre les communistes que dans les pays où la bourgeoisie est capable d'assurer au moins à une partie importante de la classe ouvrière un niveau de vie toujours croissant. Cela est de nos jours encore possible dans les Etats-Unis, au Canada, en Australie, dans l'Afrique du Sud, grâce surtout aux surprofits qui peuvent être obtenus par une exploitation renforcée des couches inférieures de la classe ouvrière (émigrés, nègres, population coloniale), aussi bien dans le pays qu'au dehors (impérialisme). En Angleterre, la situation s'est renversée de façon toute particulière : alors qu'à l'époque de prospérité de l'impérialisme anglais, c'est la classe ouvrière des industries d'exportation qui formait l'aristocratie ouvrière, ce sont aujourd'hui les travailleurs des petites branches de production non soumises à la concurrence extérieure qui sont dans une situation matérielle

¹ Nous essaierons, dans un prochain article, de représenter d'une façon détaillée cette orientation vers l'Amérique de la social-démocratie européenne, et en particulier de la social-démocratie allemande.

² Dans mon livre : *Les problèmes d'économie politique de la dictature prolétarienne*, j'ai démontré, sur la base de l'expérience hongroise, qu'au début de chaque dictature le niveau réel d'existence du prolétariat industriel tombe nécessairement en même temps que la production. La production tombe parce qu'en même temps que cesse la domination de classe cesse aussi la discipline de classe dans la production. La conséquence en est que la discipline du travail reste fortement ébranlée jusqu'à ce qu'une nouvelle forme de discipline du travail s'établisse basée sur les nouveaux rapports de force. Ce processus demande un certain temps.

relativement élevée. Mais pour la grande masse du prolétariat des pays européens, on ne saurait envisager une élévation régulière du niveau de vie dans la période actuelle. C'est pourquoi la nouvelle tactique de la social-démocratie manque complètement de base matérielle. Le révolutionneraient progressif de la classe ouvrière en Europe ne saurait être entravé par cette tactique.

Parmi les facteurs de révolutionnement de la classe ouvrière, le niveau d'existence joue un grand rôle. Ce qui est déterminant, ce n'est pas le niveau absolu, mais la direction du changement de ce niveau. Une classe ouvrière dont la situation matérielle est très basse, mais reste *constante* ou s'améliore, est beaucoup moins révolutionnaire qu'une classe ouvrière dont la situation matérielle est à un niveau plus élevé mais décroissant. Il en est de même pour certaines couches de la classe ouvrière. Ce ne sont pas les couches du prolétariat les plus mal payées qui forment l'avant-garde de la révolution, mais bien plutôt les ouvriers professionnels. Ce ne sont pas les ouvriers professionnels en général qui sont les moins révolutionnaires, mais plutôt ces couches qui, bien qu'avec un revenu infime, ont un salaire assuré et croissant, comme les ouvriers de l'Etat et des communes, les ouvriers qui ont une petite maison et un peu de terrain, etc. L'existence d'une aristocratie ouvrière bien payée n'est pas une garantie contre la révolution lorsque la bourgeoisie n'est plus capable de garantir un standard de vie croissant.

Or la bourgeoisie européenne en est déjà incapable, en dépit de sa tendance à la stabilisation. Le mouvement d'émancipation des colonies et des demi-colonies enlève au capitalisme européen ses surprofits coloniaux. La suprématie économique de l'Amérique écarte l'Europe de beaucoup de marchés. Pour payer ses dettes à l'Amérique, la bourgeoisie européenne est obligée de céder à cette dernière une partie de sa plus-value. Les antagonismes impérialistes qui s'aggravent, la crainte de la révolution obligent la bourgeoisie à entretenir un appareil de coercition dispendieux (armée et police). Comment, dans de telles circonstances, serait-il économiquement possible de garantir à la classe ouvrière une augmentation régulière de sa situation matérielle? C'est pourquoi cette nouvelle tactique de la social-démocratie, préconisant la « démocratie économique », ne peut garantir aucune protection durable à la bourgeoisie, qui profite de la défaite de tel ou tel détachement du prolétariat pour instaurer la terreur blanche.

10. *L'Internationale Communiste*, 1926, n°4 (d'une nouvelle série...), pp. 259-264.

LE SURIMPERIALISME ET LA LOI DU DEVELOPPEMENT INEGAL DU CAPITALISME

La formation des cartels internationaux, l'accord anglo-germano-français de Locarno, l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. ont donné une nouvelle vigueur à l'idéologie du surimpérialisme au sein de la social-démocratie. La théorie des opportunistes sur la possibilité d'un capitalisme pacifique dans le stade actuel de l'impérialisme, c'est-à-dire sur la possibilité d'une compensation systématique des contradictions entre les différents trusts de capitalisme d'Etat, réussit à prendre aux yeux des ouvriers une lueur de vraisemblance. Quoique les phrases pacifistes de la S. D. N. soient démenties de jour en jour par l'accroissement formidable des armements, je crois nécessaire de nous opposer avec plus de force à cette idéologie sur le terrain de la théorie et de la propagande. La base de cette lutte nous est fournie par le livre de Lénine sur l'impérialisme. Une des pensées principales de ce livre, c'est précisément que les guerres sont inévitables dans la période de l'impérialisme¹.

Le caractère inévitable des guerres dans la période actuelle, Lénine le motive par la nécessité pour les différentes bourgeoisies nationales, et éventuellement pour les trusts de capitalisme d'Etat, de s'assujettir des territoires toujours plus grands en vue du monopole de leur exploitation. Certes, le globe a été déjà partagé au début du XX^e siècle entre les puissances impérialistes, mais ce partage n'est pas définitif.

Le trait caractéristique de cette période, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un *nouveau partage* est impossible, de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables, mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes a terminé la conquête des territoires inoccupés sur notre planète. Pour la première fois le monde est complètement partagé, si bien qu'à l'avenir les territoires ne pourront que passer d'un possesseur à un autre, mais la question de l'occupation de pays encore libres ne peut plus se poser².

Les partages successifs du globe s'effectuent d'après le principe de la corrélation des forces.

Les capitalistes partagent le monde, non par scélérateuse, mais parce que le degré de concentration actuel les y oblige s'ils veulent obtenir des bénéfices, et ils le partagent proportionnellement « aux capitaux », « aux forces en présence », car il ne peut y avoir d'autre système de partage en régime de production marchande et de capitalisme³.

La théorie du surimpérialisme part d'une fixation définitive des rapports de forces établie par

¹ « Ces résultats démontrent que tant que dure *cette* base économique *tant* que subsiste la propriété privée des moyens de production, des guerres impérialistes sont inévitables. » (p. 10 de l'édition allemande de la Bibliothèque marxiste tome I).

² N. LÉNINE : *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*, p. 63.

³ *Ibid*, p. 61.

les accords internationaux. La S. D. N. doit servir d'instrument à cette réglementation internationale des forces et rendre ainsi superflues des guerres impérialistes. *En face de cette possibilité, Lénine établit la loi du développement inégal du capitalisme* suivant laquelle se modifient nécessairement les rapports des forces et, comme le partage du monde sous l'impérialisme ne peut avoir lieu que selon la corrélation des forces, des tentatives pour un nouveau partage et, par conséquent, des guerres impérialistes, sont inévitables.

Les inégalités et saccades dans le développement des entreprises, industries et pays divers sont inévitables en régime capitaliste¹.

Lénine répète et motive cette formule à plusieurs reprises, sans faire, autant que nous le sachions, un exposé systématique des effets économiques. L'histoire du capitalisme nous démontre en effet que son développement s'est effectué de façon inégale. Mais les champions du surimpérialisme pourraient établir la thèse que c'est précisément l'organisation internationale du capitalisme dans le domaine économique par la création de cartels internationaux, dans le domaine politique par le système de la S. D. N., qui écartera l'inégalité du développement capitaliste et, du même coup, enlèvera toute base au déplacement des forces et à la nécessité des guerres en vue d'un nouveau partage du monde. Afin de répondre à cette objection, il convient, en rassemblant les observations de Lénine, de constater l'inégalité du développement du capitalisme, non seulement, comme c'est fréquemment le cas, de façon exclusivement empirique au moyen de l'histoire, mais en développant plus systématiquement les causes de cette loi et en montrant comment ces causes agiront à l'avenir.

Dans *l'Impérialisme* de Lénine nous trouvons en plusieurs endroits de quoi motiver suffisamment cette loi du point de vue économique. Lénine part de l'idée que le développement du capitalisme dans des pays jeunes, c'est-à-dire dans des pays qui viennent d'être conquis au régime de production capitaliste, suit toujours une marche plus rapide *que dans les* pays qui sont capitalistes depuis longtemps et qui, de ce fait, manifestent déjà des tendances à la décomposition, tendances provenant, d'une part, de la naissance d'une couche de rentiers et, d'autre part, de la naissance d'une aristocratie ouvrière « embourgeoisée ».

Malgré le nivellement relatif du monde, l'égalisation progressive des conditions économiques qui, au cours de ces dernières décades, se sont manifestés dans les différents pays sous la pression de la grande industrie, de l'échange et du capital financier, il n'en subsiste pas moins des différences importantes entre les six grandes puissances. On voit de jeunes Etats capitalistes (Amérique, Allemagne, Japon) progresser avec une extrême rapidité, alors que d'anciens pays capitalistes (France, Angleterre) se développent beaucoup plus lentement².

Dans un autre passage, Lénine indique la situation spéciale des pays arriérés comme une cause de développement plus rapide.

Dans ces pays arriérés, les bénéfices sont habituellement élevés, car il y a peu de capitaux, le prix de la terre est relativement minime, les salaires sont bas, les matières premières bon marché³.

¹ *Ibid.*, p. 49.

² N. LÉNINE : *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*, p. 67.

³ *Ibid.*, p. 50

Naturellement, le caractère plus ou moins récent du développement capitaliste dans un pays est un facteur important de l'inégalité du développement capitaliste et, par suite, des regroupements de forces dans les différents pays capitalistes. Mais nous croyons qu'outre ce facteur important du laps de temps nécessaire au développement capitaliste, il peut surgir également des différences dans la marche du développement entre des Etats dont le développement capitaliste aurait, à un moment donné, même âge et même force. Ainsi on réduit à néant l'argumentation des théoriciens surimpérialistes, disant que les pays impérialistes décisifs,- réunis dans la S. D. N., liés économiquement par des cartels internationaux, obligent le développement des pays capitalistes plus jeunes à suivre une marche régulière, ce qui pourrait éliminer les déplacements des forces par saccades. C'est pourquoi nous croyons utile d'indiquer d'autres facteurs économiques, en dehors de la différence d'âge des pays capitalistes, pour motiver le développement inégal.

Le *Capital* de Marx ne montre pas d'une façon purement économique la loi du développement inégal du capitalisme. Marx part de la totalité des phénomènes. Dans sa théorie économique du capitalisme, il pose comme prémisse l'existence d'un capitalisme mondial unifié. Dans le système marxiste, les mouvements particuliers, conditionnés par la différence entre les capitalismes nationaux, feraient partie de la doctrine sur la concurrence, que Marx n'a pas pu achever. Le développement économique inégal, à supposer qu'il y ait un marché mondial capitaliste, signifie que différentes entreprises et, éventuellement, différents pays, pour des raisons quelconques, pourraient produire à meilleur marché que leurs concurrents et s'assurer ainsi un développement économique plus rapide. Par la suite, nous ne parlerons que des facteurs d'une production nationale à meilleur marché et non des facteurs qui jouent dans la concurrence entre différentes entreprises d'une même industrie.

Si l'on considère les conditions de concurrence à l'échelle nationale et si l'on suppose que dans les pays qui se concurrencent on travaille, à un moment donné, dans les différentes industries avec la même technique (supposition qui naturellement n'est juste que conditionnellement, car la technique se révolutionne continuellement), on trouve que les frais de production dans l'industrie proprement dite (abstraction faite de l'usure du capital fixe considéré comme étant la même) peuvent être réduits à deux facteurs essentiels de grandeur variable : frais de salaires et frais de matières premières¹. Lorsque nous parlons des frais de salaires, il ne s'agit pas de leur montant, mais de la somme des frais de salaires qui incombent à l'unité de produits. Les dépenses pour les matières premières varient selon les conditions naturelles, à égalité de salaire pour la même dépense de force de travail et à technique égale. Pour les minéraux, entrent en ligne de compte la richesse des couches, la profondeur des mines, etc.; pour l'agriculture, les conditions climatériques, la fertilité naturelle du sol, etc. Dans les dépenses pour les matières premières, il ne faut pas comprendre les frais de transports. Une matière première transformée ou non qui, selon le siège de l'entreprise, exige des frais de transports plus ou moins élevés pour pouvoir parvenir au consommateur représente une matière première plus chère au point de vue économique.

En ce qui concerne les dépenses pour les salaires, elles sont en général moindres dans les pays dont le développement capitaliste est à ses débuts. La valeur de la force de travail est inférieure en raison du niveau inférieur d'existence du prolétariat. Comme cela est en corrélation étroite avec le

¹ Ce problème fut étudié à fond par M.[Alfred] Weber, dans son livre : *Du siège des industries* (I. C. Mohr, Tubingen. C'est un des rares livres de valeur de l'économie nationale bourgeoise des dernières décades.

caractère récent du système capitaliste, ce n'est que la question des dépenses pour les matières premières qui nécessite des explications spéciales.

Lénine a particulièrement insisté sur la tendance des pays impérialistes à se procurer des monopoles pour des matières premières importantes. Mais, d'autre part, il y a ce fait décisif pour le développement inégal du capitalisme crue, grâce aux progrès de la technique, *il y a différentes matières premières qui, tour à tour, jouent un rôle décisif dans la vie économique*. Transporté dans le domaine de la concurrence internationale, cela veut dire que les progrès de la technique peuvent satisfaire les mêmes ou de nouveaux besoins du marché mondial à des prix inférieurs, car ils permettent d'utiliser de nouvelles matières premières et du même coup aussi la valeur économique du monopole de certaines de ces matières. Une matière première qui était sans valeur du point de vue économique à un certain moment de la technique prend une valeur particulière du fait qu'une nouvelle technique en a fait la base d'une production à meilleur marché. Cela signifie que même si le monde, à un moment donné, était dominé par un petit groupe d'Etats impérialistes à développement égal, hypothèse irréalisable, les progrès de la technique provoqueraient nécessairement de l'inégalité et des saccades dans le développement, par suite de l'existence accidentelle de matières premières dans ces pays, abstraction faite du caractère plus ou moins récent du développement capitaliste.

En effet, nous pouvons constater, même de nos jours, comment des modifications de technique provoquent des modifications par saccades dans le développement économique de différents pays. Le développement par saccades de l'industrie de l'Italie du Nord est basé sur la découverte technique de la transmission des courants électriques à haute tension, sans laquelle l'exploitation des forces hydrauliques (il s'agit ici d'une matière première remplaçant un carburant) aurait été impossible. Le processus de liquéfaction du lignite, actuellement au premier plan en Allemagne, l'existence de mines de lignite, produit qui était précédemment un succédané secondaire de l'anthracite, peuvent devenir le point de départ d'un nouveau développement saccadé du capitalisme dans des pays riches en lignite. L'histoire du développement du capitalisme et de ses saccades peut s'expliquer en grande partie par cette corrélation entre la technique et la matière première, outre la différence de la marche et du caractère plus ou moins récent des différents pays capitalistes. Une nouvelle technique permettant l'usage d'une nouvelle matière première peut satisfaire des besoins à meilleur marché que l'ancienne technique. La propriété de nouvelles matières premières devient un facteur important pour la concurrence internationale entre les trusts de capitalisme d'Etat et entraîne un déplacement par saccades des rapports de leurs forces économiques d'Etat. *La loi du développement inégal et saccadé, du capitalisme n'est donc pas un hasard historique; elle s'applique non seulement au passé, mais aussi à l'avenir et peut être considérée comme une loi essentielle et bien fondée du régime de production capitaliste. Cette loi gardera sa valeur tant qu'il y aura des progrès techniques.*

Dans *l'Impérialisme*, Lénine avait déjà signalé la différence d'importance des matières premières, selon les progrès de la technique :

Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles de matières premières, car le développement technique actuel est extrêmement rapide, et les terres aujourd'hui infécondes peuvent demain être mises en valeur par de nouveaux procédés... Il en est de même pour la prospection du sous-sol, les nouveaux procédés d'utilisation des matériaux, etc. D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique... Le capital financier cherche par tous les moyens à mettre la main sur le plus de terres possibles, quelles qu'elles soient et où qu'elles soient, espérant y découvrir des matières premières et craignant de se laisser dépasser dans cette lutte pour le

partage des derniers lambeaux du monde ou le repartage des territoires appropriés¹

Nous croyons nécessaire, dans la période actuelle de renaissance de l'idéologie du surimpérialisme, de considérer sous toutes ses faces économiques la thèse de l'inéluctabilité des guerres impérialistes, thèse dont Lénine a fait l'axe de sa définition de l'impérialisme, et de l'opposer par la propagande à la théorie du surimpérialisme.

¹ N. Lénine, *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*, p. 69.

11. *L'Internationale Communiste*, 1927, pp.1097-1104.

LA HAUTE CONJONCTURE ECONOMIQUE EN ALLEMAGNE ET LA CLASSE OUVRIERE ALLEMANDE

On constate actuellement en Allemagne une haute conjoncture économique ; c'est la première fois que le phénomène est observé en Europe dans un pays à devise stabilisée.

Le fait est d'une grande importance et nous met en devoir de considérer toute une série de problèmes. Comment, en effet, ce relèvement de la situation générale a-t-il pu se produire précisément dans l'Allemagne vaincue, et malgré le fardeau des réparations ? De cet indice faut-il conclure que la stabilisation *relative* s'est achevée et que nous assistons au début d'une *nouvelle période d'ascension pour le capitalisme allemand* ? Quel a été, quel est le rôle de la rationalisation dans cette conjoncture ? Quel est le rapport de la conjoncture allemande avec la conjoncture mondiale ? Quels seront les effets de la situation sur le mouvement ouvrier en Allemagne ?

Un article ne suffirait pas pour répondre d'une façon détaillée à toutes ces questions. Nous ne pouvons analyser ici que les faits les plus importants.

Caractère économique de la haute conjoncture allemande

Si nous cherchons à nous rendre compte de ce qui caractérise la situation générale de l'économie allemande, nous noterons, comme les plus remarquables, les particularités suivantes :

1° Aucune relation entre cette conjoncture et le développement de celle des autres pays capitalistes ; c'est d'ailleurs un fait, commun à tous les capitalismes de l'après-guerre¹ ;

2° *Exceptionnelle brièveté* des phases successives. Depuis le début de la période de stabilisation, nous pouvons distinguer :

La crise due à la stabilisation : de l'automne de 1923 à l'été de 1924 ; une conjoncture satisfaisante : de l'automne 1924 à l'automne 1925 ; la crise de la rationalisation : de l'hiver 1925-1926 à l'automne 1926 ; une amélioration depuis cet automne 1926 jusqu'à l'hiver de 1927 ; une conjoncture satisfaisante depuis le printemps de l'année courante.

On se demandera comment expliquer la brièveté de ces phases. La première explication que l'on puisse donner est que, malgré le relèvement constant du capitalisme allemand en ces dernières années, la masse disponible du capital de roulement est insuffisante pour assurer une plus grande durée aux conjonctures favorables.

L'insuffisance du ravitaillement en capitaux se manifeste en ce que les crises ne sont plus de

¹ Bien entendu, ce serait une erreur de supposer qu'avant la guerre la dépression, le relèvement et la crise ont été absolument simultanés dans tous les pays capitalistes. Voyez la description extrêmement intéressante, quoique schématique, qui a été faite des phases de la conjoncture, pour toute l'époque capitaliste (de 1890 à 1925), par l'Américain W. C. Mitchell et son collaborateur W. L. Thoof, dans leur livre *Business Annals*.

celles que l'on considère comme « normales », et qu'elles sont tout autres.

Il y a crise « normale » lorsque la production des objets de consommation est supérieure à la capacité d'absorption de la société et que des antagonismes se créent, l'appareil de la production ne trouvant plus de débouchés suffisants ; il y a donc *surproduction d'objets de consommation*, ce qui détermine fatalement *une surproduction des moyens de production* (Marx, division I), ces derniers ayant en définitive pour objet de subvenir à la consommation. Quand les débouchés sont insuffisants, les moyens de production deviennent superflus.

Mais il peut arriver des crises dues à une disproportion d'un autre genre : c'est lorsque, durant une certaine période, sur la masse produite ($v + m$), on donne trop à la *production des moyens de production* (Marx, *loco citato* [?¹]), et pas assez à la *production des objets de consommation* (Marx, division II) ; lorsque, en d'autres termes, on essaie de prélever sur la masse fournie par le travail ($c + v + m$) trop de moyens de production et trop peu d'objets de consommation. Le fait a lieu quand les capitalistes qui répartissent la production ont surestimé la capacité d'accumulation du pays. Pareille disproportion mène à une crise, parce que l'on n'a plus assez de capitaux pour terminer les constructions de fabriques et d'outillages *déjà entreprises*. Ainsi, une grave insuffisance du crédit manifeste une insuffisance du capital réel, insuffisance provenant d'une utilisation disproportionnée des moyens réellement disponibles ; il s'ensuit un besoin accentué de crédits, car tout capitaliste (et nous entendons par là les sociétés anonymes, aussi bien que les individus, dont les intérêts particuliers s'opposent aux intérêts généraux du capitalisme dans chaque pays), tout individu a le souci de terminer les travaux entrepris : un outillage inachevé ne représente en effet pour lui que de lourdes pertes².

Bien entendu, plus un pays est pauvre, plus il est dépourvu de capitaux de roulement, et plus une disproportion de cet ordre doit l'amener vite à une crise. Pour nous, la courte durée des phases susmentionnées dans l'Allemagne d'après-guerre s'explique ainsi.

La *rationalisation* exigeait une large transformation de l'appareil producteur, c'est-à-dire d'abord son application à produire des moyens de production en quantité notable (Marx, division II), surtout ce que Marx appelle *capital constant*³. Or, la quantité des capitaux disponibles en Allemagne

¹ [Varga semble s'être inspiré d'un passage des *Théories sur la plus-value*, ES, t. II, pp. 614-616, que l'on retrouve dans l'édition Rubel des *Œuvres* de Marx, bibliothèque de la Pléiade, t. II, pp. 480-481. M. Rubel, en note, associe ce passage à une page du livre III du *Capital*, p. 1230, dans le même tome des *Œuvres*.]

² Cassel, qui est l'économiste le plus vulgaire de notre temps, construit toute sa théorie de la conjoncture sur l'insuffisance ou l'excès des capitaux de crédit; les intérêts fixés par les grandes banques auraient, selon lui, une influence décisive sur l'ensemble de la situation. Mais ici se dissimule l'idée d'une crise précisément du genre de celle que nous décrivons. (Voir Cassel: *Théorie de l'Economie politique*, pages 472-574).

³ Nous n'avons pas d'informations statistiques sur les récentes constructions industrielles en Allemagne. Mais nous pouvons tenir compte d'un symptôme d'une importance décisive pour tout l'appareil de la production : c'est l'exceptionnelle augmentation des forces motrices utilisées dans l'industrie allemande. Citons les chiffres relevés officiellement dans les usines et fabriques en 1925 (en y comprenant les entreprises minières, le bâtiment, les petits métiers, mais exception faite des entreprises qui fournissent du gaz, de la force hydraulique et de l'électricité) :

en milliers de CV
1907 : 6 223 1925 : 18 099 Augmentation : +184 %

n'était pas assez considérable pour permettre de viser surtout à élaborer des moyens de production, notamment sous la forme d'un capital *constant*¹. De là la nécessité d'importer des capitaux lors d'une amélioration quelconque de la conjoncture ; de là la passivité de la balance du commerce extérieur ; phénomènes qui sont tous deux d'une égale portée pour l'Allemagne, celle-ci ne tirant pas de sensibles revenus de l'étranger par son exportation. Nous constatons donc, parallèlement à l'amélioration de la conjoncture, une rapide accentuation de la passivité du commerce extérieur, qui s'exprima en juin par l'énorme somme de 450 millions de marks.

Ce parallélisme de faits sera évident si nous présentons les chiffres du commerce extérieur groupés suivant les phases de la conjoncture que nous avons énumérées ci-dessus.

Commerce extérieur

(chiffre d'affaires net en millions de marks au cours actuel)

	Importation	Moyenne mensuelle	Exportation	Moyenne mensuelle	Différence	Moyenne mensuelle
Crise due à la stabilisation (janv.-sept.1924)	5 989	655	4 541	504	- 1 448	-161
Conjoncture favorable (oct.24-oct. 25)	13 941	1 072	10 103	777	-3 838	-161 ?
Crise de rationalisation (nov. 25-sept. 26)	8 519	775	9 047	822	+528	+48
Conjoncture favorable (oct. 26- juin 27)	9 715	1 080	7 366	818	-2 349	-261

Le commerce extérieur dans les périodes de conjoncture favorable devient passif d'une façon très sensible parce que les capitaux disponibles dans le pays ne suffisent pas à assurer le développement de l'appareil de production. Il y faut l'appoint de capitaux importés². Les emprunts officiellement déclarés de capitaux étrangers ont atteint les chiffres suivants :

En millions de marks³

1924	1925	1926	1927				
			1 ^{er} trim	Avril	Mai	Juin	Juillet
1 001	1 244	1 516	95	4	35	116	383

Si nous supposons que, de 1907 à 1913, l'augmentation a été de 84 %, nous l'estimerons de 100 % par comparaison avec 1913 pour la période 1914-1925, la rationalisation s'effectuait encore et était en plein rendement, il y a certainement eu depuis une augmentation du capital constant

¹ C'est-à-dire : bâtiments, outillage, machines, matières premières dans la terminologie marxiste. (N. du Tr.)

² Le déficit total du commerce extérieur allemand pour la période de stabilisation s'est élevé à environ 7 milliards de marks. Dans ce chiffre sont comprises les fournitures de matériaux faites au titre des réparations. Le déficit a été couvert par un reflux des capitaux évadés pendant la période d'inflation, par l'emploi de devises étrangères qui, pendant la même période, ont servi aux opérations commerciales et par des importations de capitaux.

³ *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 12 août. Les chiffres donnés par d'autres sources ne diffèrent de ceux-ci que dans une mesure insignifiante.

La tentative qui fut faite en 1927 d'empêcher l'afflux des capitaux étrangers menaçait, dès le mois de mai, de provoquer une grave crise. Les réserves de devises de la Reichsbank s'étaient réduites à 1 milliard de marks et allaient à l'épuisement. La Reichsbank fut forcée d'exporter de l'or pour maintenir la parité. Une autre tentative périlleuse, qui était de détourner les capitaux des affaires de Bourse et de les investir dans l'industrie, provoqua une crise en Bourse sans pour cela combler la disette de capitaux ressentie par l'industrie. Il n'y avait d'autre remède que de rouvrir un libre accès aux importations de capitaux. Alors qu'en avril, pour la première fois durant la période de stabilisation, l'Allemagne n'avait pas fait un seul emprunt à l'étranger, elle dut, en juin, emprunter au dehors 116 millions et, en juillet, jusqu'à 383 millions, — le chiffre le plus élevé de ses appels au capital étranger, à l'exception de l'emprunt Dawes.

Ce caractère économique de la haute conjoncture actuelle nous montre en même temps qu'il faut l'envisager comme *une situation exclusivement intérieure*. Et, en effet, les chiffres d'affaires, que nous avons groupés ci-dessus d'après les phases successives prouvent qu'au cours du 1^{er} semestre 1927 l'exportation n'a pas augmenté. La situation de l'Allemagne comme exportatrice sur le marché mondial ne s'est pas améliorée du fait de la conjoncture favorable de l'intérieur. Il serait donc bien prématuré de conclure de ce fait à l'achèvement de la période de stabilisation *relative*: Pour un pays industriel à régime capitaliste hautement évolué, tel que l'Allemagne, l'importation des capitaux ne peut durer bien longtemps ni maintenir d'une façon prolongée la situation actuelle. Le capitalisme allemand doit, par un excédent des exportations, se créer des ressources pour le paiement des intérêts des emprunts et des réparations. Il doit donc fortement augmenter l'exportation des produits industriels fabriqués et manufacturés (celle des matières premières, à l'exception du charbon et de la potasse, étant impossible). Ce n'est que plus tard que l'on verra si le capitalisme allemand réussit à trouver sur le marché mondial des débouchés pour les marchandises produites par un appareil industriel amélioré et élargi grâce à la rationalisation.

Il est indispensable de souligner ici que l'abaissement considérable des prix de revient obtenu par la rationalisation ne saurait garantir un renforcement de l'exportation ; si les prix ont leur importance, il faut considérer aussi comme un facteur décisif la possibilité d'accorder des crédits à long terme et d'exporter des capitaux, ce dont le capitalisme allemand n'est actuellement capable que dans une mesure insignifiante. Il ne peut exporter que le capital étranger qu'il a emprunté. Il y a pour lui une possibilité d'importer du capital par emprunts à intérêts et de l'exporter comme capital industriel rapportant des bénéfices. La différence entre la somme des intérêts à payer et des bénéfices encaissés reste entre les mains de la bourgeoisie allemande.

En résumé, *la haute conjoncture actuelle marque, il est vrai, un nouveau progrès dans le redressement continu du capitalisme allemand depuis la stabilisation mais elle ne durera guère¹ et le phénomène ne signifie nullement que la stabilisation relative soit achevée*. Ce sont les destinées ultérieures du capitalisme mondial et les solutions que l'on donnera au problème des réparations qui décideront du sort du capitalisme allemand.

¹ Dès la seconde quinzaine d'août, on signalait déjà certains symptômes de dégression : il se produisait des difficultés de paiement dans l'industrie du bâtiment (faute de capitaux) ainsi que dans le commerce du textile.

La situation générale de l'économie allemande et le prolétariat

Quels ont été les effets de cette haute conjoncture actuelle sur le niveau de vie du prolétariat allemand ? *Il est hors de doute que la masse totale des salaires, pour toute la classe ouvrière, s'est fortement accrue, qu'il n'y a plus de réduction du chiffre d'heures de travail hebdomadaire, que plus d'un million de chômeurs ont trouvé du travail et que les heures supplémentaires sont actuellement très fréquentes.*

Mais ce sont des résultats qu'il ne faut pas surestimer. Bien que, dans certaines branches industrielles, on se plaigne d'une certaine insuffisance de la main-d'œuvre qualifiée, le chômage est encore à un niveau bien supérieur à celui que l'on jugeait normal avant la guerre. A la fin de juillet, alors que la conjoncture très favorable dont nous parlons coïncidait avec les travaux saisonniers (industries du bâtiment, récoltes), on comptait encore 453.000 chômeurs *subventionnés*. Ajoutez à cela ceux qui vivent des subsides prélevés sur un fonds spécialement constitué en raison de la crise et ceux à qui l'on a refusé toute subvention (environ 10 %, d'après les chiffres officiels) : cela fait au total quelque chose comme trois quarts de million de personnes.

Le relèvement du revenu général de la classe ouvrière se traduit par une plus grande consommation de marchandises à bon marché (textile et chaussures), ainsi que de produits de ravitaillement qui ne sont pas absolument indispensables. Dans le rapport d'un agent de l'Office des réparations, nous trouvons les chiffres suivants concernant cinq objets de consommation :

	<i>Viande</i>	<i>Sucre</i>	<i>Café</i>	<i>Tabac</i>	<i>Bière</i>
	(en milliers de tonnes)	(en milliers de tonnes)	(en milliers de tonnes)	(en milliers de tonnes)	(milliers d'hectol.)
1925 1 ^{er} trimestre.	513	297	26	27	8 662
1926 —	560	296	32	25	9 956
1927 —	609	313	40	28	10 051

Les chiffres du deuxième trimestre de 1927 seront probablement encore plus élevés.

Mais, d'autre part, les salaires, comme rétribution réelle de l'heure de travail, en cette période favorable, n'ont pas augmenté. C'est un des faits les plus marquants dont doit tenir compte le prolétariat allemand.

Pour que l'on ne nous soupçonne pas d'exagérer en communistes et d'assombrir le tableau, nous allons citer des chiffres empruntés au *Vorwärts*.

Les salaires des ouvriers ordinaires ont été et sont, par heure de travail (en *pfennigs*), les suivants :

	1913	1927 janv.	1927 juill.	Pourcentage de relèvement des salaires de janvier au 1 ^{er} juillet
Industrie minière	-	106,3	112,5	5,8
Métallurgie	66,8	91,4	97,4	6,6
Industrie chimique	57	85,2	92,3	8,3
Bâtiment	71,8	115,2	121,2	5,2
Industrie du bois	62,7	91,7	103,2	12,5
Papier	32,6	68,1	73,3	7,6
Textile : hommes	43,2	66,3	66,9	0,9
Textile : femmes	31,1	51,5	52,6	2,1

Brasserie	-	103,5	107,8	4,1
Confiserie	50,4	84,9	89,1	4,9
Typographie	-	95,9	102,9	7,3
Carton : hommes	48,2	77,4	82,9	7,1
Carton : femmes	28	50,9	54,4	6,9
Cheminots	62,6	89,2	87,1	6 [? - 2,4%]
Moyenne	65,3	94,9	100,7	6,1
Ouvriers non qualifiés	46,2	66,7	72,7	9

En outre, il convient de noter que, d'après les données officielles, le minimum du coût de la vie s'est élevé, depuis janvier, de plus de 2 %. Le *Vorwärts* déclare même que « le relèvement des salaires, comparativement avec le niveau réel qu'ils avaient atteint au début de 1926, est infime et ne constitue pas en moyenne plus de 2 à 3 % . »

Les tarifs hebdomadaires — d'après le même *Vorwärts* — pour les ouvriers qualifiés se sont élevés, par comparaison avec 1913, de 39,2 % ; pour les ouvriers non qualifiés de 56 %. Si l'on rapproche ces chiffres de l'indice officiel exprimant le coût minimum de la vie, qui s'est élevé, depuis 1913, de 47,7 %, on constate que l'ouvrier qualifié (et sans tenir compte ici du travail aux pièces) doit régulièrement faire des heures supplémentaires pour gagner le salaire d'un travail normal en 1913.

Si l'on considère encore que *l'intensité du travail, par suite de la rationalisation, s'est considérablement accrue, on doit conclure que l'exploitation de la classe ouvrière s'est renforcée.*

Ce résultat négatif de la conjoncture économique la plus favorable dans son ensemble doit avoir une signification décisive pour le prolétariat allemand. Son mouvement syndical, entravé par le système de conciliation des tribunaux d'arbitrage et des cahiers des charges, n'a rien pu faire sous la direction des réformistes pour utiliser la situation en obtenant une augmentation des salaires réels et une moindre exploitation du prolétariat. Ce fait réduit à néant l'œuvre des syndicats réformistes.

Sans aucun doute, lorsque la conjoncture deviendra moins satisfaisante — ce qui, à notre avis, se produira avant la fin de cette année — la possibilité d'obtenir des salaires plus élevés sera encore réduite. Les capitalistes profiteront même de la situation pour abaisser les salaires.

Aucune situation générale, si favorable soit-elle, ne peut contribuer à améliorer la situation de la classe ouvrière tant que les syndicats seront sous la coupe des réformistes. La nécessité d'une très active intervention des communistes dans les syndicats — pour défendre les intérêts immédiats du prolétariat allemand — s'impose donc ici particulièrement.

12. *L'Internationale Communiste*, 1929, pp. 698-715

LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

(Extraits du rapport et des conclusions de Varga à la Commission préparatoire du Plénum du C.E. de l'I.C.)

La commission a pour tâche d'analyser, pour le Plénum, tous les phénomènes nouveaux, apparus depuis le VI^e congrès mondial dans le domaine de l'économie et de la politique mondiales. J'ai donc conçu mon rapport en vue de ce but pratique.

J'ai avant tout énuméré tous les phénomènes nouveaux, constatables dans l'économie capitaliste mondiale. On se rappelle que c'étaient :

1. *La forte tension sur le marché international de l'argent, l'élévation du taux de l'escompte dans presque tous les pays (excepté la France et la Suisse.)* Le point de départ de cette tension est la spéculation actuelle à la Bourse des valeurs qui sévit dans presque tous les pays ; cette spéculation atteint son point culminant aux Etats-Unis, où la valeur des actions a, en deux ans, augmenté de 20 milliards de dollars. Tout l'argent liquide afflue aux Bourses, les entreprises industrielles jettent directement leur excédent à la Bourse, sans passer par le canal des banques. La *Federal Reserve Bank* a perdu son hégémonie sur le marché américain de l'argent. Un krach boursier menace, qui peut amener une crise internationale du crédit et être le point de départ d'une crise économique générale. A cette spéculation sur le marché des valeurs s'associe la forte spéculation et la grande incertitude qui règnent sur le marché des marchandises : surproduction et chute des prix sur le sucre, le pétrole, la soie artificielle, etc., hausse formidable des prix sur le cuivre, le plomb, etc.

2. *L'aggravation progressive et continue de la conjoncture en Allemagne.*

3. *Les négociations autour des réparations*, au sujet desquelles je ferai un rapport spécial.

4. *Le puissant mouvement de rationalisation qui progresse actuellement en Angleterre* : formidables assainissements, formation de cartels, fusions, etc. La voie se trouve ainsi ouverte à la rationalisation technique. Economiquement, apparaît en fait la chose suivante : Ce qui s'est réalisé anarchiquement dans les pays d'inflation, à savoir la libération du capital industriel du fardeau formidablement alourdi du capital d'emprunt, se réalise, en Angleterre, d'une façon consciente, méthodique ; ce n'est pas anarchiquement, au moyen de l'inflation, qu'est rétablie la « profitabilité » du capital industriel, mais au moyen d'une renonciation forcée du capital d'emprunt à une fraction de sa part de bénéfices. La question, âprement débattue au IX^e Plénum, de savoir si les intérêts particuliers du capital d'emprunt (*vested interest*) en Angleterre seraient assez puissants pour empêcher l'accomplissement de la rationalisation, a été tranchée dans le sens négatif par les faits eux-mêmes.

5. *La stabilisation presque terminée de toutes les valeurs européennes*, et, en liaison avec ce fait (emprunt roumain de stabilisation), la réapparition de la France et aussi de l'Allemagne comme exportateurs de capital, et où l'on voit l'Allemagne exporter du capital emprunté ! La réapparition de la France et de l'Allemagne dans les rangs des pays exportateurs de capitaux a une grosse importance

au point de vue de la politique extérieure.

6. En politique économique, c'est avant tout *la tendance à une élévation continue des tarifs douaniers protecteurs qui a de l'importance* (augmentation des taxes aux Etats-Unis, mouvement protectionniste en Grande-Bretagne, taxes douanières augmentées en France et en Italie sur les produits de la terre, nouveau tarif douanier en Chine, etc.). Le développement des faits va résolument à l'encontre des résolutions solennelles de la conférence économique mondiale. Dans cette lutte sauvage pour les débouchés, la bourgeoisie de chaque pays essaie de garder pour elle seule le monopole du marché intérieur.

J'avais montré, en définitive, que l'analyse de la situation mondiale, faite au VI^e congrès mondial, était incomplète en ce sens que les conséquences des découvertes techniques, qui, d'après les thèses, approchaient, en certains pays, d'une véritable « révolution technique », sur l'économie et le prolétariat n'avaient pas été suffisamment traitées. En particulier, on n'a pas accordé une attention suffisante à la constitution d'un chômage organique.

Les faits principaux sont les suivants :

a) *Un chômage massif et durable dans les pays capitalistes les plus importants — Allemagne, Angleterre, Etats-Unis — parallèlement à un accroissement du volume de la production.* Un chômage massif qui ne réduit même pas une bonne conjoncture¹ Le capital n'est plus capable de donner du travail à la classe ouvrière.

b) *Un courant se manifeste actuellement qui tend à rejeter la classe ouvrière hors des sphères de la production dans celles de la circulation et de la consommation :* le nombre des travailleurs producteurs (ayant un emploi) baisse relativement, celui des prolétaires non-producteurs augmente au contraire relativement.

c) *Aux Etats-Unis, entre 1919 et 1925, on enregistre une diminution absolue du nombre d'ouvriers employés par le capital industriel* (économie agraire, industrie, mines, transports, bâtiment). Cette tendance n'a fait que s'accroître depuis, ouvertement. Cela signifie que le progrès technique dans l'industrie américaine, que l'accroissement de la productivité du travail dépassent les possibilités d'élargissement du marché capitaliste; le volume de la production croît en valeur absolue, mais pas dans la mesure qu'il faudrait, avec la productivité augmentée du travail, pour ramener dans le procès de la production les travailleurs qui se trouvent constamment maintenus hors de ce procès. Et j'avais émis l'opinion que cette tendance n'était pas spécifique des Etats-Unis, mais allait se manifester désormais dans tous les pays de haut développement capitaliste. Le congrès a pour tâche d'étudier avec soin les causes de ce chômage chronique et massif et, en particulier,

¹ Dans les 6 années d'avant-guerre, le chômage atteignait dans les industries spécialisées:

Angleterre	4,5 %
Allemagne	2,4 %

Dans les 6 dernières années :

Angleterre	11,0 %
Allemagne	11,2 %

d'examiner ses conséquences sur la différenciation au sein de la classe ouvrière et sur sa capacité de lutte.

Le débat qui s'est engagé ici a été extraordinairement large et a fortement dévié de l'objectif pratique qu'il devait, selon moi, se fixer. De cet objectif pratique de mon rapport, il résulte également que je ne m'associe pas avec une quelconque généralisation des nouveaux phénomènes, dans le genre de celle qu'a tentée Lapinsky au cours de ces débats. Je la tiens pour superflue, car la lutte pour les marchés — le point central des développements de Lapinsky - a été déjà traitée, avec une profondeur suffisante, dans les thèses du VI^e congrès mondial, et que depuis, le développement dans ce sens n'a fait que continuer et s'aggraver, mais sans faire apparaître de nouveaux aspects. Aussi, quand j'examine les débats qui ont eu lieu pour savoir quels nouveaux aspects sont apparus, depuis le VI^e congrès mondial, dans l'économie mondiale et dans la politique économique, je suis obligé de constater qu'à tout prendre, les débats ont apporté bien peu d'éléments nouveaux. Il y a ici deux idées de Magyar. La première est celle des *crises partielles*, atteignant des branches de production isolées, en tant que phénomène nouveau. Je crois que ce n'est pas un phénomène nouveau. Il existait déjà avant le VI^e congrès ; il existe actuellement *en permanence en tant qu'une des formes d'expression de la crise générale du capitalisme*. La crise générale du capitalisme se manifeste dans la crise minière, puis dans la surproduction des automobiles, puis encore dans la crise du textile, etc. Je ne crois donc pas que ces crises partielles constituent des phénomènes nouveaux dans la crise générale du capitalisme, mais qu'elles sont bien des formes d'expression de cette crise.

Le deuxième point importé [important ?] soulevé dans les débats par Magyar est son affirmation d'une *nouvelle crise agraire commençante*. La définition qu'il en a donné est assez vague. Trois processus se développeraient parallèlement : d'abord, le processus général de disparition de certaines couches de la paysannerie. Ce processus est permanent sous le capitalisme ; il est souvent aggravé par une crise agraire, il est parfois quelque peu ralenti. Le deuxième processus est celui de la surproduction de produits agricoles dans les pays d'outre-mer, non plus seulement de céréales, mais encore de viande et d'autres produits agricoles. Provisoirement, on s'en aperçoit assez peu, à l'exception d'une crise du bétail dans certains pays européens. Le processus de la crise serait alors la pression de cette concurrence renforcée des pays agricoles d'outre-mer sur l'économie agricole européenne, par conséquent le *déclenchement* d'une crise agraire européenne, comme ce fut le cas en 1870, 1880. C'est possible. En tout cas, elle ne prendra pas les proportions d'alors, car nous voyons dès à présent la France, l'Italie, l'Allemagne élever leurs tarifs douaniers et protéger ainsi leur économie paysanne contre la concurrence des produits d'outre-mer ; c'est une très forte augmentation des droits sur le blé en Italie, des droits sur le sucre en Allemagne, de toutes les taxes agraires en France, etc.

Un troisième processus de cette crise agraire serait, d'après Magyar, la famine en Chine, s'étendant vraisemblablement à l'Inde, cette année. Je ne crois cependant pas que ces famines dans les Etats asiatiques pauvres et surpeuplés soient en liaison avec cette crise de surproduction menaçante en Amérique du Sud et dans les colonies agitées de l'Angleterre ; au contraire, il faut ici constater une tendance au calme. Il ne faudrait peut-être retenir de tous ces nouveaux phénomènes qu'une *tendance à renforcer le protectionnisme agraire dans les pays européens, contre la menace d'une invasion de produits alimentaires bon marché venus des pays d'outre-mer !*

Un deuxième point, nouveau, soulevé par Buchartrev [Boukhartchev], est le *problème de la Chine*. Je crois qu'il a raison en ce sens que, quoique le problème ne se pose pas d'une façon aiguë au Plénum, il nous faut pourtant étudier soigneusement le rôle possible d'une Chine à développement

bourgeois en tant que débouché élargi pour le capitalisme. Le problème n'est pas aigu pour ce Plénum, *car il n'est pas encore démontré aujourd'hui que la Chine tend à devenir un Etat bourgeois*. Personnellement, j'en doute, car je ne vois pas la possibilité d'une solution au problème agraire en Chine dans le cadre d'un ordre social bourgeois.

Tels sont, à mon avis, les nouveaux problèmes qui furent mentionnés.

Maintenant Lapinski a soulevé toute une série de points politiques nouveaux. Mais je crois que la plupart ou bien ont déjà été traités par le congrès, ou bien ne constituent que d'importantes manifestations partielles de la crise générale du capitalisme. Je ne voudrais m'étendre que sur deux de ces points.

D'abord sur le *rôle de l'Amérique comme exportateur de capital* et sur *l'attitude de l'Amérique à l'égard de l'Europe*.

Les camarades savent que la théorie de Trotski d'après laquelle les « Etats-Unis réduiront l'Europe à la portion congrue » a ouvert dans l'I.C. une certaine discussion. Cette théorie fut écartée par l'LC. Dans ma dernière revue de l'économie mondiale (1^{er} trimestre 1929), j'ai cherché à montrer comment s'était modifié le rapport relatif des forces économiques entre l'Europe et les Etats-Unis en 1928. J'en arrive à ce résultat qu'aussi bien en ce qui concerne l'augmentation de la production qu'en ce qui concerne le commerce extérieur et l'exportation du capital, il ressort des bilans que le rapport des forces entre l'Europe et les U.S.A. s'est plutôt modifié en faveur de l'Europe qu'en faveur de l'Amérique. Cela ne signifie pas que les processus décrits par Lapinski ne seraient pas importants, d'après lesquels les Etats-Unis importent du capital à court terme et le transforment en placements immédiatement rémunérateurs en Amérique du Sud, en partie aussi en Europe. Mais il ne faut pas surestimer la véritable exportation de capitaux des Etats-Unis. Celle-ci se produit aux dépens de ces capitaux à court terme placés d'Europe en Amérique. Les Etats-Unis deviennent les banquiers du monde à côté de l'Angleterre. Mais ne peut être banquier universel que celui qui reçoit de ses clients de l'argent dont il dispose à son gré. Le même processus, décrit par Hilferding dans son *Capital financier*, de la liaison entre le capital bancaire et le capital industriel, se reproduit, dans un certain sens, à l'échelle internationale, entre les Etats-Unis et le reste du monde. Les Etats-Unis reçoivent du capital d'emprunt et en font du capital financier, du capital industriel, placé dans les différentes contrées du monde : Amérique du Sud, Canada, etc... Ils reçoivent de France, d'Angleterre, d'autres Etats américains du capital à court terme ; les différents constituants de ce capital à court terme varient, mais le total reste là sinon pour toujours, au moins pour longtemps et donne la possibilité aux Etats-Unis de l'exporter sous forme de capital industriel. Le capital d'exportation proprement américain ne comprend pas plus que 700 millions de dollars, d'après les bilans de 1927 (moins que l'Angleterre). Mais l'importance économique de ce capital d'exportation des Etats-Unis est beaucoup plus grande, car en dehors de ces 700 millions de dollars exportés, issus directement de leur production, ils exportent encore des centaines d'autres millions de dollars issus ceux-là des capitaux à court terme prêtés par l'étranger.

Maintenant, passons à la deuxième question, celle des prix. Ici nous avons devant nous un problème difficile du marxisme, purement théorique. A vrai dire nous n'avons pas à le traiter ici ; il ne le sera pas au Plénum.

Nous avons une productivité de travail fortement accrue par rapport à l'avant-guerre et pourtant le niveau de vie n'est que de 50 % de celui de 1913. Il faut expliquer théoriquement pourquoi, malgré la productivité accrue du travail, et par conséquent malgré la forte diminution de la quantité de travail social contenue dans l'unité de marchandise, les prix, exprimés en or sont 30 à 50

% plus élevés qu'avant la guerre ! En ce qui concerne le mouvement des prix, Lapinski a raison en affirmant qu'il y a actuellement une stagnation du niveau des prix. Mais il en était de même avant guerre. Mais c'est l'ensemble des prix, l'index des prix, qui témoigne d'une stagnation : il y a actuellement dans les prix des différentes marchandises de plus grandes oscillations qu'avant la guerre. La possibilité de profits et de pertes spéculatifs formidables est donc donnée, malgré la stagnation du niveau général des prix.

Je passe maintenant aux critiques qui furent adressées à mon rapport.

Premièrement sur *la question de la rationalisation en Angleterre*. Je vous rappelle que, lorsqu'au Plénum de 1928, je dégageais les prodromes d'un mouvement de rationalisation en Angleterre, tous les camarades anglais étaient en désaccord avec moi. Maintenant, sous la pression des faits, on constate déjà le recul sur cette ligne. Le plus récent document est un article de Page Arnot dans l'*Internationale* allemande. On ne peut plus nier les faits aujourd'hui. Je veux un peu insister maintenant sur ce qu'a dit Fineberg. J'ai signalé le fait suivant : l'industrie anglaise voit abaissée sa capacité de concurrence sur le marché mondial parce que, par suite de la réintroduction du standard-or, le capital d'emprunt reçoit de nouveau sa part intégrale des bénéfices. Je disais que ce qui se produisait actuellement, c'était un abaissement organisé du pourcentage de profit alloué au capital d'emprunt, et ceci afin de faire redevenir productif le capital industriel. Ce qui, en Allemagne, et d'une façon générale sur le continent européen, s'est déroulé sous la forme de l'inflation, débarrassant les entreprises industrielles de leurs dettes anciennes, est maintenant, en Angleterre, organisé d'une façon systématique. Alors, Fineberg a apporté l'objection que les capitalistes industriels perdraient eux-mêmes leur capital, car il se produit de fortes réductions du capital industriel. C'est une incompréhension des rôles différents du capital industriel et du capital d'emprunt.

Supposez que nous possédons une entreprise industrielle qui ne nous rapporte rien. Nos actions primitives, nos *common stocks* ne nous fournissent pas de dividendes, car nous devons répartir nos bénéfices entre les possesseurs d'actions de préférence et d'obligations, donc au capital d'emprunt. Nous avons gagné un million de livres, mais nous devons tout distribuer. Il se produit maintenant un double assainissement. La part du capital d'emprunt est réduite de moitié et notre capital primitif d'actions nominales est par là même réduit de moitié. Mais il nous reste la fabrique, qui continue à nous appartenir puisque nous possédons les *common stocks*. Ceux-ci, valant 2 millions de livres ne valent plus maintenant que 1 million. Mais l'entreprise, avec ses machines et ses bâtiments qui n'ont pas changé malgré la réduction du capital d'actions et qui continue à fonctionner de la même manière, rapporte les mêmes bénéfices. De ce million de livres sterling, le capital d'emprunt en reçoit un demi-million, et une somme égale nous restera. Le capital nominal peut être encore plus faible, le bénéfice nous reste, tant que nous restons propriétaires de l'usine, en tant qu'actionnaires.

Pour nous exprimer théoriquement : la réduction de la valeur nominale du capital industriel n'est pas équivalente à une diminution de la part du capital d'emprunt. En fin de compte, c'est une perte définitive pour les possesseurs d'obligations. Pour le capital industriel, ce n'est qu'une mesure comptable qui ne change rien au total des bénéfices et quand l'entreprise va bien, le capital d'actions nominales peut être à nouveau élevé d'une façon correspondant aux bénéfices. C'est une grande différence !

Le débat principal se déroula autour du nouvel aspect du chômage. Je dois encore une fois préciser de quoi il s'agit. Nous voyons, depuis 1921 en Angleterre et en Allemagne, et, dans ces dernières années, aux Etats-Unis, une formidable armée de chômeurs chroniques qui, quoique légèrement « fluctuants », restent cependant chômeurs malgré la bonne conjoncture. C'est, pour l'I.C. et pour tout combattant marxiste, un fait d'une importance formidable aux causes duquel il faut réfléchir. En Angleterre, on ramasse aujourd'hui l'argent de la bienfaisance pour tenter d'aider d'une manière ou d'une autre les chômeurs qui, ou bien ne reçoivent aucun secours de chômage, ou bien, avec ce secours, souffrent de la faim. En Angleterre, nous avons 6 millions de personnes environ (chômeurs pauvres avec leurs familles), qui vivent de secours de chômage ou de charité. Le septième de la population anglaise par conséquent. C'est un fait historique d'une importance formidable. Prenons, si vous voulez, l'Allemagne ! En ce moment, deux millions et demi de chômeurs absolus sont secourus, soit, avec leurs familles (qui reçoivent des suppléments), cinq millions d'âmes en chiffres ronds¹. Depuis des années 10 % en moyenne de chômeurs totaux ne reçoivent aucun secours. Ce serait donc plus de 250 000 chômeurs totaux ; 200 000 environ reçoivent actuellement des secours de crise. Il y en outre, un million de demi-chômeurs et quelque cent mille pauvres². Il y aurait donc en Allemagne en tout quatre millions d'hommes, 8 millions avec leurs familles, aujourd'hui sans travail, vivant de secours de chômage, secours de crise ou de la charité publique. C'est là encore le septième de la population. Ce n'est pas à négliger. Là-dessus, quand on n'est pas un professeur, mais un communiste engagé dans la lutte, on doit se mettre à chercher la cause de ce phénomène social nouveau et formidable. Je me suis permis de le faire.

Comment peut-on le faire ? Il faut rechercher, parmi les faits économiques et sociaux si complexes, le plus important. Que trouve-t-on ici ? On découvre avant tout que ce chômage massif et chronique ne résulte pas d'une mauvaise marche des affaires — comme on pouvait le croire immédiatement après la grande crise de 1921, *mais que ce chômage marche parallèlement avec une augmentation formidable du volume de la production* en Amérique, en Allemagne et aussi, dans une mesure cependant beaucoup plus faible en Angleterre ; depuis 1924, le volume de la production s'est accru en Grande-Bretagne de 5 à 6 %. C'est là le premier fait important.

Le deuxième fait important est que *le chômage atteint son maximum dans les pays où la rationalisation est le plus accentuée.*

Le troisième fait important : il existe, dans les pays à capitalisme hautement développé, *une tendance à rejeter des forces de travail de la sphère de la production dans celles de la répartition et de la consommation.* En guise d'exemple, je veux vous fournir des données sur le déplacement des forces de travail depuis 1923 en Angleterre.

Le ministère anglais du travail dresse chaque année, en juillet, depuis 1923, une statistique des ouvriers à travail assuré et des chômeurs dans les différents métiers. Si nous retranchons de la liste des professions celles qui, ouvertement, n'appartiennent pas au capital industriel (commerce, banque, finance, administrations d'Etat et locales, professions libérales, etc.), si nous les ramassons en un

¹ Voir WISSEL: *La politique sociale après la guerre*, page 24.

² *Recueil annuel de statistique pour l'Empire allemand*, 1928, page 499.

groupe à part, et si nous considérons ensuite tous les autres corps de métier, alors nous trouvons les changements suivants dans le nombre des travailleurs ayant réellement un emploi (chômeurs non compris)

Nombre des travailleurs en Angleterre ¹¹
(en juillet et en milliers)

	Au service du capital industriel	En dehors du capital industriel ²	Pour l'ensemble
1923	7 897	2 281	10 178
1924	8 206	2 167	10 373
1925	7 952	2 613	10 565
1926	7 645	2 658	10 304
1927	8 214	2 803	11 017
1928	7 705	2 799	10 504

Nous voyons donc en Angleterre une tendance, assez peu clairement exprimée, à la diminution du nombre absolu des ouvriers employés par le capital industriel, parallèlement à un fort accroissement du nombre des travailleurs employés dans les sphères de la consommation et de la circulation : plus d'un demi-million en 6 ans

Cette situation s'exprime encore plus nettement lorsqu'on emploie les pourcentages, comme dans le tableau suivant, se rapportant également au mois de juillet :

	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Nombre total des travailleurs dans les différents métiers.	100	100	100	100	100	100
Au service du capital industriel	77,6	79,1	75,3	74,2	74,6	73,4
En dehors du capital industriel	22,4	20,9 ³	24,7	25,8	25,4	26,6

Nous constatons que : 4 % des forces ouvrières sont, en 6 ans, passées des sphères de la production dans celles de la circulation, des échanges, de la consommation ! 4 % en moins de travailleurs productifs, 4 % de plus de travailleurs improductifs. C'est là un fait d'une importance économique formidable.

Un tel processus se poursuit également — comme nous le montrerons — aux Etats-Unis. Pour les autres pays, le matériel statistique actuel ne suffit malheureusement pas à une telle étude.

Mon affirmation qu'aux Etats-Unis se poursuit une tendance à la diminution absolue du nombre des ouvriers employés par le capital industriel est ici vérifiée au maximum. On sait en effet, sur la base des chiffres américains assez exacts, qu'aux Etats-Unis, entre 1919 et 1925, le nombre des ouvriers occupés par le capital industriel, par le capital immédiatement productif (donc dans l'économie paysanne, l'industrie, les mines, les transports par voie ferrée) a diminué de deux millions. A ce sujet, deux sortes d'observations furent faites :

¹ Ministry of Labor Gazette.

² Cette rubrique contient les branches suivantes : *Distributiv Trade, Banking and Finance, Local Government, National Government, Entertainment and Sport, Hotels, Boarding Houses, Clubs, Professional Services.*

³ La diminution doit être imputable ici aux mesures de restriction de l'appareil des fonctionnaires d'Etat.

a) Le camarade Wurm fit remarquer que l'année 1919 avait été une année extraordinaire, qui ne pouvait pas servir de base de comparaison, car c'avait été une année de haute conjoncture et que les fabriques de matériel de guerre travaillaient encore. A cela on répliqua :

L'année 1919 fut en effet une année de haute conjoncture ; mais il en est de même pour 1925. Les variations de la conjoncture influencent avant tout le nombre des ouvriers employés dans l'industrie. La statistique suivante nous montre que 1919 ne fut nullement une année d'exception.

L'*accroissement annuel* des ouvriers employés dans l'industrie des Etats-Unis (non compris les fonctionnaires) fut¹¹ :

1879-1889	152 000
1889-1899	105 000
1899-1909	190 000
1909-1919	237 000

Le développement depuis 1919, tel qu'il ressort des chiffres publiés tous les deux ans par l'industrie, s'oppose absolument au développement antérieur.

Nombre des ouvriers de l'industrie aux Etats-Unis.

(en milliers)

1919	8 990		
1921	6 938	Diminution en 8 ans	649 000
1923	8 768		
1925	8 384	Diminution annuelle	81 000
1927	8 351		

Donc, tandis que l'industrie américaine, dans les 40 années écoulées entre 1879 et 1919, gagnait annuellement, en moyenne, 170 000 ouvriers nouveaux, dans les huit dernières années, au contraire, c'est 81 000 qu'elle a perdu, tous les ans ! C'est là un fait de la plus haute importance.

Nous devons prendre en considération le fait que de toutes les variétés de capital industriel, c'est précisément l'industrie qui, sous le capitalisme, absorbe des forces ouvrières, *tandis que l'économie agricole rejette continuellement de ces forces de travail !* Donc, si durant ces dernières années l'industrie des Etats-Unis a jeté absolument des ouvriers sur le pavé (nous savons que la même chose s'est produite dans le bâtiment), il faut en conclure que le nombre des ouvriers employés dans toutes les branches du capital industriel a dû baisser beaucoup plus encore et le chômage a dû s'accroître beaucoup. Nous cherchons, dans ce qui suit à montrer combien de nouveaux ouvriers, rien que dans les années 1926 et 1927 ont, aux Etats-Unis, apparu sur le marché du travail.

Nous commençons par le développement dans l'économie agricole.

¹ Compté sur les bases des données du *Statistical Abstract of U.S.A.*, 1928, page 749.

Les documents officiels suivants du *Department of Agriculture*¹ nous fournissent un certain appoint pour l'étude de l'exode des ouvriers dans l'économie agraire des Etats-Unis en 1926-1927.

	Ont quitté la campagne pour la ville	Ont quitté la ville pour la campagne	Diminution nette
1926	2 155 000	1 135 000	1 020 000
1927	1 978 000	1 374 000	604 000
[total]	4 133 000	2 509 000	1 624 000

Si nous considérons qu'en général plus de vieux ouvriers incapables de travailler retournent à la terre et que les jeunes forces ouvrières, capables de travailler abandonnent la campagne pour chercher du travail dans l'industrie, alors nous pouvons tranquillement admettre que, dans la nouvelle diminution de 1 624 000 personnes employées dans l'agriculture, la moitié au moins était d'âge à travailler, par conséquent cherchait du travail ! Le développement du chômage organique apparaît donc beaucoup plus large que ne l'indiquait le départ de 30 000 ouvriers de l'industrie.

Si nous voulions calculer en général le nombre des chômeurs en Amérique, nous devrions prendre en considération ce qui suit² :

Tous les ans, c'est, en chiffres ronds, 1,8 million d'hommes qui atteignent, aux Etats-Unis, l'âge de travailler. La proportion actuelle de la classe ouvrière dans la population est d'environ 22 %. Cela fait donc, par rapport à cette proportion, 400 000 nouvelles forces ouvrières qui montent tous les ans ; en deux ans, 800 000 !

Les immigrants sont légalement (après le départ de ceux qui s'en retournent au nombre de :

1926	303 940
1927	252 023
[total]	555 963

Il faut ici compter l'immigration illégale par le Canada et le Mexique. Les ouvriers constituent la majorité écrasante de ces immigrants ; nous pouvons en toute sûreté admettre un accroissement net d'au moins 450 000 ouvriers en quête de travail.

D'autre part, il meurt annuellement environ un million d'hommes âgés de plus de 5 ans. En gros, nous pouvons compter au maximums 200 000 ouvriers dans ce nombre. Nous arrivons ainsi au résultat suivant très intéressant, pour les années 1926-1927 :

Accroissement ouvrier par poussée naturelle	+ 800 000
Morts	- 400 000
Accroissement net	= 400 000
Immigrés	+ 450 000
Rejetés de l'industrie	+ 30 000
Venus des campagnes	+ 800 000
Accroissement du nombre d'ouvriers en quête de travail	= 1 630 000

¹ *Annalist.* 15. III, page 509.

² Tous les matériaux suivants sont extraits de *Stat. Abstract*, 1928.

Toutes nos appréciations et tous nos calculs sont visiblement très au-dessous de la réalité. En fait, le nombre des nouveaux ouvriers cherchant du travail, et n'en pouvant trouver dans aucune des branches principales du capital industriel, économie agraire et industrie, devrait dépasser 2 millions. Nous voyons ainsi un formidable chômage organique !

Le camarade Magyar a soulevé toute une série de petites discussions statistiques : à savoir que la statistique des entreprises ne contient pas les entreprises à mouvement annuel inférieur à 5 000 dollars ; que, par suite de la chute des prix cette limite de 1927 est plus haute que celle de 1919, etc. Ce sont là des mesquineries ! Des « entreprises industrielles » de moins de 5 000 dollars de mouvement annuel — par conséquent de 16 dollars par jour de travail — sont des boutiques sans importance dans lesquelles travaillent 139 000 ouvriers dans tous les Etats-Unis. De tels calculs mesquins ne nous permettraient pas de résoudre le problème gigantesque du chômage organique.

La deuxième ligne critique consiste à montrer comme théoriquement antimarxiste et impossible la condition primordiale pour une diminution du nombre des ouvriers employés par le capital industriel. Il y a ici une forte et durable incompréhension de la méthode marxiste.

La méthode marxiste consiste en une liaison dialectique étroite d'une analyse purement théorique et d'une analyse historique. Marx indique d'abord ce qu'est le capitalisme pur avec simplement des capitalistes et des ouvriers, pas de producteurs indépendants, pas de parties séparées de l'économie capitaliste mondiale par des frontières nationales, pas de commerce extérieur, pas d'exportation du capital, mais au contraire une économie mondiale capitaliste unique. Marx essaie de définir théoriquement le capitalisme pur sur ces bases ; puis il revient à l'analyse concrète des différents moments de ce capitalisme, dont il avait fait abstraction dans son analyse pure. Alors, Marx pose, à propos du capitalisme pur, cette question : de quoi dépend le nombre des ouvriers travaillant ? Et il répond à cela : Il y a ici deux tendances contradictoires, l'une est le rejet d'ouvriers hors de la production par le progrès technique, par la complexité organique croissante du capital. L'autre est l'accroissement du nombre des ouvriers par l'augmentation du capital total, par l'élargissement de la production capitaliste. D'une manière historique concrète il explique, dans divers passages, que le camarade Wurm a tous cités dans son article, comment s'accroît concrètement le nombre des travailleurs, comment il augmente en valeur absolue.

INTERRUPTION : *il l'explique aussi d'après la loi de l'accumulation.*

Il dit : quoique s'accroisse la complexité organique du capital, quoique le nombre des ouvriers baisse relativement, ce nombre augmente en valeur absolue, car le capital global s'est tellement accru que cette somme (v) d'ouvriers, quoique plus faible relativement est plus forte en valeur absolue qu'auparavant. *Mais de thèse théorique pure, affirmant qu'il en doit éternellement être ainsi, il n'en est pas question chez Marx !* Marx appuie sur cette relation entre cette élévation absolue de v parallèle à la diminution relative de c , afin de souligner que le taux du profit a tendance à baisser alors que la masse de la plus-value, c'est-à-dire des bénéfices, augmente en valeur absolue. Mais il n'en résulte aucunement *que la mise en chômage d'ouvriers par suite du progrès technique ne peut pas être assez grande pour pouvoir être compensée par l'augmentation du capital général !* Marx lui-même n'a pas nié cette possibilité. Je ne veux pas me battre à coups de citations. Je me bats volontiers avec des arguments, non avec des citations ; mais si vous l'exigez, je vais vous lire une citation de Marx : « Un développement des forces productives, qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire, en fait, donnerait à la nation la possibilité d'accomplir la production totale en

un temps plus court, amènerait la révolution, car la majorité de la population ne se trouverait plus en état de gagner son pain¹ »

WURM : *Lisez encore un passage de plus !*

Il y a encore 300 pages !

WURM : *Dans le même paragraphe !*

Je dis maintenant : Ce qui se produit actuellement, *ce chômage massif, chronique, croissant, se développant organiquement, est un élément de la crise du capitalisme, un élément de la révolution, comme le disait Marx !* Il n'y a là-dessus aucun doute, et il ne faut pas chercher à étouffer la chose !

Jablonski a présenté ici la thèse d'après laquelle il fallait écarter la possibilité d'une tendance à la diminution du nombre des ouvriers employés par le capital industriel, producteurs de valeur et de plus-value, et cela parce que ni Marx, ni Lénine n'avaient prévu une telle perspective! Une telle argumentation doit être écartée avec énergie. Si Lénine vivait, il rejetterait avec indignation un tel dogmatisme vide et stérile...

On peut ici poser une question : Pourquoi le fait historiquement et concrètement défini par Marx, la croissance absolue du nombre des ouvriers malgré l'augmentation de la **complexité** organique du capital, pourquoi ce fait s'est-il produit à l'époque et n'a-t-il pas lieu actuellement dans certains pays ? A cela je réponds : *Pour le capitalisme d'avant il existait une possibilité unique qui ne se reproduit plus et qui ne peut plus se reproduire : celle de l'extension des débouchés du capitalisme par la transformation des paysans en fermiers, c'est-à-dire la transformation des petits producteurs qui — comme c'est encore aujourd'hui le cas en Union soviétique — utilisent 80 % de leur production pour leur propre consommation, en petits producteurs capitalistes qui écoulent 85 à 90 % de leurs produits sur le marché et, en échange, achètent des marchandises produites par le capitalisme. Ainsi pour les différents capitalismes nationaux d'Amérique, d'Angleterre, d'Allemagne, de France, cette possibilité d'extension des débouchés capitalistes a existé. En Amérique ce processus est terminé, le paysan est devenu là-bas un fermier ; en Angleterre ce processus est également terminé depuis plus longtemps encore, en Allemagne, il est très avancé ; en France, il n'est pas encore terminé...*

MAGYAR : *La plus grande partie du monde se compose encore de paysans.*

C'est précisément dans les pays à capitalisme hautement développé — Amérique et Angleterre — que ce processus est terminé, et c'est précisément dans ces pays que nous constatons ce chômage organique, et ce rejet des ouvriers hors des sphères de la production dans celles de la circulation et de la consommation.

Il y avait autrefois une autre possibilité d'extension du marché capitaliste aux dépens des pays arriérés, par conséquent aux dépens de la transformation des pays non capitalistes en pays capitalistes. Ce processus, il va de soi, n'est pas terminé ; mais d'autres grands obstacles s'y opposent, à savoir : l'industrialisation de ces pays, l'introduction de taxes industrielles gênant l'exportation des marchandises dans ces pays. Il en résulte par là même les moments suivants : 1. la lutte acharnée pour les débouchés ; 2. le fait que de grandes parties de l'appareil de production se ralentissent constamment ; 3. le fait de ce chômage nouveau organique, structurel, dans les pays les

¹ *Le Capital*, III/1, 26/6. [*Le Capital*, Editions Sociales, t. 6, p. 276]

plus avancés et le rejet des ouvriers hors des sphères de la production dans celles de la circulation et de la consommation. Naturellement il est absolument faux de poser la question comme le font Jablonski et en partie aussi Magyar : si les possibilités de travail se rétrécissent, la classe ouvrière disparaît. Mais ces ouvriers jetés ainsi sur le pavé ne meurent évidemment pas ; ils sont là, ils veulent vivre, ils manifestent et obtiennent de l'Etat capitaliste en Allemagne et en Angleterre une somme annuelle d'environ un milliard de marks, destinés à les empêcher de faire des révoltes de la faim ! Supposez un instant qu'en Angleterre ou en Allemagne il n'existe aucun secours de chômage ! Quels ébranlements sociaux se produiraient !

Maintenant, camarades, que deviennent les ouvriers devenus superflus aux Etats-Unis ? Certainement de nombreux millions restent constamment chômeurs ; plusieurs centaines de milliers, peut-être un million, sont à nouveau occupés dans le commerce de l'automobile, dans le service de l'automobile (non dans la production, mais comme chauffeurs). Deux millions d'hommes sont aujourd'hui employés en Amérique dans la contrebande de l'alcool, dans la vente de l'alcool de contrebande et dans les organisations de répression de cette contrebande. Ils sont fixés dans le « service » des innombrables institutions de plaisir, hôtels, bars, clubs, dans le petit commerce, etc. *De plus une grande partie des ouvriers américains ne travaillent que quelques jours par semaine ; c'est un fait généralement connu pour les mines de charbon. Il en est de même pour l'industrie¹. Ford fait travailler ses usines sept jours par semaine. Ses ouvriers ne travaillent que cinq jours, etc.*

Ici c'est clair, la contradiction entre le nombre réduit des ouvriers travaillant réellement dans les entreprises et le nombre augmenté des ouvriers de la ville : Ils ne travaillaient que quelques jours par semaine².

Je me résume : Je suis persuadé, camarades, que c'est ici quelque chose de nouveau, une tendance clairement exprimée et très importante. Je proteste contre le nom de « loi Varga » qu'on veut donner à ce phénomène³. Je me suis exprimé très prudemment.

INTERRUPTION : *Il y a quelques années, vous ne vous êtes pas exprimé avec tant de prudence.*

Naturellement, car maintenant je vois mieux. Il y a trois ans j'étais naturellement prudent car moins de faits s'étaient produits.

INTERRUPTION : *Et si les chiffres les plus récents vous montrent que le nombre des ouvriers a augmenté, alors vous êtes compromis.*

Il s'agit pourtant de définir ce phénomène formidable de chômage chronique. Nous devons donc rechercher : si c'est un phénomène passager ou permanent ; quelles sont ces causes, d'où il vient. Devons-nous compter constamment avec le chômage, etc. On ne peut tout de même pas négliger le fait qu'en Angleterre et en Allemagne un septième des ouvriers sont sans travail ou

¹ Un camarade allemand récemment de retour d'Amérique et dont, l'opinion a de l'autorité, me montrait, d'après ses notes, que les entreprises des forges travaillaient jour et nuit pendant les sept jours de la semaine, mais que le besoin en ouvriers est tellement diminué par la rationalisation que ceux-ci n'ont du travail que pendant deux ou trois jours de la semaine.

² Une statistique de ce temps de travail raccourci ne nous est pas connue.

³ Je n'ai pas découvert le fait de la diminution des ouvriers employés par l'économie agricole, les mines et l'industrie. Ce fait est indiqué dans des centaines de revues américaines !

mendiants. Mais la tendance des discours de Wurm et de Magyar est pourtant de négliger un tel fait.

Le doute vis-à-vis des faits exposés ici, la discussion tatillonne pour savoir si les chauffeurs d'automobiles sont des travailleurs productifs, si dans les industries malheureuses d'un mouvement quotidien de 12 dollars sont employés 130 000 ouvriers, ou si ce nombre est monté à 160 000, telle ne doit pas être la manière de traiter un problème d'une importance si considérable pour la classe ouvrière. Je suis d'accord quand on dit qu'il ne faut manier les statistiques qu'avec beaucoup de prudence. Je ne souhaite pas que l'I.C. s'appuie en toute confiance sur une « loi Varga ». Mais, toutefois, il faut traiter cette question avec la plus grande attention car elle est d'une grosse importance pour la politique et la tactique

WURM : *Nous avons en Allemagne une armée industrielle de réserve stable, en même temps qu'une augmentation du nombre des ouvriers employés par l'industrie.*

Camarade Wurm, je me réjouis de vous voir maintenant engager le combat pour couvrir votre retraite, mais je n'ai pas parlé de l'Allemagne, car en Allemagne, du fait de l'inflation, puis de la stabilisation et des grands bouleversements qui s'y sont produits, aucun matériel statistique ne peut être utilisé.

Je veux encore ajouter quelque chose. Beaucoup de camarades, Wurm dans son article et dans le sténogramme, disent que le chômage doit être compris comme un phénomène passager dû à la rationalisation. C'est faux à mon avis.

INTERRUPTIONS : *Où est-ce dit ?*

Je cite l'article de Wurm, page 24 : « C'est cependant faire un pas formidable que de tirer, comme le fait Varga, de la comparaison de deux années, de telles conclusions ; d'autant plus que, durant précisément ces deux années, a été effectuée aux Etats-Unis une large rationalisation. » Il y a ici une liaison immédiate entre la rationalisation et ce phénomène passager.

Si nous nous en tenons à notre ligne fondamentale d'après laquelle la période actuelle et aussi les années qui vont suivre peut être caractérisée par une lutte extraordinairement aiguë pour la possession du marché mondial, alors nous devons en conclure que la rationalisation va continuer ; peut-être pas au rythme impétueux qui fut celui de l'Allemagne dans ces dernières années, mais certainement elle se continuera dans tout le monde capitaliste. Par conséquent, la rationalisation persistera en tant que facteur de chômage, par libération de bras inutiles.

Maintenant, et pour conclure, je veux faire encore aux camarades une concession, la suivante : Dans le proche avenir, le chômage diminuera un peu, car nous arrivons aux années où se fait sentir la chute de la natalité due à la guerre. Pendant quatre ans, le nombre des ouvriers arrivant à l'âge de travailler sera beaucoup plus faible. Ce sera naturellement un fait très important, mais qui ne changera rien au phénomène. Je répète : Je ne souhaite pas qu'on parle d'une « loi Varga », mais je dis : Il faut traiter le problème du chômage massif organique et chronique, avec le sérieux qui convient, et ne pas discuter sur des finesses de statistiques. Il faut aborder très sérieusement le problème pour chercher à en connaître les grandes lignes de développement. Il ne faut pas le traiter avec la méthode consistant à aborder chaque pays séparément, chaque branche d'industrie à part, etc., parce que les causes du chômage seraient différentes dans chaque pays. Si nous traitions ainsi la question, en faisant de chaque phénomène partiel un tout, nous aboutirions à constituer une montagne de faits isolés et indépendants et tout serait absolument terne et sans liaison. *Il faut avant tout, dans l'examen des différents faits concrets, arriver à dégager la ligne générale de développement.* Nous ne pouvons pourtant pas, dans l'I.C. tracer une stratégie particulière à chaque

pays et à chaque industrie, mais nous devons avoir une ligne stratégique générale, au moins pour les pays capitalistes les plus développés !

13. *L'Internationale Communiste*, 1929, pp. 964-968

LES ETATS-UNIS DANS LA PERIODE DE DECLIN DU CAPITALISME

Plan provisoire d'une vaste œuvre collective de l'Académie communiste¹

(Institut de l'économie et de la politique mondiales)

L'expérience de la dernière décade démontre la nécessité d'une étude fondamentale sur la période de déclin du capitalisme. Il s'agit d'analyser systématiquement cette période, à l'aide du marxisme et du léninisme, pour mieux prévoir son développement ultérieur et pouvoir donner une base plus solide à la stratégie et à la tactique de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie internationale.

Une telle œuvre est aussi nécessaire d'un point de vue éducatif. Notre nouvelle littérature économique souffre d'une séparation de la théorie et des faits concrets. Nous avons des travaux d'un caractère purement théorique — au fond, des regroupements de développements théoriques de Marx et de Lénine — qui ne tiennent presque pas compte de faits nouveaux de l'économie capitaliste ; ou des compilations de faits, des statistiques ou autres choses semblables, sans analyse théorique. La majorité de notre jeunesse estudiantine puise encore aujourd'hui non seulement ses connaissances théoriques, mais aussi pratiques, sur l'économie mondiale dans *le Capital*, dans *le Capital financier* de Hilferding et dans *l'Impérialisme* de Lénine, œuvres certainement surannées, comme source de renseignements concrets sur le capitalisme actuel. De ce point de vue, il est urgent de mettre à la disposition de nos étudiants, sous une forme théorique, les faits concrets de l'économie mondiale des deux dernières décades, en particulier de la période de déclin du capitalisme.

Nos forces scientifiques ne nous permettent pas de réaliser un travail semblable pour le monde entier, il manque des forces compétentes connaissant le pays, la langue et la population de tous les pays. Il n'existe pas non plus, pour la plupart des pays, un matériel statistique suffisant. Nous devons nous contenter, au moins provisoirement, d'étudier une des puissances impérialistes déterminantes et, partant de là, d'élucider le capitalisme dans sa période de déclin.

Nous avons à choisir, entre l'Empire britannique et les Etats-Unis. L'Empire britannique était préférable à beaucoup d'égards : il montre des signes de déclin beaucoup plus nettement que les autres puissances mondiales, ce qui permettait de mieux éclaircir les traits fondamentaux de la période de déclin par l'exemple anglais que par l'exemple américain ; les possessions coloniales énormes de l'Angleterre font ressortir plus nettement les problèmes coloniaux si importants pour la période de déclin ; la jonction directe au *Capital* de Marx, qui était illustré en premier lieu par des exemples anglais, n'était pas un avantage à sous-estimer. Si nous nous sommes néanmoins décidés

¹ Nous ouvrons la discussion sur ce plan provisoire et prions les camarades qui s'intéressent à cette question importante d'y participer.

pour les Etats-Unis, c'est que les raisons suivantes ont prévalu :

Du point de vue propagande: Si nous avons pris comme base de l'analyse l'Empire britannique, les apologistes du capitalisme pouvaient objecter que c'est un mauvais exemple ; que ce n'est pas l'Empire britannique déclinant qui est caractéristique du capitalisme d'après-guerre, mais le capitalisme ascendant des Etats-Unis. Nous devons, par conséquent, montrer les symptômes de déclin commençant dans la partie la plus saine du capitalisme mondial : les Etats-Unis.

Du point de vue technique: Les Etats-Unis sont le seul pays du monde qui possède dans ses *Census* une statistique économique et sociale remontant presque à un siècle. Cela facilite le travail par rapport à l'Empire britannique qui se compose de parties distinctes pourvues d'un matériel divers et multiforme. D'autre part, il existe dans l'Empire britannique des domaines importants qui ne peuvent pas être visités au cours du travail, par aucun des collaborateurs possibles ; le cercle des collaborateurs possibles qui ont séjourné aux Etats-Unis est beaucoup plus grand. Les perspectives d'élaborer une bonne étude sur la base des matériaux américains sont ainsi meilleures qu'en ce qui concerne les matériaux anglais

*

* *

Au centre du travail doivent se trouver les problèmes suivants :

1. *Comment se sont affirmées au sein du capitalisme américain les principales lois et tendances du marxisme et du léninisme ?* (Concentration par la centralisation et l'accumulation, le taux de la plus-value croissant et le taux du profit baissant, croissance de la composition organique du capital et productivité accrue du travail ; transformation des producteurs indépendants en petits capitalistes, leur subordination au capital monopolisateur ; exportation industrielle et des capitaux, expansion impérialiste, etc.)

2. *Quelles sont les particularités du capitalisme américain comparé aux autres grands pays capitalistes ?* (Grandeur et diversité climatique de la superficie de l'économie nationale, beaucoup de terres pour l'agriculture, richesses minières importantes, peuplement tardif, pas de féodalisme, développement par bonds au cours de vingt premières années du xx' siècle, etc.)

3. *Comment se développe l'économie des Etats-Unis dans la période de déclin du capitalisme ?* (Répercussion de la crise générale du capitalisme mondial sur les Etats-Unis, crise agricole, lutte pour les débouchés sur le marché mondial par tous les moyens impérialistes ; développement ralenti des forces productives, rationalisation et chômage organique, etc.)

*

* *

La méthode d'exposition. Il faut choisir : Présenter toute la matière groupée d'après les tendances particulières ou plutôt d'après les problèmes théoriques : par ex. : *a*) problème de la formation des prix ; *b*) problème de la répartition de la plus-value (profit, rente, capital commercial, capital de prêt) ; *c*) problème du salaire (armée de réserve, salaire réel, etc.) ; *d*) problème de l'accumulation du capital, etc. Ou exposition par branches particulières de la vie économique et sociale et démonstration des tendances et lois particulières de la théorie du marxisme et du léninisme dans chaque domaine : par ex. : l'agriculture ; transformation des paysans en petits producteurs capitalistes de marchandises ; centralisation, machinisme et industrialisation dans l'agriculture ; exode rural, crise agricole, exploitation des petits capitalistes inorganisés dans l'agriculture ;

transports et finances ; pénétration des grandes entreprises capitalistes dans l'agriculture, etc.

Nous nous sommes décidés, après de longues discussions, pour la *deuxième* méthode, principalement, parce qu'il est facile de trouver des collaborateurs qui connaissent la théorie du marxisme et du léninisme, mais il est difficile de trouver des collaborateurs qui ont des connaissances concrètes, matérielles nécessaires pour pouvoir suivre un problème théorique à travers toutes les parties de la vie économique et sociale. L'application de cette dernière méthode pouvait aussi provoquer le danger *d'obtenir, à la place d'une analyse approfondie du matériel concret à l'aide de la méthode marxiste-léniniste, l'exposition du marxisme et du léninisme illustrée par la statistique américaine.*

Les deux méthodes ont pour effet une certaine dispersion de la matière. Pour obtenir un tableau d'ensemble, il faut, en appliquant la deuxième méthode, réunir dans un volume théorique final les résultats des volumes précédents, généraliser pour tout le capitalisme de la période de déclin en soulignant les traits spéciaux propres à l'Amérique.

*

* *

L'ensemble du travail donnerait à peu près le tableau suivant :

I. Partie préparatoire

1^{er} vol. *Géographie économique des Etats-Unis*. Exposé des bases naturelles du développement des forces productives (climat, sol, règne animal et végétal, place dans l'économie mondiale et état des forces productives à la fin du XIX^e siècle comparé aux vieilles puissances capitalistes). 6-8 feuilles.

2^e vol. *Esquisse de l'histoire économique et sociale des Etats-Unis jusqu'en 1900*, en soulignant particulièrement aussi bien les tendances générales du développement capitaliste que les traits spécifiques du capitalisme américain. 15 feuilles.

II. Période de 1900-1930

La détermination de l'année 1900 comme limite est évidemment arbitraire. En prenant comme point de départ le début ou la fin de la guerre, on pourrait faire croire que la guerre mondiale n'est historiquement qu'un fait du hasard. La période de 1900-1930 comprend, d'une façon heureuse, trois phases principales du développement du capitalisme aux Etats-Unis : le capitalisme pleinement développé d'avant-guerre, montrant des traits caractéristiques particuliers à l'Amérique ; le capitalisme de guerre et l'impérialisme pleinement développé d'après-guerre. Il est clair, qu'il va falloir remonter au XIX^e siècle dans les volumes suivants, dans beaucoup de cas où le 2^e volume ne fournit pas de matériaux suffisants.

Les volumes suivants doivent constituer chacun un tout théorique complet ; les matériaux ne doivent pas être donnés d'un point de vue descriptif statistique, mais travaillés selon les problèmes théoriques.

A) La base économique

3 ^e vol. Agriculture, question agraire, crise agricole	15 feuilles
4 ^e vol. Industrie	12 feuilles
5 ^e vol. Transports	10 feuilles
6 ^e vol. Banques et finances	10 feuilles
7 ^e vol. Commerce, problème de la formation des prix dans la période d'après-guerre	12 feuilles
8 ^e vol. Capital financier et formation des monopoles	12 feuilles

B) Structure sociale et superstructure politique

8 ^e vol. Division des classes et répartition des revenus.(Couches sociales, immigration, répartition du revenu national par classes, etc.)	12 feuilles
9 ^e vol. Classes et partis (Politique intérieure, état des partis, problème du parti ouvrier, etc.)	12 feuilles
10 ^e vol. Impérialisme américain, politique extérieure, exportation des capitaux, expansion pacifique et militaire des possessions, rapports avec l'Amérique du Sud, le Canada, la Chine, l'Europe, en particulier l'Angleterre, etc	12 feuilles
11 ^e vol. Le prolétariat et le mouvement ouvrier (Exploitation croissante, taux croissant de la plus-value, chômage organique de masse. Aristocratie ouvrière et ses syndicats, partis ouvriers, les nouveaux syndicats révolutionnaires, le P.C. et ses tâches)	12 feuilles

III. Résumé théorique

12 ^e vol. Les Etats-Unis et la période de déclin du capitalisme (Résumé du développement des Etats-Unis d'après les problèmes théoriques sur la base des matériaux employés dans les volumes précédents)	20 feuilles
---	-------------

Nous savons qu'un travail scientifique d'une telle importance ne peut être réalisé dans ces conditions que si toutes les forces scientifiques présentes y participent en tant qu'auteurs, rédacteurs ou critiques. Nous demandons aussi aux camarades, comme premier pas, de soumettre le présent projet d'un plan de travail à une critique positive, et de faire des propositions pour le changer ou le compléter.

Par décision de la commission préparatoire.

E. Varga.

Moscou, le 15 mai 1929.

14. *L'Internationale Communiste*, 1929, pp. 1667-1682.

LA DEBACLE BOURSIERE INTERNATIONALE, SIGNE AVANT- COUREUR DE LA PROCHAINE CRISE ECONOMIQUE

Au cours de ces derniers mois, les effondrements de cours se sont succédés à un rythme rapide sur les principales places boursières du monde. Le point culminant a été atteint le 29 octobre, en Amérique, sous la forme d'une panique de Bourse « comme il n'y en avait encore jamais eu de pareille » (*Times* du 30 octobre).

Les communistes partisans de la théorie du « capitalisme organisé », de la théorie de l'« atténuation des contradictions économiques à l'intérieur des Etats » (Boukharine) devraient bien réfléchir aux événements qui se sont déroulés à la Bourse américaine. La perte due à la chute des cours à la Bourse de New-York est évaluée, pour la dernière semaine d'octobre, à « au moins 25 milliards de dollars¹¹ » (*Journal des Mines* du 31 octobre). « A San Francisco, la chute des cours sur les seules actions de la Transamerica Bank s'est chiffrée, en un seul jour, à plus de un milliard de dollars. » (*ibidem*).

Nous essaierons de montrer, par des chiffres concrets concernant quelques actions universellement connues, l'importance des pertes boursières.

Firmes	Cours maximum de 1929	Cours d'octobre 1926	Cours d'octobre 1929	Chute par rapport au cours maximum (en %)
General Electric	403	296	250	38
General Motors	97,75	54,125	47,50	51
U. S. Steeltrust	261,75	203,25	185,50	29
International Harvester .	142	101,25	85,50	42
American Smelting	130,25	97,75	80	40
Du Pont de Nemours	231	166,50	150	35
Chrysler Automobile	135,75	44,75	39,75	71
Standard Oil New-Jersey	83	72,625	64	23
Radio Corp	114,75	59	40	65
Westinghouse Electric	292,625	179	145	50

Nous posons la question : Où est l'« économie rationnelle du capitalisme organisé » de

¹ On ne se représente bien la signification d'une telle somme que lorsqu'on se rappelle que l'ensemble de la production de valeur de l'industrie américaine (*value added by manufacture*), soit $v + m$, n'a pas dépassé, au cours de 1925, 26,8 milliards de dollars ; les pertes boursières d'une semaine ont emporté en valeur nominale, autant de valeur et de plus-value que tout le prolétariat industriel d'Amérique en produit en une année.-

Hilferding quand, en un seul jour, les entreprises capitalistes dirigeantes peuvent voir leur fortune diminuer de 20 à 30 % ? Où est l'« atténuation de l'anarchie » quand de riches personnes peuvent en deux ou trois jours devenir des mendiants ?

Naturellement, ce ne sont là que des pertes en « capital fictif ». La fortune réelle des sociétés capitalistes n'est nullement entamée par l'appréciation que donne la Bourse aux actions qui les représentent ou à d'autres valeurs¹. Mais ceci ne change rien au fait que des millions de petites gens, des petits capitalistes, des commerçants, des artisans, des employés, et même une couche supérieure d'ouvriers ont perdu maintenant leur fortune consacrée à l'achat d'actions², que leur fortune, à savoir leurs titres de propriété sur une certaine partie des biens des sociétés par actions, est passée aux gros capitalistes : que le krach boursier signifie une expropriation formidable des couches moyennes et mène ainsi incontestablement à l'aggravation des contradictions économiques...

L'expropriation de grande envergure des couches moyennes par le krach boursier signifie une diminution de la capacité d'absorption du marché intérieur, base fondamentale de la stabilisation relative du capitalisme américain jusqu'à ce jour. Elle oblige l'industrie américaine à une poussée plus violente encore sur le marché mondial, accentuant par là la crise générale du capitalisme et entraînant, de plus en plus, le capitalisme américain lui-même dans la chute du capitalisme mondial.

En même temps, les dimensions formidables, presque sans exemple dans l'histoire, de ce krach boursier parallèlement à la crise du crédit en cours et à l'effondrement de grandes entreprises capitalistes en Europe (*Frankfurter Allgemeine*, *Wiener Bodenkreditanstalt*, Consortium Hatry, à Londres, etc.) révèlent sur quelles bases fragiles est édiflée l'économie du capitalisme « stabilisé ». L'année 1930 sera, sans aucun doute, une année de crises, qui nous rapprochera d'un bon pas de notre but final révolutionnaire...

Les causes de la crise boursière

Le krach boursier de New-York n'est nullement un phénomène américain isolé, mais un

¹ « Les actions des sociétés ferroviaires, minières, de navigation, etc., représentent un capital réel, à savoir le capital investi et travaillant dans ces entreprises... Mais ce capital existe deux fois: une fois en tant que valeur en capital des titres de propriété, des actions, une autre fois en tant que capital réellement investi ou à investir dans ces entreprises... Autant la dépréciation ou la hausse de ces papiers est indépendante des variations de la valeur du capital réel qu'ils représentent, autant la propriété d'une nation demeure aussi élevée avant qu'après la baisse ou la hausse. » (*Capital*, t. III, 2^e partie, pages 4-6 du texte allemand.)

² La *Neue Freie Presse* brosse le tableau suivant des événements au lendemain de la dernière panique:

« Une scène d'agitation succédait à l'autre dans les bureaux des agents de change. De nombreuses personnes, particulièrement des spéculateurs, tombaient sans connaissance lorsqu'elles apprenaient la perte de leur capital. *Les explosions de désespoir et de fureur étaient à l'ordre du jour.* Le krach boursier se manifeste également dans les pages de petites annonces des journaux. *De nombreuses autos de luxe des marques étrangères les plus coûteuses et des bijoux des plus précieux sont mis en vente par des gens qui, hier encore, étaient millionnaires.* Les prêteurs sur gages de tout New-York firent de bonnes affaires, meilleures encore que jamais auparavant, et, particulièrement dans le quartier des théâtres et à Manhattan, purent à peine satisfaire à l'affluence des chercheurs d'argent... Jusque dans les rues de la ville se manifeste avec évidence l'effet de la catastrophe boursière. Partout l'on rencontre des visages désolés et abattus. »

maillon de la chaîne des effondrements de cours qui se produisent sur presque toutes les places boursières du monde capitaliste. Mais l'Amérique, le pays impérialiste le plus puissant, relativement le moins atteint par le déclin du capitalisme, ayant joui, avec quelques courtes interruptions, d'une décennie de prospérité, a maintenu plus longtemps la spéculation boursière et a enflé les cours plus qu'aucun autre pays. Le krach n'en a d'ailleurs été que plus grand.

Pour comprendre les événements, il nous faut rappeler les causes de l'évaluation du cours des actions. Marx dit à ce sujet.

Les actions... deviennent en fait des marchandises dont le prix a ses propres mouvements et sa propre détermination. Leur valeur nominale prend des valeurs marchandes différentes sans que se modifie leur valeur réelle (quand bien même l'utilisation du capital réel serait modifiée). De son côté, leur valeur marchande oscille avec l'importance et la sûreté des revenus sur lesquels ils donnent des titres de droit. Si la valeur nominale d'une action, c'est-à-dire la somme investie représentée par elle à l'origine, est de 100 livres, et si, au lieu de 5 %, l'entreprise en rapporte 10, alors les circonstances restant les mêmes et l'intérêt étant de 5 %, la valeur marchande de cette action atteint 200 livres. Car, capitalisé à 5 %, elle représente maintenant un capital fictif de 200 livres. Celui qui l'achète 200 livres reçoit 5 % de revenu pour sa mise de fonds. La valeur marchande de ces papiers est en partie spéculative, car elle n'est pas déterminée seulement par la mise de fonds réelle, mais par la somme utilisée par anticipation. Or, l'utilisation du capital réel étant déterminée comme constante... le prix de ces papiers-valeurs varie en raison inverse du taux d'intérêts¹.

Au cours des dernières années, ce caractère spéculatif du cours des actions a été particulièrement révélé par le fait qu'à côté des actions ordinaires ont été émises des « actions sans valeur nominale », demeurant le plus souvent entre les mains des fondateurs et auxquelles échoit la plus grande partie des bénéfices dépassant le taux normal. Le rapport du capital investi à la participation correspondante aux bénéfices disparaît complètement ici.

Nous pouvons considérer comme la cause essentielle de la crise boursière en Amérique le fait que, eu égard à la crise économique approchante, les cours ne se trouvaient nullement en rapport avec les revenus à venir.

Examinons, de ce point de vue, la détermination du cours des actions américaines. Nous donnons ci-dessous quelques-uns des index les plus connus d'actions.

Mois	1926	1927	1928	1929
Janvier	158,5	155,2	203,3	---
Août	161,8	184,2	216,8	338
Septembre	163,8	191,6	240,4	381,2 ²
Octobre	159,2	198,4	240	230,1 ³

¹ *Le Capital*, tome III, 2^e partie, page 5. (Souligné par nous).

² Maximum le 9 octobre.

³ Minimum le 29 octobre (cité par Ossinsky, *Pravda* du 1-11-1929).

L'index de l'*Annalist* fournit à peu près le même tableau.

Maximum		Minimum	
1929 (19 septembre)	469,49	1929 (8 janvier)	326,98
1928 (31 décembre)	332,58	1928 (20 février)	233,42
1927 (16 septembre)	249,45	1927 (25 janvier)	171,40
1926 (18 février)	186,03	1926 (30 mars)	137,65
1925 (2 novembre)	185,36	1925 (30 mars)	128,83

Nous constatons donc le fait suivant : Au cours d'un intervalle de temps d'environ quatre ans, le cours est monté de 129 à 469, il a donc presque quadruplé ! Il a doublé en un an et demi (février 1928 à septembre 1929) ! Il a augmenté de 50 % durant les neuf derniers mois.

Il est clair que ces cours n'ont aucun rapport exact avec les bénéfices. A la vérité, les bénéfices industriels se sont fortement accrus pendant la haute conjoncture : les entreprises monopolisées ont bien amassé de très grosses réserves « muettes », pouvant faire paraître justifiés les espoirs d'une répartition d'actions gratuites ou de dividendes extraordinaires (« bonus ») ; mais le revenu réel, reçu par une personne ayant acquis des actions aux cours les plus hauts, a été de beaucoup inférieur à celui qu'elle aurait reçu si elle avait placé le même argent sur des valeurs à revenu fixe ou même si elle l'avait porté dans une banque à titre de dépôt portant intérêts. Le revenu des actions américaines en vogue n'a pas dépassé 2 à 4 % pendant les cours les plus hauts, alors que le taux d'intérêt bancaire a été de 6 % à New-York, de 8 à 20 % pour les sommes boursières¹ (*Call Money*).

Aucun avertissement n'a pu enrayer la formidable fièvre de spéculation. C'est en vain que la direction de la *Federal Reserve Bank* mettait le public en garde, dès le début de l'année, c'est en vain qu'elle éleva le taux de l'escompte. Tout aussi vain fut également l'avertissement d'un spécialiste universellement connu, Babson. Celui-ci expliquait, au début de septembre, que la hausse n'atteignait que les principales valeurs spéculatives, tandis que la moitié des actions cotées à la Bourse de New-York avaient baissé depuis le début de l'année ; « tôt ou tard, déclarait-il, cette fièvre devait entraîner un krach, tout comme la fièvre de Floride² ».

Ces avertissements ne furent suivis que par les *grands* capitalistes. Ils se retirèrent à temps de la spéculation en vendant au prix fort au « public » le surplus de leurs actions, ne gardant que le strict nécessaire à la domination des entreprises. Mais les millions de petits spéculateurs continuèrent à acheter, trompés par les « autorités » qui leur garantissaient la nécessité économique des cours élevés.

A la tête de celles-ci se trouvait la plus grande autorité d'Amérique, le célèbre professeur Irving Fisher ! Il déclara ce qui suit au sujet des prédictions de Babson :

Les cours élevés... reposent sur l'attente assurée de plus grands bénéfices dans l'avenir... Les inquiétudes concernant une inflation apparente des valeurs apparaissent injustifiées, eu égard aux dernières répartitions de dividendes, d'autant plus que de plus grands dividendes sont à escompter dans l'avenir... A mon avis, il faut s'attendre à une certaine augmentation des revenus,

¹ Irving Fisher donne le revenu de 50 actions principales pour le milieu de septembre et estime « qu'il oscille autour de 3 %, alors qu'il était d'environ 5 % en 1928 et de 2 1/2 % seulement à la fin de 1928 ».

² *Financial and Comm. Chronicle* du 7-9-1929, page 1530.

non par suite d'une diminution du prix des effets, mais par suite de dividendes plus élevés.

Voilà ce qu'écrivait M. le professeur Irving Fisher, la lumière de la science bourgeoise américaine, au début de septembre, alors que l'index de Wall Street atteignait 381 : à la fin d'octobre, il était tombé à 230 ! Des millions de petits spéculateurs ont perdu des douzaines de milliards au profit de la petite cohorte de grands capitalistes « initiés », et cela pour s'être fiés à l'autorité de M. le professeur et d'autres gens bornés qui ne peuvent jamais croire à la fin de la haute conjoncture...

M. Ayres, un des dirigeants des assurances sur la vie, qui jouent un rôle considérable en Amérique, une autre autorité de la vie pratique, s'exprimait, en octobre encore, de la façon optimiste suivante :

Il y a quelques semaines, quelques nuages étaient apparus à l'horizon, mais ils se sont, depuis, dissipés et, en raison des industries saisonnières, une amélioration importante devrait se produire dans toutes les branches des affaires au cours des dernières semaines de l'année. Les gens qui sont intimement liés à notre base fondamentale d'affaires, comme l'acier, le pétrole, le minerai, l'automobile, l'électricité, etc., *sont unanimes à dire que les affaires seront bonnes dans l'avenir le plus proche*¹

La thèse, officiellement enseignée de tous côtés, de la *prosperity* américaine garantie pour toujours a dû — malgré toutes les assurances de Fisher et consorts — reculer devant les faits concrets. Ces faits concrets démontrent que la haute conjoncture américaine tire sur sa fin². La haute conjoncture américaine fut en général un phénomène plus ou moins isolé dans l'économie mondiale. De tous les autres pays, seul le Canada eut un développement analogue. Un essor beaucoup plus faible de la conjoncture se produisit en France et dans les pays voisins : Suisse, Belgique, Hollande et aussi en Scandinavie. En Angleterre, l'effet du déclin structurel général est si grand que seuls furent perceptibles des débuts d'amélioration. En Allemagne, la cessation de l'afflux du capital étranger fut la cause qui entrava le développement de la conjoncture. A l'est de l'Allemagne enfin, en Pologne, Autriche, Hongrie, Roumanie, etc., au lieu des débuts d'une conjoncture, c'est une âpre crise économique que nous trouvons actuellement. La haute conjoncture américaine fut un phénomène assez isolé dans l'économie mondiale, et c'est ce qui a accéléré sa fin.

Un examen concret des conditions d'écoulement des marchandises les plus importantes pour l'Amérique met en évidence les éléments de la crise qui mûrit. Nous voulons citer les principales :

Blé : Le prix n'est artificiellement maintenu que grâce aux emprunts du *Farmboard* (100 millions de dollars durant les dernières semaines) et au pool canadien. La valeur du blé *visible*, c'est-à-dire emmagasiné en stocks publics, et la plupart du temps investi atteignait³ :

A la fin août, en millions de dollars

1927	1928	1929
98,1	100,1	240,5

¹ *Financial and Comm. Chronicle* du 12-10-1929, page 2304.

² J'ai déjà développé cela dans mon discours à la X^e session plénière du C.E. de l'I.C.

³ *Federal Reserve Bank Bulletin*, octobre 1929, page 358.

Coton : Par suite du mauvais état des affaires dans l'industrie textile européenne, les prix ont baissé de 20 % sur le maximum de mars, quoique la récolte (15 millions de balles) ne soit nullement bonne.

Dans une série d'autres produits agricoles importants : laine, sucre, café¹, il y a une forte surproduction et une forte baisse de prix sur le marché mondial.

Dans la *production charbonnière*, il existe une crise internationale chronique ; dans l'extraction du cuivre, règne une surproduction² qui, malgré l'existence de cartels internationaux, a entraîné une sérieuse chute des prix, il y a six mois ; dans le pétrole, c'est également la surproduction en Amérique même, toutes les négociations n'ont pu, jusqu'à présent, rien y changer³.

L'activité du *bâtiment* est d'une importance particulière pour les Etats-Unis en tant que facteur de conjoncture. Dans les 37 Etats de l'est des U.S.A., les contrats du bâtiment comportaient les sommes suivantes :

(en millions de dollars)		
Mois	1928	1929
Avril	668	642
Mai	650	588
Juin	583	546
Juillet	517	652
Août	588	489
Septembre	597	445

Nous voyons donc se produire depuis juillet une chute rapide des contrats de construction ; en septembre, la somme totale est de 150 millions de dollars inférieure à celle de l'an dernier ! Ainsi se produit nécessairement une aggravation correspondante de la conjoncture dans l'industrie de fabrication des matériaux de construction.

La production de fer et d'acier manifeste également, depuis des mois, les symptômes d'une

¹ Les prix du café ont baissé à Hambourg de 87 au 1^{er} mars 1929 à 43,5 au 28 octobre !

² La production de cuivre de l'Amérique du Nord et du Sud, atteint, en milliers de tonnes :

1929		Réserves
Mars (maximum)	164	53
Juillet	154	98
Août	149	104
Septembre	134	95

³ La production journalière en pétrole brut atteint (en tonneaux).

Octobre 12-13 1929	1928
2 838 100	2 505 500

Les réserves en huile de chauffage et en gazoline atteignaient en octobre 146,2 millions de tonneaux.

conjoncture en baisse, quoique la production dépasse encore de beaucoup celle de l'an dernier. La production journalière de fer et d'acier a atteint :

(en milliers de tonnes)				
Année 1929				
	Juin	Juillet	Août	Septembre
Acie	195	186	182,5	180,4
Fer	134	122	121	116

Cette diminution de la production de l'acier est, à côté de l'activité ralentie du bâtiment, imputable à l'aggravation du cours des affaires dans l'industrie automobile, l'une des branches les plus importantes de l'industrie des Etats-Unis. Au cours des dernières années, dans la lutte des entreprises géantes, la capacité de production de l'industrie automobile a été formidablement augmentée : elle atteint environ dix millions de pièces par an. Par contre l'écoulement marque une tendance à la baisse. Le tableau suivant donne en milliers de pièces, la production d'automobiles de tourisme et de camions (Etats-Unis plus Canada¹) :

Années	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
1926	461	450	408	375	442	416
1928	434	460	425	417	493	437
1929	663	636	57G	518	514	417

En six mois, la production a diminué de 33 % et est tombée, en septembre, au niveau de l'année 1926.

Enfin, pour ne pas nous encombrer de données isolées, nous ne citerons plus que l'indice de l'*Annalist* :

Index de l'Annalist² pour la marche des affaires en 1929

Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre ³
109,8	107,5	108,5	106,5	105,9

La ligne décroissante était déjà tout à fait nette, dès avant le krach boursier et l'on s'explique difficilement comment des gens comme Irving Fisher, Ayres, etc., pouvaient parler de bonne foi d'une durée illimitée de la haute conjoncture.

Des indices très sûrs (sans parler même des suites du krach boursier) parlent en faveur d'une aggravation ultérieure de la conjoncture au cours des mois prochains. C'est ainsi, par exemple, que l'indice des prix fourni par l'*Annalist* pour les matières premières particulièrement sensibles aux variations de la conjoncture (cuirs, zinc, plomb, etc.) marque, du début de septembre au début

¹ *Annalist* du 4 octobre 1929.

² L'index de l'*Annalist* vise la production de charbon, de fer, de zinc, d'automobiles, de chaussures, d'électricité ; la consommation de coton et de laine ; le nombre des wagons de marchandises ayant circulé. Les oscillations saisonnières et les modifications ne sont pas mentionnées : c'est un *pur* index statistique.

³ Chiffre provisoire.

d'octobre, une baisse de 150 à 141. Encore plus caractéristique est la *statistique des nouvelles commandes du trust de l'acier par rapport à la capacité*. Elles atteignent en % :

Année	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
1929	117	101	91	96	88	67

Cette diminution aiguë des commandes doit amener nécessairement une diminution de la production au cours des mois prochains.

Les causes du krach boursier américain sont donc : *une disproportion de plus en plus marquée entre les dividendes diminués et les cours élevés ; ceux-ci devaient s'effondrer dès que l'on commencerait à entrevoir que la haute conjoncture tirait sur sa fin et qu'il n'existait, par suite, aucune perspective fondée d'augmentation des dividendes !*

La statistique des émissions montre l'ampleur de la spéculation en Amérique et combien aveugle était la foi dans la *prosperity* américaine. En septembre, 1 307 millions de dollars de nouveau capital furent émis (sans conversions) représentant la somme la plus élevée qui ait jamais été émise (en comptant les conversions, cela fait 1 615 millions de dollars, la somme record pour le mois de septembre ! *De ces sommes gigantesques, pas plus de 8 millions n'allèrent à l'étranger !* (en septembre 1928, des 501 millions de nouvelles émissions, 105 millions de dollars passèrent à l'étranger). Tout le capital disponible fut investi dans les actions, ce qui ne représente pas moins de 1 028 millions de dollars, contre 158 millions pour septembre 1928 et des sommes encore moins importantes pour le même mois des années 25, 26 et 27. Voici enfin ce qui représente le point culminant de la spéculation : la part de l'*Investments Trust, Holding Company* à l'émission s'est accrue de mois en mois et a atteint en septembre la somme gigantesque de 643 millions de dollars.

Qu'est-ce qu'un *Investment Trust, Holding Company* ? C'est une entreprise qui n'investit pas son capital dans la production, qui ne produit pas de plus-value. Elle utilise son capital à l'achat d'actions des diverses entreprises. Le capital des *Investments Trusts* est donc un capital fictif, potentiel. Il ne représente aucunement un capital réel comme les actions d'une entreprise industrielle, mais ne possède, comme base de sa participation au profit général, que les revenus des actions achetées par eux. Au mois de septembre, pas moins de 643 millions de dollars, presque la moitié de toutes les nouvelles émissions, furent émis en Amérique pour des entreprises de cette nature¹. Au mois d'août, leur participation aux nouvelles émissions était de 87 %. La spéculation sur les valeurs avait complètement entravé les investissements réels de nouveaux capitaux.

La crise de crédit et le krach boursier en Europe

Comme nous l'avons déjà dit, le krach boursier en Amérique ne fut nullement un phénomène isolé. De tels faits, quoique dans une mesure plus faible, l'ont précédé en Europe et lui ont succédé.

¹ *Financ. and Comm. Chronicle* du 12 octobre 1929. Page 2295. Pour de telles entreprises au capital fictif, furent émis, en millions de dollars, en 1929 :

Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
90	86	222	486	643

Nous nous contentons de souligner ici les épisodes les plus importants.

Les crises boursières précédentes en Europe ne furent pas de simples reproductions du krach boursier américain, mais furent conditionnées par la spéculation américaine, par la hausse boursière américaine. La spéculation à la Bourse américaine n'engloutit pas seulement tout le capital américain — nous avons vu que, en novembre, 8 millions de dollars seulement furent émis pour l'étranger — mais attirait, depuis des mois, du capital européen à court terme. Conséquence : *importation d'or en Amérique* (importation nette : 230 millions de dollars durant les neuf premiers mois), *pénurie d'argent en Europe* ; *augmentation des taux d'intérêts, faillite de grandes entreprises, baisse du cours des actions par pénurie de capital*. Le développement en Allemagne nous servira d'illustration.

Index des actions du Bureau d'Etat des statistiques : 1924-26 = 100

Désignation	1929					1928
	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Sept
47 actions de l'industrie lourde	123	129	130	128	128	132
166 actions de l'industrie de transformation	136	130	128	127	126	149
116 actions de commerce et de transports	163	157	155	153	152	167
329 <i>en tout</i>	141	135	136	134	132	149

Les principaux épisodes sont : une baisse lente du cours des actions avec des transactions très peu actives, une tension extraordinaire du marché du capital parallèlement à de faibles possibilités de nouvelles émissions.

Quelques faillites, avant tout celle de la *Frankfurter Allgemeine Versicherungsgesellschaft*¹, suffirent pour jeter la Bourse berlinoise dans une crise qui ne put être surmontée que par la fondation, fin septembre, d'un consortium de soutien des grandes banques.

Quelques jours plus tôt, l'affaire Hatry entraînait une lourde réaction à *Londres*. Hatry, financier très adroit, avait, avec un capital propre très faible, fondé une série de diverses entreprises et était en train de créer une société au capital de 8 millions de livres en vue de fusionner une série d'entreprises de l'industrie lourde. Mais, par suite de la tension sur le marché mondial de l'argent (beaucoup de capital anglais était engagé dans la spéculation boursière à New-York), il n'obtint pas assez de capital et se livra à une escroquerie criminelle (le vol des pauvres gens par la spéculation n'est pas criminel). Il fit réimprimer des actions, déjà vendues, d'une de ses entreprises et recueillit de l'argent grâce à ces actions falsifiées. Il fut arrêté, toutes ses entreprises firent faillite et le public y perdit 11 millions de livres². Mais comme en Angleterre des actions nominatives de 1 et 5 shillings sont émises, les possesseurs en sont pour la plupart des gens très pauvres. C'est pourquoi la Bourse de Londres fut assez forte pour éviter un krach.

¹ Les actions de cette entreprise tombèrent de 1 000 à 100 marks, et 100 millions de marks furent perdus. En même temps se produisait l'effondrement des actions textiles et un fort recul des actions de l'I.G.

² Il est remarquable pour Londres, ville « rangée » que c'est là déjà la deuxième faillite de Hatry. Après la guerre, il fonda deux grandes entreprises qui durent, en quelques années, être liquidées, les actionnaires y ayant perdu plus de la moitié de leur bien, 8 millions de livres en tout.

Une grave crise boursière se produisit également à Vienne, avant le krach américain. Dans cette ville, une des plus grandes banques, la *Bodenkreditanstalt* s'effondra complètement et dut être fusionnée dans les vingt-quatre heures avec le *Kreditanstalt* pour éviter une banqueroute. Des 120 millions de dollars de valeurs, 114 millions avaient un caractère double¹. En liaison avec l'affaire Hatry et la chute des actions de la *Margarine Unie*, eut lieu une crise boursière à *Amsterdam*, qui se reproduisit après le krach de New-York : sur 12 actions dirigeantes seulement, il y eut en 24 heures une perte de 440 millions de florins (*Bergwerkszeitung* du 1^{er} octobre). La plupart des actions perdirent la moitié de la valeur de leurs plus hauts cours ; comme conséquence du krach américain, il faut mentionner la crise à *Stockholm*, liée de la façon la plus intime avec l'Amérique par l'intermédiaire de Kreuger. Il faut aussi signaler la crise beaucoup plus légère à *Paris*.

Nous voyons donc que le krach boursier en Amérique n'a nullement été un phénomène isolé mais simplement le plus fort maillon d'une chaîne d'événements qui, dans leur ensemble, démontrent le caractère corrompu du « capitalisme organisé », dont l'effet n'est qu'une expropriation d'envergure des petits spéculateurs par les grands requins et qui annoncent l'approche d'une crise économique générale.

Le dépouillement des « petites gens »

Les magnats du capital, « initiés » avaient déjà, dès l'été, mis leurs troupeaux à l'abri. Ils vendirent en effet au « public » toutes leurs actions superflues, ne gardant que ce qu'il leur fallait pour le contrôle de leurs entreprises. Quand le krach se produisit en Amérique, ils purent tout tranquillement jouer le rôle de « sauveurs ». Dès le 26, les banquiers dirigeants se réunissaient chez *Morgan*, constituaient un consortium et inauguraient leur activité. Celle-ci se définit comme suit : les grands capitalistes *achètent* des actions quand la panique est à son maximum, les cours à leur minimum². Ensuite, ils lancent eux-mêmes³, ou ils font lancer par leurs autorités « scientifiques », comme Irving Fisher, des déclarations rassurantes. Afin de donner plus de poids aux déclarations rassurantes, quelques entreprises répartissent des dividendes plus élevés ; les chemins de fer Morgan font de grandes commandes au trust de l'acier soumis précisément à Morgan ; les banques d'Etat de Londres et de New-York abaissent le taux d'intérêts. *Enfin — et c'est le plus important — les banquiers abaissent de 50 à 25 % les paiements pour achat d'actions, afin de faciliter la continuation de la spéculation*⁴. *Les cours remontent, les sauveurs » revendent, avec un joli bénéfice,*

¹ *Fin. and Comm. Chronicle*, page 2280.

² *World* annonce, le 29, que dans les négociations qui se sont nouées entre les grandes banques après la clôture de la Bourse, il a été décidé de mettre plusieurs milliards de dollars à la disposition d'une action de secours. Mais la conférence elle-même ne donna cependant aucune déclaration. Par contre, le président de la *Chase National Bank* s'exprima comme suit : « Aucune des institutions bancaires avec lesquelles je suis en liaison ne vend actuellement des actions. Au contraire, nous achetons plutôt ». Le président de la *Sun Life Assurance Co* déclara que la société utilisait l'occasion pour augmenter ses placements en effets.

³ Le 30 octobre, le vieux Rockefeller déclarait que la crise était définitivement surmontée, que la situation des affaires était pleinement satisfaisante et que la plupart des valeurs étaient encore à un cours trop bas. Lui, comme son fils, achetaient de grandes quantités d'excellentes valeurs, en tant que placement de capital (*Neue Freie Presse*, 30-11-29).

⁴ Si quelqu'un veut spéculer à la Bourse, il ne lui est pas nécessaire de payer les actions achetées ; il n'effectue

leurs actions au public. Mais, comme de cette façon il n'est rien changé à la cause fondamentale de la chute des cours, la conjoncture reste de plus en plus mauvaise, le même jeu se répète. Les « sauveurs » sont toujours là : ils exproprient sans cesse le public trop crédule et s'enrichissent à milliards.

A l'aide de quelques chiffres, nous allons essayer de montrer ce qu'ont gagné les sauveurs américains. Morgan et Compagnie achetèrent, le 29 octobre, aux cours les plus bas. Le 30, le cours de la *General Electric* s'était élevé de 10 %, celui de la *General Motors* de presque 20 %, celui de la *Radio Company* de 15 %, etc. En une nuit, ils purent donc réaliser des bénéfices de 3 000 à 6 000 % par an ; en une nuit, ils purent amasser des bénéfices de plusieurs centaines de millions de dollars ! Mais si les cours étaient encore tombés plus bas que ceux du 29 octobre, les sauveurs auraient racheté des actions à meilleur marché encore, auraient, par cet acte de « sauvetage », soutenu les cours et auraient revendu plus tard avec de bons bénéfices, etc... C'est ainsi que les petites gens sont systématiquement dépouillées, cependant que les grands voleurs jouissent encore de la reconnaissance générale en tant que « soutiens de la société ». Mais cette expropriation entrave bientôt le processus d'ensemble de la circulation et, par suite aussi, celui de la reproduction.

Le krach boursier en tant qu'élément de crise

Les pertes boursières se chiffrant par milliards n'atteignent cependant, en aucune façon, le capital réel ni le revenu *réel* ($v+m$) de la société capitaliste. Ce sont des pertes en capital fictif, en papier. Il serait malgré cela absolument faux de croire que le krach boursier ne représente pas, par ses conséquences, un élément d'accélération et d'aggravation de la crise prochaine ! Et voici comment :

Les cours des actions américaines se sont élevés en un an, de septembre à septembre, de 50 % en chiffres ronds. Chaque personne, parmi les millions de petites gens, qui avait acheté pour disons 1 000 dollars, en vue de la spéculation, était persuadée de s'être enrichie de 500 dollars au cours de l'année. Dans le cerveau des millions de spéculateurs, la hausse des cours représente l'augmentation de leur revenu, une croissance de leur pouvoir d'achat, et ils font correspondre leur niveau de vie à cette pensée : ils achètent de nouvelles automobiles — souvent à crédit —, des meubles, des vêtements, etc... C'est ainsi que la hausse boursière donne une impulsion à l'élargissement du marché, qu'elle constitue un élément de l'essor économique.

Le krach boursier, par contre, entraîne une forte et immédiate diminution de la capacité d'absorption du marché intérieur. Les millions de petites gens qui ont perdu leur fortune cessent d'être des acheteurs pour devenir des vendeurs de marchandises — automobiles, objets d'art, etc., sur le marché. Des marchands, des artisans, des petits fabricants, acculés à la faillite par le krach boursier, jettent des marchandises à bas prix sur le marché. La surproduction latente passe ainsi par une phase aiguë.

Mais les conséquences du krach boursier ont frappé le plus directement l'industrie automobile. De ses 100 000 ouvriers, Ford en a licencié 30 000 ; la production aura diminué de moitié en

qu'un certain paiement (40-50 % du cours), le reste lui est crédité sur les valeurs qui servent de nantissement. Immédiatement avant le krach, ces prêts boursiers sur valeurs (*Brokers loans*) atteignaient en Amérique plus de 8 milliards de dollars ! Pour ranimer la Bourse après le krach, les cercles bancaires avaient décidé de se contenter de 25 % de paiement et de créditer 75 %.

novembre (Y. A. Z : 31-10) ; Chrysler a également licencié plusieurs milliers d'ouvriers. Un arrêt massif des paiements sur la vente à crédit va augmenter la surcharge du marché automobile. La crise dans l'industrie automobile déclenchera la crise dans celle du fer et de l'acier, etc. *Si le krach boursier américain a été déclenché par le début de l'aggravation de la conjoncture, il influe inversement en accélérant le déclenchement de la crise économique latente.*

Cela ne signifie pas absolument que la crise économique succédera immédiatement en Amérique au krach boursier, quoique cette possibilité ne soit nullement exclue. Mais il est également possible que les grands capitalistes réussiront à retarder la crise de quelques mois encore. *Nous ne pouvons cependant pas aller jusqu'à prédire que l'année 1930 sera une année de crise en Amérique ; mais cela signifie que l'Europe aussi, dont les points les plus faibles (Autriche, Hongrie, Roumanie, Pologne) sont déjà en pleine crise, sera entraînée dans cette crise¹, que nous allons vert une crise économique générale, embrassant tout le monde capitaliste !*

Crise économique et lutte de classes

Si nos prédictions sont exactes, à savoir que nous allons l'an prochain à la rencontre d'une crise économique générale, alors nous devons nous occuper des conséquences politiques de ce fait et des tâches des partis.

La crise économique signifie une accentuation des antagonismes de classes. Elle signifie que de nombreuses existences, jusqu'à présent indépendantes et maintenant ruinées seront poussées dans les rangs du prolétariat. La polarisation de la société capitaliste en une couche très mince de possesseurs et une masse gigantesque de gens ne possédant rien progresse rapidement. La petite bourgeoisie commerçants, artisans, est ruinée, les fonctionnaires et les employés sont licenciés en masse. *La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie s'exaspère.* Le chômage chronique sera encore augmenté par de nouveaux millions de sans-travail. En même temps le capital mettra l'occasion à profit pour déclencher une offensive contre les salaires et les conditions de travail du prolétariat. Les réformistes, en prenant prétexte du chômage important et du mauvais état de l'industrie, saboteront plus ouvertement encore que jusqu'à présent toute bataille de salaires. En fin de compte, c'est au Parti communiste, aux syndicats révolutionnaires placés sous son influence et à l'opposition syndicale qu'incombera la tâche de briser l'offensive du capital et de diriger le prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie.

L'interdiction du parti communiste et la dissolution des syndicats rouges et des organisations locales animées par l'aile révolutionnaire sera la conséquence logique de cette situation : nos Partis doivent se préparer à une période d'illégalité dans les années prochaines...

La crise économique soulèvera à nouveau et dans toute son ampleur le problème des débouchés, en particulier l'industrie américaine submergera le marché mondial de marchandises à bon marché. La lutte pour la domination des territoires non encore partagés (Amérique du Sud, Chine, Asie-Mineure) s'engagera d'une façon aiguë. Les antagonismes impérialistes s'aggravent. La perte de l'Union soviétique en tant que champ d'exploitation capitaliste se fera doublement sentir. La

¹ *Momentanément,* le krach boursier américain peut entraîner un soulagement pour l'économie européenne, par le fait que le capital jusqu'à présent investi dans la spéculation pourra l'être dans la production, ce qui adoucira la crise de crédit et diminuera le manque de capitaux.

contradiction entre l'U.R.S.S., où le prolétariat travaille fiévreusement et avec succès à l'édification du socialisme, et le monde capitaliste, en crise, et jetant sans cesse de nouveaux millions d'hommes dans la misère du chômage, enfermant des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires dans les prisons, apparaîtra sous un jour cru au prolétariat mondial. Le danger est imminent de voir la bourgeoisie essayer de trouver une issue à la crise dans une guerre contre l'Union soviétique, ou dans une guerre impérialiste.

Devant les partis communistes s'ouvre donc une période de grands combats. Toutes les contradictions de classe, aggravées dans la troisième période, se développeront pleinement au cours des années futures et provoqueront, en de nombreux pays, des situations révolutionnaires aiguës.

15. *L'Internationale Communiste*, 1930, n°4, pp. 191-200

L'EXTENSION DE LA CRISE ET LA CHUTE DES PRIX

Il ne saurait plus y avoir de doute qu'il y a aux Etats-Unis une « véritable » crise — comme Marx avait coutume de s'exprimer. Seuls, des apologistes de la prospérité permanente du capitalisme américain — comme Lovestone — ou des camarades qui sont tombés entièrement sous l'influence de la presse capitaliste américaine — comme le camarade Pavlov (voir son article dans le *Journal du commerce et de l'industrie de Moscou du 29 décembre*) — peuvent nier le fait de l'existence d'une véritable crise. Lorsque le volume de la production tombe de 15 % en quelques mois, lorsque, dans le seul mois de novembre, la production —; suivant l'index de l'*Annalist* — recule de 8 % — la régression la plus forte en un mois depuis la crise de 1920 — *on ne peut nier l'existence de la crise que si on ne veut pas la voir !*

Le problème n'est plus pour nous de savoir s'il y a aux Etats-Unis une crise économique, mais de savoir quel sera l'effet de cette crise sur le reste du monde capitaliste.

Dans l'examen de cette question, il nous faut souligner, avant tout, que l'ordre social capitaliste ne passe point actuellement, comme dans la période d'avant-guerre, par une période de « développement normal », mais par sa période de déclin, par une période de crise générale du système. Il faut discriminer de façon tout à fait catégorique ces deux choses : *crise générale du capitalisme qui ne peut finir qu'à l'effondrement de l'ordre social capitaliste, et crise économique, c'est-à-dire une phase déterminée du cycle industriel qui aboutit à la dépression*. Lorsque Marx disait : « Il n'y a pas de crises permanentes », il entendait par là que la crise constitue dans le capitalisme « normal » une phase du mouvement par cycles et que, par conséquent, elle ne peut être permanente. Mais la crise générale du capitalisme lui-même est un phénomène permanent, la période finale dans l'existence historique du capitalisme. Et, au sein de cette période de crises, la marche du développement par cycles, l'alternance de dépression, ascension, prospérité, crise, se poursuit — bien que modifiée par la crise générale du système.

Ainsi, nous avons affaire à *une phase de crises* au sein de la période de la crise générale du capitalisme.

Mais lorsque nous séparons catégoriquement, de façon abstraite, la crise générale du capitalisme de la crise économique en tant que phase du cycle industriel, cela ne signifie pas que ces deux choses ne sont pas liées l'une à l'autre. Chaque crise économique est une étape dans la vie du capitalisme qui ne passe pas sans laisser de traces, mais qui, d'une poussée, rapproche le capitalisme de sa fin.

Le fait de la crise générale du capitalisme modifie d'autre part la marche du mouvement par cycles et cela d'autant plus qu'une « économie nationale » capitaliste est touchée plus fortement par la crise générale du système.

C'est aux Etats-Unis, qui ont été relativement le moins touchés par la crise générale, que le mouvement par cycles se rapproche le plus de celui de la période d'avant-guerre. En Angleterre, par contre, il n'y a pas encore eu, dans la période d'après-guerre, d'ascension véritable, encore moins de haute conjoncture. Or, il existe un point de vue — celui du camarade Eventov, du Gosplan de l'U.R.S.S. — qui, laissant complètement de côté le caractère de la période actuelle en tant que

période de décadence, prétend que dans le pays où il n'y a pas eu d'ascension, il ne saurait y avoir de crise, car la crise est justement le dénouement brutal momentané des contradictions qui se sont formées dans l'ascension, avant tout de la disproportion entre la force de consommation limitée de la société dans les conditions antagonistes de distribution, et les forces de production développées sans tenir compte des possibilités de consommation. Ce point de vue est erroné : étant donné l'existence d'une crise générale du capitalisme, la phase des crises peut survenir du fait d'une forte impulsion extérieure dans le cas également d'une absence de haute conjoncture momentanée, parce que les contradictions qui poussent à un dénouement brutal de la crise existent de façon à peu près permanente — et non pas seulement dans la haute conjoncture.

La différence principale dans la dynamique des cycles industriels par rapport au-capitalisme « normal » est précisément celle-ci : Dans la période des crises générales du capitalisme, de forts reculs de la production (c'est-à-dire une crise, quoique ne correspondant pas en tous points au type « classique »), sont possibles également sans une forte ascension momentanée, et, alors que dans le capitalisme ascendant la production peut être dans la phase de crises à la même hauteur que dans la phase de haute conjoncture du cycle industriel précédent, actuellement la production dans la *conjoncture* est à peine supérieure ou même peut-être inférieure au point le plus élevé du cycle précédent. Il faut avoir présente à l'esprit cette particularité du capitalisme déclinant, et on n'a pas le droit de transférer mécaniquement à la période actuelle tous les éléments connus du capitalisme « normal ».

Bien que la dynamique de la crise soit actuellement modifiée par la crise générale du capitalisme, la dynamique du passage à la phase de crise d'un pays à l'autre est restée essentiellement la même. La crise se transmet d'un pays à l'autre par la voie du commerce extérieur. (Les événements sur le marché international du Capital jouent à cet effet un rôle d'une certaine importance, mais nous n'insisterons point davantage aujourd'hui sur ce point).

Dans le commerce extérieur, la transmission a lieu aussi bien sous la forme de diminution de l'importation que de l'augmentation de l'exportation. Suivant *l'importance du poids économique* du pays où surgit tout d'abord la phase de crise, la répercussion sur les autres pays affectera un caractère différent. D'autre part, plus un pays dans son mouvement de cycles se rapproche sur la base de ses contradictions internes de la phase de crise, plus une impulsion extérieure accélérera fortement le début de la crise.

Comme les Etats-Unis, d'après leur poids économique, représentent près de moitié de l'économie capitaliste mondiale ; comme il y a une crise — indépendamment même de l'Amérique — dans une série de pays : la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, les Balkans, comme dans une série d'autres pays : la France, la Belgique, la Scandinavie, la Suisse, il existe une ascension dans laquelle devaient nécessairement se développer les éléments d'une crise économique, comme dans la période actuelle de déclin il existe presque toujours des crises de façon latente, *il est clair que nous sommes en présence d'une crise économique englobant tous les pays du monde.*

Mais cela ne signifie nullement que tous les pays du monde vont passer maintenant, dans l'espace de quelques semaines, par une crise économique. Cela est possible, mais cela ne sera pas nécessairement. Avant la guerre l'amplitude de la phase des crises internationales était également de 1 à 2 ans. Il arrivait aussi que quelques pays ne subissent pas du tout la phase de crise ou sous une forme très atténuée seulement. Il nous faut actuellement aussi nous attendre à quelque chose d'analogue et si quelques pays sont pendant des mois encore épargnés par la crise, nous ne devons pas avoir d'hésitations dans notre appréciation générale.

La violence avec laquelle la crise américaine se répercutera sur l'Angleterre et l'Allemagne qui n'ont pas passé par une haute conjoncture momentanée, et dont l'économie souffre avant tout du déclin général du capitalisme, dépendra surtout de *l'importance de la chute des prix dans la crise*.

C'est à cette occasion que se décidera la question de savoir si le niveau des prix mondiaux qui s'était cristallisé, après la grande chute des prix, dans la crise de 1920-21, doit être considéré comme le niveau « normal » des prix, ainsi que l'affirme Eventov, ou s'il contient encore des éléments de l'inflation provenant de la période de guerre qui seraient liquidés à cette occasion. Si la première manière de voir était juste¹, la chute des prix dans la crise ne devrait pas être importante, car, dans la conjoncture favorable, il ne s'était pas produit, en effet, d'élévation des prix. Si le second point de vue — celui que nous envisageons — est juste, la chute des prix devrait dépasser celle qu'on constatait d'ordinaire dans les crises de la période d'avant-guerre.

Théoriquement on peut présenter sommairement la question de la façon suivante :

1. Si nous admettons que les frais de production de l'or (le thermomètre), soient restés constants pendant une période, alors que la valeur de toutes les autres marchandises baisse, conformément à l'augmentation de la productivité du travail caractéristique pour le capitalisme, cela devrait s'exprimer par une chute du niveau général des prix. Le temps de travail moindre contenu dans l'unité de marchandise, c'est-à-dire la réduction de la valeur, s'exprimerait dans une quantité moindre d'or dont la valeur est restée constante.
2. Supposons que l'augmentation de la productivité du travail se soit produite en moyenne de façon égale dans toutes les marchandises et dans la production de l'or : dans ce cas, le temps de travail contenu dans l'unité des diverses marchandises, c'est-à-dire leur valeur, serait bien devenu moindre ; mais, comme parallèlement, la valeur de l'or aurait baissé dans la même proportion, le niveau des prix serait resté sans changement.
3. Le temps de travail contenu dans l'unité de l'or, c'est-à-dire la valeur de l'or pourrait avoir baissé plus fortement que celui des marchandises, par suite d'une augmentation de la productivité dans l'extraction de l'or plus forte que dans la moyenne de la production des marchandises. Dans ce cas le niveau des prix devrait nécessairement hausser.

Le fait généralement connu est que le niveau actuel des prix est en moyenne d'environ 40 à 50 % au-dessus de celui de la période d'avant-guerre. On ne peut expliquer cela ni par le fait que la valeur des marchandises aurait monté en moyenne d'un tiers par rapport à la période d'avant-guerre (c'est en contradiction avec la productivité fortement accrue du travail), ni par une chute brutale de la valeur de l'or — c'est en contradiction avec la tactique [technique] de l'extraction de l'or qui est sans changement par rapport à la période d'avant-guerre.

C'est pourquoi nous arrivons à ce résultat que le *déplacement des rapports d'échange entre l'or et les marchandises ne repose pas sur un déplacement des rapports de valeur*. Il nous faut, par conséquent, chercher l'explication de la vie chère dans des facteurs de prix qui jouent indépendamment des modifications dans la base de la valeur. Or, nous croyons que la chute des prix en 1920 n'avait pas complètement liquidé les éléments d'inflation dans la formation des prix pendant

¹ Ce n'est pas par hasard que Eventov qui nie la possibilité que l'Europe soit entraînée dans la crise économique, soutient aussi le point de vue que le niveau actuel des prix est un niveau normal et qu'on ne doit s'attendre à aucune chute considérable des prix.

la guerre, c'est-à-dire l'élévation des prix qui se produisit indépendamment des déplacements de valeurs pendant la guerre mondiale lorsque la demande de marchandises *l'emportait constamment sur l'offre*. Certains éléments des frais de production, comme, par exemple, les fermages, le fret, les impôts et autres choses analogues étaient fixés contractuellement pour des années sur la base des rapports des prix du temps de guerre et ne pouvaient pas, de ce fait, être diminués. C'est pourquoi il se cristallise après la crise de 1920 sous l'influence de ces éléments des frais de production fixés par contrat, un nouveau niveau de prix qui, par rapport à la période d'avant-guerre, continuait toujours à renfermer de puissants éléments de la période d'inflation.

La tendance à la chute des prix — bien qu'il y ait des fluctuations en connexion avec la marche de la conjoncture et avec d'autres moments — se manifesta incontestablement de la façon la plus claire en Angleterre où les droits de douane ne portent pas atteinte à la formation des prix.

Parallèlement aux restes de l'inflation les augmentations de prix, en conséquence du développement puissant des monopoles, jouent manifestement dans l'élévation du niveau des prix un rôle actuellement plus grand que dans la période d'avant-guerre. Les suppléments de prix auxquels les monopoles se livrent au-dessus du prix de production dans le sens de Marx (prix de revient plus profit moyen) entrent, dans la mesure où il s'agit des matières premières ou de produits semi-fabriqués, dans les frais de production du degré suivant de production. Dans l'hypothèse générale de la théorie marxiste de la valeur que la somme totale des prix doit nécessairement coïncider avec la somme totale des valeurs, les profits monopolistes ne pourraient provoquer que des déplacements dans la formation des prix des marchandises monopolisées et de celles non monopolisées, mais pas d'élévation générale des prix : les dividendes plus élevés des capitalistes monopolistes devraient nécessairement être compensés par des dividendes plus bas dans les branches où n'existent pas de monopoles. Mais cela n'est vrai que dans l'hypothèse où la force de travail est payée également à sa pleine valeur. Si nous faisons abstraction de cette hypothèse qui, pratiquement, dans la période de déclin du capitalisme correspond manifestement encore moins à la réalité que dans les périodes précédentes du capitalisme, on peut très bien s'imaginer que l'élévation des prix qui résulte des profits monopolistes dans les matières premières et les produits semi-finis sera reportée sur la fabrication des produits finis et sera sous la forme de prix plus élevés, rejetée du moins en partie sur les épaules de la classe ouvrière. D'où abaissement du prix de la force de travail au-dessus de sa valeur. Cela est un processus très compliqué et il serait tout à fait erroné (comme on le fait plus d'une fois dans la littérature marxiste) de représenter simplement le niveau des prix actuellement plus élevé comme le résultat de la formation des monopoles. La preuve qu'il ne s'agit pas d'une chose toute simple est dans le fait que les prix des industries des produits finis qui sont généralement soumises moins fortement aux monopoles que les matières premières et les produits semi-finis, sont, en moyenne, à un niveau beaucoup plus élevé que ceux de ces derniers.

En Allemagne, *l'Office de statistique du Reich* donnait pour la mi-décembre, l'indice suivant :

Matières premières et produits semi-ouvrés	129,2
Moyens de production industriels	139,6
Produits de consommation industriels	168,7

Nous voyons donc que ce sont les prix des produits de consommation industriels qui, par rapport à 1913, se sont élevés relativement de la manière la plus forte, c'est-à-dire là où en somme la formation des monopoles a le moins progressé, et que ce sont les prix des matières premières et des produits semi-ouvrés qui ont le moins monté bien qu'ils soient soumis à la formation la plus forte des monopoles. Il se produit donc manifestement une transmission des élévations des prix par les

monopoles sur les autres stades de la production et on ne peut pas attribuer purement et simplement à l'activité des cartels le niveau élevé des prix.

Le résultat de ces tendances contradictoires : élévation de la productivité du travail et diminution continuelle des éléments d'inflation — qui agissent, dans le sens d'un abaissement du niveau des prix: monopoles, droits de douane et (en Amérique) la haute conjoncture qui agissent dans le sens d'une élévation du niveau des prix, aboutit à la tendance à une chute continuelle des prix comme l'indique le tableau suivant :

	Etats-Unis (Bureau du Travail)	Angleterre (<i>Economist</i>) 1913 = 100	Allemagne Bureau de statistiques du Reich
1925	154,7	160,9	141,8
1926	151	140,4	134,4
1927	146,8	143,7	137,6
1928	147,1 ¹	140,9	140
1929	148 ¹ (sept.)	126,9 (déc.)	135,5

1. Chiffres réajustés : actuellement cet indice est publié en prenant pour base l'année 1926.

Sur la base de ces réflexions préliminaires nous croyons que la crise générale qui commence maintenant amènera une diminution des prix plus forte que d'ordinaire dans les crises « normales », car de nouveaux restes de la formation inflationniste des prix devraient être éliminés. Il se produit effectivement à l'heure actuelle une forte régression des prix des marchandises importantes sur le marché mondial. La chute des prix serait encore plus forte, spécialement pour les produits agricoles si les prix n'étaient pas encore maintenus par des actions artificielles de soutien (*pool* canadien du blé, bonification des prix du blé et du coton par l'Etat en Amérique, valorisation du café au Brésil, entente sur l'exportation du seigle entre la Pologne et l'Allemagne, entente sur l'exportation du blé entre la Hongrie et la Yougoslavie).

Il est certain que la violence avec laquelle la crise américaine va se répercuter sur les autres pays du monde sera incomparablement plus grande si les prix baissent en Amérique de 10 à 20 %, que si le niveau des prix reste plus ou moins stationnaire. Une forte chute des prix des matières premières en Amérique provoquerait dans une série de pays qui produisent des matières premières principalement pour l'Amérique (Indochine, caoutchouc ; Brésil, café ; Cuba et Java, sucre ; Japon, soie) un ébranlement économique grave. Une chute des prix des produits agraires que l'Amérique produit pour son exportation : blé et coton, provoquerait une crise agraire générale, et éventuellement dans le monde entier un ébranlement de l'industrie textile, qui serait obligée de vendre, bien au-dessous du prix de revient, ses stocks de coton et de cotonnades. La chute des prix des produits finis qu'exporte l'Amérique porterait aux grands pays industriels d'Europe qui concurrencent l'Amérique sur le marché mondial, les coups les plus durs. Il est de toute évidence qu'une chute violente des prix ayant pour conséquence une dévalorisation des marchandises déjà parvenues dans la sphère de la circulation entraînerait une vague de banqueroutes des marchands et des commerçants dans tous les pays, un ébranlement général du système de crédit et tout spécialement dans les pays pauvres en capital et à développement monopolisateur plus faible. Plus la chute des prix est grande, plus la répercussion de la crise sera violente, aussi bien dans la sphère de la production que dans la sphère de la circulation et dans les affaires de crédit. La question de l'importance de la chute des prix en Amérique du fait de la crise est donc décisive quant à la répercussion de la crise américaine sur le reste du monde capitaliste. Nous le répétons : nous sommes d'avis que le niveau des prix des

dernières années, en Amérique, contient encore de forts éléments d'inflation du temps de la guerre et que, par conséquent, il faut compter sur une chute de prix plus grande qu'elle n'est d'ordinaire.

Les chiffres suivants montrent qu'une forte chute des prix est en cours :

Indice des prix de l'Annalist 1913 = 100

	Produits agricoles	Textiles	Combustibles	Métaux	Matériaux de construction	Produits chimiques	Ensemble
1929 Juillet (maximum)	147,1	147	162,8	128,3	134,6	134,6	149,1
Septembre	145,5	147,5	160,1	127,6	153	134	141,8
Décembre 1929	139,6	140,4	159,8	125,4	151,5	134	141,8

Nous voyons que la chute des prix atteint déjà 5 % environ. A cet effet, il faut remarquer : 1 ° que souvent sont notés les anciens prix des cartels, alors qu'on vend en réalité au-dessus de ces prix ; 2° que le capital américain *a certainement abaissé plus fortement les prix d'exportation que les prix intérieurs.*

Le tableau suivant que nous empruntons au *Magazine de l'Economie*, du 3 janvier 1930, indique pour les marchandises du commerce mondial le développement suivant :

	Prix maximum en 1929	Prix mi-décembre
Blé (Cents par bushel.)	153,9	136,6
Seigle (R.M. par tonne)	208,5	166
Mais (Cents par bushel)	107,1	93,1
Riz (Sh. par bushel)	159	14
Café (Cents par livre)	18,9	9,9
Sucre (R.M. par 50 kgs.)	28	26,2
Coton (D. par balle)	11,1	9,1
Jute (par tonne)	34,5	26,2
Chanvre (par tonne)	39,8	37,5
Caoutchouc (sh. par balle)	1,1	0,8
Cuivre (par tonne)	94,2	69,1
Plomb (par tonne)	26,4	21,4
Étain (par tonne)	227,7	189,1
Zinc (par tonne)	27,5	20,1
Argent (par livre)	26,5	22,5
Pétrole (Cents par gallon)	3,98	2,87

Mais de l'ampleur de la chute des prix qu'entraînera la crise américaine ne dépendra pas seulement la violence avec laquelle la crise américaine se répercutera sur le reste du monde capitaliste, mais l'importance de l'endettement international va également s'en trouver fortement influencée. Les obligations des réparations de l'Allemagne dans le plan Young et les dettes interalliées sont fixées contractuellement pour des années en unités monétaires nominales. Leur montant est indépendant des rapports d'échange entre l'or et les marchandises, c'est-à-dire du niveau

des prix. Si donc il se produit une chute du niveau des prix de 10 à 20 %, cela veut dire que les obligations des réparations de l'Allemagne, c'est-à-dire la quantité de marchandises ou de valeurs que l'Allemagne devrait laisser à ses créanciers pour s'acquitter de ses obligations, s'élève aussi automatiquement de 10 à 20%. Il en est de même des dettes des pays de l'Entente entre eux et surtout à l'Amérique. Elles s'élèvent également, quant à leur poids réel, conformément à la baisse du niveau des prix. Il en est de même naturellement aussi des obligations internationales de paiements d'ordre privé. Si l'Allemagne, par exemple, doit actuellement payer avec les réparations 3 milliards de marks environ par an d'intérêts et d'amortissement, il lui faudrait, avec un abaissement du niveau des prix de 20 %, exporter à l'étranger pour s'acquitter de ses obligations une quantité de marchandises qui atteindrait au prix d'aujourd'hui, 3,6 milliards. D'autre part, le tribut que le monde entier doit payer aux Etats-Unis s'élèverait de 10 à 20 %.

Mais une forte chute des prix signifierait aussi au sein des diverses économies nationales de grands regroupements et de lourdes crises. Etant donné les obligations de paiements à courte échéance au sein de la sphère de circulation, il se formerait une situation dans laquelle les commerçants retireraient de la vente des marchandises moins qu'ils ne seraient obligés de payer pour se les procurer : les suspensions de paiements, les banqueroutes, les ébranlements du crédit en seraient partout les conséquences.

Comme on le voit, l'industrie travaille dans une grande mesure avec du capital emprunté à longue échéance : obligations, hypothèques, actions préférentielles à intérêt fixe, etc. La chute des prix signifie que la quote-part du capital prêteur dans le profit de l'entrepreneur s'élèvera en réalité proportionnellement à la chute des prix. De cette manière, la chute des prix signifie un déplacement de la répartition des revenus en faveur des créiteurs et à la charge des débiteurs, une élévation automatique du revenu réel de la classe des rentiers ; bref, tous les phénomènes qui nous sont familiers depuis la période de déflation en Angleterre.

Nous voyons donc combien la question de l'ampleur de la chute des prix est importante non seulement pour l'extension de la crise américaine, mais aussi pour la forme que prendront les charges des dettes, aussi bien du point de vue national qu'international, ainsi que pour la répartition du revenu entre les diverses classes au sein de l'économie nationale. La violence de l'ébranlement de toute la charpente de l'ordre social capitaliste dépend en premier lieu, de l'importance de la chute des prix qui se produira.

16. *L'Internationale Communiste*, 1930, pp. 764-776

LA CRISE AGRAIRE INTERNATIONALE

En Chine, des millions d'hommes sont en proie à la famine. En Amérique du Nord, les fermiers se ruinent en masse, faute de ne pouvoir vendre le surplus de leur blé ! En Allemagne, des millions d'enfants de chômeurs ont faim : le gouvernement n'en consacre pas moins des dizaines de millions de marks à l'achat et au stockage du seigle, afin d'empêcher que les pauvres ne puissent obtenir un morceau de pain à meilleur marché ! Des millions d'hommes sont en guenilles : le *Farmboard* américain n'en donne pas moins l'ordre aux planteurs de coton de diminuer de 40 % (!) au printemps la surface cultivée en coton ! Nombreux sont ceux qui sont privés d'une tasse de café : le gouvernement brésilien fait jeter à la mer deux millions de balles de café, afin d'enrayer la chute des prix ! Toute l'absurdité du système capitaliste qui, pour élever bénéfices et dividendes, fait souffrir de froid et de faim des millions d'hommes, apparaît ici en toute évidence. Toute idée d'« économie rationnelle », de « capitalisme organisé » doit se démasquer comme une fantaisie trompeuse en présence de cette anarchie meurtrière, laissant dans l'ombre toute l'anarchie passée de l'ordre social capitaliste.

La *crise agraire* — qui, quelques années durant, avait revêtu une forme latente — *est de nouveau entrée dans une phase aiguë*¹ ! Les prix de tous les produits agricoles — blé, fourrages, textile, sucre, café, thé, caoutchouc — baissent sans cesse et sont tombés si bas que les paysans et les fermiers sont ruinés en masse. Il y a *surproduction*² de toutes les marchandises agricoles ; surproduction non pas en ce sens qu'on ne trouverait plus assez de consommateurs pour utiliser le pain, le sucre, le café, etc., mais surproduction dans le sens capitaliste, c'est-à-dire qu'on ne trouve plus d'acheteurs *capables de payer*. Les ventres affamés n'ont aucune valeur pour le capitalisme quand leurs propriétaires ne sont pas en état de payer les vivres à un prix assurant son bénéfice au producteur, sa rente foncière au propriétaire foncier.

Quelles sont les causes de la surproduction ? Nous pouvons à ce sujet marquer les stades suivants :

a) Durant la guerre, la production agricole prit une extension considérable dans les grands

¹ L'appréciation de Sering s'est révélée inexacte. Dans son livre si précieux, *le Mouvement international des prix et la situation de l'agriculture* (Berlin, Parey, 1929), il écrivait : « Depuis 1924, un tournant s'est réalisé dans le mouvement des prix des denrées agricoles. La crise agraire internationale a été surmontée, ou tout au moins fortement atténuée ». (Page 47.) Ce n'était nullement la fin de la crise, mais une simple atténuation passagère.

² Les produits de l'élevage font exception. Mais ce n'est là qu'un phénomène passager. Les bas prix du fourrage ont toujours entraîné une augmentation de l'élevage, permettant une utilisation plus avantageuse du fourrage. De là, sur le marché, une offre passagèrement diminuée en bétail de boucherie, à laquelle succédera, après quelque temps, une surproduction et une forte chute des prix.

territoires agricoles : Etats-Unis, Canada, Argentine et Australie :

Surfaces ensemencées en blé, en millions d'hectares, total pour les Etats-Unis, l'Australie et l'Argentine¹:

1909-13	1916	1920	1921	1922	1928	1929
33,6	39,4	34,8	46,6	47,8	49,5	49,6

Nous voyons que la surface ensemencée, dans ces régions les plus importantes pour l'exportation du blé, a augmenté de 50 % par rapport à la période d'avant-guerre. Si, à la vérité, durant la crise agraire, la surface ensemencée a baissé aux Etats-Unis, tel n'a pas été le cas en Argentine et en Australie où, malgré la crise, la surface ensemencée continue de s'accroître ! (Nous reviendrons plus loin sur les causes de ce phénomène). L'exportation de ces régions suffisait amplement à couvrir le déficit de l'exportation russe sur le marché mondial, malgré la forte diminution des récoltes durant la guerre dans tout le reste de l'Europe.

b) L'agriculture de l'Europe capitaliste, dont la production avait très fortement baissé au cours de la guerre mondiale, a constamment élevé sa production au cours des dernières années.

Production de l'Europe (sans l'U.R.S.S.) en céréales et fourrages²

en millions de tonnes

	Blé	Seigle	Orge	Avoine	Mais
Moyenne de 1909 à 1913...	37,1	25,1	15,4	28,2	23,5
Moyenne de 1920 à 1924...	30,5	18,6	13,5	16,0	11,6
1926	32,9	19,1	14,7	25,7	16,6
1927	32,7	20,1	14,3	25,4	12,3
1928	38,9	22,9	16,2	27,4	9,7
1929	38,6	22,9	17,3	27,7	

Nous voyons que les récoltes de l'Europe capitaliste ont, ces dernières années, atteint à peu près les niveaux d'avant-guerre. C'est l'origine de la forte diminution des besoins d'importation au cours de ces dernières années, par rapport à la période qui succéda immédiatement à la guerre.

c) La consommation du blé par tête de population marque une tendance à la baisse dans les pays industriels.

Consommation de blé (et de seigle) en kilogs par tête de population

	1905-08	1909-13	1921-23	1924-26	1927-28
Grande-Bretagne	164,1	164,7	151,1	153,3	148,3
Belgique-Luxembourg ³ .	308,9	336,0	242,7	248,0	250,0
Allemagne ¹	253,7	264,7	163,5	149,0	209,0 ²

¹ Chiffres extraits de Sering et des travaux de l'Institut agraire de Rome.

² Nos sources : *International statistical Yearbook, 1926. Les Forces économiques du monde*, édité par la Dresdner Bank. Livre annuel et bulletin mensuel de l'Institut agraire international de Rome (Il y a des différences entre les différentes sources ; elles sont cependant minimes et ne nuisent pas à la précision de ces statistiques, en général dignes de confiance).

³ D'après Sering, page 205. Pour les dernières années, d'après le bulletin mensuel de l'Institut de Rome

Mais c'est aux Etats-Unis que cette tendance à la diminution de la consommation du blé est la plus marquée. Cette consommation subit le développement tracé par le tableau suivant :

Consommation du blé et du seigle aux Etats-Unis, par tête

1905-08	1909-13	1916-20	1921-23	1929-27
178,6	174,4	176,3	152,5	151,3

d) La consommation du fourrage a rapidement baissé par suite du remplacement rapide des animaux de trait par l'automobile et le tracteur.

Le résultat de ce développement est que, au cours des dernières années, se constitue un stock de plus en plus important de céréales, de sucre, de café, etc., grossissant d'une récolte à l'autre. Cette augmentation des stocks a déjà abouti, en mai 1929, à une chute catastrophique des prix du blé en Amérique (près de un dollar par bushel à Chicago !), mais les mauvaises récoltes en Amérique du Nord — et la politique du *pool* à blé canadien — ont à nouveau élevé les prix pour quelques mois⁴. Cependant, la surproduction entraîne une fois de plus — malgré toutes les contre-mesures des gouvernements capitalistes — une forte chute des prix, portant sur tous les produits agricoles sans exception. Comme illustration, nous citons quelques chiffres concernant les variations des prix sur le marché anglais qui, en tant que centre international du commerce libre, est relativement le moins sujet aux variations artificielles des prix. Le tableau suivant fournit les chiffres à la déclaration de guerre, à la fin de février 1929 et à la fin de février 1930³ :

Prix	30 juin 1914	28 février 1929	28 février 1930
Blé de Manitoba 2	33/2	52/3	44/9
Orge anglais	7/1	10/4	7/11
Avoine	7/2	9/9	6/4
Maïs de La Plata	25/9	45	25/9
Beurre (danois)	119	188	162
Pomme de terre	73	140	70
Viande frigorifiée	3/9	4/3	4/10

On voit la formidable chute des prix, principalement sur les fourrages : l'avoine est moins chère qu'avant la guerre, le maïs demeure au même niveau, l'augmentation des prix des principaux autres produits agricoles demeure en général beaucoup plus faible que l'augmentation parallèle des prix des produits industriels. Les ciseaux s'ouvrent à nouveau entre les prix des denrées agricoles et ceux des produits industriels.

Conséquences sociales de la chute des prix des produits agricoles

La chute des prix des denrées agricoles entraîne des conséquences beaucoup plus vastes et compliquées que celle des prix des produits industriels. Plus larges en ce sens que les producteurs agricoles « indépendants », qui ont directement à souffrir d'une chute des prix — fermiers et paysans

¹ Blé plus seigle.

² 1927.

³ *Statist* du 22 février, *Times* du 28 février.

— constituent la majorité de la population mondiale. La chute des prix des produits industriels ne frappe *directement* que la classe capitaliste, numériquement faible, et, *indirectement*, les ouvriers industriels. La chute des prix des denrées agricoles frappe la Classe paysanne, dont les membres se comptent par centaines de millions.

Mais l'effet de cette chute des prix des denrées agricoles est plus complexe à cause du rôle spécial que joue la rente dans la production agricole¹.

Nous sommes obligés d'admettre que le lecteur connaît déjà la théorie de la rente foncière de Marx et de nous borner à l'étude du rôle de cette rente foncière dans la crise agraire actuelle.

La rente foncière est cette partie de la plus-value fournie par l'agriculture qui n'entre pas dans la constitution du bénéfice moyen, mais est prélevée comme rente par le possesseur du sol. Théoriquement, il est présupposé que le capital investi dans l'agriculture (le capital du fermier capitaliste) rapporte un profit moyen : que le propriétaire foncier ne reçoit comme rente foncière que la partie de la plus-value créée par le fermier qui, si elle restait entre ses mains ferait que son profit serait plus grand que le profit moyen.

En fait, le rapport est encore plus compliqué.

Dans les contrats de fermage ou au moment de l'achat du sol², la rente foncière est déterminée pour l'avenir d'après les résultats des années passées.

Le contrat de fermage est-il conclu, où le sol acheté à crédit et grevé par conséquent d'une hypothèque correspondante, alors la rente équivaut, pour le fermier ou le propriétaire du sol, au débours de sommes constantes à payer pour l'avenir. Ces dépenses constituent un élément non pas des frais sociaux de la production, mais bien des frais *individuels* de cette production. Les prix des produits agricoles viennent-ils à baisser, alors le fermier ou le propriétaire du sol n'est plus capable de payer les droits de fermage ou les droits hypothécaires trop élevés. Il se ruine, alors que s'il n'avait pas ou s'il n'avait qu'une rente modeste à payer (sous forme de fermage ou d'hypothèques), ses véritables frais de production auraient pu lui rapporter un profit moyen.

Les chiffres américains ci-dessous montrent l'importance du rôle joué par la rente dans les « frais de production » de l'agriculture.

Rente par acre aux Etats-Unis en 1926³

	Total des frais de production par acre	Dont rente (fermage)	%
Blé	21,33	6,12	28
Maïs	23,10	5,95	25
Avoine	17,99	5,48	30

¹ Les études bourgeoises sur la crise agraire, même les meilleures d'entre elles, comme celles de Sering ou Seligman (*Economie of Farm relief*, New- York, 1929) ou celle de E.G. Nourse (*Recent économie changes, tome II*) aboutissent à des résultats erronés, avant tout parce qu'elles écartent systématiquement le rôle de la rente dans la crise agraire, ou parce qu'elles le négligent. Elles prennent en effet pour *type* de producteur agricole le grand propriétaire foncier ou le paysan travaillant sur leur propre sol, et pour lesquels la rente ne joue pas.

² Le prix du sol est égal à la rente foncière, en y comprenant aussi le capital employé pour l'amélioration du sol.

³ *Yearbook of Agriculture*, 1927, page 1135.

Pour le bushel de blé, la rente atteignait 36 cents pour un prix de vente de 1 dollar à *la ferme* (actuellement, ce prix est considérablement inférieur), soit plus du tiers du prix de vente ! 33 % du prix de vente s'en vont donc en droits de fermage¹ (ou, pour les nouveaux propriétaires du sol, en intérêts hypothécaires). Et cette somme doit être payée sans qu'il soit tenu compte du niveau des prix. Il est alors clair que si les prix des produits agricoles se mettent à baisser fortement pendant la durée du bail ou alors que les hypothèques ne sont pas encore entièrement couvertes, cela aboutit à une banqueroute en masse des fermiers.

Les « ciseaux » ne sont donc pas à eux seuls à l'origine de la crise (comme l'affirment les écrivains bourgeois qui font abstraction du problème de la rente). A l'origine de la crise, on trouve aussi précisément la chute des prix des produits agricoles. Il est clair que même quand les prix des produits industriels baissent en même temps que ceux des produits agricoles, c'est-à-dire quand il n'y a *pas* apparition de « ciseaux », une crise agraire n'en doit pas moins se produire, car l'obligation de continuer à payer la rente fixée trop haut (fermage, intérêts hypothécaires), alors que les prix de vente baissent, entraîne des pertes pour le producteur². Quand à cela s'ajoute, comme c'est le cas actuellement, la formation de « ciseaux » par suite d'une chute verticale des prix des produits agricoles alors que les prix des produits industriels demeurent stables, c'est une crise *aiguë* qui se produit.

Naturellement, la rente fixée par contrat s'adapte avec le temps à la rente véritable : les fermiers, ne pouvant payer les lourds droits de fermage, quittent les fermes ; les intérêts hypothécaires demeurent impayés, les prix des terrains et les baux baissent³ ; la valeur de la rente d'adapte aux conditions modifiées. Mais ce processus signifie la ruine d'innombrables existences paysannes. La différenciation de la paysannerie en prolétaires dépourvus de sol et en petits et grands

¹ Le bail n'est *pas* équivalent à la rente. Celle-ci, outre la rente véritable (rente absolue et rente différentielle), contient en outre le paiement des intérêts du capital investi pour l'amélioration du sol et quelquefois aussi les éléments d'une rente de monopole. Pour *cette* étude, destinée à montrer l'importance de la *fixité de la rente* (fermage, intérêts hypothécaires) la différenciation de la rente véritable dans le sens où l'entend Marx (impossible en chiffres) est superflue.

² L'importance de la rente en tant qu'élément de la crise agraire a été justement soulignée par la camarade Picus dans son article : « Sur le front agraire ».

³ L'évolution des prix du terrain aux Etats-Unis est marquée par les chiffres suivants :

Dollars par acre, sans constructions

1920	59,36
1925	41,50

La *valeur globale* des domaines fermiers atteignait (sans les constructions) :

(en milliards de dollars)

1920	55
1925	38

(*Yearbook of Agriculture*, 1927, page 116.)

La chute des prix du terrain fut très inégale: dans quelques Etats de la Nouvelle-Angleterre et du Pacifique, le prix du sol a monté de 1920 à 1925, alors qu'il baissait de plus de 50 % dans les Etats producteurs de blé !

capitalistes agraires, qui se produit sans cesse en régime capitaliste, se déroule alors à un rythme accéléré...

Car les choses ne se présentent nullement telles que les montrent les écrivains bourgeois, affirmant que l'actuelle surproduction de denrées agricoles frapperait indistinctement tous les producteurs. La crise atteint diversement dans chaque pays les différentes couches de producteurs agricoles : et l'effet social de la crise est divers dans les divers pays, dépendant de leur développement économique et de leur situation dans l'économie mondiale.

Si nous étudions d'abord ce dernier point, nous trouvons que la crise frappe au maximum les pays et régions d'outre-mer spécialisés dans la production d'une *seule* denrée agricole (pays dits à « monoculture »), denrée dont le prix a fortement baissé. Citons comme exemples marquants : Le Brésil, avec sa culture du café ; l'Égypte, pays avant tout producteur de coton ; le Canada et certaines parties des États-Unis comme producteurs de blé, etc. Les paysans ou fermiers de ces régions sont, au plus haut point, des producteurs de marchandises, n'employant qu'une infime partie de leur production pour leurs besoins personnels, et étant, par conséquent atteints au maximum par la chute des prix. Dans les pays à agriculture « mêlée » — céréales, fourrages, élevage, plantes ligneuses — où prédomine le type asiato-européen du paysan arriéré consommant lui-même une importante partie de sa production, la crise — toutes choses égales — sévit moins violemment. Certaines régions spéciales — culture maraîchère et fruitière, élevage de volailles, etc. — ne sont pour le moment encore nullement atteintes par la crise.

Beaucoup plus importante est l'action différente de la crise sur les différentes couches sociales de producteurs agricoles. Du rôle, expliqué plus haut, de la rente fixée par contrat, il résulte que, dans des conditions identiques, *la crise frappe avec une violence particulière les fermiers et les petits propriétaires endettés, par conséquent les couches les plus pauvres des producteurs agricoles*. Le producteur travaillant sur son propre sol, non grevé d'hypothèques — sur lequel, comme dit Marx, ne s'exerce pas le monopole du sol — n'est atteint que par les « ciseaux » : les fermiers et petits propriétaires endettés sont en outre atteints par la rente élevée (bail, intérêts hypothécaires).

Mais il existe une seconde différence, encore plus importante. *Pour la même culture, les frais de production des grands établissements, munis des conquêtes les plus modernes de la technique, sont de beaucoup inférieurs à ceux des petites entreprises !* C'est pourquoi les grandes entreprises modernes payant la même rente peuvent encore réaliser le profit moyen, alors que les petites entreprises périclitent.

Nous ne citerons qu'un exemple concret : l'effet des combinés sur les frais de production des céréales¹. Brinkman fournit les données suivantes, concernant l'Argentine :

Pour pouvoir employer un combiné pour la récolte et le battage des céréales, la surface à traiter doit être *d'au moins* 50 hectares, mais la meilleure surface est de 130 hectares. L'économie réalisée, par rapport aux faucheuses-lieuses, dans différentes régions d'Argentine, atteint de 0,89 à 1,42 peso pour 100 kg. de blé. Le prix de ces 100 kg. de blé est actuellement de 10 pesos environ à Buenos-Ayres ; à l'intérieur du pays, chez les fermiers, il doit être beaucoup plus bas. L'économie réalisée par les grands fermiers pouvant travailler avec des combinés atteint donc 10 à 20 % des prix de vente

¹ Voir Sering, ouvrage déjà cité; Prof. Seligman, *Farm relief* ; Prof. Th. Brinkman, *la Transformation des méthodes de récolte en Argentine*. Rapports sur l'agriculture, tome XI, cahier 1.

de la récolte à la ferme. Pour un certain niveau des prix, le grand fermier peut donc encore joindre les deux bouts, alors que le fermier pauvre est déjà ruiné.

La conséquence sociale de la crise agraire est donc une considérable aggravation du processus de différenciation, une ruine massive des petits paysans, des paysans endettés et des petits fermiers !

Ce phénomène social se reflète politiquement dans l'attitude d'opposition des partis bourgeois qui s'appuient principalement sur des masses électorales paysannes (aile progressiste des républicains aux Etats-Unis, Allemands-nationaux, radicaux en France, etc.). C'est un élément important des crises gouvernementales qui se reproduisent fréquemment en ce moment dans tous les pays. La ruine massive de la paysannerie pauvre par suite de la crise agraire fournit en même temps aux partis communistes les bases objectives leur permettant d'étendre leur influence sur la paysannerie.

Tentatives malheureuses de règlementation des prix du marché mondial

La forte chute des prix au cours de ces derniers mois a suscité des tentatives énergiques visant au maintien des prix des denrées agricoles. Les méthodes employées ici sont diverses, suivant qu'il s'agit d'un pays exportateur ou importateur. Dans les pays importateurs de céréales, tels que la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne (pour le blé), l'augmentation des prix, pour ramener ceux-ci au-dessus du niveau des prix mondiaux, est relativement facile au moyen de l'augmentation des taxes douanières. Effectivement, tous les pays importateurs de céréales ont procédé, au cours des six derniers mois, à l'augmentation de leurs taxes douanières. Seule l'Angleterre persiste à maintenir la libre importation de toutes les denrées alimentaires ; mais dans ce pays aussi, l'agitation se fait de plus en plus forte en faveur de la création d'une barrière douanière protectrice.

Le problème est beaucoup plus difficile à résoudre pour les pays et les marchandises où il existe un excédent d'exportation ! Dans ce cas, ce sont les prix du marché mondial eux-mêmes qu'il faut augmenter. Cela n'est possible que lorsqu'une grande partie de l'exportation est concentrée dans une seule main, partie telle, que, sans elle, les besoins du marché mondial ne puissent être satisfaits.

C'est une telle tentative que représente le monopole canadien du blé, englobant 70 % de la production du Canada. Les circonstances paraissaient très favorables à une telle opération. *L'exportation mondiale du blé et de la farine* atteignait, entre 1924 et 1928, une moyenne annuelle de 22 millions de tonnes¹, en chiffres ronds. Dans cette exportation, la part du Canada était de 8,4 millions de tonnes, soit plus du tiers de la quantité totale du blé déversé sur le marché mondial. Et cette part tendait à croître. En 1928, l'exportation de blé du Canada atteignait 11,2 millions de tonnes pour une exportation mondiale totale de 24,3 millions, soit presque la moitié. Cette position prédominante du Canada et du monopole canadien du blé lui permit, au cours des dernières années, de maintenir les prix du blé — et, par là aussi, les prix des autres céréales — et d'empêcher l'éruption d'une crise aiguë.

Mais les prix relativement favorables entraînaient une extension des surfaces cultivées en Europe et avant tout dans les pays d'outremer décisifs pour l'exportation du blé. La surface

¹ Dresdner Bank : *les Forces économiques du monde*.

ensemencée en blé et seigle était, en millions d'hectares :

	1927	1928	1929
Canada	9,4	10,1	10,6
Argentine	8,3	8,9	7,0 ¹
Australie	4,8	5,7	5,9
[total]	22,5	24,7	23,5

Afin de pouvoir maintenir sa politique des prix, le pool canadien dut traîner d'une récolte à l'autre un stock non vendu de plus en plus important. La catastrophe aurait éclaté déjà en 1929 — le prix du blé tomba en mai à moins de un dollar par bushel — si la mauvaise récolte au Canada et les mauvaises perspectives de récolte en Argentine n'avaient entraîné une nouvelle augmentation des prix au cours de l'été 1929.

Au cours de l'automne 1929, le pool poursuivit la politique de freinage de la vente, en dépit du fait que les stocks visibles s'étaient fortement accrus². La politique de pression sur les prix du marché mondial par la diminution de l'exportation et l'accroissement des stocks fit faillite vers la fin de l'année. A Winnipeg (Bourse canadienne des céréales), les prix commencèrent à chanceler. Il était alors impossible d'enrayer la catastrophe³. En trois mois, les prix du blé baissèrent d'un tiers. Le pool traversa des difficultés financières. Les banques refusèrent tout nouveau crédit gagé sur le blé stocké. Le 5 novembre, le président du Conseil des ministres de l'Etat canadien était obligé d'annoncer une garantie de 15 % pour les crédits assurés par les banques. Cela non plus ne servit de rien. Les prix continuèrent à tomber. Les élévateurs sont comblés. Les chemins de fer limitent le transport. On pose la question de la liquidation du monopole des céréales.

Cette grave chute des prix du blé contraignit aussi le capital financier américain à modifier sa politique de non-immixtion dans l'établissement des prix, si fortement soulignée par Hoover dans son veto posé sur le *Menary-Haughen Bill*. Afin d'empêcher les fermiers de vendre leur blé, le *Fédéral Farm Board* ne se contente plus, depuis le 10 février, de gager ses crédits sur le blé stocké, mais, par l'intermédiaire de la *Grain Stabilisation Corporation*, il achète lui-même du blé afin d'enrayer la chute des prix⁴. Le *Board* achète du blé à toutes les Bourses des États-Unis et son

¹ Recul par suite de dommages naturels, et non de causes économiques.

² Les stocks « visibles » de blé comprenaient, en millions de bushels, au 1^{er} décembre de chaque année :

	1925	1926	1927	1928	1929
Dans le monde entier	257	300	346	459	553
Au Canada	105	123	121	170	221

(Wheat Studies of the Food Research Institute. Janvier 1930.)

³ Prix du bushel de blé à Winnipeg, en cents :

2 janvier 1930	6 février	5 mars	14 mars
149	129	111	103

⁴ *New York Times* du 11 février 1930.

intervention énergique du 11 novembre fit monter les prix de 7 cents par bushel. Les 150 premiers millions de dollars mis par le Congrès à la disposition du Board sont déjà dépensés. Hoover demande 100 nouveaux millions. La politique de « non-immixtion » a pris fin ! Non seulement le prix du blé sera protégé, mais aussi celui des autres céréales, ainsi que celui du coton !

Pourquoi le capital financier américain a-t-il modifié sa politique? L'exploitation des fermiers était pourtant une des bases des bénéfices de monopole ! *Le capital financier américain a été contraint de modifier sa politique dans son propre intérêt !* Si la chute des prix n'avait pas été à tout le moins ralentie, des millions de farmers auraient fait faillite, leur banqueroute aurait entraîné l'effondrement de milliers de petits établissements provinciaux de crédit, et une *crise générale de crédit* aurait fort bien pu s'ensuivre ! Mais cela, le capital financier américain veut l'empêcher, car une telle crise aurait pu être un danger pour lui-même. Voilà pourquoi il était prêt à arroser les fermiers de centaines de milliers de dollars *des caisses de l'Etat !*

Nous ne voulons pas traiter en détail des autres tentatives faites en vue de stabiliser les prix des céréales : essai de création d'un pool en Australie, contrat germano-polonais sur le seigle, stockage d'Etat du seigle en Allemagne, contrat d'exportation du blé entre la Hongrie et la Yougoslavie, etc. Par suite de la grande surproduction, toutes ces tentatives n'ont abouti qu'à un certain ralentissement de la chute des prix. Si les perspectives de récolte pour l'année 1930 sont favorables, une nouvelle chute des prix est absolument inévitable.

Le mot d'ordre central : limitation de la production

En Chine, des millions d'hommes sont en proie à la famine ; dans toute l'Europe, des millions de sans-travail souffrent de faim et de froid ! Et pourtant, il n'est pour le capitalisme d'autre issue à la crise agraire que la limitation de la production. C'est là, effectivement, le mot d'ordre lancé par les porte-parole du capitalisme. Le *Farm Board* mène une propagande en faveur de la diminution des surfaces ensemencées en blé, maïs, coton. Pour cette dernière culture, on exige une diminution de 40 % par rapport à la surface exploitée cette année, sous peine de supprimer les crédits gagés sur le coton emmagasiné par les fermiers.

Les hommes dirigeants de l'agriculture américaine font une agitation intense en faveur de la limitation de la production. Le 27 janvier, Hyde, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, dans un discours par T.S.F. aux farmers, afin de les inciter à diminuer pour cette année leur surface cultivée, déclara :

Une production aveugle pour des besoins inconnus est en ce moment un crime envers l'agriculture. La concurrence de six millions de fermiers isolés donne maintenant un grand avantage aux consommateurs. La tâche de la prochaine décennie est de travailler collectivement afin de maîtriser la situation... Si nous voulons que l'agriculture rapporte davantage, nous ne devons pas seulement produire à des prix aussi bas que possibles, mais aussi, autant que faire se peut, adapter notre production à la future demande intérieure. C'est à la ferme que ce problème doit être résolu. Il le sera de la meilleure façon grâce à des plans soigneusement étudiés et à une large organisation de l'agriculture.

Le dirigeant du *Federal Farm Board*, Legge, mène une agitation intense en faveur du reboisement d'une partie du sol cultivé : « Si chaque fermier américain transformait en bois 5 % du sol qu'il cultive actuellement, ce serait un grand pas de fait dans la voie qui conduit à la cessation de

la surproduction »¹.

Mais la limitation de la surface cultivée est une chose très difficile pour le fermier individuel. Une diminution de sa surface cultivée ne diminuerait nullement une grande partie de ses dépenses : droits de fermage, intérêts hypothécaires, amortissement des machines, etc. On sait généralement que ces dépenses dites fixes (*overhead charges*) dans l'agriculture constituent une partie très importante des frais de production et ne sont en rien diminuées par une limitation de la surface cultivée. A cela s'ajoute le fait, que le fermier isolé, limitant sa surface cultivée, n'est nullement assuré que les millions d'autres fermiers vont en faire autant : une augmentation des prix par la fin de la surproduction n'est possible que si tous les fermiers limitent en même temps la production. En outre, tout l'appareil de la politique agricole est basé sur l'augmentation de la production : des primes sont offertes pour les meilleures récoltes à l'hectare, pour le bétail de boucherie le plus lourd, etc. Toutes les écoles et institutions agricoles travaillent en ce sens. Comme l'expliquent justement les journaux et revues américaines, il est très difficile de rendre compréhensible aux fermiers une politique de diminution de la production.

Malgré tout, l'agitation se poursuit vigoureusement aux Etats-Unis en faveur de la limitation de la production. Dans une réunion commune des six principales sociétés scientifiques d'Amérique, Legge expliqua :

Il serait pourtant agréable de présupposer que, dans un certain temps, le fermier pourra comprendre le simple problème suivant : à savoir que s'il peut recevoir plus d'argent pour 4 bushels de blé que pour 5, il lui est cependant plus facile de produire 4 bushels que 5. Et c'est là une illustration typique de la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Une diminution de la production atteignant en moyenne 20 % rendrait effective les taxes sur le blé et garantirait des prix plus élevés aux fermiers. Je crois que c'est une estimation prudente qui nous fait dire qu'une diminution de 20 % de la production entraînerait une augmentation de 20 % des recettes par rapport à la production actuelle².

La politique de limitation de la production vue d'assurer la rente des propriétaires fonciers et les bénéfices des capitalistes agraires est la meilleure preuve que le système de production capitaliste est devenue une entrave au développement des forces productives³. Des millions d'hommes ont faim, des millions d'hommes meurent de faim, et la politique économique du capitalisme ne vise pourtant pas à l'augmentation de la production agricole, mais bien, au contraire, à sa limitation « rationnelle ». Le capitalisme a terminé sa mission historique ! Sa décomposition est manifeste. Le prolétariat révolutionnaire a pour tâche de libérer les forces productives des chaînes du capitalisme décadent. Et cela, sitôt que possible, par le renversement de la domination de la bourgeoisie.

¹ *New York Times* du 28 janvier 1930.

² *New York Times* du 28 février 1930.

³ La limitation de la production n'est pas seulement décrétée pour les planteurs américains de coton et de céréales : les propriétaires de plantations de caoutchouc ont décidé de cesser le travail en mai; on veut remédier à la crise du café en évitant de mettre de nouvelles plantations en exploitation, à celle du thé en ne cueillant pas une partie de la récolte, etc.

17. *L'Internationale Communiste*, 1930, pp. 1554-1560

L'ANGLETERRE SUR LA VOIE DU PROTECTIONNISME

Le 5 juillet, le monde fut surpris par la publication d'une résolution des principaux banquiers anglais dans laquelle ceux-ci proclament un tournant à cent pour cent dans leur politique libre-échangiste passée. Parmi les signataires de ce document historique, se trouvent deux hommes connus du monde entier, les présidents de deux des cinq banques géantes anglaises : Mac Kenna et Peace, qui, il y a quatre ans, avaient signé le manifeste « fameux » des banquiers internationaux en faveur du libre-échange.

Les deux manifestes caractérisent le grand revirement de la politique économique anglaise dans ces dernières années. Le manifeste des banquiers internationaux était la dernière lueur d'une politique économique du libre-échange traditionnel, mais dépassé historiquement. La résolution des banquiers anglais signifie la conversion de l'Angleterre à la ligne de la politique économique de tous les Etats impérialistes. C'est ce qui explique aussi l'écho tout différent que trouvèrent les deux manifestes. Alors qu'aussitôt après la publication du manifeste des banquiers internationaux les signataires de celui-ci s'en désolidarisèrent en grand nombre et retirèrent leurs signatures, le manifeste des banquiers anglais trouve une large adhésion dans des milieux étendus de la grande bourgeoisie anglaise, et parmi les puissances du capital financier anglais, c'est à qui se ralliera à la résolution.

L'Angleterre avait occupé jusqu'ici une position exceptionnelle dans le cercle des puissances impérialistes. Alors que les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et l'Italie pratiquaient déjà avant la guerre une politique de droits protecteurs élevés et continuèrent cette politique après la guerre à un degré croissant, politique qui, pendant la crise économique actuelle, prit un nouvel essor sous forme de nouvelles élévations de tarifs douaniers, l'Angleterre en resta de façon générale à son ancien système libre-échangiste¹. La position exceptionnelle de l'Angleterre s'explique par le fait que l'économie anglaise, au cours du XIX^e siècle où elle avait le monopole industriel dans le monde entier, s'était orientée énergiquement vers le libre-échangisme. La grande industrie anglaise qui, dans ses colonies, possédait un marché monopolisé, qui, par son exportation de capitaux, où elle pouvait, avant la guerre, l'emporter largement sur ses concurrents, disposait d'un moyen de soutien de son exportation industrielle, pouvait renoncer à la protection de son marché intérieur par des taxes douanières et bénéficier par contre de moyens de subsistance et de matières premières à bon marché. Ce système se révéla satisfaisant tant que les concurrents principaux de l'Angleterre ne possédèrent point une industrie dépassant leurs besoins intérieurs et tant que l'industrialisation des colonies et des pays d'outre-mer en resta à un stade inférieur. Mais les inconvénients de ce système pour la bourgeoisie anglaise apparurent de plus en plus nettement dans la période d'après-guerre. La disproportion entre la capacité de production de l'industrie et la capacité d'absorption du marché intérieur devint de plus en plus grande dans les pays industriels. Les monopoles qui se développent derrière les murailles douanières jettent l'excédent de leurs marchandises à des prix de dumping sur

¹ L'instauration, après la guerre, de droits de douane sur quelques marchandises : automobiles, instruments d'optique, etc., ce qu'on appelle les droits de douane Mac Kenna, servait surtout aux fins d'armements.

le marché anglais. L'industrialisation des colonies diminue l'écoulement des produits finis anglais. Quelques colonies, en particulier le Canada, tombent de plus en plus sous l'influence économique du rival principal de l'Angleterre, les Etats-Unis. La crise économique chronique qui pèse depuis dix ans sur l'Angleterre, le chômage chronique contraignent la bourgeoisie anglaise à chercher une nouvelle voie à sa politique économique. Les tendances centripètes au sein de l'impérialisme anglais agissent dans le même sens. C'est ainsi que l'idée protectionniste gagne depuis des années de plus en plus de terrain et que l'ancienne tendance ne peut continuer à conserver sa position¹. Pour la bourgeoisie anglaise il n'y a pas d'autre issue pour essayer de lutter contre la crise que ce passage au protectionnisme.

La résolution des banquiers signifie visiblement que la lutte entre le libre-échange et le protectionnisme en Angleterre est résolue en faveur de ce dernier. C'est pourquoi nous pouvons nous associer complètement au jugement du *Daily Worker* qui écrit ce qui suit :

La résolution est d'une importance historique, car elle signifie la renonciation définitive au principe du libre échange de la part de la classe anglaise au pouvoir et l'adoption d'une nouvelle politique économique — à savoir une haute muraille de tarifs contre l'importation, y compris des moyens de subsistance².

L'hypothèse que la résolution signifie un changement dans la politique de la partie déterminante de la classe anglaise au pouvoir est confirmée par l'autorité des signataires de la résolution. Elle porte les signatures des présidents de cinq grandes banques (celles qu'on appelle les *Big Five*), de deux directeurs de la Banque d'Angleterre, d'une série de grands banquiers privés et de grands industriels, d'un directeur de la Royal Dutch, etc. Un certain nombre d'autres grands industriels ont annoncé leur adhésion, comme, par exemple, lord Melchett, le chef du consortium chimique, etc. Le petit groupe des principaux capitalistes qui dirigent en fait l'Angleterre, est représenté presque entièrement parmi les signataires.

Nous reproduisons littéralement ce document historique :

Des mesures urgentes pour l'encouragement du commerce intérieur de l'Empire ont été décidés

¹ Nous avons souligné le caractère inéluctable de la liquidation de la position exceptionnelle de l'Angleterre sur le terrain de la politique douanière il y a 4 ans déjà à l'occasion de la parution du manifeste des banquiers internationaux. Nous écrivions alors dans *L'Internationale communiste* du 16 novembre 1926 :

« L'initiative de cette manifestation émane de la bourgeoisie anglaise. L'industrie anglaise se trouve à la croisée des chemins. L'ancien système du libre-échange au sein d'un monde où chaque Etat se défend contre l'introduction de marchandises industrielles par des droits de douane protecteurs élevés, ne peut durer plus longtemps, car l'industrie anglaise a perdu le monopole du marché mondial qu'elle avait solidement établi du temps de l'instauration du libre-échange et la position monopoliste de l'industrie anglaise dans l'approvisionnement des colonies est ébranlée. Les Dominions et les colonies (Inde) anglaises ont érigé des murailles douanières contre l'importation de marchandises industrielles, et des taxes préférentielles à l'importation anglaise sont de peu d'utilité... Ou bien il faut que l'Angleterre pratique elle aussi une politique protectionniste, ou il lui faut essayer de faire prendre au reste du monde une direction libre-échangiste. Le manifeste qui émane de l'Angleterre est une tentative dans cette direction ».

²*Daily Worker* du 5 juillet 1930.

afin de protéger et d'augmenter les débouchés des produits britanniques en ce qui concerne le commerce intérieur et extérieur.

Des expériences fâcheuses ont appris à la Grande-Bretagne que les espoirs exprimés il y a quatre ans — dans le but de supprimer les restrictions pesant sur le commerce européen — n'ont pu se réaliser. Les obstacles ont été augmentés considérablement et la vente des produits étrangers excédentaires sur le marché britannique s'est accrue sans interruption. Tout en gardant l'espoir de voir triompher définitivement le libre échange dans le monde entier, nous estimons que les premières mesures à prendre pour protéger et augmenter les débouchés pour les produits britanniques consistent en accords commerciaux conclus entre les nations constituant l'Empire britannique.

Pour conclure ces accords la Grande-Bretagne doit, au préalable, ouvrir ses marchés aux produits de l'Empire britannique en même temps qu'elle doit être prête à imposer des droits de douane à *toutes* les marchandises importées de *toutes* les autres nations.

Naturellement, la résolution a bénéficié du soutien de toute la presse conservatrice. Le *Times* souligne que la résolution ne constitue point un brusque changement des points de vue, mais qu'elle est le résultat d'un changement continu d'opinion visible depuis longtemps pour les observateurs de la City :

La raison principale du changement d'opinion de la City est que pour diverses raisons les frais de production sont devenus supérieurs dans ce pays à ceux d'autres pays... D'autres pays, ayant des dettes moins pesantes, des impôts inférieurs, des frais de gouvernement moindres, et moins de charges sociales sont à même de produire des marchandises à meilleur compte que les fabricants anglais, et le résultat est que dernièrement de grandes quantités de fer et d'acier ont été importées dans le pays... et que des cotonnades étrangères pénètrent maintenant sur notre marché, concurrençant [le] Lancashire qui possédait autrefois au moins le monopole du marché intérieur¹.

L'importation croissante de marchandises étrangères est également la raison pour laquelle la bureaucratie syndicale anglaise se rallie de plus en plus facilement à l'idée du protectionnisme dans l'imperium. Le rapport du comité économique du *Trade Unions Council* a, comme on sait, proposé au congrès de fin mai de soutenir la politique libre-échangiste à l'intérieur de l'Empire anglais, ce qui équivaut à accepter les droits de douane aux frontières de l'imperium. Conformément à son caractère de représentation de l'aristocratie ouvrière, elle défend sur ce point aussi les intérêts de la bourgeoisie.

La résolution des banquiers a déjà été prise comme point de départ d'une grande action du Parti conservateur. Baldwin et Chamberlain ont présenté un vote de méfiance contre le gouvernement travailliste parce que celui-ci, au lieu d'élargir la protection de l'industrie nationale, l'a rétrécie et « de façon arbitraire a écarté de ses délibérations l'examen de l'instauration de taxes sur les produits alimentaires étrangers ». La résolution des banquiers est donc la dernière impulsion donnée au passage du Parti conservateur à la ligne politique de Beaverbrook. Le protectionnisme impérial doit servir de base à une concentration unanime du Parti conservateur qui, sous l'effet de la crise, révèle de fortes fissures et formera leur plateforme aux prochaines élections².

¹ *Times* du 10 juillet 1930.

² Il y a également au sein du Parti conservateur au Parlement, des éléments à tendance libre-échangiste : De ce

Nous allons maintenant examiner brièvement de quelle façon les intérêts des diverses classes et couches seront touchés par le passage à la politique protectionniste.

Les grands propriétaires fonciers sont pour des droits douaniers protecteurs. Les prix des céréales sont actuellement, en Angleterre, inférieurs aux prix d'avant-guerre, la rente foncière baisse, sans droits de douane sur les produits alimentaires, l'agriculture anglaise est condamnée à disparaître.

L'intérêt de la bourgeoisie industrielle est divergent, contradictoire. Les industries protégées (*Sheltered Industries*): industrie du bâtiment, transports intérieurs de toute sorte, services communaux, etc., sont contre tout protectionnisme. Ces branches industrielles qui n'exportent rien n'ont qu'à perdre à des droits de douane protecteurs qui renchériront les matières premières et la force de travail.

Les branches industrielles qui travaillent *surtout pour l'exportation* n'en espèrent pas une plus grande utilité. L'industrie cotonnière du Lancashire, par exemple, exporte 85 % de sa production, dont la moitié au moins en dehors de l'imperium. Même si la nouvelle politique protectionniste lui assurait entièrement les débouchés de l'Empire — hypothèse tout à fait irréalisable, car les marchés indien et sud-africain ne peuvent être garantis par aucune mesure protectionniste — elle en serait encore toujours réduite pour la moitié environ de son exportation aux débouchés de l'étranger. Comme, de toute évidence, la plupart des pays en dehors de l'Empire riposteront au passage de l'Angleterre au protectionnisme par de nouveaux tarifs douaniers contre telles ou telles marchandises, il est très difficile de savoir si l'industrie textile anglaise y trouverait perte ou bénéfice. Il en est de même pour toute une série d'autres branches industrielles.

Les plus intéressées de beaucoup au protectionnisme sont les industries qui produisent surtout pour le marché intérieur et qui sont le plus menacées par le dumping des pays concurrents : avant tout les industries de transformation du fer, de l'acier et des métaux.

Il est clair que le passage du libre-échange au protectionnisme ne constituerait nullement une solution aux difficultés du capitalisme anglais, même si l'on pouvait parler de solution dans la période actuelle de déclin du capitalisme. C'est une erreur que de s'en référer à l'exemple des Etats-Unis et de la France, car ces pays peuvent écouler à l'intérieur une partie beaucoup plus grande de leur production industrielle que l'Angleterre dont la classe paysanne a disparu et dont la population presque entière vit de l'industrie et du commerce. Au contraire. Le revirement vers le protectionnisme atteindra de la façon la plus lourde toute une série de branches industrielles qui se procuraient jusqu'ici des produits semi-finis à bon compte et les exportaient après transformation comme produits finis. Mais de façon encore plus générale, l'économie d'un pays orienté depuis un siècle vers le libre-échange ne saurait subir ce passage au protectionnisme sans de graves ébranlements, sans la banqueroute d'un grand nombre d'entreprises faibles. Il faut donc encore compter avec de grandes résistances prochaines avant que le grand capital ait réussi à imposer sa nouvelle ligne.

En dehors de ces intérêts divergents au sein de la bourgeoisie, c'est la question des droits protecteurs sur les produits alimentaires qui provoquera la plus grande résistance des larges masses. L'entrée libre des moyens de subsistance jouit en Angleterre depuis l'époque de Cobden d'une forte

fait, un effritement n'est pas exclu, quoiqu'in vraisemblable ; en tous cas il serait absolument sans importance.

tradition. Tout le monde sait que le Parti conservateur subit une défaite honteuse en 1924 lorsqu'il tenta pour la première fois d'aller aux urnes avec la plate-forme du protectionnisme¹.

La résistance partira du côté des ouvriers qui craignent avec raison que l'instauration des droits de douane protecteurs n'amène un renchérissement de leurs moyens de subsistance, sans pouvoir espérer trouver une compensation dans une diminution du chômage. Il en est de même aussi des très larges couches de rentiers, de fonctionnaires et d'employés à traitement fixe, etc. Ce sont le Parti libéral et, pour une part, le Labour Party qui assumeront la direction de ces couches. Mais ces partis étant sous l'influence du grand capital qui veut imposer le protectionnisme, ne sont capables d'aucune lutte résolue, et c'est le P.C. anglais qui sera qualifié pour défendre les intérêts des ouvriers contre le renchérissement de leurs moyens de subsistance et se mettre à la tête de la riposte ouvrière.

Car dans chaque parti, sauf dans le P.C. anglais, il y a des partisans comme des adversaires du protectionnisme. Même dans le Parti conservateur on trouve des partisans du protectionnisme, quoiqu'on petit nombre. Dans le Parti libéral, quelques gros capitalistes sont pour les droits de douane protecteurs. Dans le Labour Party, il y a une aile libre-échangiste orthodoxe sous la direction de Snowden et une aile protectionniste impérialiste sous la direction de Thomas, tandis que Macdonald jouerait là aussi le rôle de médiateur. La résolution des banquiers qui, d'un seul coup, pose la question : protectionnisme ou libre-échange au centre de la vie politique anglaise, va produire de grandes secousses au sein de tous les partis bourgeois. (Il est caractéristique que la conférence des banquiers qui a adopté la résolution a décidé en même temps de *l'adresser aux chefs des trois partis politiques* pour prouver que ce document se place au-dessus des partis.) Cette question prépare encore de grandes luttes internes en Angleterre, mais, en ce qui concerne la métropole même, la victoire du protectionnisme doit être considérée comme assurée.

Il en est autrement, il est vrai, des colonies et Dominions. Une analyse économique de l'échange des marchandises entre les Dominions et l'Angleterre prouve que le marché anglais ne peut pas plus absorber l'excédent de produits alimentaires et de matières premières dans les Dominions que les colonies et Dominions ne peuvent constituer des débouchés suffisants pour l'industrie anglaise. Mais alors que la voie vers le protectionnisme et le « libre-échange au sein de l'impérialisme » s'impose fatalement à la bourgeoisie anglaise, il n'y a pas de raison pour les Dominions et les colonies d'abandonner en faveur de l'Angleterre le chemin de l'industrialisation où elles sont déjà engagées. Cette question constituera le thème principal de la conférence d'Empire qui aura lieu cet automne. Il est à prévoir que le projet : libre-échange au sein de l'Empire échouera devant la résistance des Dominions et des colonies — dans la mesure où ces dernières auront leur mot à dire à ce sujet. On en arrivera tout au plus à un compromis dans ce sens que l'Angleterre et les Dominions s'accorderont réciproquement des tarifs préférentiels : les Dominions pour les produits industriels anglais, l'Angleterre pour les produits alimentaires et les matières premières des

¹ Le souvenir de cette défaite est encore très vivace dans les milieux conservateurs. Un d'entre eux, Sir Lambert Ward, dit à ce sujet dans le *Manchester Guardian* du 5 juillet 1930 : « Bien que je sois d'accord avec chaque mot de la résolution, je suis bien obligé cependant d'exprimer le sentiment que les banquiers, n'ayant jamais vécu pratiquement une élection dans un district industriel, ne se font aucune idée du préjugé profondément enraciné au sujet du protectionnisme dans certaines parties du pays. De simples bruits concernant les droits de douane sur les produits alimentaires m'ont coûté ainsi *qu'à mon parti* en général des milliers de voix dans le passé, et ce serait la même chose à l'avenir. »

Dominions. Le but recherché par-dessus l'objectif économique au moyen du passage au protectionnisme est précisément de faire contrepoids à la tendance centripète au sein de l'impérialisme britannique, et d'empêcher en particulier l'attraction continue dans la sphère d'influence politique des Etats-Unis. L'instauration de droits de douane protecteurs en Angleterre sous forme de libre-échange à l'intérieur de l'empire, ou sous la forme d'une union des Dominions avec la métropole au moyen d'un système de droits douaniers préférentiels, est en même temps, du point de vue politique, *un coup porté aux Etats-Unis* et constituera un nouvel élément d'acuité au sujet des antagonismes entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

18. *L'Internationale Communiste*, 1930, pp. 2246-2257

LA TRANSFORMATION DE LA CRISE ECONOMIQUE EN CRISE MONDIALE GENERALE ¹

Les problèmes décisifs pour notre révolution sont aujourd'hui : la structure de l'ordre social capitaliste se révèlera-t-elle encore cette fois assez élastique pour résister à l'ébranlement provoqué par la crise mondiale qui secoue le monde entier ? Nos partis seront-ils en mesure par l'utilisation du mécontentement des larges masses de la population laborieuse fouettée par la crise de mener les ouvriers, les paysans, les employés, les fonctionnaires à l'assaut contre la domination de la bourgeoisie ? La bourgeoisie sera-t-elle assez forte pour se défendre contre cet assaut ?

Pour examiner de plus près ces problèmes il faut se poser la question : Comment les conditions préliminaires objectives de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie évolueront-elles dans le développement ultérieur de la crise ?

La réponse est nette : *Depuis les années qui suivirent immédiatement la guerre, la domination de la bourgeoisie n'a pas été secouée aussi profondément, l'irritation des larges masses n'a pas été aussi grande², les conditions premières objectives pour la lutte contre la domination de la bourgeoisie n'ont pas été aussi favorables qu'elles vont le devenir en 1931.* Car il se produit déjà ce que Lénine établissait comme la condition préalable à la révolution prolétarienne : la transformation de la crise économique en une crise politique, en une crise **nationale** générale.

La crise économique qui a poussé sur le terrain de la crise générale du capitalisme, est déchaînée dans le monde entier. Elle n'épargne aucun pays, aucune branche de production. Elle fouette les pays du capitalisme très évolué tout comme les pays coloniaux arriérés. Face à la fureur de la crise, la bourgeoisie, le « capitalisme organisé » est en plein désarroi.

Nulle part il n'y a encore de signes concrets d'un commencement de maîtrise de la crise. La base matérielle de la crise, les stocks de marchandises en excès de production ne sont nullement résorbés, au contraire, ils sont plutôt supérieurs à ceux qui existaient quand éclata la crise³. La

¹ [Le titre russe de l'article est Экономический кризис перерастает в общенациональный qui peut se traduire : *La crise économique se transforme en crise nationale générale.* Le traducteur a voulu élargir l'idée au monde...]

² Dès juin 1930, G. Stolper, un économiste politique bourgeois éminent écrivait dans le *Deutschen Volkswirt* : « *La désespérance qui s'empare de couches populaires de plus en plus larges en Allemagne est quelque chose d'angoissant.* »

³ Les stocks, fin juin 1930, étaient supérieurs à ceux de l'année précédente, suivant les pourcentages suivants :

Charbon minéral (Allemagne, Sarre, Belgique, Haute-Silésie orientale)	340
Cuivre non raffiné (Amérique du Nord et du Sud)	284
Plomb. — Situation à la fin de mars (Etats-Unis, Mexique)	9
Zinc (Etats-Unis)	197
Etain (Stocks visibles dans le monde)	76
Coton (Stocks visibles dans le monde)	33

production se poursuit. Les prix de gros continuent à baisser. Les cours des actions continuent à tomber. Le chômage s'accroît. Rien n'indique que la crise aurait déjà franchi son point le plus bas. Dans les grands pays industriels d'Europe : Angleterre, Allemagne, France, Italie, ce n'est certainement pas encore chose faite. Une amélioration tangible quelconque de la situation économique est impossible avant le milieu de 1931, et invraisemblable même pour la deuxième moitié de 1931 — peut-être à l'exception des Etats-Unis.

Aussi cette perspective est-elle du point de vue politique de la plus haute importance, car elle fournit la garantie que le processus qui se poursuit actuellement, la transformation de la crise économique en une crise politique, ne sera point contrecarré par un nouvel essor économique au cours des 8 à 12 prochains mois. Cela signifie en même temps une nouvelle aggravation des antagonismes politiques qui, par répercussion, prolongeront et approfondiront la crise économique (nous le voyons, par exemple, en Allemagne, en Pologne, dans les révolutions de l'Amérique du Sud). Cela signifie qu'une *crise nationale générale* — ce que Lénine appelle la condition préalable à la révolution — se produira inévitablement dans plus d'un pays.

Nous allons essayer d'exposer *concrètement* les éléments de cet aspect de la crise nationale générale, à savoir « *que les couches supérieures ne peuvent continuer à vivre à leur ancienne manière* ».

La crise signifie une diminution de l'ensemble de la plus-value que s'appropriait la bourgeoisie parce qu'il y a beaucoup moins d'ouvriers exploités (malgré un taux d'exploitation supérieur). Cela équivaut à la diminution de la somme du profit. L'utilisation infime de l'appareil de production augmente les frais de production alors que les prix, au cours de chaque trafic du capital, baissent à nouveau, ce qui rend impossible la *réalisation* de toute la plus-value incorporée dans le processus de production par la vente des marchandises. Le trafic lui-même est rendu plus long par la longue durée de la circulation, ce qui signifie une diminution du taux du profit annuel décisif pour le capitaliste.

Voilà pourquoi commence entre les différentes couches de la classe au pouvoir une lutte pour leur quote-part à l'ensemble du profit diminué. Elle se déroule avant tout sous la forme de la lutte

<i>Soie brute.</i> — Situation fin avril (au Japon)	262
<i>Caoutchouc</i> (Etats-Unis, Angleterre, Singapour, Panang, sur mer)	52
<i>Salpêtre du Chili</i> (Stocks visibles dans le monde)	38
<i>Sucre</i> (Stocks visibles dans le monde)	14
<i>Café</i> (Brésil, Etats-Unis, Europe)	99
<i>Cacao</i> (Stocks visibles dans le monde)	13

(*Vierteljahreshefte für Konjunkturforschung*, 5^e Année, fascicule 2, T.A.).

Il n'existe de statistique sur les stocks de produits finis qu'aux Etats-Unis, voici comment elle se présente:

Chiffres index des stocks de marchandises (1923/25 = 100)

	Juin 1929	Juillet 1930
Ensemble des marchandises	122	150
Produits industriels	121	127
Parmi ceux-ci :		
Produits textiles	125	124
Produits de fer et d'acier	139	154
Produits des métaux colorés	122	205
Matières premières Total	123	132

(Chiffres officiels du « Département of Commerce and the Bureau of Census », *Survey of Current Business*, août 1930, page 24.)

pour l'évolution des prix des différentes marchandises (la bourgeoisie ne sait rien, n'est-ce pas, de la somme de la plus-value, de la somme du profit, elle ne voit toujours que les phénomènes superficiels).

La bourgeoisie industrielle réclame des prix plus bas des produits de subsistance, afin qu'elle puisse continuer à abaisser plus facilement les salaires des ouvriers. Les agrariens sont pour des prix élevés des produits de subsistance et demandent pour eux des moyens de production bon marché. La bourgeoisie de l'industrie des produits finis accuse les cartels de l'industrie lourde de prélever des prix trop élevés à l'intérieur et de soutenir par le dumping la concurrence étrangère. Les industriels reprochent aux commerçants, en particulier aux petits commerçants, de maintenir artificiellement des prix élevés, etc. Les antagonismes d'intérêts des différentes couches se disputent leur quote-part du profit et se heurtent avec violence.

Une seule couche de la bourgeoisie gagne à la chute des prix : c'est la couche des rentiers représentant de la façon la plus accusée le caractère parasitaire du capitalisme actuel : les propriétaires des valeurs à intérêt fixe, emprunts d'Etats, hypothèques foncières, obligations d'entreprises industrielles. Le profit total peut être l'objet d'une baisse très forte, leur revenu reste inchangé, c'est-à-dire leur quote-part du profit acquiert une valeur relativement plus grande. La charge de la rente s'alourdit de plus en plus pour le capital industriel avec la diminution du profit total. Dans des cas nombreux (par exemple dans l'industrie anglaise du textile) le capital prêteur rafle tout le profit ! En outre, le revenu réel de la classe des rentiers s'accroît encore, parallèlement à la chute des prix des moyens de consommation. De là un antagonisme aigu entre le capital industriel et le capital rentier.

La quote-part du profit des diverses couches de la bourgeoisie dépend dans une grande mesure de la politique économique (politique douanière, politique fiscale, politique des cartels) de l'Etat. De là, des frictions ininterrompues parmi les différentes couches de la classe au pouvoir pour l'évolution à faire prendre à la politique économique. Le résultat en est une *crise de la politique économique*. Elle se manifeste dans le changement irrfléchi des mesures de politique économique: conclusion de traités de commerce, qui sont à leur tour aussitôt dénoncés, modification (le plus souvent élévation) des tarifs douaniers à plusieurs reprises dans la même année, mesures impuissantes pour soutenir les prix des céréales, primes à l'exportation, emmagasinage des céréales que, faute d'argent, l'on est obligé de suspendre par la suite, etc.

La crise provoque *un déficit dans le budget de l'Etat* dans la plupart des pays. Il faut instituer de nouveaux impôts, élever les anciens, congédier des fonctionnaires, amputer des salaires, supprimer des subventions. Telle couche doit supporter « des sacrifices ». Personne n'est prêt à acquitter de nouveaux impôts avec un profit réduit. Chacun veut en rejeter la charge sur autrui. Un mécontentement général, des frottements incessants en sont la conséquence. « Les couches supérieures ne peuvent plus vivre à leur ancienne manière. »

Mais le facteur le plus important dans le développement de la crise politique est que deux soutiens sociaux tout à fait importants de la domination de classe de la bourgeoisie : paysannerie et aristocratie ouvrière lui échappent.

La crise met en danger l'hégémonie de la bourgeoisie sur la paysannerie et la possibilité de corrompre une large couche de la classe ouvrière.

La crise agraire, qui existe depuis la fin de la guerre en tant que partie de la crise générale du capitalisme, a subi dans cette dernière année, en partie en connexion avec la crise industrielle, une

aggravation inouïe.

Les prix des céréales, des produits textiles, de presque tous les produits de l'agriculture ont baissé de 25 à 40 % dans l'intervalle d'un an. Des millions de paysans, accablés sous des fermages élevés, des impôts démesurés, des intérêts usuraires, mal équipés en moyens de production sont voués à la ruine : la propriété rurale devient en masse la proie des exécutions judiciaires, ou ce sont alors les fermiers qui abandonnent « volontairement » leurs fermes, ne laissant derrière eux que des dettes. La paysannerie est rejetée, par à-coups, dans le prolétariat ou encore dans le servage de l'endettement lorsqu'elle continue à conserver une indépendance purement formelle.

La crise agraire actuelle est avant tout une crise de la paysannerie. Ce n'est pas une « crise générale de l'agriculture », comme le prétendent les idéologues de la bourgeoisie. Les grandes entreprises capitalistes d'outre-mer qui travaillent avec les moyens de production les plus modernes, tracteurs, combinés, produisent à si bon marché qu'elles trouvent leur profit même au prix actuel des céréales : de là une extension rapide de la superficie cultivée dans les grandes entreprises capitalistes du sud-ouest des Etats-Unis, en Argentine et en Australie. Mais pour le paysan qui n'a pas assez de capitaux pour s'acheter ces moyens de production dispendieux, qui a encore moins une quantité suffisante de terres pour les utiliser, pour le paysan qui produit des moyens de subsistance pour le marché avec les anciens moyens de production, l'état actuel des prix signifie la ruine !

La couche des paysans aisés produisant un excédent de marchandises pour le marché a été jusqu'ici le soutien le plus large et le plus ferme de la domination de classe bourgeoise. Les défenseurs du système de la propriété privée en général sont des partisans fanatiques de la propriété paysanne privée. Ils forment avant tout le matériel humain pour les organisations coercitives de la bourgeoisie : gendarmerie, police, cadres subalternes de l'armée permanente. Ils forment le chaînon intermédiaire entre la bourgeoisie et la masse oscillante des paysans moyens. Leur influence pénètre profondément jusque dans les couches des paysans pauvres. La crise agraire frappe très durement cette couche des paysans qui produisent un excédent de marchandises pour le marché, elle ébranle leur confiance dans le régime bourgeois, cette couche ne sert plus de porte-parole de la bourgeoisie au sein de la paysannerie travailleuse qui ne souffre pas moins de la crise agraire. *L'hégémonie de la bourgeoisie sur la paysannerie est en danger.*

En même temps la paysannerie tout entière souffre de la baisse minime des prix des produits finis industriels. Les paysans pauvres qui, pour compléter leurs revenus agricoles font encore un travail salarié, sont frappés par la diminution des salaires et les possibilités de travail fortement réduites. De cette façon, la crise agraire déblaie, pour les partis communistes, la voie vers les larges masses paysannes, l'appauvrissement et l'irritation grandissent, l'influence de la bourgeoisie diminue. *Il existe la possibilité objective pour le prolétariat d'arracher la paysannerie travailleuse à la direction de la bourgeoisie et d'acquérir l'hégémonie dans le mouvement paysan !*

La crise générale du capitalisme et la crise économique englobent des parties considérables du profit colonial. La baisse formidable des prix des matières premières coloniales a réduit au minimum les profits des entreprises coloniales anglaises, françaises et belges. La

profondeur de la crise dans les pays coloniaux diminue les profits des chemins de fer¹ qui se trouvent généralement entre les mains du capital étranger. La révolution coloniale, la guerre continue que les impérialistes sont obligés de faire dans l'Inde, en Chine, en Asie mineure, dans l'Afrique du Nord contre la population coloniale, diminuent dans de grandes proportions le profit qu'ils peuvent extraire des colonies « en tant que compensation pour leur bon gouvernement » ! Cette réduction générale des surprofits coloniaux permet de moins en moins à la bourgeoisie de corrompre de grosses fractions de la classe ouvrière en leur jetant quelques miettes du profit. La bourgeoisie des pays impérialistes est menacée du danger de perdre l'aristocratie ouvrière, son deuxième soutien social important.

La crise a provoqué une forte aggravation de la situation de la classe ouvrière. Près du quart des ouvriers chôment entièrement dans les pays industriels ; un second quart travaille partiellement. La bourgeoisie, comme dit Marx, est devenue incapable d'assurer l'existence de ses esclaves même dans les limites de leur esclavage. Bien plus: pour augmenter son profit réduit, la bourgeoisie s'attaque continuellement au salaire réel du prolétariat encore au travail. Traitements et salaires sont abaissés, et cela plus fortement que n'a baissé le coût de la vie². C'est de cette manière que la bourgeoisie essaie de relever son profit et de rejeter le fardeau de la crise sur le prolétariat. Le

¹ Cette réduction des profits est marquée dans la chute des cours des actions des entreprises coloniales anglaises, ainsi que le montrent les exemples suivants :

	<i>Cours le plus haut (1927)</i>	<i>Cours octobre (1930)</i>	<i>Recul (en %)</i>
Malacca Rubber	47/6	12/6	74
London Asiatic	6/3	2/7 1/2	58
Shanzie Tee	122/6	45	61
Royal Dutch	38	28	28
Lobitos Oilfield	52/6	28/3	46
Mexican Eagle	18/3	9	50
Unilever	129/6	45	70
Chines Engineering	70/7	37	48
Anglo-am. of S.A. .	37	17	55
Argentine Land	58	28/9	48
Hudsons Bay	138	43/9	68
.lava Investment	45/9	19/3	60
Argentine Railway	100	64	36
Brasilian Pacific	108	73	34
Canadian Pacific	273	175	37

² Dans chaque crise la baisse des prix de détail reste aussi bien chronologiquement que quantitativement en deçà de celle des prix de gros, mais dans cette crise la différence est particulièrement grande. A titre d'exemple nous donnons l'évolution des prix allemands :

	<i>Index de gros</i>	<i>Matières prem. industrielles</i>	<i>Produits finis industriels</i>	<i>Coût de la vie officiel.</i>
Septembre 1929	138,1	131,6	157,2	153,6
Septembre 1930	122,8	116,3	148,4	146,9
Recul en %	11	12	6	4

mouvement du prolétariat vers la gauche, ce trait de caractère général de la troisième période, s'en trouve accentué. La résistance croissante des masses ouvrières à l'aggravation des conditions de travail malgré le chômage, malgré la trahison continuelle des chefs syndicaux social-fascistes, montre que « la classe ouvrière ne veut plus vivre de l'ancienne manière ».

Cette agression de la bourgeoisie contre les conditions de vie des ouvriers qui se produit dans tous les pays du monde sans exception, rend de plus en plus difficile la possibilité pour les dirigeants social-fascistes de toutes nuances de maintenir sur la classe ouvrière leur influence qui forme la base de leur participation à l'appareil gouvernemental bourgeois. Leur rôle de traître apparaît trop ouvertement. C'est ainsi que la crise économique ouvre aux partis communistes la possibilité de progresser dans de nouvelles couches ouvrières, de conquérir la majorité de la classe ouvrière, de s'emparer de l'hégémonie dans la direction des luttes de la classe ouvrière.

Sur le terrain de la politique intérieure le développement de la crise nationale générale se manifeste de la façon suivante:

L'irritation des masses ouvrières et paysannes exigerait de la bourgeoisie un rassemblement de toutes ses forces, une ligne politique appliquée de façon uniforme. En réalité, c'est le contraire que nous voyons: la lutte pour une quote-part plus grande du profit total diminué provoque la dislocation des forces de la bourgeoisie, le désarroi politique dans ses rangs.

La bourgeoisie, c'est-à-dire ses différentes couches, forme pour la défense de ses intérêts deux types d'organisations: *des organisations de classe au sens étroit du mot*, comme par exemple, l'Union nationale de l'industrie allemande, la Fédération de l'Industrie britannique, etc., qui ne comprennent que des membres des couches en question, et des *partis politiques* dont le but est de grouper politiquement sous l'hégémonie de la bourgeoisie des membres des classes qui sont en dehors de la bourgeoisie proprement dite¹. Bien que dans la période actuelle du capitalisme monopolisateur dans les pays à capitalisme très évolué, *tous les partis*, à l'exception du Parti communiste, pratiquent *en dernière analyse la politique du capital financier*, ils se distinguent néanmoins fortement *suivant l'idéologie* qu'ils emploient pour asservir les masses du capital financier (le centre par le catholicisme, les national-socialistes par le chauvinisme, le nationalisme par l'antisémitisme) et *suivant les classes* et couches de la population qu'ils visent en premier lieu (par exemple les nationaux allemands visent la paysannerie, le Parti populiste, la bourgeoisie citadine et sa suite immédiate, le Parti économique, les artisans, les social-démocrates, le prolétariat favorisé, etc). La crise nationale générale se manifeste en politique intérieure de la façon suivante :

a) Décomposition, émiettement et nouvelles formations de partis politiques. La base de ce phénomène est que les antagonismes de classe qui s'exacerbent dans la crise ne peuvent pas être maîtrisés plus longtemps par une idéologie de parti et que des membres de classes différentes peuvent de plus en plus difficilement rester dans un parti². Nous pouvons suivre actuellement ce

¹ A titre d'exception il existe également un type intermédiaire, par exemple, l'Union agraire qui réunit sous l'hégémonie des gros agrariens des membres de classe différente sous le prétexte de défendre des intérêts économiques communs.

² Un problème spécial, c'est celui du Parti du Centre allemand qui, grâce à l'idéologie religieuse catholique et aux organisations de l'Eglise, a été jusqu'ici épargné par la crise générale des partis et qui peut rassembler dans le même parti des ouvriers salariés, des petits paysans, des petits bourgeois, des grands capitalistes et des agrariens.

processus dans tous les pays — à l'exception naturellement des pays à dictature fasciste. En Allemagne: désagrégation des nationaux-allemands, déclin des démocrates, changement de direction dans le Parti populiste, etc. En Angleterre: formation de fraction dans le Parti conservateur contre Baldwin ; scission dans la fraction parlementaire libérale au dernier scrutin, fortes divergences d'opinions dans le Parti travailliste (Thomas est pour les taxes douanières protectrices, Snowden pour le libre-échange, opposition du groupe Maxton). En Amérique, victoire électorale des démocrates, crise dans le Parti républicain, etc. ;

b) *Ligne politique divergente dans les organisations de classe spécifiques et dans le parti politique des mêmes couches de la bourgeoisie.* En Allemagne, par exemple, différence dans la position prise par l'Union nationale de l'industrie allemande et celle prise par le Parti populiste dans la question des taxes douanières agricoles. En Pologne, Leviathan, l'organisation de classe de la grande bourgeoisie, marche avec Pilsudski, les démocrates-nationaux, le parti traditionnel de la grande bourgeoisie, sont dans l'opposition ;

c) *Emiettement des organisations économiques qui rassemblent des membres de différentes classes,* par exemple des organisations agraires allemandes ;

d) Politique différente chez des organisations de classe de la bourgeoisie qui sont très proches les unes des autres : par exemple, l'Union nationale de l'industrie allemande contre une nouvelle élévation des taxes douanières agricoles, l'organisation de la grande industrie rhéno-westphalienne (Association Langnamen) pour la réalisation de toutes les revendications des agrariens.

En résumé : la lutte pour la quote-part du profit fortement amoindri par la crise n'a pas seulement entraîné une crise de la politique économique, mais aussi une crise de tout l'édifice politique et d'organisation de la bourgeoisie. Les crises gouvernementales qui se succèdent rapidement, les dissolutions de Parlements et les nouvelles élections le montrent également.

Parallèlement se produit une forte accentuation de l'activité politique des larges masses. La participation aux diverses élections ne fut jamais aussi grande que depuis la crise. Réunions populaires, manifestations se précipitent avec rapidité. Nous avons une situation qu'on peut caractériser par les mots suivants de Lénine¹ :

« Les classes dirigeantes passent par une crise gouvernementale qui jette dans la politique les masses arriérées. »

Le régime bourgeois ne peut pas supporter une situation aussi « trouble » car elle aggrave la crise économique par répercussion en ébranlant le système du crédit, en faisant retirer les crédits étrangers et fuir les capitaux, comme nous avons pu le constater tout à fait clairement par ce qui s'est passé en Allemagne après les élections de septembre.

Sur la base de la crise générale du capitalisme, aggravée par la phase aiguë de cette crise, grandit le danger fasciste. Comme la bourgeoisie n'est plus en mesure de maintenir sous l'influence des partis bourgeois traditionnels par le moyen de l'ancienne idéologie les larges masses des paysans, petits-bourgeois, employés, fonctionnaires, ainsi que des fractions d'ouvriers, elle est contrainte de substituer à la démocratie parlementaire, à la « République démocratique qui est la

¹ Lénine : *La maladie infantile du communisme.*

meilleure enveloppe du capitalisme qu'on puisse concevoir »¹, la terreur bourgeoise hautement déclarée. Dans de nombreux cas elle la prépare et la réalise à l'aide de partis fascistes qui avec une démagogie sociale, nationale, chauvine, antisémite, pseudo-révolutionnaire absorbent partiellement les masses mécontentes qui se détachent, révoltées des partis bourgeois en se mettant en travers de leur afflux vers le mouvement révolutionnaire, vers les partis communistes et qui, par une idéologie pseudo-révolutionnaire, les ramènent sous l'influence de la bourgeoisie afin de faciliter la transition à la terreur bourgeoise, à l'étouffement de toute liberté populaire. Les social-fascistes — quoique avec des méthodes un peu différentes — y coopèrent avec ardeur.

La lutte pour le profit ne progresse par seulement au sein de la classe régnante *d'un seul* pays : les relations internationales s'exacerbent également. La question du nouveau partage du monde est lancée de plus en plus ouvertement... Le danger de guerre s'accroît, en même temps qu'à un degré encore plus grand le danger d'une intervention militaire contre l'Union soviétique dont les préparatifs militaires, politiques (bloc oriental) et idéologiques (croisade religieuse et dumping) sont en pleine action.

La brusque transformation de la crise économique en une crise nationale générale s'accomplit de façon extrêmement inégale. Aux Etats-Unis d'Amérique où la base économique est encore à peine atteinte par la crise générale du capitalisme, où la crise économique en général revêt le caractère d'une crise cyclique « normale », les éléments de la crise nationale générale n'existent que dans leurs premiers indices. En Angleterre qui, du point de vue économique a souffert très durement de la crise générale, la crise politique se manifeste déjà plus fortement. Mais la fortune formidable de la bourgeoisie, le pillage de continents coloniaux tout entiers, le « parti ouvrier bourgeois » très fortement enraciné agissent comme autant de freins sur le développement de la crise politique. Le brusque tournant de la crise économique en une crise politique est beaucoup plus clair en Allemagne et en Autriche, alors qu'en Pologne la « République démocratique » est déjà devenue une farce et que Pilsudski est contraint d'exécuter par la violence hautement déclarée la politique du capital financier...

C'est dans les colonies qui, économiquement souffrent le plus durement de la crise, en Amérique du Sud, dans l'Inde et en Chine que la crise nationale générale a revêtu les formes les plus aiguës grâce à son enchevêtrement avec la lutte contre l'oppression impérialiste et la lutte des impérialistes entre eux. Chacun de ces territoires accuse des formes spéciales de guerre civile: nous ne pouvons les analyser ici en détail. Mais tout ceci constitue autant d'éléments de la crise générale de la domination de classe bourgeoise que nous pouvons déjà observer dans le monde entier.

De notre analyse il ressort qu'il existe des éléments d'une crise nationale générale et que le brusque renversement de la crise économique en une crise politique est en cours dans de nombreux pays. Les antagonismes d'intérêts au sein de la classe dominante s'aggravent. Plus la crise agraire se prolonge et plus grand est le danger que court l'hégémonie de la bourgeoisie sur les larges masses de la paysannerie. La crise exige de nombreux sacrifices dans la petite bourgeoisie, le mécontentement s'y développe. La couche des ouvriers corrompus s'amincit. Le chômage de masse et les réductions de salaires font empirer la situation de la classe ouvrière. L'irritation grandit. L'influence des social-fascistes commence à disparaître. Dans de vastes territoires la bourgeoisie est contrainte de recourir à l'arme de la terreur déclarée, de partir en guerre ouverte contre les masses révoltées (Ukraine

¹ Lénine : *L'Etat et la révolution*.

occidentale, Inde, Afrique du nord, Chine).

Les conditions objectives préalables à une lutte révolutionnaire victorieuse des partis communistes seront plus favorables dans l'année 1931 que jamais depuis les premières années d'après-guerre. La crise nationale générale, en ce qui concerne les classes au pouvoir, est en plein développement. Mais pour pouvoir engager la lutte pour le pouvoir avec des chances de succès il faut également que l'autre aspect de la crise nationale générale, la combativité révolutionnaire des classe opprimées, atteigne son plein développement :

Pour faire la révolution il faut premièrement que la majorité des ouvriers (ou en tout cas la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris complètement la nécessité du bouleversement complet et soit prête à marcher à la mort pour lui¹.

Pour y arriver il faut que les partis communistes mènent la lutte la plus énergique contre les social-fascistes qui nient « la nécessité du chambardement » et qui font croire aux ouvriers qu'il est possible au sein de l'ordre social capitaliste d'améliorer leur sort à l'aide de réformes pacifiques et par la voie légale. Nécessaire est aussi la lutte la plus vive contre les fascistes qui trompent les ouvriers par une démagogie pseudo-révolutionnaire et qui essaient en les détournant de la révolution prolétarienne de les mener dans le camp contre-révolutionnaire.

Selon Lénine il faut encore pour la révolution multiplier l'activité politique des masses en général :

La caractéristique de toute révolution réelle est une rapide élévation au décuple ou même au centuple du nombre des représentants jusqu'ici apathiques, des masses laborieuses et exploitées et qui maintenant deviennent aptes à la lutte politique².

Pousser à l'action les masses des exploités, les convaincre de la nécessité d'un bouleversement, les organiser pour la lutte contre la domination des exploités, les préparer à marcher à la mort pour la révolution, c'est cette tâche qu'il faut que les partis communistes réalisent afin d'avoir dans toute son ampleur une véritable « crise nationale générale sans laquelle la révolution n'est pas possible » !

Ce sont les grandes masses et pas seulement l'avant-garde qu'il faut attirer à la lutte.

Lancer l'avant-garde seule dans la lutte décisive, avant que la classe tout entière, avant que les larges masses aient pris position soit pour la soutenir directement, soit pour lui accorder au moins une neutralité bienveillante et se mettre ainsi dans l'impossibilité complète d'apporter son aide à l'adversaire, ce ne serait pas seulement une sottise, mais encore un crime. Pour que véritablement les larges masses des travailleurs et des opprimés parle capital arrivent à prendre cette position, la propagande et l'agitation ne suffisent pas. Il y faut l'expérience politique propre de ces masses. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions³.

L'expérience politique, les masses l'ont acquise dans la plupart des pays au cours des batailles du siècle dernier : La tâche est maintenant de les mobiliser pour la lutte. *C'est le travail de nos partis communistes qui tranchera la question de savoir si, au cours de cette crise économique, la*

¹ Lénine : *La maladie infantile du communisme*.

² Lénine : *La maladie infantile du communisme*.

³ Lénine : *Ibid.*

domination de la bourgeoisie sera renversée dans quelques autres pays ou si les exploités obtiendront encore de l'histoire un dernier quart d'heure de grâce.

19. *L'Internationale Communiste*, 18^e année, n°4, avril 1936, pp. 428-443.

L'ISSUE CAPITALISTE A LA CRISE ECONOMIQUE : MATURATION DE LA NOUVELLE CRISE CYCLIQUE¹

Lentement avec une inégalité extrême, parmi des reculs continuels, les pays capitalistes les plus importants sortent l'un après l'autre de la crise industrielle cyclique la plus grande qu'ait jamais traversée le monde capitaliste. Le mouvement communiste n'est pas parvenu à imposer une *issue révolutionnaire à la crise*, car la division de la classe ouvrière n'a pas été surmontée, la tactique du front unique n'a pas été appliquée d'une façon suffisamment large, la bourgeoisie a pu manœuvrer, elle a su capter, à l'aide de la démagogie fasciste, l'effervescence provoquée par la crise dans les masses petite-bourgeoises et la détourner dans une direction contre-révolutionnaire (Allemagne) ou calmer temporairement les masses en effervescence par la politique démagogique du *New Deal* (E.U.A.) etc., etc.

La crise est surmontée sur une base capitaliste, en majeure partie comme le résultat de l'activité des forces internes du capitalisme² (résorption successive des stocks de différentes marchandises par la consommation ou la destruction, forte chute des prix, remplacement des moyens de production usés et non reproduits pendant la crise, fermeture d'un grand nombre d'entreprises par suite de la banqueroute, etc.). L'accroissement de la production industrielle qui s'est produit depuis le milieu de 1932 avait aussi été présentée comme une « conjoncture inflationniste de guerre », comme une simple atténuation de la crise cyclique se poursuivant sans arrêt et cette explication s'est avérée erronée (bien que dans *quelques* pays les préparatifs de guerre aient une très grande importance économique). Il nous faut tenir compte du fait que la crise économique est surmontée dans un certain nombre de pays capitalistes parmi les plus importants.

*

* *

Dans l'histoire du capitalisme les cycles succèdent aux cycles, les crises aux crises. Mais cette alternance des crises n'est pas la simple succession de phénomènes qualitatifs analogues, ainsi que la

¹ Nombre de problèmes posés dans l'article du camarade Varga sont d'un grand intérêt pour le mouvement ouvrier international et demandent à être examinés sous tous leurs aspects. La rédaction invite ses lecteurs à donner leur opinion sur ces problèmes.

² La « politique de lutte contre la crise » menée par les gouvernements bourgeois et social-démocrates n'a pas permis de surmonter plus rapidement la crise, elle a, au contraire, ralenti ce processus.

« science » bourgeoise essaie de la représenter. Chaque crise cyclique signifie un ébranlement du pouvoir de la bourgeoisie. Chaque crise rapproche d'un degré le système capitaliste de son effondrement. La deuxième crise cyclique, qui a éclaté en 1929, dans la période de la crise générale du capitalisme, a ébranlé d'une façon particulièrement profonde le système capitaliste auquel la Révolution victorieuse d'Octobre avait fait une grande brèche. *Il serait tout à fait erroné de tirer du fait que la crise cyclique continue à être surmontée, la conclusion que, désormais, une atténuation de la crise générale du capitalisme ou une nouvelle stabilisation temporaire doit survenir*, comme ce fut le cas après la première crise d'après-guerre. Le tableau général du monde, tout autre aujourd'hui qu'au temps de la première crise cyclique de la période d'après-guerre, est là pour témoigner qu'on ne saurait parler d'une nouvelle stabilisation. Les différences les plus importantes sont les suivantes :

a) *L'Union soviétique* ne commençait alors qu'à faire les premiers pas vers la restauration de son économie profondément désagrégée par la guerre et la guerre civile. La classe ouvrière de l'Union soviétique avait alors recours à l'aide matérielle des ouvriers des pays capitalistes (secours aux affamés de la Volga). Les leaders réformistes proclamaient que la dictature du prolétariat c'était la disette chronique, qu'il fallait « se borner à des réformes dans les limites du système capitaliste éprouvé ».

Actuellement, le socialisme a vaincu définitivement et irrévocablement en Union soviétique. Au lieu d'une agriculture paysanne rétrograde morcelée, nous voyons de puissants kolkhoz et sovkhoz pourvus des machines les plus modernes. Un nouvel équipement industriel perfectionné et la classe ouvrière soviétique qui se rend maître de la technique et qui élève par les méthodes stakhanovistes la production du travail au-dessus de celle du monde capitaliste, créent les prémices les plus importantes pour la victoire définitive du socialisme sur le capitalisme à l'échelle mondiale.

Pourquoi le socialisme peut-il, doit-il vaincre, et vaincra-t-il nécessairement le système de l'économie capitaliste ? Parce qu'il peut fournir des exemples de travail plus élevés, un rendement plus élevé¹

Le mouvement Stakhanov n'a été possible que grâce à l'augmentation considérable du niveau de vie des ouvriers, grâce au fait que la « vie est devenue meilleure et plus joyeuse ». L'extension de ce mouvement assurera une nouvelle élévation rapide du bien-être général de toute la population travailleuse de l'Union soviétique.

b) *Par contre, le monde capitaliste se trouve actuellement dans une situation bien plus grave qu'après la première crise cyclique d'après-guerre.*

Dans le domaine économique : La première crise d'après-guerre fut profonde, il est vrai, mais d'une durée relativement courte et, une fois le point le plus bas dépassé, la production industrielle monta rapidement, favorisée qu'elle était par la grande exportation de capitaux vers les pays vaincus et les colonies. Et cela conférait un aspect de vraisemblance à la « théorie » de Hilferding sur une longue époque d'un capitalisme ascendant, à la « théorie » américaine de la « prosperity ».

Il en est tout autrement aujourd'hui. Bien que le point le plus bas de la crise ait été atteint dès le milieu de 1932, bien que la production industrielle du monde capitaliste augmente constamment depuis lors — quoique d'une façon tout à fait irrégulière — bien que par sa dynamique l'économie mondiale capitaliste dans son ensemble peut être caractérisée *actuellement comme se trouvant au*

¹ J. STALINE: *Pour une vie belle et joyeuse*, p. 9, Bureau d'éditions, Paris, 1936.

début de la phase de la reprise, le volume de la production industrielle est toujours à un bas niveau de crise¹.

Aujourd'hui, trois années et demie après avoir dépassé le point le plus bas de la crise industrielle, la production industrielle est encore de 16 % inférieure à celle de 1929. Le recul est encore beaucoup plus marqué qu'il n'était de règle au point le plus bas dans les crises de la période d'avant-guerre. En outre, l'irrégularité est énorme : alors qu'un groupe de pays (Angleterre, pays scandinaves, Japon, Allemagne, etc.) ont déjà dépassé le niveau de 1929), d'autres pays, comme la France et l'Espagne, se maintiennent encore au point le plus bas de la crise.

La cause de la lenteur avec laquelle la crise est surmontée réside dans la *profondeur de la crise générale du capitalisme*. La contradiction entre le développement des forces de production et des rapports capitalistes de production a pris une acuité chronique. Elle se manifeste dans l'incapacité pour le capital d'utiliser les forces de production matérielles qu'il a créées (excédent chronique de capital fixe), d'exploiter la force de travail qui est à sa disposition (chômage chronique de masse) et de trouver des débouchés suffisants à ses marchandises. L'excédent chronique de capital fixe empêche sa rénovation et son extension ainsi que l'élargissement du marché pour les moyens de production. Cela empêche aussi de surmonter plus rapidement la crise. Aussi une amélioration allant jusqu'à la phase de l'essor apparaît-elle invraisemblable, car sans une vaste extension du capital fixe, il n'est pas de véritable essor. D'autre part, le chômage chronique de masse et l'aggravation de la situation de la classe ouvrière qui en résulte (rationalisation de crise, c'est-à-dire l'augmentation du rendement du travail par l'intensification du travail, sans extension du capital fixe, sans élévation de la productivité du travail, rétrécissent l'écoulement des moyens de production.

La crise agraire s'est bien quelque peu atténuée dans les deux dernières années. Mais cette atténuation n'est pas due à l'extension du marché pour les produits agricoles (à l'exception de quelques cultures industrielles), mais à la compression de la production : limitation des surfaces emblavées favorisée par l'Etat, mauvaises récoltes, dégradation de l'agriculture, ruine massive des paysans petits et moyens, etc.

L'exportation de capitaux continue à être minime, malgré l'excédent de capital dans les riches

¹ Index de la production industrielle du monde capitaliste (*Annalist* (1929 = 100).

1932	1933	1934	1935	1935(Evaluation approximative)
			1 ^{er} sem.	2 ^e sem.
62,4	64,4	76,5	81,7	84,0

Le *Statistische Reichsamt* allemand donne des chiffres à peu près analogues pour la production industrielle du monde capitaliste (« Die Weltwirtschaft im Jahre 1935 ») Supplément spécial de la *Wirtschaft und Statistik* 1936 n° 2.

(1928 = 100)			
1932	1933	1934	1935
65	75	81	89

Cet index étant à 100 en 1929, les chiffres pour 1935 coïncident à peu près : sur la base de 1929 l'index pour 1935 aurait dû être de 84 (la dynamique des deux tableaux accuse de 1932 à 1933 une très grande différence dont la cause nous est inconnue).

pays impérialistes. A son développement font obstacle le non-remboursement des dettes pratiqué sur une large échelle pendant la crise, le rétrécissement des débouchés, la crainte d'une nouvelle guerre mondiale. Si les « théoriciens » réformistes purent nier, après que la première crise d'après-guerre fut surmontée, l'existence de la crise générale du capitalisme, aujourd'hui des économistes bourgeois des pays où la production a dépassé le niveau de 1929 sont contraints, eux aussi, d'avouer que cette reprise ne constitue pas un véritable essor. Déformant profondément la marche cyclique de la reproduction, la crise générale du capitalisme détermine d'une façon décisive la situation de l'économie capitaliste mondiale.

c) *L'aggravation des antagonismes impérialistes.* En politique extérieure, la condition première de la stabilisation provisoire fut que les puissances impérialistes victorieuses, rassasiées pour un instant par le nouveau partage du monde opéré après la guerre mondiale, se mirent d'accord sur la façon d'exploiter les pays vaincus, la Chine et leurs « propres » colonies, assurant ainsi une période de dix ans de paix relative. L'Allemagne vaincue était encore trop faible pour chercher à modifier par la force le système de Versailles.

Aujourd'hui, le nœud des contradictions impérialistes est plus enchevêtré et compliqué. La course générale aux armements prend de plus en plus d'extension. Le traité de Washington sur les armements navals vient à expiration sans être renouvelé ; le Japon a liquidé ses prescriptions concernant la Chine par la violence des armes. L'Italie et l'Angleterre sont armées jusqu'aux dents et leurs rapports sont extrêmement tendus. La guerre pour un nouveau partage du monde est déjà en pleine action en Afrique et en Chine. Annulant de sa propre autorité le traité de Versailles, le gouvernement de Hitler a créé une forte armée, il a militarisé la zone rhénane et il réclame de plus en plus ouvertement la restitution de ses colonies, il exige « de l'espace ». Les hommes d'Etat et les états-majors généraux des pays capitalistes sont constamment à la recherche d'alliés pour la guerre.

On voit donc qu'il n'y a aucune base pour une nouvelle stabilisation de la politique extérieure et la *théorie social-démocrate, sur l'avènement d'une « période de super-impérialisme pacifique »*, s'est avérée pure démagogie.

d) *Le caractère de la lutte de classes.* Une des conditions de la stabilisation provisoire fut le fait que la bourgeoisie, en employant un système combiné de *violence* et de *concessions politiques* (suffrage universel, journée de huit heures, assurances sociales, etc.), réussit, avec l'aide de la social-démocratie, à écraser le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les théories du « pacifisme démocratique », de la « démocratie économique », de « l'intégration pacifique dans le socialisme » prévalaient à cette époque. Cependant, aujourd'hui, la social-démocratie ne peut plus, dans la plupart des pays, remplir son rôle de jadis de principal soutien social de la bourgeoisie. La bourgeoisie d'un nombre croissant de pays est obligée de compter avec le fait que la majorité de la population se détourne de plus en plus du régime capitaliste. C'est pourquoi elle renonce elle-même à la démocratie bourgeoise et recourt à la méthode fasciste de terreur déclarée contre les masses travailleuses, afin de conserver temporairement sa domination de classe. Au sein du camp bourgeois se déroule une lutte violente autour des méthodes aptes à maintenir la domination de la bourgeoisie, autour de la répartition des bénéfices. Dans les pays de démocratie parlementaire, cette lutte se manifeste par l'absence d'un programme politique uni, par l'émiettement des partis bourgeois, par les crises gouvernementales qui se succèdent rapidement, etc... Dans les pays fascistes, ces luttes prennent la forme de massacres massifs des adversaires politiques (30 juin 1934 en Allemagne), d'une série d'assassinats politiques des hommes d'Etat (Japon), d'une succession de cliques fascistes qui commencent par s'emprisonner réciproquement (Bulgarie), etc... Par ailleurs, les Partis

communistes des différents pays réussissent toujours davantage à réaliser le front unique du prolétariat et à entraîner une partie de la petite bourgeoisie dans la lutte contre le fascisme. Les victoires de l'Armée rouge en Chine, les actions armées des ouvriers d'Autriche et d'Espagne montrent l'acuité de la lutte de classes.

La crise surmontée, il n'en résultera aucun affaiblissement de la lutte de classe révolutionnaire, comme cela eut lieu dans la période de la stabilisation relative du capitalisme. Les effets de la crise générale du capitalisme se manifestent d'une façon particulièrement frappante dans le fait suivant : bien que depuis 1933 le profit du capital ait augmenté considérablement, la situation de la classe ouvrière est restée aussi dure qu'auparavant. Quoique depuis 1932 le nombre des ouvriers occupés et le montant total des salaires payés aient augmenté — d'ailleurs bien irrégulièrement selon les pays — le chômage chronique de masse a subsisté et l'augmentation des prix compense largement l'augmentation du total des salaires. Le processus de centralisation de capitaux que la crise a accentué, a favorisé l'expropriation et la paupérisation de la petite bourgeoisie. La crise agraire — qui est actuellement quelque peu atténuée, mais nullement liquidée — a accéléré la différenciation au sein de la paysannerie ; de grandes couches de la paysannerie moyenne ont été dépouillées de leur terre. La petite bourgeoisie des villes et des champs est entrée en mouvement ; notre tâche politique est de ne pas l'abandonner à la démagogie fasciste mais de la gagner au front antifasciste. *Considérée du point de vue de la lutte de classes*, une nouvelle stabilisation est exclue.

Une nouvelle crise cyclique mûrit

Etant donné l'inégalité extrême de la situation économique dans les différents pays capitalistes et la grande déformation du cours du cycle industriel par la crise et les armements fébriles, il est impossible aujourd'hui de tracer une perspective unique et valant pour tous les pays capitalistes. Il importe, par conséquent, d'examiner à part chaque grand pays capitaliste.

En supposant qu'une nouvelle guerre n'éclatera pas d'ici un ou deux ans, on peut fixer les perspectives suivantes :

Dans les pays dont la production industrielle a atteint ou dépassé le niveau de 1929 (Angleterre, pays scandinaves, un certain nombre de petits pays), *mûrit déjà une nouvelle crise cyclique*. Dans des pays tels que le Japon, l'Allemagne et l'Italie, qui ont déjà largement mis leur industrie sur le pied de guerre, la tension économique est si grande que ce n'est pas une *crise de surproduction* « normale » qui est à l'ordre du jour, mais bien une crise de tout le système économique (manque de matières premières, inflation, disette de produits alimentaires). Une chose en tout cas est claire : *il est impossible que la reprise actuelle puisse se développer en une phase de prospérité véritable embrassant tous les pays capitalistes*. La nouvelle crise éclatera avant que les pays qui se trouvent encore aujourd'hui en pleine crise aient pu surmonter complètement celle-ci. *Lorsque la nouvelle crise éclatera, elle sera encore en présence de restes considérables de la crise précédente* et elle ébranlera par conséquent encore plus profondément que n'importe quelle crise antérieure tout l'édifice du système capitaliste!

*

* *

Mais on pourrait soulever l'objection que les armements considérablement accrus en 1936,

dans tous les pays, donneraient une nouvelle impulsion à l'économie capitaliste et pourraient provoquer une « conjoncture de guerre » ! Cette objection mérite d'être soumise à un examen théorique sérieux.

La thèse considérant que plus les armements de guerre sont élevés, meilleure est la situation de l'économie capitaliste, est certainement erronée sous cette forme générale. Poussée jusqu'au bout, elle signifierait que le capitalisme aurait la possibilité d'éviter les crises en faisant multiplier tout simplement les armements par les gouvernements lors de l'explosion de la crise. Elle signifierait qu'on aurait trouvé un moyen d'assurer une prospérité constante.

L'augmentation des armements a des effets distincts sur la situation des différents pays, selon le caractère du financement des dépenses militaires et selon la situation particulière des pays.

Si l'augmentation des armements est financée par un accroissement équivalent des impôts, il est clair qu'il ne résultera de là aucune extension du marché, aucune amélioration de la situation économique du pays en question. Il se produira simplement un *déplacement* dans la nature des marchandises produites, mais pas d'augmentation de la production générale. Plus la production de l'industrie d'armements proprement dite (et des industries qui la desservent) se développe et plus les débouchés et la production des moyens de consommation doivent nécessairement diminuer.

Un développement de la production industrielle et une amélioration de la conjoncture, par suite de l'augmentation des armements, *ne peuvent* se produire que si cette augmentation n'est pas financée par de nouveaux impôts, mais par l'emploi de capitaux jusqu'ici *inactifs*, c'est-à-dire par des emprunts. Dans ce cas, il se produit une véritable extension du marché¹, aussi bien pour les moyens de production de l'industrie d'armements que pour les moyens de consommation, car la somme totale des salaires payés augmente. Une semblable extension du marché et de la production *est possible* sans doute, *mais ne saurait* toujours se produire.

Les capitaux *inactifs* dans chaque pays sont en effet limités. Lorsque les emprunts souscrits à cet effet ont dépassé un certain niveau, lorsqu'il faut, pour financer les armements, avoir aussi recours aux capitaux nécessaires pour la rénovation et l'extension du capital fixe, *les effets des armements qui favorisent la conjoncture diminuent ou bien cessent d'agir*. Si on poursuit néanmoins

¹ Au sujet de l'importance quantitative de l'industrie d'armements l'*Institut für Konjunkturforschung* allemand (deuxième trimestre 1935 — partie A. page 202) donne les chiffres suivants :

Dépenses militaires du monde entier en 1935, 30 milliards de marks, y compris les marchandises industrielles pour une somme de 10-15 milliards de marks.

Total des prix de la production industrielle mondiale 1935 : 275 milliards de marks.

Quote-part de la production des armements dans toute la production industrielle, 3,6-5,5 %.

Pour les pays ayant une grande industrie d'armements, le pourcentage est naturellement plus élevé.

L'institut évalue la quote-part des dépenses de guerre dans le revenu général en 1934-1935 de la façon suivante :

France, 12 % — Japon, 10 % — Italie, 10 %.

Même si ces chiffres sont trop bas, même si les effets indirects des armements sur les branches de production qui les desservent n'entrent pas en ligne de compte, il n'en est pas moins clair que l'augmentation de la production industrielle ne doit pas être expliquée en 1934-1935 comme étant une simple conjoncture de guerre.

la course aux armements, cela mène, comme l'a montré d'une façon frappante la guerre mondiale, à un appauvrissement rapide du pays et à une désagrégation profonde de toute l'économie capitaliste.

Le développement de l'économie de l'Allemagne en 1935 confirme la justesse de ces considérations théoriques. Lors d'un essor cyclique « normal », l'augmentation de la production des moyens de production va de pair avec une augmentation — quoique d'un pourcentage inférieur — de la production des moyens de consommation. Or, nous voyons en Allemagne en 1935 une forte montée de la production des « moyens de production » — en majeure partie de la production de guerre — en même temps qu'un recul de la production des moyens de consommation ¹. Il est tout à fait clair également qu'en Allemagne tout le capital disponible a déjà été accaparé pour les armements et qu'on n'en trouve pas pour des fins économiques. La situation est analogue au Japon.

L'augmentation des dépenses d'armements peut provoquer *temporairement*, dans certains pays, et dans la mesure où le capital inactif est attiré à leur financement, une extension du marché et une augmentation de la production. Cependant la course aux armements ne saurait reculer pour longtemps la maturation d'une nouvelle crise cyclique. Au contraire, les armements pratiqués au-delà d'une certaine limite entraînent le danger des plus graves ébranlements économiques et sociaux.

Une nouvelle dévalorisation de la monnaie serait tout aussi; peu en mesure d'améliorer la situation du capitalisme. Dans des conditions déterminées, elle peut jouer un certain rôle et améliorer provisoirement la conjoncture, mais elle ne saurait provoquer de changements décisifs. La dévalorisation de la monnaie signifie un déplacement général de la répartition des revenus en faveur de la bourgeoisie, et aux dépens des ouvriers, et, au sein de la classe possédante, en faveur des débiteurs, aux dépens des créiteurs. La dévalorisation de la monnaie peut par conséquent être un moyen d'empêcher un effondrement du système bancaire et du crédit (E.U.A.) en diminuant la charge des anciennes dettes proportionnellement à la chute des prix survenue pendant la crise. La dévalorisation de la monnaie donne un avantage passager dans la lutte pour les débouchés sur le marché mondial aux pays qui y ont eu recours les premiers. Mais ces effets favorables ne sont que temporaires et n'agissent que dans certaines limites. Lorsque la monnaie d'un pays est stabilisée à nouveau après une dévalorisation limitée, il n'y a de changée que la quantité d'or contenue dans l'unité monétaire dépréciée. Comment ce changement formel pourrait-il avoir un effet sérieux sur la situation du capitalisme ?

Or, lorsque la dévalorisation dépasse une certaine mesure, il se produit un renversement dialectique : elle provoque alors une désagrégation complète de l'économie capitaliste comme le montre clairement l'exemple des pays de l'Europe centrale dans la période d'après-guerre. Aucune « manipulation » de la monnaie ne saurait changer quoi que ce soit aux lois du mouvement interne du capitalisme, ni « détourner » une nouvelle crise cyclique.

La situation économique des pays les plus importants

Les E.U.A. — Le développement économique des E.U.A. est d'une importance décisive, car leur production représente 40 à 50 % de celle du monde capitaliste tout entier. Tous les faits montrent que depuis le milieu de 1935 une reprise véritable a commencé aux E.U.A. Il est vrai que

¹ L'index de la production des moyens de consommation (1929 = 100) s'est élevé en moyenne en 1934 à 92,4 et dans les 11 premiers mois de 1935, à 87,6.

l'augmentation de la production industrielle a été plus rapide dans l'été de 1933. Mais alors, elle revêtait un caractère spéculatif, était basée sur la dévalorisation du dollar et n'embrassait que l'industrie de consommation, alors que la production des moyens de production demeurait en état de crise. Celle année, nous assistons à un essor plus intensif de la production des moyens de production, comme cela se produit d'ordinaire lors d'une reprise « normale ». Les index les plus généraux de la production industrielle accusent les développements suivants :

Volume de la production aux E.U.A.

(1929=100¹)

Production des					
	Total	moyens de production	moyens de consommation	Machines	Automobiles
1932	53.8	27.6	75.9	12.6	25.0
1933	63.9	41.2	84.2	17.4	35.1
1934	66.4	46.5	83.4	29.7	51.1
1935 (mai)	71.4	53.8	85.8	42.1	63.7
1935 (nov.)	81.5	74.7	89.2	66.0	84.4

Ces chiffres nous montrent que :

a) En 1932, la production des moyens de production et en particulier des machines est tombée si bas qu'elle n'a pu remplacer l'outillage usé matériellement et moralement.

b) Jusqu'au milieu de 1935, la production des moyens de production est restée à un niveau très bas.

c) Dans le deuxième semestre de 1935, la production de moyens de production, et en particulier de machines, a monté d'un bond ; l'augmentation a atteint 40 % et dans les machines 56 %. Dans les mois de décembre 1935 et janvier 1936, la production a continué de s'accroître, quoique à un rythme plus lent (les chiffres font encore défaut).

La base de cette augmentation est le besoin, non couvert pendant la crise, de remplacer l'outillage usé, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture et dans les transports. L'augmentation considérable de la production d'automobiles est la conséquence du fait que les 7 à 8 millions d'automobiles jetées dans la circulation au cours des années 1928-1929 (ainsi que celles qui ont été usées pendant la crise) sont maintenant remplacées par de nouvelles.

Le côté faible de l'économie des E.U.A., c'est que l'extension du capital fixe par de nouveaux équipements industriels ne se produit que dans des proportions très minimes. L'excédent qualitatif de capital fixe se manifeste avec une force particulière aux E.U.A., pays capitaliste le plus riche du monde. Selon les évaluations de l'institut de Brooklyn², le degré d'utilisation des divers appareils de production a atteint en moyenne 79 % dans la période de prospérité de 1925 à 1929, selon nos calculs il n'a pas dépassé 57 % dans la décennie de 1925 à 1934, si nous admettons que l'année « normale » est de 308 journées de travail. Dans ces conditions, il est peu probable que dans les

¹ Tous les chiffres, sauf indication spéciale, sont empruntés au *Bulletin statistique de la Société des nations*.

² *America's capacity to produce*, Washington 1934.

années prochaines, il puisse se produire une rénovation de grand style du capital fixe. La situation s'aggrave du fait que *malgré l'augmentation de la production* il subsiste un énorme chômage chronique de masse, qui signifie un fort rétrécissement du marché intérieur, d'autant plus que l'augmentation du total des salaires retarde de plus en plus sur l'augmentation du volume de la production¹

En résumé : bien que l'économie des E.U.A. marque dans le dernier semestre une reprise considérable, la production industrielle continue à être encore de 20 % *plus basse qu'en 1929, c'est-à-dire à un bas niveau de crise*. L'amélioration se poursuivra en 1936, bien qu'à un rythme ralenti. La construction de maisons d'habitation et l'augmentation des armements y contribueront. Mais l'excédent chronique de capital fixe et le chômage chronique de masse entravent le développement continu, aussi n'y a-t-il aucune certitude de voir la production atteindre le niveau de 1929 avant qu'une nouvelle crise éclate dans d'autres pays...

Angleterre. — Le développement de l'économie de l'Angleterre est beaucoup plus régulier, ces dernières années, que celui des autres grands pays capitalistes (l'Angleterre fournit environ 10 % de la production industrielle du monde capitaliste). L'abandon du standard-or en 1931 a affermi son système bancaire et de crédit. La stabilisation de fait de la livre sterling, qui a eu lieu peu de temps après, et le ferme accord successivement réalisé entre la monnaie de tout l'Empire, celle des pays scandinaves, de quelques pays de l'Amérique du Sud et de la Chine avec la livre sterling, a rétabli la monnaie anglaise, malgré sa dévalorisation, dans son rôle de monnaie mondiale. Ainsi furent créées dans la sphère de la circulation les prémices les plus favorables pour une reprise. La production, qui avait beaucoup moins diminué pendant la crise que dans les autres pays, se releva dès 1932. L'augmentation a été particulièrement stimulée par l'importance de la construction de maisons d'habitation, par le grand excédent de capital prêteur et par un taux d'intérêt très bas. L'adoption résolue du protectionnisme, qui se fit pendant la crise, élargit le marché intérieur, en restreignant l'importation de marchandises étrangères et permit une extension — limitée il est vrai — du capital fixe en couvrant ce débouché à l'intérieur.

Index de la production anglaise (1929= 100)

	Index général de l'industrie	Machines	Textile	Constructions	
				habitations	entreprises
1932	83,5	73,2	86,4	106	65
1933	88,2	79,3	91,2	141	67
1934	98,8	92,6	93,4	157	92
1935 ²	104,0	102,0	96,0	170	120

¹ Index du *Federal Reserve Board* (1923-1935 = 100)

	1929	1932	1934	1935 (octobre)
Volume de la production industrielle	119	63	78	96
Total des salaires versés aux ouvriers d'entreprises	109	46	62	76
différence	10	17	16	20

² Chiffres incomplets.

L'industrie du bâtiment est la base principale de la conjoncture favorable ; les nouvelles industries : soie artificielle, moteurs, automobiles et l'industrie d'armements jouent aussi leur rôle. Les « anciennes » grandes industries ; charbon, textile, chantiers navals, restent grandement en arrière, boitent fortement Il s'ensuit donc que la conjoncture favorable n'a pas de base ferme. La construction de maisons d'habitation ne peut manquer de décroître à un certain moment, car il va se produire un excédent. L'augmentation de la capacité d'achat de la population ne peut pas aller de pair avec cette grande activité du bâtiment. Bien que le nombre des forces occupées ait dépassé en Angleterre (c'est le seul grand pays capitaliste) celui de 1929 et soit, en général, le plus élevé qui ait été atteint dans l'histoire de l'Angleterre, il n'en subsiste pas moins une armée officiellement enregistrée de 2 millions de chômeurs. La crise générale du capitalisme ne permettra guère à une amélioration durable de s'établir en Angleterre également. Dès 1935, le rythme d'augmentation de la production était considérablement moindre qu'en 1934. Il est clair qu'en Angleterre mûrit une nouvelle crise cyclique qui, au cas où une nouvelle guerre mondiale ne commencerait pas d'ici là, devrait éclater en 1937.

En France. — A la différence de tous les autres grands pays capitalistes, la France ne faisait qu'entrer au début de cette année, par la dynamique de son économie, dans la phase de dépression, et l'index de la production s'y maintient au niveau le plus profond de la crise.

Index de la production en France (1929 = 100)

	Total	Machines	Textiles	Bâtiment
1932	69,0	61,5	64,7	81,3
1933	76,7	68,8	80,4	74,0
1934	71,0	63,1	68,5	66,7
1935 mai	66,0	60,5	68,5	52,8
1935 nov.	68,1	61,1	76,1	54,1 oct.

En 1933 on put constater en France, sous l'influence de l'amélioration de l'économie mondiale, une augmentation de la production (surtout de celle de moyens de consommation). Puis survint, en 1934, une nouvelle régression qui ramena la production au-dessous du niveau de 1932. Ce développement particulier provient de ce que la crise cyclique n'a éclaté en France qu'en 1931, avec deux années de retard. En 1933, les conditions intérieures préalables à une amélioration n'existant pas encore (le recul persistant dans l'activité du bâtiment en est la meilleure preuve), une nouvelle régression ne pouvait manquer de se produire.

Le point le plus bas de la crise ne paraît avoir été dépassé définitivement qu'en automne 1935. Ensuite, on assiste à un rythme très lent de l'augmentation de la production, qui continuera probablement en 1936-1937, si les luttes politiques intérieures ne s'aggravent pas au point de déterminer la bourgeoisie à réagir par un exode massif de capitaux et le sabotage de la production.

Des couches très influentes de la bourgeoisie veulent la dévalorisation du franc. Toutefois, les hommes politiques reculent devant une propagande ouverte en faveur de cette mesure, en raison de la grande importance politique des rentiers et des élections récentes. La tactique de la grande bourgeoisie tendra manifestement à pousser, par toute sorte de manœuvres financières, le gouvernement prochain à une inflation et à utiliser le mécontentement des masses petite-bourgeoises, qui en résultera, pour créer une base de masse au mouvement fasciste...

Allemagne. — L'économie de l'Allemagne est, tout comme celle de l'Italie et du Japon, déjà orientée largement vers les besoins que nécessite la guerre avant qu'elle éclate. D'où l'empreinte

particulière marquant l'économie : forte augmentation de la production de moyens de production, qui constituent pour la plus grande part de la production directe et indirecte d'armements, en même temps que régression de la production de moyens de consommation, par suite de l'appauvrissement des masses travailleuses. L'organisation économique de guerre est caractérisée par les traits suivants : répartition de matières premières, contrôle des plus rigoureux du commerce extérieur, forte limitation de la liberté de circulation pour les ouvriers, prix fixés par l'Etat, livraison obligatoire à l'Etat des produits agricoles, disette de produits alimentaires et fraude commerciale, etc... Comme nous l'avons déjà indiqué, l'Etat fasciste accapare à des fins d'armements une si grande partie de la valeur qu'on ne peut plus trouver de capitaux pour la production. Le développement continu des armements au rythme qu'il a pris jusqu'à maintenant ne peut manquer de conduire à un renchérissement dû à l'inflation. La situation de l'économie allemande est telle qu'une crise — non pas une crise ordinaire de surproduction, mais une crise de tout le système économique — peut éclater d'un jour à l'autre.

Italie. — L'Italie est, au fond, dans la même situation que l'Allemagne. Sa situation est encore plus grave du fait que la guerre d'Afrique exige de très grands sacrifices économiques. D'autre part, l'Italie, contrairement à l'Allemagne qui a complètement épuisé dans la crise ses stocks d'or, a encore à sa disposition, pour une année environ, de stocks d'or et de devises.

Japon. — De tous les pays capitalistes, c'est le Japon qui, dès 1931, a dépassé le premier le point le plus bas de la crise, et sa production industrielle est actuellement (comparativement à 1929) en tête de tous les pays.

Index de la production du Japon (1929= 100)

	Total	Moyens de production	Moyens de consommation	Textile
	—	—	—	-
1931	91.6	91.3	100.1	99.2
1932	97.8	104.4	105.5	104.7
1933	113.2	134.4	117.6	114.4
1934	128.7	170.0	127.7	126.2
1935	141.0	191.0	140.3	141.9

Les raisons de ce grand essor de l'industrie japonaise sont multiples.

a) Il se produit au Japon une forte extension de l'industrie, favorisée par l'Etat à des fins d'armements et indépendamment de la marche cyclique de la production.

b) Les armements créent pour la nouvelle industrie un marché intérieur avantageux.

c) L'inflation diminue encore les salaires déjà très bas des ouvriers japonais et elle a permis aux capitalistes japonais de pratiquer une exportation à bas prix (dumping) et d'évincer largement leurs concurrents (l'Angleterre surtout, sur le marché du textile).

d) Le Japon a réussi, en utilisant sa situation de grand importateur de matières premières, à s'assurer des marchés (traité avec l'Inde concernant l'achat de coton hindou et la vente d'articles textiles).

e) Le Japon utilise sa supériorité militaire sur la Chine pour monopoliser, en faveur de ses produits, le marché de la Mandchourie et de la Chine du Nord.

Le capitalisme japonais accuse aussi une forte déformation ayant le caractère de l'économie de

guerre, mais ses possibilités de manœuvre sont incontestablement bien plus grandes que celles de l'Allemagne ou de l'Italie. Les conditions intérieures préalables à une nouvelle crise cyclique de surproduction mûrissent indubitablement au Japon, mais il est probable que l'amélioration de la situation économique des E.U.A., qui occupent une position décisive dans l'exportation japonaise, retardera l'explosion de la crise cyclique au Japon.

L'inégalité dans la situation économique des petits pays n'est pas moindre que celle des grands pays. Certains d'entre eux, par exemple la Suède, la Norvège, la Finlande, la Hongrie, la Roumanie ont considérablement dépassé le niveau de 1929, d'autres comme la Hollande, la Suisse, l'Espagne, se trouvent encore au plus profond de la crise. Or, comme les grands pays analysés plus haut fournissent 80 % au moins de la production du monde capitaliste, ce sont eux, naturellement, qui décident la question de la perspective du cycle conjoncturel.

*

* *

Quelles sont les conclusions principales qui découlent de l'analyse de la situation actuelle de l'économie mondiale ?

1. On ne saurait parler de l'avènement d'une situation internationale analogue à celle des années 1920-1921, après le premier cycle de crise de la période d'après-guerre. Le camarade Staline a caractérisé la situation d'alors de la façon suivante :

C'est donc deux stabilisations que nous avons : stabilisation provisoire du capitalisme et stabilisation du régime soviétique. Entre ces deux stabilisations, s'est établi un certain équilibre qui constitue le trait caractéristique de la situation internationale actuelle. (*Questions du léninisme*, p. 192, t. 1. E. S. I.).

Etablissant que la situation internationale sera de plus en plus déterminée par les rapports de force entre le camp du capitalisme et celui du socialisme, le camarade Staline poursuivait :

Ainsi la caractéristique du moment actuel ne réside pas seulement dans le fait que le capitalisme et le régime soviétique se sont stabilisés, mais aussi dans le fait que leurs forces respectives ont atteint un certain équilibre momentané avec un certain avantage en faveur du capital et, partant, avec un certain désavantage pour le mouvement révolutionnaire, car l'accalmie actuelle, comparée à la période d'essor révolutionnaire est un désavantage indubitable, quoique temporaire pour le socialisme.

La situation mondiale actuelle se distingue radicalement de celle d'alors. Le rapport des forces entre le camp du socialisme et le camp du capitalisme marque un avantage immense du premier. Tous les chiffres cités dans cet article le prouvent.

Le camarade Staline a montré alors que la stabilisation du capitalisme peut se manifester dans le fait que les groupes impérialistes des pays avancés chercheront à se mettre d'accord pour former un front unique contre l'Union soviétique (p. 196).

Une telle tentative apparaît aujourd'hui comme extrêmement difficile et c'est la manifestation éclatante de l'accroissement des forces de l'Union soviétique et de la tension brutale des contradictions dans le camp du capitalisme.

2. Il est exclu que la reprise présente puisse se développer en une phase de reprise englobant tous les pays capitalistes. Une nouvelle crise cyclique mûrit. Les paroles du camarade Staline à la fin

1933 an journaliste américain Duranty :

Quant à la crise économique, elle n'est pas, effectivement, la dernière, ont été brillamment confirmées.

3. Une situation internationale de ce genre pousse les Etats impérialistes les plus agressifs à la lutte pour un nouveau partage du monde. Le danger d'une guerre mondiale ne s'est nullement atténué en connexion avec l'amélioration de la situation économique mondiale, ainsi que le déclarent les chefs réactionnaires de la social-démocratie. Le camarade Molotov avait raison de dire à la dernière session plénière du Comité exécutif, en caractérisant la situation internationale :

Même aujourd'hui lorsque tous les pays capitalistes sortent plus ou moins de la crise économique des dernières années — d'une façon tout à fait irrégulière d'ailleurs — même aujourd'hui ils ne croient déjà plus eux-mêmes à la possibilité d'un accroissement sensible de leurs forces sur la base du développement de leurs forces internes.

Telles sont les conclusions principales que la classe ouvrière doit tirer de la situation présente.

20. *L'Internationale Communiste*, 1937, août, n°8, pp. 735-744

OU VA LE MONDE CAPITALISTE ?

Vingt années ne se sont pas encore écoulées depuis la fin du grand massacre des peuples ; c'est encore cette génération qui versait son sang sur le front pendant la grande guerre, et endurait la famine à l'arrière, qui constitue la majorité de la population de l'Europe. Et, déjà, nous assistons à la répétition générale d'une nouvelle guerre mondiale en Espagne ! Déjà, nous voyons les agresseurs verser le sang des femmes et des enfants espagnols en essayant les sortes les plus modernes d'instruments de meurtre ! Déjà, le premier ministre anglais, tout comme en juillet 1914, a déclaré au Parlement qu'on « pourra peut-être sauver encore la paix de l'Europe... » !

Cette accentuation des contradictions impérialistes qui va jusqu'au danger aigu de voir éclater immédiatement une nouvelle guerre mondiale, se produit à une époque où l'amélioration cyclique de la situation du capitalisme mondial touche à son apogée. La conjoncture économique du capitalisme mondial n'a pas été capable de provoquer une accalmie de l'atmosphère politique ni, à plus forte raison, de provoquer une nouvelle stabilisation temporaire, sur laquelle beaucoup de réformistes avaient fondé leurs espoirs. Malgré l'amélioration de la situation économique, la grande bourgeoisie, et surtout la bourgeoisie des pays fascistes, tend plus que jamais à résoudre les problèmes économiques et politiques qui se posent à elle en déchaînant une nouvelle guerre mondiale.

Pourquoi l'amélioration cyclique de la situation économique n'a-t-elle pas apporté au capitalisme mondial une détente politique, mais a-t-elle continué à accentuer toutes les contradictions, jusqu'à l'intervention fasciste en Espagne et jusqu'au danger aigu d'une nouvelle guerre mondiale ?

Les facteurs décisifs sont, à notre avis, les suivants :

1. *Le rythme lent et le faible degré de l'amélioration cyclique.* — La production industrielle du monde capitaliste a à peu près atteint le maximum de 1929¹. *Le fond de la crise ayant été* atteint en été 1932, il a fallu au capitalisme cinq ans entiers pour arriver au niveau d'avant la crise, résultat qui, dans la période d'avant-guerre, eût été obtenu en quelques mois ou, dans le pire des cas, en un an ou deux.

2. La production du monde capitaliste n'est pas plus élevée actuellement qu'il y a huit ans ! *En*

¹ Indice, établi par la S.D.N., de la production industrielle du monde capitaliste, en prenant 1929 = 100.

1932	1933	1934	1935	1936	Mars 1937
62,6	71,1	77,0	85,9	96,2	102,6

(*Bulletin mensuel de statistique*, juin 1937, p. 243.)

*huit ans, aucune espèce de progrès à enregistrer dans le volume de la production*¹. Mais depuis ces huit ans, la population du monde capitaliste a augmenté, — en dépit de la régression du taux des naissances, — de plusieurs dizaines de millions d'hommes ; il s'ensuit qu'on dispose par tête d'habitant d'une quantité de produits moindre qu'il y a huit ans.

3. Un autre déplacement important est encore intervenu au cours de ces huit années : le poids spécifique de la production de guerre est aujourd'hui beaucoup plus lourd qu'en 1929 !

Les dépenses militaires constituent en Angleterre les pourcentages suivants du revenu national² :

Si, en partant des données anglaises, nous admettons que, dans le monde entier, l'augmentation des dépenses militaires est de 3 % par rapport au revenu national de 1929, nous constatons que le volume de la production pour les besoins civils, par tête d'habitant, reste toujours de 5 à 10 % inférieur à celui de 1929 ! Voilà une des bases de l'accentuation de la lutte de classes.

4. La marche de l'amélioration cyclique est extrêmement inégale d'un pays à l'autre et d'une branche de production à l'autre. Une série de pays n'ont pas encore atteint le niveau de 1929 : bien que la production de soie artificielle, de laine artificielle, d'avions et d'acier soit beaucoup plus développée qu'en 1929, la production de nombreuses marchandises de consommation de masse reste bien au-dessous du niveau de la même année. Voilà qui prouve encore la mauvaise situation des grandes masses populaires.

5. La bourgeoisie comprend parfaitement que *la hausse cyclique de l'économie capitaliste ne saurait s'éterniser*, que la nouvelle crise économique peut éclater dans un temps proche. On ne trouve plus trace aujourd'hui de l'optimisme de la période de stabilisation, de ce temps où on bavardait aux Etats-Unis sur la « prospérité perpétuelle », où Hilferding prophétisait une nouvelle époque d'essor du capitalisme. Les revues économiques sérieuses de la bourgeoisie, les bulletins d'information des grandes banques anglaises et américaines, qui sont destinés à un cercle restreint de lecteurs, et parfois même les quotidiens, ne cessent de poser depuis un an cette question inquiète : comment empêcher la phase d'essor de se transformer en un *boom*³, étant donné que chaque *boom* entraîne une crise ? Il est évident que la bourgeoisie est incapable de trouver une réponse satisfaisante à cette question. Ce qu'on propose, — l'arrêt des travaux d'intérêt public et leur reprise

¹ Indice du volume de la production industrielle, en prenant 1929 = 100

Avril 1937

France	Pologne	Autriche	Belgique	Tchécoslovaquie
75,3	84,6	92	91,1	93,2

² Statistiques publiées par *The Economist*, dans son éditorial du 20 mars 1937, intitulé « On a War Footing ».

³ *Boom* n'est pas un terme marxiste. Par son contenu, le boom coïncide, à peu de choses près, avec le court laps de temps du cycle industriel que Marx désigne sous le nom de « haute tension », et pendant lequel la prospérité semble continuer, mais les marchandises jetées sur le marché ne peuvent plus être complètement absorbées par les derniers consommateurs et s'accumulent dans le commerce de gros et de détail : soit, les mois qui précèdent immédiatement l'explosion ouverte de la crise.

au moment où la crise aura déjà commencé, la « stérilisation » de l'or aux Etats-Unis¹, etc., rien de tout cela ne pourra modifier l'évolution du cycle industriel déterminée par les forces internes du capitalisme. La nouvelle crise industrielle se dessine : il n'y aura pas moyen de l'arrêter ; elle éclatera avant que, dans une série de pays, la crise précédente ait été définitivement surmontée.

Il est évidemment impossible de prévoir le moment exact où éclatera la nouvelle crise économique. Les statistiques sont beaucoup trop insuffisantes pour cela, et il existe trop de facteurs politiques et sociaux impossibles à embrasser dans leur ensemble, qui peuvent accélérer ou retenir l'explosion de la crise. Mais il y a, malgré tout, une série de données statistiques qui permettent d'envisager la possibilité d'une nouvelle crise d'ici un an ou deux.

De même, il est impossible de prévoir dans quel pays la nouvelle crise éclatera. Probablement, elle commencera dans les pays qui ont été les premiers à dépasser le fond de la crise de 1929, l'Angleterre et le Japon². Cependant, elle peut également éclater dans n'importe quel autre pays, pour quelque raison politique « fortuite ».

Les fascistes au pouvoir veulent faire tomber le monde de Charybde en Scylla, éviter la crise en déchaînant la guerre mondiale.

Un des mobiles des fauteurs de guerre est sans nul doute la peur de la nouvelle crise, l'espoir de profits de guerre énormes.

Mais il serait d'un économisme borné de ne voir la cause de l'accentuation du danger de guerre que dans la menace de la nouvelle crise. Il y a des facteurs beaucoup plus importants : *l'aggravation* de la situation des travailleurs, et, en conséquence, le mécontentement des couches les plus étendues de la population, surtout dans les pays fascistes ; l'accentuation de la lutte entre les deux systèmes ; les contradictions de l'impérialisme.

¹ Partant de l'idée absolument fautive que l'« hypertension du crédit » conduit au *boom* et à la crise, on a « stérilisé » aux Etats-Unis 900 millions de dollars, c'est-à-dire, qu'on a interdit d'utiliser ces fonds pour la mise en circulation de billets de banque ou pour l'octroi de crédits. C'est là une absurdité : ce n'est pas la somme du crédit qui détermine la marche du cycle industriel, mais, au contraire, le cycle industriel qui détermine l'appel au crédit plus ou moins grand de la part des capitalistes de l'industrie et du commerce.

² Des symptômes concrets de maturation de la nouvelle crise sont donnés par le krach boursier international (avril 1937) et la baisse des matières premières. Dans bien des pays il y a des indices isolés. En ce qui concerne l'Angleterre, l'*Economist* du 26 juin, « Supplément commercial », déclare entre autres : « ...Les commandes semblent avoir régressé dans une série de pays... Le total des devis de construction approuvés en mai 1937 par 146 autorités locales (en dehors de Londres) est de 28 % inférieur à celui des devis de mai 1936. Non seulement la construction des habitations est en régression, mais aussi celle des immeubles industriels, commerciaux et publics... Plusieurs Industries de consommation, — coton, laine, jute, — ont fait l'objet de commandes plus faibles. »

Les Etats-Unis emploient des artifices pour stimuler, par une large utilisation des paiements à terme, le placement des moyens de consommation. En 1936, ce sont des marchandises d'une valeur de 9 milliards de dollars qui ont été vendues à terme, contre 5 milliards en 1929 et 2 milliards et demi en 1932. Les acomptes étant versés en espèces (Voir *The Index*, avril 1937, bulletin mensuel de la New-York Trust C^{ie}).

Au Japon, le rythme de l'augmentation de la production a sensiblement ralenti. L'exportation rencontre des difficultés grandissantes, etc.

Plus que les crises précédentes, celle de 1929 a accéléré le processus de centralisation du capital; elle a ruiné des millions de producteurs indépendants, de capitalistes petits et moyens; elle a fortifié la position du capital monopoliste¹. Ces effets se manifestent tout particulièrement dans les pays fascistes d'Allemagne, d'Italie et de Pologne où l'oligarchie financière domine complètement l'Etat. Dans ces pays, on groupe ensemble toutes les entreprises capitalistes et les cartels obligatoires, on interdit la création d'entreprises indépendantes, on oblige les paysans à céder leurs produits à bas prix aux monopoles organisés par l'Etat, etc...

La statistique du fascisme allemand a atteint un haut degré de maîtrise dans la falsification des faits réels. Mais elle n'arrive pas à voiler entièrement l'exploitation inouïe des paysans travailleurs par les monopoles. A la mi-juin, les indices officiels des prix de gros étaient les suivants, en prenant 1913 = 100 :

Bêtes de boucherie, fournies pour la plupart par les paysans	87.2 %
Fourrages, pour la plupart achetés par les paysans et vendus par les agrariens	108,3 %
Produits de consommation industriels achetés par les paysans et vendus par les capitalistes	132,9 %

Cependant, c'est également dans les pays démocratiques, comme les Etats-Unis, que le capital monopoliste accapare une part de plus en plus grande du revenu. Bornons-nous à un seul exemple. La part qui revient aux paysans américains du prix que le consommateur urbain paye pour les denrées d'alimentation, représente les pourcentages suivants :

1913	1929	1932	1934
56,5 %	50,1 %	34,9 %	38,5 %

Le relèvement de la production qui a déjà atteint le niveau de 1929, a amélioré la situation de la classe ouvrière en ce sens que le chômage a diminué. *Mais le chômage de masse chronique n'est nullement liquidé.*

Nombre de chômeurs dans 32 pays capitaliste ²		Indice de la production industrielle du monde capitaliste ³
1929	5 950 000	100
1932	26 400 000	
1936	20 500 000	96,2

En poursuivant la rationalisation, en augmentant le nombre de machines actionnées par un seul ouvrier, en accélérant le rythme de la chaîne, en intensifiant impitoyablement l'exploitation, le capital monopoliste a réussi à extorquer aujourd'hui aux ouvriers un rendement beaucoup plus grand qu'avant la guerre⁴.

¹ Si, pendant la crise, certaines forteresses du capital monopoliste (Kreditanstalt de Vienne, Danatbank de Berlin, Konzern Kreuger en Suède, etc...) se sont écroulées. il n'en reste pas moins vrai que le capital monopoliste, pris dans son ensemble, est sorti de la crise avec un pouvoir accru.

² D'après l'organe du Bureau international du travail, près la S.D.N., le nombre réel des chômeurs était beaucoup plus élevé ; mais ce qui nous intéresse pour le moment, c'est seulement la dynamique du chômage.

³ Statistique de la S.D.N., juin 1937.

⁴ Le tableau suivant, établi à l'aide de données officielles et bourgeoises, témoigne de l'énorme augmentation du

C'est ainsi qu'une quantité égale de marchandises est produite par un nombre d'ouvriers réduit, d'où la persistance du chômage de masse en dépit de la bonne conjoncture.

L'existence d'une armée de chômeurs semble contredire les capitalistes qui se lamentent du manque de main-d'œuvre. Mais cette contradiction n'est qu'apparente : on manque d'ouvriers qualifiés. C'est le chômage de masse du temps de la crise qui, par une conséquence dialectique, a produit ce manque de main-d'œuvre. Une institution de la grande bourgeoisie américaine¹ donne une explication absolument juste de ce phénomène :

En règle générale, 5 % des ouvriers qualifiés sont éliminés chaque année par la mort ou par le surmenage, soit 25 % en cinq années de crise. On n'a presque pas formé d'ouvriers industriels qualifiés pendant la crise. Le long chômage a obligé beaucoup d'entre eux à faire des travaux grossiers imposés par leur détresse, qui leur ont fait perdre leur dextérité et leur capacité de rendement. Bien des ouvriers autrefois qualifiés ne peuvent pas s'adapter à la nouvelle technique du processus de travail qui a été introduite pendant la crise. C'est ainsi que, sur la base de l'énorme chômage du temps de la crise, on est arrivé dialectiquement au manque actuel d'ouvriers qualifiés, bien que le chômage de masse existe toujours.

Les ouvriers des pays démocratiques bourgeois, — France, Etats-Unis, Angleterre, — ont profité de l'amélioration du marché du travail pour obtenir (souvent en déclenchant de grands mouvements de masse) des conditions de travail meilleures : réduction de la semaine de travail, congés payés, etc. Dans les pays fascistes, par contre, la terreur a empêché les ouvriers de profiter de l'accroissement de la demande de main-d'œuvre : *en Allemagne, en Italie et au Japon, l'appauvrissement absolu des ouvriers occupés est un fait établi au cours des dernières années*. Il va de soi que dans l'ensemble du monde capitaliste, l'actuelle production de marchandises répartie par tête d'habitant, est sensiblement inférieure au niveau d'avant la crise. Il est également manifeste que ce phénomène se produit d'une façon tout particulièrement intense dans les pays fascistes qui ont déjà adapté leur économie aux besoins de la guerre, qui réservent une part beaucoup plus grande de la production nationale aux armements et qui, de fait, font la guerre depuis des années (le Japon, dans la Chine du Nord; l'Italie en Ethiopie; l'Italie et l'Allemagne en Espagne). L'appauvrissement absolu de la population peut aussi être démontré directement par les données de la statistique. C'est ainsi que de 1931 à 1936, la moyenne des salaires des ouvriers de Tokyo a augmenté de 3 1/2, mais les prix de détail ont monté pendant la même période de 17 %².

En Allemagne, l'indice officiel du coût de la vie a augmenté, depuis 1933, de 6 % (l'indice réel

rendement horaire du travail dans la grande industrie américaine (en prenant les années 1923-1925 =100) :

	Indice du volume de la production	Pourcentage des ouvriers occupés	Indice du temps hebdomadaire du travail	Indice de l'heure de travail par ouvrier	Rendement horaire du travail
1920	87 %	108 %	100 %	108 %	81 %
1929	119 %	105 %	100 %	106 %	113 %
1936	105 %	92 %	83 %	76 %	138 %

Le rendement horaire du travail a augmenté de 22 % entre 1929 et 1936.

¹ *National Industrial Conference Board* : « Supplement to Conference Board Service Letters », 18 mars 1937.

² Statistiques des salaires : Chambre de commerce de Tokyo. — Statistique des prix : *Mitsubishi Monthly Circular*, avril 1937.

de beaucoup plus), tandis que, dans le meilleur des cas, le salaire nominal n'a pas varié, les retenues sur les salaires ont augmenté et l'intensité du travail a été fortement relevée. Il y a donc, sans aucun doute, un appauvrissement réel de la classe ouvrière allemande. En Italie, l'indice officiel du coût de la vie est monté de 18 %¹ entre 1934 et 1937, tandis que le salaire nominal a augmenté de 10 % seulement.

En conclusion, nous constatons que le résultat des huit dernières années est la consolidation continue du pouvoir du capitalisme monopoliste et l'augmentation, au détriment de tous les travailleurs, de la part qui lui revient dans la production de valeur². Il s'ensuit que, — malgré l'amélioration cyclique de la situation économique, — un appauvrissement absolu de la classe ouvrière, et des travailleurs en général, s'est produit dans les pays fascistes, tandis que, dans les pays démocratiques, les ouvriers ont dû livrer de dures batailles pour défendre leur niveau de vie contre le renchérissement grandissant qu'accroît le capital monopoliste.

La conséquence politique de cette situation est l'accentuation de la lutte de classes dans le monde capitaliste tout entier. En période de crise générale, et surtout en présence des tristes expériences, que les travailleurs ont faites au cours des huit dernières années, la bourgeoisie ne peut pas prétendre que ses intérêts de classe particuliers coïncident avec les intérêts généraux de la société. Déjà le capitalisme a bien de la peine à recruter des partisans ! Voilà pourquoi la grande bourgeoisie éprouve des difficultés grandissantes à défendre ses intérêts dans le cadre du parlementarisme démocratique. Si les travailleurs des pays démocratiques (France, Etats-Unis) cherchent à utiliser la démocratie parlementaire dans leur lutte contre le capital monopoliste, l'oligarchie financière s'oriente de plus en plus vers le fascisme.

Une autre conséquence politique importante de l'accentuation de la lutte de classes est le tournant à gauche qui s'opère dans la social-démocratie et dans les syndicats. Les tristes expériences des huit dernières années ont profondément ébranlé la confiance que les masses ouvrières avaient mise dans la politique de collaboration de classes poursuivie par les directions réformistes de la social-démocratie et des syndicats. Les masses social-démocrates se dressent, avec une fermeté de plus en plus grande, contre le refus que les leaders réactionnaires opposent au front unique du prolétariat. Sous la pression de la masse de ses membres, l'Internationale ouvrière socialiste a dû faire, à Annemasse, les premiers pas, quelque timides qu'ils soient encore, dans la voie du front unique antifasciste.

La réalisation de l'unité d'action des socialistes et des communistes, de l'Internationale Communiste et de l'Internationale ouvrière socialiste marquerait la préparation d'un coup décisif contre le fascisme. Le fascisme est, — comme le dit Dimitrov, — un pouvoir cruel, mais pas solide ! C'est ce que l'exemple de l'Allemagne prouve avec une netteté particulière. Ces mêmes masses petite-bourgeoises des villes et des champs qui, en 1933, se sentirent attirées par la démagogie du national-socialisme, sont maintenant désabusées, aigries et mécontentes. La base sociale du fascisme

¹ Bulletin mensuel de statistique, juin 1937, p. 269.

² C'est ainsi que le bénéfice net de 2 140 grandes sociétés aux Etats-Unis (déduction faite des impôts, des intérêts, de l'amortissement) est passé de 3 473 millions de dollars en 1935 à 3 633 millions en 1936. 270 entreprises qui ont publié leur bilan du premier trimestre, ont enregistré en 1937 un bénéfice net de 352 millions contre 230 millions en 1936. (National City Bank, Bulletin d'avril et de mai 1937.)

allemand (et du fascisme italien) est devenue extrêmement étroite. C'est un fait que le fascisme allemand est sans arrêt en guerre contre son propre peuple, contre le prolétariat et la paysannerie, contre les communistes et les social-démocrates, contre les Eglises catholique et protestante, contre les israélites et contre le *vieux corps* des fonctionnaires. Le mécontentement des masses populaires devient de plus en plus menaçant pour le régime fasciste. C'est pourquoi il s'ajoute, dans les pays fascistes, aux efforts de la grande bourgeoisie pour un nouveau partage du monde par la violence, le désir de détourner le mécontentement intérieur vers le dehors, en lâchant la bride au chauvinisme, à l'idéologie guerrière et enfin à la guerre elle-même (Ethiopie, Espagne).

Pour cette raison précise, les pays fascistes constituent le principal foyer de guerre.

L'esprit qui anime les masses populaires du monde entier, et en particulier, celles des pays fascistes, témoigne de l'influence des magnifiques conquêtes de la société socialiste en U.R.S.S. Que les fascistes au pouvoir répandent, dans leur presse, d'infâmes mensonges et calomnies sur l'Union soviétique ; qu'ils punissent de prison le crime d'écouter les émissions de radio antifascistes ; qu'ils confisquent tout journal qui publie des informations véridiques sur l'Union soviétique, la vérité se fait jour malgré tout. Plus l'oligarchie financière devient puissante dans les pays fascistes, plus les ouvriers apprécient le renversement de la bourgeoisie dans l'Union soviétique. Plus on asservit la classe ouvrière et plus on persécute ses organisations, les syndicats, les Partis social-démocrates et communistes. plus les ouvriers apprécient la dictature du prolétariat en U.R.S.S. et la liberté qu'elle apporte au prolétariat et aux travailleurs.

Plus les paysans travailleurs souffrent de la livraison obligatoire de leurs produits, des lourds impôts, du manque de terre, plus ils éprouvent de sympathie pour le pays du pouvoir soviétique qui a donné gratuitement aux paysans 150 millions d'hectares de terre seigneuriales, qui a annulé leurs dettes, qui met tout le pouvoir de l'Etat au service des paysans pour leur progrès matériel et culturel. L'existence et la prospérité de l'Union soviétique est un constant réquisitoire contre la détresse et l'oppression des travailleurs des pays capitalistes et en particulier contre le fascisme. Voilà qui explique la haine accrue de l'oligarchie financière et de ses mercenaires fascistes contre le pays du socialisme. Ils cherchent à rallier le monde entier à une croisade contre l'Union soviétique. Ils voudraient déclencher la guerre le plus tôt possible. Ils savent que la nouvelle crise économique qui s'annonce, portera le chômage au dessus du niveau de 1932, qu'elle transformera la misère, l'amertume de la population laborieuse en une haine révolutionnaire, qu'elle compromettra le maintien de leur domination. Voilà qui explique le pacte que les trois puissances fascistes, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, ont conclu « contre l'internationale communiste » ; voilà qui explique les tentatives méthodiques des Etats fascistes pour grouper d'autres pays, Pologne, Yougoslavie et Hongrie contre l'Union soviétique, pour s'assurer des points d'appui dans tous les pays : Franco en Espagne, Doriot en France, Degrelle en Belgique, Henlein en Tchécoslovaquie, etc. Voilà qui explique leurs offres réitérées à l'adresse de la grande bourgeoisie des pays démocratiques, — Angleterre et France, — à qui ils promettent de ne pas troubler la paix en Occident, à condition d'avoir les « coudées franches » à l'Est.

Les tentatives des fauteurs de guerre fascistes en vue de provoquer la guerre contre l'Union soviétique se trouvent entravées par divers facteurs : la politique de paix de l'Union soviétique, la puissance de l'Armée rouge (qui n'a pu que se renforcer du fait qu'on a démasqué et anéanti les espions qui s'étaient glissés à des postes supérieurs) ; le développement des forces antifascistes dans les pays démocratiques ; l'affaiblissement économique des Etats fascistes, qui souffrent d'ores et déjà d'un manque de matières premières et de denrées alimentaires ; l'attitude hostile de la majorité

écrasante de la population à l'égard du régime fasciste ; l'enthousiasme avec lequel les meilleurs fils de la classe ouvrière risquent de plein gré leur vie pour lutter contre le fascisme, comme le prouve l'exemple de l'Espagne. Les spécialistes militaires allemands se demandent quelle sera, contre un ennemi « du dehors ... l'action d'une armée de masse qui se recrute au sein d'une population contre laquelle on mène, à l'intérieur du pays, une guerre chronique. Comment une telle armée, même munie des meilleurs moyens techniques, pourra-t-elle être victorieuse contre l'Armée rouge de l'Union soviétique ou contre une armée dirigée par le Front populaire ? Cette question se pose nécessairement aussi devant les gouvernements fascistes de l'Italie et du Japon, car leur défaite militaire équivaldrait certainement à la fin du régime fasciste dans ces pays et, probablement, à la fin de la domination de la bourgeoisie en général.

Ainsi, la bourgeoisie des pays fascistes, — où la crise générale du système capitaliste est la plus profonde, — se trouve devant un dilemme inextricable. La nouvelle crise économique qui approche, ébranlera profondément son économie déjà mal assise, stimulera encore davantage le mécontentement des masses travailleuses, fera du renversement révolutionnaire du régime un danger aigu. En revanche, si les potentats fascistes veulent prévenir la nouvelle crise économique en déchaînant une nouvelle guerre mondiale, ils risqueront non seulement le régime fasciste, mais la domination de la bourgeoisie.

21. *L'Internationale Communiste*, 1938, n°1, janvier, pp. 38-46

DE LA NOUVELLE CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

La classe ouvrière des pays capitalistes est au seuil de nouvelles et lourdes épreuves : la nouvelle crise économique mondiale s'avance. La crise de la sphère de circulation, qui depuis le printemps 1937 se faisait sentir sous la forme d'explosion de panique aiguë en Bourse¹ et de la hausse précipitée des prix² des matières premières les plus importantes, s'est reportée, en automne dans la sphère de la production.

Comme, seuls, les mouvements des prix nous intéressent, nous donnons les prix pour une quantité définie, à qualité égale, sans en indiquer la quantité et la qualité exacte.

Dans le pays décisif pour le monde capitaliste, aux Etats-Unis d'Amérique — a commencé une réduction précipitée de la production industrielle³. Dans quelques autres pays européens : Italie,

1

Cours des actions industrielles (1929 = 100)		
Pays	Chiffre maximum- moyen mensuel 1937	Dernier mois
E. U d'Amérique	80,3 (mars)	55,4 (octobre)
Angleterre	21,6 (janvier)	100,0 —
France	52,0 —	41,2 —
Suède	84,8 (mars)	73,2 —
Hollande	73,2 (août)	63,4 —

Données puisées dans le *Bulletin mensuel des statistiques de la Société des Nations* du novembre 1937.)

² Les prix cotés en bourse des principales denrées en Amérique et à Londres.

	Blé	Maïs	Coton	Laines	Cuivres	Etain	Caoutchouc	Cacao
	Chicago		Liverpool	Londres				
Prix maximum en 1937	144	136	8,19	40	77	306	13,5	53
Prix au début de décembre 1937	94	53	4,62	--	39	191	7,3	26,5

³ Nous citons les chiffres caractéristiques suivants :

Indices Hebdomadaires (septembre-novembre)

1937	Indice de l'animation des affaires d'après le <i>Times</i> de New-York	Utilisation des forces productrices dans l'industrie de l'acier (en %)	Nombre de wagons de chemins de fer chargés (en milliers)
4 septembre...	109,3	71,6	805
11 septembre.	106,6	80,4	711
16 octobre	100,2	55,8	810
6 novembre...	94,0	41,0	732
13 novembre...	90,5	36,4	690
20 novembre...	89,5	31,0	647

Angleterre, Hollande, Belgique, Suède — une réduction de la production industrielle a aussi commencé. Sans aucun doute cela signifie le début d'une nouvelle crise économique mondiale.

Les « experts » et les hommes politiques du monde capitaliste, Morgenthau et Roosevelt, Chamberlain et Wagemann et autres, assurent, il est vrai, qu'il n'est question seulement que de « difficultés », semblables à celles qu'ont vécues les Etats-Unis en 1924 et en 1927, et non pas d'une explosion d'une « grande » crise authentique. Mais leurs déductions sont erronées parce qu'elles se basent sur la ligne ascendante du développement capitaliste et perdent totalement de vue, l'action déformante de la crise générale du capitalisme. Nous nous rappelons encore les raisonnements des « experts » bourgeois en 1929, quand ils niaient avec autant d'opiniâtreté la possibilité d'une crise.

D'après la théorie du marxisme, la naissance d'une nouvelle crise économique mondiale découle des lois internes de l'activité de l'économie capitaliste. Les crises périodiques dans les conditions du capitalisme, sont inévitables. Les contradictions entre les aspirations du capital à l'extension illimitée de la production pour en tirer le plus grand profit possible et les limites étroites des forces de consommation de la société capitaliste, conditionnées avant tout par le bas niveau matériel des masses laborieuses, conduisent inévitablement aux crises de surproduction se répétant périodiquement¹. Avec le passage au capitalisme monopoliste on observe une tendance à la réduction de la durée des cycles. Les associations monopolistes maintiennent artificiellement les prix à un niveau élevé, diminuent la part des masses travailleuses de la production, ou, comme cela s'appelle en langue littéraire bourgeoise, du revenu national, ce qui conduit au prolongement de la réduction relative des capacités de consommation de la société ; c'est pour cela que la surproduction et la crise surviennent plus vite. Dans la période de crise générale, les facteurs importants : le chômage massif chronique, la ruine massive de la paysannerie et par suite la crise agraire, les impôts élevés sur les objets de consommation, réduisant encore plus les revenus des travailleurs ainsi que les capacités de consommation des masses, aggravent les contradictions entre les aspirations du capital à l'extension de la production et comme a dit Lénine, les capacités restreintes des moyens de consommation de la société par suite de la situation prolétarienne des masses populaires et par là même, précipitent l'arrivée des crises de surproduction. C'est pour cela que l'éclatement de la nouvelle crise huit ans après la précédente, qui avait débuté en 1929, est un phénomène, auquel il fallait s'attendre.

Mais sous un certain rapport l'explosion de la crise est arrivée « prématurément ». Elle est arrivée, comme l'avait prédit Staline au début de 1934 dans son rapport au XVII^e congrès du Parti, sans être passée par la phase d'essor générale du capitalisme. Ici apparaît particulièrement clairement la profondeur de la crise générale du capitalisme. Commencé en automne 1929 et terminé en automne 1937, le cycle n'était pas complet, le cycle était déformé : *il n'avait pas eu de point culminant, la phase de prospérité était absente*. Les huit années du dernier cycle se répartissent de la façon suivante :

¹ Pendant les derniers siècles les crises économiques mondiales alternaient de la façon suivante :

1825, 1836, 1847, 1857, 1866, 1873, 1882, 1900, 1907, 1914 (par suite de la guerre mondiale ne s'est pas déployée), 1920, 1929.

Par suite du développement inégal du capitalisme dans quelques pays, la crise se produit plus tôt que la crise habituelle ou avec un retard considérable, comme, par exemple, en France pendant le dernier cycle.

4 ans de crise : de l'automne de 1929 à la moitié de 1933 ;

2 ans de dépression : de la moitié de 1933 à la moitié de 1935 ;

3 ans d'animation (et dans quelques pays d'essor) de la moitié de 1935 à l'automne de 1937.

La différence connue avec les cycles de l'époque ayant précédé la crise générale du capitalisme, saute aux yeux. Dans le siècle passé, le point le plus bas de la crise survenait, en règle générale, quelques mois après le début de la crise ; la crise et la dépression n'englobaient qu'une petite partie du cycle : les phases croissantes d'animation, d'essor, de prospérité englobaient la plus grande partie. La production industrielle a alors atteint dans la phase d'animation le point la plus élevé des cycles précédents et l'a dépassé de loin dans la phase de prospérité. Dans le cycle dernier, au contraire, nous voyons que la nouvelle crise a débuté, avant que soit atteint le sommet de la crise précédente.

Production industrielle (1929 = 100).

Années	Dans les pays capitalistes d'Europe	En E.-U. d'Amérique	En U.R.S.S.
1929	100,0	100,0	100,0
1930	85,8	80,7	130,9
1931	74,3	68,1	161,3
1932	62,6	53,8	183,4
1933	71,1	63,9	198,4
1934	77,0	66,4	238,3
1935	85,9	75,6	293,4
1936	96,2	88,1	382,3

Le chiffre moyen pour 9 mois de l'année 1937 est 97,0.

Nous voyons : la production industrielle du monde capitaliste reste au-dessous du point culminant de 1929, et dans certains pays isolés a dépassé le niveau de 1929. Si nous tenons compte, que pendant ces huit ans, la population des pays capitalistes a considérablement augmenté, que de la production industrielle de 1937, une part beaucoup plus grande qu'en 1929 sert dans des buts d'armement, il est évident, que par tête de la population du monde capitaliste, en 1937, il revenait beaucoup moins de marchandises industrielles qu'en 1929. Cela signifie, que l'énorme progrès technique des huit dernières années, que le développement des forces productrices et de la productivité du travail, ainsi que l'intensité du travail accru en raison de l'accroissement de l'exploitation ouvrière — tout cela n'a pas augmenté le bien être des travailleurs du monde capitaliste ; au contraire, la consommation des larges masses populaires est à un niveau plus bas que celui de 1929.

C'est une leçon très importante pour le prolétariat international, pour tous les travailleurs ! Au lieu du relèvement promis par les leaders réactionnaires de la social-démocratie, au lieu d'une « meilleure vie » dans les cadres du régime capitaliste — promesses grâce auxquelles les réformistes se sont toujours efforcés de faire dévier le prolétariat de la voie révolutionnaire — sévit un appauvrissement relatif et absolu du prolétariat.

C'est un tableau tout différent que nous dépeignent les données de la Société des nations sur le développement de la production en U. R. S. S. N'étant pas touchée par la crise sévissant dans le monde capitaliste, la production industrielle en U. R. S. S. augmentait d'année en année à une cadence rapide. Pendant que le monde capitaliste en huit ans put seulement combler les pertes

provoquées par la crise, la production industrielle de l'U. R. S. S. a augmenté de plusieurs fois. Il est difficile de trouver une preuve plus nette de la supériorité du socialisme sur le capitalisme.

Si nous comparons la crise qui commence actuellement avec celle de 1929, nous devons avant tout noter, que la crise de précédente avait lieu dans une période de relative stabilisation du capitalisme bien qu'il fut par ailleurs, fortement ébranlé. La crise de 1929 clôturait le processus de liquidation de stabilisation temporaire. La nouvelle crise débute au moment où il ne reste même pas trace de stabilisation capitaliste, au moment où un quart de la population du globe terrestre se trouve en état de guerre. au moment où les agresseurs fascistes font de plus en plus fortement pression sur les pays démocratiques et où la guerre mondiale peut éclater d'un jour à l'autre, au moment où la lutte de classes à l'intérieur de certains pays se transforme en guerre civile, au moment où la supériorité du socialisme sur le capitalisme s'est définitivement affirmée dans la pratique.

Il est clair, que les conséquences sociales et politiques de la nouvelle crise auront une influence plus profonde sur la situation du monde entier que les conséquences de la crise de 1929.

La nouvelle crise économique à une cadence impétueuse précipitera la paupérisation du prolétariat en premier lieu par la forme de la croissance accélérée du chômage massif. Contrairement à la crise de 1929, *la nouvelle crise débute déjà en présence d'un grand nombre de chômeurs*. La différence de situation comparativement à 1929, se fait sentir le plus clairement aux Etats-Unis.

Le nombre des sans-travail aux Etats-Unis d'Amérique d'après les données de la Fédération américaine du travail, égalait en septembre 1929, 614 000, et en août 1937, 8 552 000 personnes.

Nous remarquons qu'en 1929 le nombre d'ouvriers employés dans l'industrie a atteint aux E. U. le niveau le plus élevé qui puisse en général être atteint dans les conditions capitalistes ; l'armée de réserve de l'industrie, dans les conditions capitalistes, existe toujours, même quand les patrons d'entreprises se plaignent du manque de main-d'œuvre. En 1937, quoique la production industrielle des E. U. ait presque atteint le niveau de 1929, des millions d'ouvriers restent sans travail.

Dans les autres pays capitalistes nous voyons le même tableau, quoique moins fortement prononcé. Dans une série de pays, où la production industrielle a même dépassé le niveau de 1929, un fort chômage a subsisté. En voilà quelques exemples¹ :

Noms de pays	Indice de la production industrielle (1929 = 100)	Chômage en milliers (1936)
Japon	151,1	338
Danemark	130,0	93
Suède	129,0	72
Angleterre	116,2	1498
Norvège	115,2	33
Allemagne	106,3	1593

Pour divers pays, et en premier lieu pour l'Allemagne, les chiffres cités de chômeurs sont loin d'être complets. Mais même ces chiffres atténués montrent que, si la production industrielle dépasse le niveau de 1929, en Allemagne, on compte encore maintenant un grand nombre de chômeurs. La venue de la crise augmentera vivement ce nombre.

Aux Etats-Unis d'Amérique le licenciement massif des ouvriers est déjà commencé. Toute une

¹ Bulletin mensuel de la Société des nations, novembre 1937.

série de fabriques de textile ferment leurs portes pour deux semaines, les autres passent à la journée incomplète de travail. Le cartel automobile Chrysler a, le 24 novembre 1937, à Détroit, licencié 10 000 ouvriers, sur un nombre total de 55 000 personnes et réduit la semaine de travail jusqu'à 32 heures. Dans l'industrie de la fonte de l'acier la semaine de travail est réduite jusqu'à 20-25 heures, ainsi que le salaire des 600 000 ouvriers selon les données des syndicats de l'industrie de la fonte de l'acier¹. Nous trouvons le même tableau dans les autres branches de la production. En Angleterre, déjà en octobre — quoique pour le moment encore insignifiante — la croissance du chômage a commencé. Dans les autres pays d'Europe elle ne tardera pas à se faire sentir. Dans un temps très court le nombre des sans-travail atteindra et dépassera le niveau de 1932.

La situation de l'armée colossale des sans-travail sera d'autant plus mauvaise, que dans beaucoup de pays les secours de chômage ont déjà été fortement diminués durant la dernière crise. Les grosses dépenses pour l'armement et le gros déficit des budgets d'Etat dans la majorité des pays renforceront la résistance faite par les classes dominantes aux tentatives d'augmenter l'aide aux chômeurs. Les sans-travail toucheront des recours encore plus insuffisants — s'ils en reçoivent en général — que pendant la crise précédente.

La bourgeoisie profite de l'occasion pour mener une nouvelle attaque contre la classe ouvrière. Elle essaiera d'enlever à la classe ouvrière les conquêtes qu'elle a obtenues dans quelques pays de démocratie bourgeoise durant les années 1936 et 1937. Cela se manifestera en particulier aux Etats-Unis d'Amérique et en France. *Il est clair que la classe ouvrière ne réussira à repousser la nouvelle attaque menaçante du Capital, que si elle renforce et resserre ses organisations syndicales, si elle organise la résistance aux classes exploiteuses sur la base du front unique.*

La bourgeoisie essaiera de rejeter tout le poids de la crise non seulement sur les ouvriers, mais aussi sur les travailleurs paysans, ainsi que sur la petite bourgeoisie des villes. Ce processus a déjà commencé. Le prix des produits de l'économie paysanne a déjà baissé fortement, alors que les monopoles industriels continuent à maintenir leurs prix à un niveau élevé. Les « ciseaux » s'ouvrent à nouveau au détriment des paysans. La crise agraire chronique, qui s'était adoucie pendant les deux dernières années où l'industrie fit une grosse consommation des matières premières agricoles, l'élimination de la production, la dégradation de l'agriculture, les mauvaises récoltes répétées, prendront à nouveau une forme très aiguë². Le processus d'expropriation des terres paysannes, la transformation des paysans en fermiers ou en ouvriers agricoles sans terre se fera à une cadence accélérée.

La petite bourgeoisie des villes, les artisans, les petits commerçants, les petits patrons, encore plus qu'avant, souffriront de la pression du capital financier. Le processus de centralisation du

¹ *Times* du 26 novembre 1937.

² Le revenu des fermiers et des paysans au cours de tout le cycle restait sensiblement en dessous de celui de 1929 et de toute la période du cycle précédent. Le revenu des fermiers américains était :

en 1929.....	10,5 milliards de dollars;
en 1930.....	7,9 — —

Quoique l'indice des denrées achetées par les fermiers soit tombé de 153 à 124, le revenu réel des fermiers pendant tout le cycle était chaque année du 1/2 milliard de dollars au-dessous de ce qu'il était en 1929.

capital, la suppression des petits « propriétaires » indépendants dans les villes se précipiteront aussi. Les contradictions entre la petite bourgeoisie des villes et de la campagne avec la grosse bourgeoisie s'accroîtront. La petite bourgeoisie essaiera de s'insurger contre la politique de la grosse bourgeoisie, contre le fait de reporter tout le fardeau de la crise sur les masses travailleuses. Mais la résistance ne pourra être couronnée de succès que dans la mesure où aura lieu l'union avec le prolétariat dans les cadres du Front populaire : ce succès n'est nullement possible, si la petite bourgeoisie tente d'entrer en lutte contre la grosse bourgeoisie séparément isolée du prolétariat.

La crise fortifiera les tendances fascistes à l'intérieur de la grosse bourgeoisie des pays démocratiques. Le Front populaire, lui, défendra contre les attaques du Capital autant les intérêts matériels que les libertés politiques du prolétariat et de la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne.

La grosse bourgeoisie des pays impérialistes tentera de transposer le fardeau de la crise sur les colonies. Et ce processus est déjà commencé. Les prix des denrées coloniales tombent avec une vitesse incroyable : les prix des denrées des entreprises monopolistes sont invariablement élevés. Le pillage des colonies au moyen d'échanges non-équivalents de leurs produits sur le marché mondial s'est sensiblement accru. Grâce à cela la situation des masses laborieuses dans les colonies s'aggrave, les contradictions entre les colonies et Etats impérialistes s'accroissent. C'est pour cela que le mouvement révolutionnaire aux colonies subira une nouvelle poussée.

La crise portera ces coups très durs aussi à la bourgeoisie, d'autant plus lourds, que le prolétariat et la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne seront unis dans la lutte contre le report du fardeau de la crise sur leurs épaules. La grosse bourgeoisie, avant tout dans les pays fascistes, cherchera pour cela, plus fortement qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant, une issue aux difficultés internes, dans le dénouement d'une guerre mondiale, dans un nouveau partage du monde. *Le début de la nouvelle crise signifie l'aggravation des dangers de guerre.*

L'accroissement de toutes les contradictions du capitalisme résultant de la crise, augmente les dangers de guerre contre l'Union soviétique d'autant plus que les contradictions entre le monde capitaliste et l'U.R.S.S. sont maintenant plus aiguës qu'à n'importe quel moment. En 1930 déjà, après le début de la crise, Staline déclara que ces contradictions décomposent et ébranlent les bases mêmes du capitalisme :

Bien plus, elle découvre jusqu'à la racine toutes les contradictions du capitalisme et les rassemble en un seul faisceau, en en faisant une question de vie ou de mort pour l'ordre capitaliste lui-même. Aussi, chaque fois que les contradictions du capitalisme commencent à s'aggraver, la bourgeoisie tourne ses regards du côté de l'U.R.S.S. : n'y aurait-il pas moyen de résoudre telle ou telle des contradictions prises ensemble aux dépens de l'U.R.S.S., de ce pays des Soviets, de cette citadelle de la révolution, qui, par le seul fait de son existence, révolutionne la classe ouvrière et les colonies, empêche de monter une nouvelle guerre, empêche les nouveaux partages du monde, empêche de régner en maître sur son vaste marché intérieur, si nécessaire aux capitalistes, maintenant surtout, en liaison avec la crise économique¹.

Maintenant qu'en U. R.S.S. le socialisme a triomphé définitivement et irrévocablement, quand la vie même a prouvé la supériorité du socialisme sur le capitalisme, la bourgeoisie réactionnaire, et

¹ Staline : *Deux Bilans*, p. 14, Bureau d'éditions, Paris, 1936.

en premier lieu les agresseurs fascistes, recherchent plus fortement maintenant qu'à n'importe quel autre moment, une issue dans une guerre contre-révolutionnaire au lieu d'une lutte « pacifique » des deux systèmes, lutte dans laquelle ils ont subi un échec évident. Avec l'aggravation de la crise les dangers de guerre contre-révolutionnaire contre l'U. R. S. S. grandiront.

L'éclatement d'une nouvelle crise économique signifie l'accentuation de toutes les contradictions fondamentales du monde capitaliste et exige des Partis communistes, de tous les antifascistes et des amis de la paix une lutte encore plus décisive pour le front unique et le Front populaire dans tous les pays.

22. *L'Internationale communiste*, n°3, mars 1939, 21^e année, pp. 390-398.

L'agonie du capitalisme

Dans l'histoire humaine on ne trouve aucune période de vingt ans aussi riche en événements que celle qui s'est écoulée depuis la création par Lénine de l'Internationale communiste. La domination de la bourgeoisie est condamnée par l'histoire; l'existence et l'essor du nouvel ordre socialiste en Union soviétique l'avertissent que sa fin est inévitable : aussi met-elle tout en œuvre pour prolonger artificiellement son règne. Elle corrompt une couche supérieure de la classe ouvrière et se sert de dirigeants vendus pour tromper les travailleurs par le mirage d'une marche pacifique au socialisme ; les fascistes, ses hommes de main, créent un système fait de démagogie « anticapitaliste » et de terreur brutale. Aucun moyen ne lui paraît méprisable pourvu qu'il serve tant soit peu, à prolonger sa domination surannée.

Mais les lois immanentes du capitalisme sont les plus fortes ; elles l'emportent sur les manœuvres politiques de la bourgeoisie. C'est en vertu de ces lois qu'à l'époque de la crise générale du capitalisme, les bases de la domination bourgeoise s'ébranlent chaque jour davantage, que le nombre de gens auxquels le régime capitaliste procure une vie satisfaisante va en diminuant et que l'on voit éclater des guerres impérialistes, des insurrections coloniales, des révolutions sociales.

*

* *

Lénine prévoyait que la guerre mondiale déclencherait la révolution prolétarienne.

De 1914 à 1916 la révolution était à l'ordre du jour, cachée dans les entrailles de la guerre qui l'engendra.¹

Au moment où il réunit à Moscou les représentants du prolétariat révolutionnaire pour fonder l'Internationale communiste, il sembla que la révolution russe serait immédiatement suivie d'une victoire prolétarienne dans d'autres pays européens. Ce fut l'époque des combats armés de l'avant-garde révolutionnaire à Berlin, de l'Armée rouge allemande dans la Ruhr, et des Soviets en Bavière et en Hongrie. La crise révolutionnaire déferlait sur une série de pays. Partout l'appareil d'oppression de la bourgeoisie était ébranlé, la discipline militaire était sapée, les masses étaient exaspérées par les sacrifices atroces de la guerre.

La décision était en l'Allemagne. La domination de la bourgeoisie y était fort menacée. Mais les leaders de la social démocratie lui vinrent en aide. Ils entrèrent au gouvernement. Avec la bourgeoisie, ils opérèrent une grande manœuvre : on donna satisfaction aux revendications traditionnelles des ouvriers sociaux-démocrates, compatibles avec la domination bourgeoise, telles que le suffrage universel, égal et secret, la liberté de la presse et des réunions, la journée de huit heures, la reconnaissance des syndicats. Mais on ne toucha pas à la base matérielle de cette domination : la propriété privée des moyens de production. Les affiches claironnaient : « La socialisation est en bonne route. » La « commission de socialisation »² siégeait sans discontinuer et

¹ Lénine : *O.C.*, t.XIX, p. 225 (Edit. all.)

² En mars 1919, au moment de la création du gouvernement soviétique en Hongrie, l'armée y était inexistante.

publiait des rapports volumineux... mais la propriété de la bourgeoisie restait intacte. Celle-ci eut recours à l'inflation pour priver le prolétariat du bénéfice des lois sociales, la dévaluation rapide du mark lui permettant de diminuer le salaire réel... Et lorsque les chefs sociaux-démocrates eurent réussi à isoler l'avant-garde prolétarienne des masses allemandes et à diviser la classe ouvrière, la bourgeoisie appuyée sur les gardes blancs de Noske frappa un grand coup contre cette avant-garde en la provoquant à une série de luttes partielles. Après chaque défaite de l'avant-garde, la bourgeoisie annulait quelque concession consentie aux moments les plus graves de la crise révolutionnaire.

C'est ainsi que la flamme révolutionnaire s'éteignit en Allemagne et dans le reste de l'Europe. L'absence de Partis bolchéviques suffisamment organisés et idéologiquement assez forts pour entraîner derrière eux les masses ouvrières et pour réaliser l'alliance avec les paysans travailleurs permit à la bourgeoisie de consolider de nouveau son régime. Mais malgré la « guerre des 14 nations » elle ne parvint pas à renverser la dictature du prolétariat en Union soviétique. Malgré la faim et le froid, les ouvriers et les paysans de l'Union soviétique achevèrent leur lutte héroïque par la défaite des armées blanches soutenues par la bourgeoisie du monde entier. Et les prolétaires de tous les pays, sans être déjà prêts à renverser leur propre bourgeoisie contribuèrent par tous les moyens à la défense du pouvoir prolétarien en Union soviétique.

Il y eut ensuite la stabilisation *temporaire* du capitalisme, dans le monde bourgeois et la stabilisation *définitive* de la dictature du prolétariat en Union soviétique.

La stabilisation du capitalisme ne pouvait qu'avoir un caractère temporaire, tellement ses bases étaient faibles et disjointes. *Sur le plan économique* elle provenait du fait que la première crise d'après-guerre (1920-21) se termina rapidement et que la nécessité de reconstruire les régions dévastées et de reconstituer les stocks épuisés avait provisoirement élargi le marché capitaliste. *Sous l'angle extérieur*, cette stabilisation reposait sur la faiblesse passagère des Etats vaincus et désarmés, qui facilita aux puissances victorieuses la conclusion des accords mutuels sur le partage du monde. Elles s'engagèrent à respecter mutuellement leurs possessions coloniales. Le système de Versailles et les accords de Washington étaient destinés à fixer les rapports de forces existants, aussi bien en Europe qu'en Chine. *Sur le plan intérieur*, la stabilisation avait pour bases la défaite du prolétariat au moment de la crise révolutionnaire et la division de la classe ouvrière.

La stabilisation du capitalisme fut à l'origine des illusions qui se manifestèrent dans la bourgeoisie, mais également dans la classe ouvrière. On estimait que l'essor cyclique, notamment celui de l'économie américaine entre 1924-29, était une « prospérité éternelle ». La *Société des nations* destinée à perpétuer le partage du monde établi dans la première guerre mondiale, devait assurer la « paix perpétuelle ». Il était question d'une « ère démocratique-pacifiste ». La « théorie » de Kautsky sur une période du super-impérialisme pacifique semblait se confirmer. On surestimait considérablement l'importance et la durée de la stabilisation.

Dans ces conditions, l'opportunisme de la II^e Internationale ne pouvait qu'augmenter. Des opportunistes de droite se dressèrent même au sein de l'Internationale communiste; ils s'appuyaient sur la théorie foncièrement opportuniste et criminelle de Boukharine, déclarant que la stabilisation capitaliste était durable et l'avènement du « capitalisme organisé » imminent. Au fond, cette

Une armée française de 70 000 hommes se trouva à proximité de Budapest. En peu de jour, elle eût pu renverser la Hongrie soviétique. Mais l'état-major français préféra garantir cette armée de tout contact avec la Hongrie soviétique, afin d'éviter que ses troupes refusent d'obéir à ses ordres.

conception est identique au super-impérialisme de Kautsky. En réalité, la stabilisation du capitalisme avait une base fort précaire. Cette base était nécessairement minée par les lois immanentes du capitalisme. L'antagonisme entre le caractère social de la production et la propriété privée a atteint un tel degré que le capitalisme ne parvient plus à utiliser à fond les forces productives qu'il a créées¹ ; même pendant les périodes d'essor économique une partie considérable de l'appareil de production et, partant, de la main-d'œuvre, restent inexploitées ; le développement inégal menace le partage du monde résultant de la guerre mondiale ; à la longue les opportunistes de la II^e Internationale et les droitiers au sein de l'Internationale communiste ne parviennent pas à freiner la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre le système capitaliste ; les progrès rapides du socialisme en U.R.S.S. empêchent à eux seuls toute stabilisation solide du capitalisme. C'est ainsi que, par l'effet des lois immanentes du capitalisme, la stabilisation fut ébranlée dans ses bases².

Lorsqu'en 1929, la crise économique internationale mit fin à la stabilisation capitaliste, celle-ci était déjà profondément troublée. Ce fut la plus grave des crises. En un clin d'œil elle balaya les illusions sur la « prospérité éternelle ». La production industrielle du monde capitaliste tomba de moitié. Le nombre de chômeurs atteignit plusieurs dizaines de millions. Les prix des marchandises non protégés par les monopoles s'effondrèrent. La crise agraire, fléau des paysans depuis la fin de la guerre, s'aggrava d'une façon catastrophique entraînant la ruine d'innombrables agriculteurs dans les pays agricoles et coloniaux. Et cependant que des millions d'êtres humains étaient sans vivres, sans vêtements et sans abri, la bourgeoisie détruisit des quantités immenses de denrées alimentaires et de produits divers pour atténuer la chute des prix. Des positions-clés de l'économie capitaliste, grandes banques et monopoles, s'écroulent, des Etats entiers font faillite, toutes les monnaies sont dévaluées, on dirait un ouragan emportant tout sur son passage. Son souffle démolit toutes les choses que les opportunistes, à l'époque de la stabilisation, avaient estimées solides pour longtemps. Jusqu'à ce jour, le monde capitaliste ne s'est pas remis des suites de cette dévastation et il ne paraît guère qu'il puisse jamais s'en remettre.

La crise approfondit à nouveau les antagonismes impérialistes ; elle met *fin à la stabilisation également sur le plan extérieur*. La crise du crédit en Allemagne détruit définitivement le système ingénieux des réparations échelonnées sur 58 ans et des dettes interalliées.

Le marché se rétrécit d'une façon chronique. Dans la lutte pour ce marché, la bourgeoisie de chaque pays cherche à établir le monopole sur « son » débouché intérieur ainsi que sur celui de ses

¹ Voici les chiffres attestant l'incapacité du capitalisme d'utiliser à fond les forces productives et sa tendance à la décomposition :

La production industrielle du monde capitaliste a augmenté annuellement en moyenne

Entre	1870	et	1890	de	6,3 %
«	1890	et	1913	«	5,8 %
«	1913	et	1920	«	3,0 %
«	1929	et	1937	«	0,4 %

² Les thèses du VI^e congrès de l'Internationale communiste ont prédit d'une façon juste : « Cette période aboutira inévitablement, à travers une nouvelle accentuation des antagonismes de la stabilisation capitaliste, à un nouvel ébranlement de cette dernière et à une extrême aggravation de la crise générale du capitalisme. » On sait que c'est Staline qui, face à l'interprétation opportuniste de la stabilisation par Boukharine, indiqua la seule voie juste, marxiste.

colonies et des pays tenus sous sa dépendance ; en même temps, par un *dumping* systématique, elle tâche d'écouler à l'étranger l'excédent des marchandises qu'elle ne parvient pas à vendre dans son pays. Le marché mondial se désagrège de plus en plus en une série de marchés nationaux (complétés par leurs colonies) séparés les uns des autres par des cloisons étanches. Dans ces conditions, les pays capitalistes attachent une importance grandissante aux colonies sur lesquelles les oligarchies financières rejettent une bonne partie du fardeau de la crise. L'idée d'un nouveau partage du monde par la force gagne du terrain et c'est le Japon qui commence effectivement cette entreprise en envahissant la Mandchourie.

Finie la stabilisation *intérieure*, l'affaiblissement passager de la lutte des classes. La crise s'abat de tout son poids sur la classe ouvrière. Celle-ci subit, en plus du chômage, les conséquences de la diminution des salaires et de cette nouvelle forme de « rationalisation de crise » qui augmente non pas la productivité, mais l'intensité du travail. D'ailleurs, même les ouvriers qui travaillent sont souvent réduits au chômage partiel. Le mécontentement contre le système capitaliste grandit rapidement. La II^e Internationale et l'Internationale d'Amsterdam ne suffisent plus pour protéger la bourgeoisie. L'influence du Parti communiste augmente, celle des réformistes diminue. C'est pourquoi la bourgeoisie recherche un autre appui, et cela d'autant plus que, à côté des ouvriers, la rébellion commence à gagner les classes moyennes des villes et des campagnes. La grande bourgeoisie se tourne, chaque jour davantage, vers le fascisme.

En lançant le slogan d'une « révolution nationale-socialiste », d'une lutte contre le capital « usurier » et contre les grands propriétaires fonciers, le fascisme recrute des adhérents pour protéger la domination bourgeoise. Il fait des promesses démagogiques à toutes les couches sociales et excite les instincts chauvins, antisémitiques, sanguinaires des masses. « Supprimons la lutte des classes », hurlent les terroristes fascistes en se ruant sur les ouvriers révolutionnaires, car ils mènent une lutte de classe armée dans l'intérêt du grand Capital. Arrivé un pouvoir, le fascisme désavoue cyniquement ses promesses d'antan et établit un régime conférant la toute-puissance à la partie la plus réactionnaire, la plus chauvine, la plus impérialiste de la grande bourgeoisie. Il anéantit toutes les libertés humaines, les conquêtes du XIX^e siècle, les organisations légales de la classe ouvrière et rejette l'Allemagne dans la barbarie du moyen Age.

Une lutte victorieuse contre toute nouvelle avance du fascisme suppose qu'on liquide la division de la classe ouvrière. Au VII^e congrès de l'Internationale communiste, la politique du front unique proclamée par Lénine dès 1921, devient la ligne principale des Partis communistes. Cette politique aboutit à l'unité syndicale, au front unique entre les Partis communistes et social-démocrates, à un vaste Front populaire contre le fascisme et à un mouvement en faveur de ces objectifs dans tous les pays.

La lutte entre la réaction et la démocratie est étroitement liée à la deuxième guerre impérialiste, à cette guerre du bloc des agresseurs fascistes qui, en envahissant la Chine, l'Abyssinie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et l'Espagne, aspirent à un nouveau partage du monde « de Gibraltar à Changhaï ». Les pays faibles subissent, à tour de rôle, l'invasion des agresseurs fascistes. Les gouvernements des puissances dites démocratiques tolèrent ces coups de force ; plus encore, le cas de la Tchécoslovaquie a montré qu'ils soutiennent les agresseurs fascistes contre les démocraties qui sont leurs victimes.

Si les classes dominantes des puissances dites démocratiques adoptent cette attitude, ce n'est pas parce que les agresseurs fascistes disposent de forces supérieures. Tant il est vrai que le fardeau des armements risque d'écraser les agresseurs. Ils ont payé leur armement d'un prix terrible : en

mobilisant toutes les ressources vitales ; en subordonnant totalement la vie économique aux buts de guerre ; par la ruine de l'appareil de production qui subit les effets d'une usure rapide et irréparable ; par l'épuisement des stocks et la perte de l'or. Comparativement à cet état de choses les puissances démocratiques (Etats-Unis, Angleterre, France) ont des ressources économiques et morales infiniment supérieures.

Et, cependant, non contents de reculer sans cesse devant l'agression fasciste, les gouvernements des grandes puissances démocratiques d'Angleterre et de France la facilitent contre les pays faibles, trahissant ainsi leur propre peuple : Il est évident que ce n'est pas à cause d'une soi-disant « supériorité » des pays fascistes qu'ils poursuivent cette politique.

Bien au contraire : ce n'est pas seulement sur le plan économique que les agresseurs fascistes sont plus faibles, leur faiblesse provient également de la haine populaire. En Allemagne, le régime fasciste a contre lui les ouvriers communistes et socialistes, pratiquement toute la classe ouvrière, la plupart des paysans, les Eglises catholique et réformée, des parties de l'ancienne bureaucratie. En vérité, il est en lutte contre le peuple entier. Une guerre contre un adversaire égal aboutirait inévitablement à la défaite et à l'effondrement du fascisme. D'où les mises en garde des généraux allemands à l'adresse de Hitler contre une politique d'aventures.

Mais c'est justement parce que le régime fasciste en Allemagne et en Italie est pourri et gravement menacé par toute résistance sérieuse, que les Chamberlain et Halifax, les Bonnet et Flandin veulent éviter cette résistance à tout prix et qu'ils font des concessions incessantes et acceptent toutes les humiliations. Car les réacteurs [*sic*, pour réactionnaires ?] de tous les pays chérissent le fascisme puisqu'il est, historiquement, la dernière forme de la domination bourgeoise. Ils se demandent, avec angoisse, si la chute de cette forme de dictature fasciste exercée par la partie la plus réactionnaire de la grande bourgeoisie n'entraînera pas la fin de la domination bourgeoise tout court. Pour la grande bourgeoisie réactionnaire des pays démocratiques eux-mêmes, le fascisme est le régime préféré pour la lutte contre la classe ouvrière. D'ores et déjà, le fascisme joue le rôle de gendarme international contre la classe ouvrière de tous les pays. Le bloc de guerre des agresseurs fascistes revêt la forme du pacte anti-comintern. Les hommes d'Etat réactionnaires d'Angleterre et de France espèrent qu'au prix de concessions ils pourront détourner les armées de l'Allemagne et de l'Italie fasciste contre l'Union soviétique. Car l'existence de l'Union soviétique et l'essor du socialisme remplissent d'horreur la grande bourgeoisie du monde entier. Elle ne voit qu'une issue : la croisade armée contre l'Union soviétique

Ce qui distingue la situation actuelle de la première guerre impérialiste, c'est le fait que cette fois-ci les fronts ne suivent pas les frontières des pays belligérants, mais qu'ils traversent tous les pays. Les agresseurs fascistes ont leurs alliés dans les pays démocratiques : les Chamberlain et Halifax en Angleterre, les Flandin, Bonnet, Doriot en France, Beran¹ en Tchécoslovaquie, Wang Tchîn-Ouêi² en Chine, etc. D'autre part, les pays démocratiques et l'Union soviétique ont des alliés

¹ Rudolf Beran (1887-1954) est un homme politique tchécoslovaque. Dirigeant du Parti agraire, il est nommé premier ministre le 1^{er} décembre 1938 et le restera jusqu'à l'institution du Protectorat de Bohême-Moravie, le 15 mars 1939, sur l'ordre d'Hitler. Condamné à vingt ans de prison en 1947 pour collaboration avec l'Allemagne nazie. Mort en prison [cf. Wikipédia].

² Wang Jingwei (1883-1944) est un homme politique chinois. Collaborateur de Sun Yat-sen et dirigeant du Guomindang. Rival de Tchâng Kaï-chek pour la direction du Guomindang, il est chef du gouvernement nationaliste de

puissants dans les pays des agresseurs fascistes : les grandes masses travailleuses. Il est vrai que ces alliés ne peuvent pas se dresser aujourd'hui aussi ouvertement contre le fascisme, que les Doriot et Flandin le font en sa faveur ; mais leur base de masse est infiniment plus large et, au moment décisif, leur force s'abattra vigoureusement sur les bourreaux fascistes. L'aide apportée au peuple espagnol dans sa lutte pour l'indépendance par les héros des brigades internationales appartenant aux partis progressifs de tous les pays a attesté le caractère international de la lutte entre le fascisme et la démocratie, entre la réaction et le progrès.

C'est pourquoi aujourd'hui, vingt ans après la fondation de l'Internationale communiste, la situation du monde capitaliste ressemble sous certains aspects à celle d'alors, mais beaucoup de traits qui la caractérisent aujourd'hui sont entièrement différents. L'Union soviétique, la forteresse du prolétariat révolutionnaire international est devenue puissante. Elle n'est plus, comme à l'époque de la constitution de l'Internationale communiste, un pays agraire, arriéré, dévasté par la guerre, hanté par la famine. Elle est devenue l'un des pays industriels les plus avancés du monde, sa grande agriculture collectivisée est la plus moderne, sa culture connaît un essor rapide. La Constitution staliniste, la seule Constitution du monde réellement démocratique, contient la charte des conquêtes des deux dernières décades : disparition des classes exploiteuses, transformation de la classe ouvrière, des paysans et des intellectuels, suppression progressive des différences entre ces trois classes amies, édification du socialisme. Les élections au Conseil suprême de l'U.R.S.S. ont attesté l'union morale et politique du peuple entier, de toutes les nations de l'Union soviétique. Grâce à l'épanouissement des forces productives, grâce à l'unité morale et politique de toutes les nations qui constituent l'Union soviétique, l'Armée rouge est la meilleure armée du monde. Le troisième plan quinquennal qui sera adopté par le XVIII^e congrès du Parti communiste (b) de l'Union soviétique ouvre la voie vers une nouvelle étape supérieure, celle du communisme où tout le monde travaillera selon ses capacités et consommera selon ses besoins.

Face à cela quel est le tableau du monde capitaliste ?

Sous l'angle, économique : la crise de 1929 a été suivie d'une dépression particulière : une nouvelle crise cyclique lui a succédé en 1937 et cette crise dure jusqu'à ce jour ; déjà le capitalisme s'est avéré incapable d'un nouveau développement, la production industrielle n'a atteint que le niveau de 1937 : l'augmentation n'a pas suivi l'accroissement de la population. Il éclate aux yeux que le capitalisme est devenu une entrave de l'évolution.

Sous l'angle extérieur : une course aux armements sans précédent dans l'histoire. Des forteresses de fer et de béton, garnies de canons de tout genre, se dressent, sur des milliers de kilomètres, le long des frontières des pays européens. On crée des fortifications en plein désert africain. La guerre impérialiste sévit sur trois continents. Chaque jour cette guerre peut dégénérer en une guerre mondiale.

Sous l'angle intérieur : la lutte des classes s'accroît et s'aggrave. Jamais les travailleurs n'ont éprouvé une haine aussi profonde contre les classes dominantes qu'actuellement, dans les pays

Wuhan en 1927, lorsque Tchang rompt avec les communistes (massacre de Shanghaï), et il s'allie brièvement avec les communistes... Après divers épisodes de réconciliation et de ruptures avec Tchang Kai-shek, il finit (en 1940) par prendre la tête d'un gouvernement de collaboration avec le Japon basé à Nankin. Il meurt (d'un cancer du sang) au Japon en 1944. Sa tombe, à Nankin, sera détruite par Tchang quand il reviendra à Nankin. Il est dénoncé comme un renégat aussi bien à Taïwan qu'en Chine populaire [cf. Wikipédia]

fascistes. Le fascisme a beau remplir les prisons et les camps de concentration ; en vain envoie t-il à l'échafaud ses adversaires politiques : la révolution est en route. Le petit groupe de révolutionnaires que Lénine a pu rassembler il y a vingt ans pour créer l'Internationale communiste, est devenu une armée puissante, universelle, sûre de sa victoire finale quelles que soient ses défaites temporaires.

Table des matières

Notice :	1
1. LA HONGRIE COMMUNISTE.....	5
2. LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'EUROPE OCCIDENTALE.....	8
Introduction	8
La crise économique en Europe occidentale.	11
3. L'ANGLETERRE, PUISSANCE MONDIALE, SA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	17
L'Angleterre et ses colonies.....	17
Conséquence de la guerre sur l'économie anglaise	19
Le développement industriel des colonies anglaises	21
L'Europe exclue du nombre des clients	24
La crise économique en Angleterre.....	25
Situation des organisations ouvrières	27
Les leçons de la grève des mineurs	29
L'ouvrier anglais et la politique bourgeoise	31
La question irlandaise.....	33
4. LES BASES ECONOMIQUES DE L'IMPERIALISME AMERICAIN	35
Bases du système économique des Etats-Unis	35
Développement économique des Etats-Unis pendant la guerre	37
L'après-guerre, jusqu'au printemps 1920.....	40
La Crise Economique actuelle.....	42
<i>Restriction de la production et baisse de prix</i>	42
<i>La Crise et la Classe Ouvrière</i>	43
<i>Une tentative impérialiste de résoudre la question</i>	46
5. REVIREMENT DANS LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA RUSSIE SOVIETISTE.....	50
Les postulats de la dictature du prolétariat en Russie.....	51
Les bases sociales de la dictature	52
Le communisme militaire.....	55
La nouvelle politique économique de la Russie	60
Perspectives et conséquences de la nouvelle politique.....	62
6. L'IMPOT ET LA POLITIQUE FISCALE.....	65
Les impôts et le régime social	65

Conceptions fondamentales de l'impôt.....	66
La répercussion de l'impôt.....	68
La politique fiscale de la social-démocratie	71
Bases de la politique fiscale des partis communistes	73
7. COMMENT DOIT ETRE COMPOSE LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.....	75
La Question principale	75
L'Etablissement du Programme.....	76
8. ESQUISSE DE LA PARTIE THEORIQUE DU PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (La période d'après-guerre)	80
9. LES VOIES ET LES OBSTACLES DE LA REVOLUTION MONDIALE.....	84
Décadence ou stabilisation du capitalisme européen ?.....	87
Les éléments de stabilisation	87
Les modifications dans la structure du capitalisme européen d'après-guerre.....	88
La situation économique de l'Europe en 1925.....	91
La nouvelle tactique de la social-démocratie	93
10. LE SURIMPERIALISME ET LA LOI DU DEVELOPPEMENT INEGAL DU CAPITALISME.....	98
11. LA HAUTE CONJONCTURE ECONOMIQUE EN ALLEMAGNE ET LA CLASSE OUVRIERE ALLEMANDE.....	103
Caractère économique de la haute conjoncture allemande.....	103
La situation générale de l'économie allemande et le prolétariat.....	107
12. LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE	109
13. LES ETATS-UNIS DANS LA PERIODE DE DECLIN DU CAPITALISME	123
14. LA DEBACLE BOURSIERE INTERNATIONALE, SIGNE AVANT- COUREUR DE LA PROCHAINE CRISE ECONOMIQUE	127
Les causes de la crise boursière.....	128
La crise de crédit et le krach boursier en Europe	134
Le dépouillement des « petites gens »	136
Le krach boursier en tant qu'élément de crise.....	137
Crise économique et lutte de classes	138
15. L'EXTENSION DE LA CRISE ET LA CHUTE DES PRIX.....	140
16. LA CRISE AGRAIRE INTERNATIONALE	147
Conséquences sociales de la chute des prix des produits agricoles.....	149
Tentatives malheureuses de règlementation des prix du marché mondial	153
Le mot d'ordre central : limitation de la production	155

17. L'ANGLETERRE SUR LA VOIE DU PROTECTIONNISME.....	157
18. LA TRANSFORMATION DE LA CRISE ECONOMIQUE EN CRISE MONDIALE GENERALE	163
19. L'ISSUE CAPITALISTE A LA CRISE ECONOMIQUE : MATURATION DE LA NOUVELLE CRISE CYCLIQUE.....	173
Une nouvelle crise cyclique mûrit.....	177
La situation économique des pays les plus importants.....	179
20. OU VA LE MONDE CAPITALISTE ?.....	186
21. DE LA NOUVELLE CRISE ECONOMIQUE MONDIALE	194
22. L'AGONIE DU CAPITALISME	201